

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1966 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers de la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1966

Le présent article analyse, comme chaque année depuis 1949, l'évolution et la structure du commerce extérieur au cours de l'année écoulée. Il comprend cinq chapitres. Le premier retrace brièvement les développements les plus marquants des échanges au cours de 1966; l'accent est mis spécialement sur le développement, parmi les exportations des dernières années, des produits les plus achevés et des produits à progrès technique marqué.

Le deuxième chapitre donne un aperçu des principaux changements apportés en 1966 à la réglementation du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Les troisième et quatrième chapitres sont consacrés à l'analyse détaillée des importations et des exportations par catégories de produits et par secteurs. Enfin, le cinquième chapitre décrit l'orientation géographique des courants commerciaux.

1. EVOLUTION DES ECHANGES DE L'U.E.B.L.

L'expansion du commerce extérieur de l'U.E.B.L. s'est poursuivie en 1966 tant en valeur qu'en volume, mais à une allure moindre qu'au cours de l'année précédente. Cette évolution n'est pas particulière à l'U.E.B.L.; elle vaut également pour l'ensemble des pays de la Communauté Economique Européenne et s'explique par le ralentissement de l'activité économique dans certains d'entre eux.

La diminution du rythme de progression de la valeur des échanges n'a porté, en ce qui

concerne l'U.E.B.L., que sur les exportations qui se sont accrues à un taux de moitié inférieur à celui de 1965. Les importations, par contre, ont augmenté un peu plus rapidement que l'année précédente.

Les exportations ont progressé en valeur de 7 p.c. et en volume de 4,4 p.c., contre respectivement 14,2 et 13,3 p.c. en 1965. Ces variations d'une année à l'autre s'expliquent essentiellement par la détérioration de la situation économique en République fédérale d'Allema-

gne, deuxième client de l'U.E.B.L. La valeur des ventes de l'Union à ce pays n'a progressé que de 3,3 p.c. en 1966, contre 20,3 p.c. l'année précédente; elle s'est même légèrement contractée au second semestre de 1966 par rapport à la même période de 1965.

Les importations ont augmenté en valeur de 10,4 p.c. et en volume de 7,4 p.c., contre respectivement 8,7 p.c. et 9,3 p.c. en 1965. Ce sont les variations des valeurs unitaires à

l'importation qui expliquent que la progression des valeurs globales importées ait été plus rapide en 1966 qu'en 1965, alors que celle des volumes importés s'est ralentie. Entre 1964 et 1965, les variations des cours mondiaux des matières premières avaient entraîné une baisse des prix à l'importation de 0,5 p.c.; entre 1965 et 1966, elles ont, au contraire, amené une hausse de ces prix de 1,6 p.c. Par ailleurs, l'expansion des importations s'est

Tableau I.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)			Pourcentage de couverture	Indices (Base 1958 = 100)				
	Imports	Exports	Solde		Imports		Exports		Termes de l'échange
					Volume	Valeur unitaire	Volume	Valeur unitaire	
1958	156,4	152,3	- 4,1	97,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	172,1	164,8	- 7,3	95,7	111,4	97,4	111,6	96,4	99,0
1960	197,9	188,8	- 9,1	95,4	123,8	99,4	125,0	98,7	99,3
1961	210,9	196,2	-14,7	93,0	132,3	99,9	130,0	97,8	97,9
1962	227,8	216,2	-11,6	94,9	144,6	99,5	145,1	96,4	96,9
1963	255,6	242,0	-13,6	94,7	160,5	100,1	157,9	97,9	97,8
1964	299,0	279,5	-19,5	93,5	184,4	101,9	175,7	101,1	99,2
1965	324,8	319,1	- 5,7	98,2	201,5	101,4	199,1	102,4	101,0
1966	358,7	341,4	-17,3	95,2	216,4	103,0	207,9	104,8	101,7
1964 1 ^{er} trimestre	73,5	68,4	- 5,1	93,1	180,8	102,4	175,6	99,4	97,1
2 ^e trimestre	76,6	70,0	- 6,6	91,4	189,0	102,1	177,2	101,3	99,2
3 ^e trimestre	70,7	65,3	- 5,4	92,4	174,4	102,1	163,1	102,1	100,0
4 ^e trimestre	78,2	75,8	- 2,4	96,9	190,7	103,4	189,0	101,8	98,5
1965 1 ^{er} trimestre	75,6	78,6	+ 3,0	104,0	187,9	101,4	199,6	101,4	100,0
2 ^e trimestre	81,3	77,3	- 4,0	95,0	205,4	100,4	194,1	101,5	101,1
3 ^e trimestre	77,5	76,5	- 1,0	98,6	191,0	102,4	188,7	103,5	101,1
4 ^e trimestre	90,4	86,7	- 3,7	96,0	224,2	101,7	215,4	103,2	101,5
1966 1 ^{er} trimestre	86,8	82,3	- 4,5	94,9	213,4	102,9	202,3	104,4	101,5
2 ^e trimestre	89,9	87,3	- 2,6	97,1	214,8	103,9	215,2	103,7	99,8
3 ^e trimestre	87,2	81,1	- 6,1	93,0	212,2	103,0	197,5	105,4	102,3
4 ^e trimestre	94,8	90,7	- 4,1	95,7	226,9	103,7	218,8	105,4	101,6

réalisée essentiellement pendant les premiers mois de 1966, tant en valeur qu'en volume, concurremment avec l'expansion plus rapide de la production industrielle pendant cette période et avec la hausse des cours mondiaux qui a eu une incidence non seulement sur les valeurs unitaires à l'importation mais aussi, par le gonflement des stocks qui s'est ensuivi, sur le volume des achats à l'étranger.

Un classement des importations par catégorie de biens fait apparaître une progression très

rapide, en 1966, des achats de biens de production, qui représentent quelque 65 p.c. de la valeur globale des importations de l'U.E.B.L. et de ceux de biens d'équipement, et un ralentissement très marqué du rythme d'expansion des importations de biens de consommation.

Les approvisionnements de l'U.E.B.L. ont continué, comme ils le font depuis une dizaine d'années, à se concentrer de plus en plus sur les produits des pays de la C.E.E. En

revanche, les achats aux pays de l'A.E.L.E. et surtout aux Etats-Unis et au Canada ont représenté en 1966 une part moins importante des importations totales de l'U.E.B.L. qu'en 1965. Les importations en provenance des pays de la zone sino-soviétique ont gardé la même importance relative au cours des deux années, tandis que celles qui proviennent des pays en voie de développement ont représenté en 1966 une plus grande proportion des importations totales.

En ce qui concerne les exportations de l'U.E.B.L., leur accroissement n'a plus été quasi général comme en 1965, aussi bien pour les ventes par secteur économique que pour les ventes par pays acheteur.

En sus de la réduction habituelle des exportations de l'industrie houillère, on a enregistré un déclin de la valeur des ventes à l'étranger de la sidérurgie, des carrières, de l'industrie pétrolière, des cimenteries et de l'industrie de la céramique et des briqueteries. Parmi les secteurs dont les livraisons à l'étranger ont progressé, ce sont les industries des métaux non ferreux, les industries textiles et du vêtement, l'industrie diamantaire, l'industrie des fabrications métalliques et les industries chimiques qui ont accru le plus leurs ventes en valeur absolue.

Réparties par grandes zones géographiques, les exportations de l'U.E.B.L. accusent un léger recul absolu à l'égard des pays en voie de développement. Par rapport à la valeur totale exportée, la part des livraisons aux partenaires de la C.E.E., qui avait été en légère régression en 1965, s'est accrue en 1966. Il en est de même des ventes aux Etats-Unis, au Canada et à la zone sino-soviétique. Au contraire, les achats de l'A.E.L.E. ont été proportionnellement moins importants qu'en 1965.

L'action combinée des rythmes de progression — plus lent pour les exportations et plus rapide pour les importations — a abouti à une réduction du pourcentage de couverture des importations par les exportations, qui avait été exceptionnellement élevé en 1965. De 98,2 p.c. au cours de cette année, ce pourcentage est revenu à 95,2 p.c. en 1966. Il en est résulté pour la balance commerciale un déficit de 17,3 milliards, contre 5,7 milliards en 1965.

Les termes de l'échange se sont pourtant encore améliorés, la valeur unitaire moyenne

ayant augmenté en 1966 de 2,3 p.c. à l'exportation, contre 1,6 p.c. à l'importation. L'indice des termes de l'échange, base 1958 = 100, est ainsi passé de 101 en 1965 à 101,7 en 1966.

Parmi les exportations de l'U.E.B.L., il est intéressant de suivre la part que prennent, au cours des années, les produits les plus achevés et/ou ceux dits à progrès technique marqué. Effectivement, l'évolution des indices de l'Institut National de Statistique par catégories d'exportations établies selon la proximité du stade d'utilisation finale des produits ⁽¹⁾, indique qu'au cours des dernières années, les exportations des produits les plus achevés se sont structurellement développées plus que celles des autres produits et particulièrement des articles ayant subi une transformation simple. Par ailleurs, il est probable que les produits « bruts » incorporent une technicité croissante. Cette orientation vers un degré plus élevé d'élaboration des produits exportés, suscitée sans doute par les exigences et les possibilités d'un marché élargi, constitue une meilleure exploitation des avantages comparatifs des pays hautement industrialisés. Elle contribue à l'amélioration des termes de l'échange et répond, au surplus, à une demande en expansion structurelle caractérisée et conjoncturellement plus stable.

Un autre classement des exportations dont le but était d'isoler, parmi les produits exportés, les produits dits à progrès technique marqué, a été établi pour l'U.E.B.L., les pays partenaires de la C.E.E. et le Royaume-Uni, de 1961 à 1965 inclus. Bien que les résultats de ce classement, difficile à établir statistiquement, doivent être interprétés avec beaucoup de prudence, ils permettent de conclure que la part des produits à progrès technique marqué dans la valeur des exportations du secteur auquel ils appartiennent est, comparative-ment aux autres pays, assez élevée en U.E.B.L. Il convient de souligner à ce sujet que la position de l'U.E.B.L. est largement influencée par les apports de l'étranger, en particulier par les implantations, sur son territoire, d'entreprises qui livrent aux pays de la C.E.E. des produits à progrès technique marqué.

(1) Articles bruts, articles ayant subi une transformation simple et articles ayant subi une transformation plus avancée.

2. EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION DES ECHANGES COMMERCIAUX

La libération des échanges de l'U.E.B.L. s'est poursuivie essentiellement, comme les années précédentes, dans le cadre des organisations internationales.

En ce qui concerne la Communauté Economique Européenne, le désarmement douanier entre les pays membres a marqué de nouveaux progrès, tout comme l'alignement sur un tarif douanier commun. Une réduction de 10 p.c. des droits intracommunautaires a eu lieu le 1^{er} janvier 1966, conformément au Traité : la réduction totale des droits intracommunautaires par rapport au niveau de base (en vigueur au 1^{er} janvier 1957) a ainsi atteint 80 p.c. pour les produits industriels, et pour les produits agricoles non soumis à l'organisation commune de marché, 65 ou 60 p.c. selon les produits; cependant, pour la plupart des produits agricoles qui sont soumis à l'organisation commune de marché, des prélèvements se substituent aux droits de douane et sont appelés à diminuer, dans la mesure du rapprochement des prix pratiqués dans les différents pays membres. Par ailleurs, les Etats membres ont appliqué une réduction des droits de douane subsistant pour des produits du secteur de la viande bovine et des droits sur les tabacs bruts, respectivement au 1^{er} avril et au 1^{er} juillet 1966.

Parallèlement, la mise en place progressive du tarif douanier commun, qui se réalise par la réduction de l'écart entre ce dernier et les taux appliqués par les Etats membres au 1^{er} janvier 1957, s'est poursuivie le 1^{er} janvier 1966 : pour les produits agricoles, l'écart a été réduit de 30 p.c., tandis que pour les produits industriels, la réduction anticipée de 30 p.c. opérée sur certains produits en 1963 a été consolidée et étendue à la plupart des autres produits. Au total, l'écart en question se trouve ainsi réduit de 60 p.c. pour la grande majorité des produits.

Le Conseil de Ministres a décidé, le 11 mai 1966, d'avancer la date de réalisation de l'union douanière du 1^{er} janvier 1970 au 1^{er} juillet 1968; à cette date, le tarif extérieur commun des droits d'entrée sera d'application et la Communauté se présentera comme une entité douanière définitivement constituée.

Les contingents tarifaires à droit réduit ou nul accordés par les autorités communautaires

à des Etats membres pour des produits importés de pays tiers, ont continué de diminuer en 1966.

En ce qui concerne la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, les relèvements tarifaires à la périphérie décidés par la Haute Autorité au début de l'année 1964 ont été maintenus en raison de l'aggravation de la situation du marché communautaire de l'acier : ils consistent généralement en une hausse des anciens droits harmonisés des pays membres au niveau le plus élevé de ces droits, c'est-à-dire à celui du tarif italien. Néanmoins, pour des raisons de politique commerciale, l'incidence de cette mesure a été atténuée, comme auparavant, par l'octroi, par les instances communautaires, de contingents d'importation aux anciens droits harmonisés et par l'application de mesures semestrielles permettant d'importer des quantités limitées d'acier à des droits inférieurs aux nouveaux droits harmonisés. En outre, les dispositions prises à l'égard des pays ou territoires à commerce d'Etat ont été renouvelées pour un an : les importations de produits sidérurgiques en provenance de ces pays restent limitées et il est interdit aux producteurs de la Communauté d'aligner leurs prix sur les offres plus basses de fonte et d'acier faites par ces pays.

Les entraves à la libre circulation des marchandises entre les pays de l'Union Economique Benelux qui existaient au moment de l'entrée en vigueur du Traité d'Union, devaient être progressivement éliminées avant le 1^{er} novembre 1965; ce terme a été de nouveau reporté d'un an, c'est-à-dire au 1^{er} novembre 1967, par une décision du Comité de Ministres du 17 octobre 1966. Ce Comité avait déjà décidé, le 18 avril 1966, de prolonger jusqu'au 1^{er} novembre 1967 la période transitoire prévue pour l'harmonisation des politiques agricoles, période durant laquelle des mesures limitant les échanges de produits agricoles ou alimentaires peuvent être prises par les Etats contractants.

Aucun nouvel accord commercial n'est entré en vigueur au cours de l'année 1966 entre Benelux et d'autres pays, tandis que des accords ont été reconduits; à la fin de l'année, les échanges avec dix-huit pays non mem-

bres de la C.E.E., dont cinq pays de l'Est, étaient régis par des accords commerciaux avec Benelux.

Enfin, aucune réglementation nouvelle importante n'a été prise dans le domaine de l'action autonome de l'U.E.B.L. Deux arrêtés ministériels du 26 octobre 1966 ont apporté certaines modifications à la liste des produits soumis au régime de la licence d'importation

et d'exportation; il s'agit principalement de la suppression de la licence d'importation pour de nombreux produits en provenance des Pays-Bas et des autres pays de la C.E.E. Pour l'ensemble de l'année 1966, la part des échanges soumis à licence s'est maintenue, pour les importations, au niveau de 22 p.c., tandis que pour les exportations, elle a continué de diminuer pour se situer à 31 p.c.

3. COURANTS D'IMPORTATION

Les importations de l'U.E.B.L. ont atteint, en 1966, 358,7 milliards de francs, ce qui constitue une progression de 10,4 p.c. par rapport à 1965. Cette progression correspond à un accroissement de volume de 7,4 p.c. et de la valeur unitaire moyenne globale de 1,6 p.c. ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ L'indice de la valeur globale 1965 = 100, obtenu en multipliant l'indice du volume de Laspeyres (107,4) par l'indice des valeurs unitaires moyennes de Paasche (101,6) est de 109,1. Cette progression de 9,1 p.c. ne correspond pas exactement à celle, de 10,4 p.c., qui résulte de la division des valeurs globales importées respectivement en 1966 et 1965. La différence s'explique par l'élimination, dans les calculs d'indices du volume et des valeurs unitaires, de certaines rubriques qui présentaient, d'une année à l'autre, des variations erratiques.

L'accélération du rythme d'accroissement des importations résulte essentiellement de la hausse de 12 p.c. de la valeur des importations de biens de production, dont la part dans la valeur totale a atteint 66 p.c., contre 65,1 p.c. en 1965. Les importations de biens de consommation n'ont progressé que de 4,5 p.c.; leur part dans l'importation globale est ainsi tombée de 21,6 à 20,4 p.c. Quant aux importations de biens d'équipement, elles ont augmenté de 13,9 p.c. et leur part est passée de 13 à 13,4 p.c. des importations totales.

La part de la C.E.E. dans la valeur totale des importations est passée de 55,3 p.c. en 1965 à 55,9 p.c. en 1966. Dans cette quotité,

Tableau II.

Importations par catégories de biens

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices du volume 1966/1965	Indices de la valeur unitaire 1966/1965	Indices de la valeur globale 1966/1965
	1965	1966			
Biens de production	211,4	236,9	109	101	112
Biens de consommation	70,2	73,3	106	101	105
Biens d'équipement	42,1	48,0	n.d.	n.d.	114
Divers	1,1	0,5			
Total ...	324,8	358,7	107	102	110

dont 56,6 p.c. sont des biens de production et 25,9 p.c., des biens de consommation, la part de la République fédérale d'Allemagne a atteint 38,7 p.c., celle de la France, 27,8 p.c. et celle des Pays-Bas, 26,2 p.c. Les importations en provenance des Etats-Unis et du Canada ont représenté 9,1 p.c., du Royaume-Uni, 7,4 p.c. des autres pays de l'A.E.L.E., 5,1 p.c. et des pays en voie de développement, 15,2 p.c.

a) Biens de production.

Les importations de biens de production se sont élevées à 236,9 milliards en 1966, contre 211,4 milliards en 1965. Cette augmentation de 12 p.c. — contre 7,5 p.c. en 1965 — résulte principalement d'un accroissement de volume, l'indice de la valeur unitaire n'ayant augmenté que de 1 p.c.

Tableau III.

Importations de biens de production

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Evolution par rapport à 1965 (pour cent)
	1965	1966	
<i>Biens de production destinés :</i>			
aux industries métallurgiques	72,9	86,4	+ 18,4
à l'agriculture et aux industries alimentaires	21,4	24,3	+ 13,6
aux industries textiles	21,1	22,3	+ 5,4
à l'industrie diamantaire	14,1	18,1	+ 28,4
aux raffineries de pétrole	13,3	12,4	- 7,0
à l'industrie de la construction	4,8	5,8	+ 22,9
à l'industrie du bois	4,5	4,8	+ 6,6
aux industries du papier et des arts graphiques	3,5	3,8	+ 7,6
à l'industrie du cuir	2,9	3,1	+ 6,5
à l'industrie du tabac	1,9	1,8	- 8,6
à l'industrie du caoutchouc	1,2	1,3	+ 12,0
<i>indistinctement aux divers secteurs de la production :</i>			
produits chimiques	14,8	16,6	+ 12,1
combustibles solides	10,8	9,7	- 10,0
huiles minérales raffinées	4,3	5,0	+ 16,5
autres produits	19,9	21,5	+ 8,4
Total ...	211,4	236,9	+ 12,0

Les achats de biens de production aux pays partenaires de la C.E.E. — surtout à la République fédérale d'Allemagne et à la France — ont représenté 47,9 p.c. des importations de ces biens, contre 47,4 p.c. en 1965, tandis que les achats aux Etats-Unis sont revenus de 9,2 à 8,5 p.c. du total importé et que les achats aux pays de l'A.E.L.E. sont restés proportionnellement égaux. Les achats aux pays en voie de développement ont atteint 20,7 p.c. du total.

L'industrie sidérurgique, dont la situation a continué d'être caractérisée par un excès de l'offre sur la demande, a réduit sa production de fonte et d'acier brut de 2,2 p.c. et ses importations de minerai de fer de 9,9 p.c. en poids et de 8,9 p.c. en valeur; le mouvement

de substitution du minerai d'origine communautaire — presque exclusivement de la France, soit 60,7 p.c. des importations — par celui, plus riche en fer, qui provient des pays tiers, s'est poursuivi. Les importations de métaux bruts ont, par contre, augmenté de 4,6 p.c. en poids, tandis que leur valeur globale n'a pratiquement pas changé; dans ces importations interviennent également des achats de l'industrie de première transformation du secteur des fabrications métalliques, dont le niveau d'activité d'ensemble est demeuré assez stable.

L'activité globale des industries des métaux non ferreux a été légèrement plus élevée qu'en 1965. La production de métaux bruts a fléchi

Tableau IV.

Importations de biens de production destinés aux industries métallurgiques

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Unité	1965	1966
Minerai de fer	milliers de tonnes	24.065	21.691
Minerais de métaux non ferreux	milliards de francs	5,5	5,8
Mitraille	milliers de tonnes	147	196
Cuivre brut	milliers de tonnes	385	401
Autres métaux non ferreux bruts	milliards de francs	6,2	5,7
Fonte, lingots, ferro-alliages	milliards de francs	2,4	2,4
Pièces détachées d'avions, de navires et divers	milliards de francs	3,4	2,9
Pièces détachées d'autos, de motos et de cycles	milliards de francs	25,1	29,3

de 1,7 p.c., la baisse de la production de plomb et de cuivre n'ayant été que partiellement compensée par le développement de celle de zinc, mais la production de demi-produits a augmenté de 6,1 p.c., en raison de la forte progression de la production de produits en aluminium, la production de demi-produits de cuivre ayant fléchi. Par rapport à 1965, les prix du cuivre ont fortement haussé, tandis que ceux du zinc et du plomb ont baissé et que ceux de l'aluminium ont été stables. Les industries des métaux non ferreux ont réduit la quantité globale des importations de minerais de 3,8 p.c., notamment de manganèse et de certains résidus. En valeur, les importations ont cependant augmenté de 4,9 p.c. Les achats de cuivre brut et de mitraille de cuivre ont augmenté de 4,1 p.c. en poids et de 53,9 p.c. en valeur, pour atteindre 19,6 milliards. Les importations d'autres métaux non ferreux bruts, y compris les mitrilles, ont augmenté de 15,3 p.c. en poids et de 22,9 p.c. en valeur, principalement sous l'influence de l'augmentation des achats d'aluminium, dont la valeur a représenté un peu plus de 40 p.c. de ces importations.

Dans l'*industrie des fabrications métalliques*, le rythme d'expansion global s'est encore contracté, mais certaines branches d'activité ont connu d'importants développements. L'augmentation des importations de demi-produits métalliques a été vive : pour le fer et l'acier, elle a été de 26,3 p.c. en poids et de 17,2 p.c. en valeur, tandis que pour les métaux non ferreux, elle a été de 30,6 p.c. en poids et de 25 p.c. en valeur. Les importations de pièces détachées d'autos, de motos et de cycles ont augmenté de 13,4 p.c. en poids et de 16,7 p.c. en valeur, sous l'influence des nouveaux progrès réalisés dans l'assemblage automobile, surtout de véhicules utilitaires. Les importations de pièces détachées d'avions, de navires et divers ont diminué de 2,1 p.c. en poids et de 13,7 p.c. en valeur, à la suite du recul de l'activité dans la construction aéronautique et navale.

La valeur des importations de biens de production destinés à l'*agriculture* et aux *industries alimentaires* a augmenté de 13,6 p.c., contre 12 p.c. en 1965. Près de la moitié de cet accroissement concerne les importations de

Tableau V.

Importations de biens de production destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Unités	1965	1966
Céréales	<i>milliards de francs</i>	8,9	10,2
dont : maïs	<i>milliers de tonnes</i>	810	867
froment	<i>milliers de tonnes</i>	506	541
orge	<i>milliers de tonnes</i>	364	413
Produits pour animaux	<i>milliards de francs</i>	3,6	4,5
Engrais et produits phytopharmaceutiques ...	<i>milliards de francs</i>	3,9	3,9
Huiles et graines oléagineuses	<i>milliards de francs</i>	2,7	3,2
Cacao	<i>milliards de francs</i>	0,8	0,8
Houblon	<i>milliards de francs</i>	0,2	0,1

céréales, qui ont augmenté de 14,5 p.c. en quantité. La hausse est la même en valeur : en réalité, la hausse des prix de l'orge et surtout du froment et la baisse des prix du maïs et d'autres céréales se sont équilibrées.

Les quantités importées de maïs, principale céréale, ont progressé de 7 p.c.; les achats aux Etats-Unis, qui ont augmenté de 8,8 p.c., ont atteint 79,3 p.c. du total. Par suite d'une forte baisse de la récolte indigène consécutive à une réduction de la superficie cultivée et du rende-

ment, les importations de froment ont augmenté de 6,9 p.c. en quantité et de 12,9 p.c. en valeur; les quantités ont été livrées à concurrence de 59,9 p.c. par le Canada et de 20,4 et 17 p.c. respectivement par les Etats-Unis et la France, ces deux pays ayant fortement augmenté leur part. Quant à l'orge, comme la récolte a baissé malgré l'augmentation de la superficie cultivée, les quantités importées ont augmenté de 13,5 p.c.; la part de la France est passée de 71 à 74,4 p.c. L'accroissement des

importations de céréales est cependant dû surtout aux achats d'autres céréales (à l'exclusion de l'avoine, du seigle et du riz) qui proviennent essentiellement des Etats-Unis et dont la quantité a continué d'augmenter fortement, cette fois de quelque 30 p.c.

Les importations de produits pour animaux ont augmenté de 23,7 p.c. en quantité et à peu près dans la même proportion en valeur, principalement sous l'influence de l'augmentation des importations de résidus du traitement des graines de céréales.

Les importations d'engrais et de produits phytopharmaceutiques ont diminué de 5,4 p.c. en poids et de 1,4 p.c. en valeur.

Enfin, les importations d'huiles et de graines oléagineuses ont augmenté de 19,5 p.c. en quantité et de 18,8 p.c. en valeur; l'augmentation résulte principalement du gonflement des achats de graines de soya, dont les Etats-Unis sont pratiquement les seuls fournisseurs.

La valeur des importations de biens de production pour les *industries textiles* a augmenté de 5,4 p.c. Cette hausse recouvre des évolutions différentes selon le degré d'élabo-

ration des produits importés et selon les matières de base auxquelles ceux-ci se rattachent.

Les importations de matières premières ont baissé de 2,2 p.c. en valeur et de 7,7 p.c. en poids, ce qui résulte principalement, d'une part, de la diminution des achats de lin, de 21,7 p.c. en valeur et un peu plus en poids, bien que l'activité des filatures de lin se soit maintenue au même niveau qu'en 1965, et, d'autre part, de la diminution des achats de laine, qui a été de 4,4 p.c. en valeur et de 7,6 p.c. en poids et qui reflète le fléchissement de l'activité des industries de la préparation.

Les importations de demi-produits textiles ont augmenté de 22,1 p.c. en valeur et de 24,3 p.c. en poids, par suite d'un accroissement des achats de matières artificielles et synthétiques, de laine et de coton, respectivement de 27,6, 19,4 et 40,3 p.c.; l'augmentation en poids est à peu près identique. Pour la laine, la progression est allée de pair avec un développement de la production des filatures, surtout en laine peignée; la hausse des importations de filés artificiels et synthétiques s'explique à la fois par l'expansion considérable du tissa-

Tableau VI.

Importations des principales matières premières destinées aux industries textiles

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités importées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1966	Indices d'activité dans le secteur considéré 1966/1965
	1965	1966		
Laine en suint ou lavée à dos	95	87	4,6	{ 94,9 (a) { 97,1 (b) { 105,2 (c) { 96,4 (d) { 105,5 (d) { 99,3 (d)
Coton en masse	77	79	2,3	
Jute brut	97	99	1,2	
Lin brut et assimilés	273	213	1,0	

(a) Lavoirs et carbonisages de laine. — (b) Peignages de laine. — (c) Filatures et tissages de laine. — (d) Filatures.

ge de matières synthétiques et par la possibilité d'importer les filés à des prix inférieurs à ceux du marché intérieur; c'est aussi cette dernière qui explique principalement la hausse des importations de filés de coton.

L'accroissement de la valeur des importations de biens de production destinés à l'*industrie diamantaire*, qui n'avait été que de 4,3 p.c. en 1965, a atteint 28,4 p.c. en 1966; l'activité

de cette industrie a été très soutenue, en raison du développement de la demande mondiale de diamants non industriels taillés.

Les quantités importées de pétrole brut des *raffineries de pétrole* ont augmenté de 7,2 p.c.; cette augmentation doit être rapprochée de celle de la mise en œuvre de pétrole brut, qui a été de 6,4 p.c., la part du pétrole dans la consommation intérieure brute de sources pri-

maires d'énergie en U.E.B.L. étant passée de 43,4 p.c. en 1965 à 47,5 p.c. en 1966. En valeur, les importations ont diminué de 7 p.c., sous l'effet d'une baisse des prix et, dans une moindre mesure, des frets. Les quantités livrées par l'Iran, principal fournisseur, ont diminué de 19,3 p.c. et ont représenté 26,5 p.c. du total; cette diminution a été plus que compensée par l'augmentation des livraisons des autres principaux fournisseurs, surtout de la Libye.

Les importations de biens de production destinés à l'*industrie de la construction* ont augmenté de 22,9 p.c. en valeur et de 18,1 p.c. en quantité. Cette progression concerne de nombreuses catégories, dont la principale, celle des constructions et éléments de construction en fonte, fer ou acier.

Les importations de biens de production destinés à l'*industrie du travail du bois* ont augmenté de 6,6 p.c. en valeur et de 3,8 p.c. en quantité, par suite du développement de l'activité de cette industrie, favorisé surtout par l'expansion de la fabrication de meubles.

Les importations de biens de production destinés aux *industries du papier et des arts graphiques* ont augmenté de 7,6 p.c. en valeur et de 8,3 p.c. en quantité, principalement sous l'effet d'un accroissement des achats de pâtes de bois de l'industrie de la fabrication du papier et du carton, dont le volume de production s'est accru de 6,3 p.c., en réponse surtout à la demande extérieure.

Les importations de biens de production destinés à l'*industrie du cuir* ont diminué de 4,6 p.c. en poids et augmenté de 6,5 p.c. en valeur; cette évolution divergente, qui s'était déjà produite en 1965, s'explique par le niveau beaucoup plus élevé, par rapport à 1965, des cours des peaux brutes, qui constituent une part très importante du prix de revient des tanneries.

Les importations de *produits chimiques* destinés aux divers secteurs de la production ont augmenté de 12,1 p.c. en valeur. Cette progression résulte davantage de la hausse des importations de matières plastiques — en particulier de polyéthylène et de polyamides —

que de celle des importations d'autres produits chimiques : les achats de matières plastiques et assimilées ont progressé de 23,6 p.c. en volume et de 20,6 p.c. en valeur, pour représenter 34 p.c. de la valeur totale des produits chimiques importés, contre 31,6 p.c. en 1965.

La valeur des importations de *combustibles solides* — qui sont essentiellement des produits charbonniers — destinés indistinctement aux divers secteurs industriels, a diminué de 10 p.c., par suite de la baisse persistante des achats de houille et de coke de houille, consécutive, d'une part, à la contraction structurelle et conjoncturelle de la consommation, la part du charbon dans la consommation intérieure brute de sources primaires d'énergie en U.E.B.L. étant tombée de 55,1 p.c. en 1965 à 50,6 p.c. en 1966, et, d'autre part, à une réduction des prix belges opérée en juin.

Les importations d'*huiles minérales raffinées* destinées aux divers secteurs de la production ont, après la diminution de 1965, augmenté de 18,6 p.c. en quantité et de 16,5 p.c. en valeur, essentiellement par suite des augmentations des achats de gas-oil, de fuel-oil et d'huiles lubrifiantes, principale catégorie.

b) Biens de consommation.

Le rythme d'accroissement des importations de biens de consommation s'est fortement ralenti en 1966. La valeur de ces importations a augmenté de 4,5 p.c., contre 17,5 p.c. en 1965, pour atteindre 73,3 milliards, dont 41,6 milliards de biens durables. En volume,

Tableau VII.

Indices du niveau de consommation en 1966

(Base 1965 = 100)

Indice du volume de la consommation alimentaire ¹ (variations saisonnières éliminées)	100
Indice des ventes ² :	
dans les grands magasins	103
dans les coopératives	100
Indice de la valeur des transactions soumises au timbre ¹	104
Indice du volume des importations de biens de consommation ³	106

¹ Source : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques de l'Université de Louvain.

² Source : Institut National de Statistique (ajusté pour tenir compte des prix de détail).

³ Source : Banque Nationale de Belgique.

l'accroissement est de 6 p.c., contre 14 p.c. en 1965. Ce ralentissement du rythme de progression des importations de biens de consommation est à rapprocher de celui du taux d'expansion du volume de la consommation privée qui est revenu de 4,1 p.c. en 1965 à 2,9 p.c. en 1966. La part de la C.E.E. dans la valeur des importations de biens de consommation est passée de 69,5 p.c. en 1965 à 70,9 p.c. en 1966; celle des pays de l'A.E.L.E. est tombée de 10,7 p.c. en 1965 à 9,7 p.c. en 1966.

Les importations d'*articles textiles*, qui ont représenté 33,2 p.c. des importations de biens

de consommation durables, ont augmenté de 13,1 p.c. Comme les années précédentes, cette augmentation se rapporte principalement aux articles de bonneterie et de confection. La part des achats d'articles textiles dans la Communauté est revenue de 83,8 p.c. en 1965 à 82,9 p.c. en 1966.

Les importations de *voitures automobiles* neuves et usagées (y compris les voitures mixtes) se sont élevées à 134.016 unités, ce qui représente une baisse de 16.029 unités ou de 7,1 p.c. en valeur par rapport à l'année 1965, au cours de laquelle elles avaient enre-

Tableau VIII.

Importations de biens de consommation

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices de la valeur globale 1966/1965
	1965	1966	
<i>Biens de consommation durables</i>	40,2	41,6	104
dont : articles textiles	12,2	13,8	113
véhicules automobiles	8,2	7,6	93
appareils ménagers	5,3	4,6	87
motos, cycles, etc.	0,4	0,4	108
<i>Biens de consommation non durables</i>	30,0	31,7	105
Produits alimentaires	24,3	25,5	105
dont : fruits et légumes	(6,3)	(7,5)	(120)
viandes, graisses, poissons et crustacés	(6,7)	(6,3)	(94)
produits laitiers	(2,9)	(3,6)	(125)
café, thé et épices	(3,5)	(3,1)	(88)
vins et spiritueux	(2,2)	(2,2)	(100)
Autres biens de consommation non durables	5,7	6,2	107
Total ...	70,2	73,3	104

gistré une forte expansion. Cette baisse, qui peut être mise en rapport avec celle de la mise en circulation de voitures pour personnes, s'est traduite par une contraction des achats aux Pays-Bas et surtout à la République fédérale d'Allemagne — ces derniers étant tombés de 50,1 à 42,4 p.c. du total. Au contraire, les achats à la France et à l'Italie se sont accrus. Tout comme en 1965, la part des achats aux pays partenaires de la C.E.E. a représenté 86,7 p.c.

La valeur des importations d'*appareils ménagers* a baissé de 12,8 p.c. Bien que cette baisse ait affecté surtout, en montants absolus, les achats aux pays partenaires de la C.E.E., leur part a progressé de 86 p.c. en 1965 à

87,1 p.c. en 1966; la République fédérale d'Allemagne occupe encore la première place.

En ce qui concerne la valeur des importations de *produits alimentaires*, qui a représenté quelque 80 p.c. des importations de biens de consommation non durables, elle a progressé de 5 p.c. par rapport à 1965, essentiellement par suite d'une augmentation des volumes importés. L'évolution des catégories composantes a été cependant très divergente. Ainsi, les importations de fruits et légumes viennent à présent en tête, avec une hausse de 19,8 p.c.; celles de produits laitiers ont augmenté de 24,7 p.c., tandis que celles de viandes, graisses, poissons et crustacés et de café, thé et épices ont diminué respectivement

de 6,1 et 12,4 p.c. Les importations de produits alimentaires proviennent, à concurrence de 52,5 p.c., des pays de la C.E.E., contre 50,5 p.c. en 1965, et, à concurrence de 10,2 p.c., des pays de l'A.E.L.E., contre

celle des Etats-Unis et du Canada, de 11,5 à 11,1 p.c.

Les importations de *machines complètes* ont atteint 16 milliards, ce qui représente un accroissement de 2,7 milliards ou 20,2 p.c. par rapport à 1965, celles d'*outillage, pièces et accessoires de machines diverses*, 6,2 milliards, soit un accroissement de 1,8 milliard ou 42 p.c., et celles de *matériel de bureau*, 2,5 milliards, soit une augmentation de 0,6 milliard ou 30,7 p.c. qui concerne principalement les

Tableau IX.

**Importations de produits alimentaires
prêts à la consommation**

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités importées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1966
	1965	1966	
Fruits et légumes	638	848	7,5
Viandes, graisses, poissons et crustacés	257	242	6,3
Produits laitiers	92	113	3,6
Café, thé et épices	72	62	3,1
Vins et spiritueux	114	104	2,2

11,9 p.c. en 1965. La part des Pays-Bas a représenté 52,1 p.c. et celle du Royaume-Uni, 46,7 p.c. L'augmentation de la part de la C.E.E. s'inscrit dans les objectifs de la politique agricole commune.

c) Biens d'équipement.

La valeur globale des importations de biens d'équipement a augmenté de 13,9 p.c., contre 1,3 p.c. en 1965, et a atteint ainsi 48 milliards. Cet accroissement résulte, pour une part à peu près égale, d'une hausse des prix et d'une augmentation des volumes importés; cette dernière est à mettre en rapport avec celle de la formation intérieure brute de capital fixe de la Belgique, qui aurait atteint environ 6 p.c. à prix constants.

La part des pays de la C.E.E. dans les importations totales de biens d'équipement de l'U.E.B.L. est passée de 70,8 p.c. en 1965 à 72,3 p.c. en 1966. Les achats à la République fédérale d'Allemagne, à la France et aux Pays-Bas ont progressé respectivement de 18,1, 16,5 et 10,3 p.c.; les premières ont représenté 53,9 p.c. et les autres, 19,8 p.c. des achats à la C.E.E. La part des pays de l'A.E.L.E. est revenue de 15,5 à 14,4 p.c. et

Tableau X.

Importations de biens d'équipement

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices de la valeur globale 1966/ 1965
	1965	1966	
Machines complètes	13,3	16,0	120
dont : machines textiles .	1,6	1,6	100
machines agricoles	1,5	1,9	126
machines-outils ...	2,3	2,2	97
machines diverses	7,9	10,3	130
Matériel électrique et électronique	9,8	9,5	97
Outillage, pièces et accessoires de machines diverses .	4,4	6,2	142
Appareils de pesage, de levage et de manutention	3,5	3,9	112
Véhicules commerciaux et avions	3,2	3,5	109
Matériel de bureau	1,9	2,5	131
Fine mécanique et appareils d'optique	1,9	2,3	121
Machines motrices, pompes .	2,3	2,1	93
Constructions navales	0,5	0,4	87
Matériel de chemins de fer et de tramways	0,2	0,2	85
Divers	1,1	1,4	115
Total ...	42,1	48,0	114

machines à statistiques et similaires à cartes perforées. Les importations d'*appareils de pesage, de levage et de manutention, de fine mécanique et appareils d'optique*, ainsi que de *véhicules commerciaux et avions* ont augmenté respectivement de 0,4, 0,4 et 0,3 milliard et les importations de *matériel électrique et électronique* ont diminué de 0,3 milliard.

4. COURANTS D'EXPORTATION

En 1966, les exportations de l'U.E.B.L. ont progressé à un rythme moins rapide qu'en 1965. Elles se sont élevées à 341,4 milliards de francs, contre 319,1 milliards, soit une augmentation de 7 p.c. à comparer aux 14,2 p.c. enregistrés en 1965. Cette progression résulte d'un accroissement de 4,4 p.c. des volumes exportés et d'une hausse de 2,3 p.c. de la valeur unitaire moyenne ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ L'indice de la valeur globale 1965 = 100, obtenu en multipliant l'indice du volume de Laspeyres (104,4) par l'indice des valeurs unitaires moyennes de Paasche (102,3) est de 106,8. Cette progression de 6,8 p.c. ne correspond pas exactement à celle, de 7 p.c., qui résulte de la division des valeurs globales exportées respectivement en 1966 et 1965. Cette légère différence s'explique par l'élimination, dans les calculs d'indice du volume et des valeurs unitaires, de certaines rubriques qui présentaient, d'une année à l'autre, des variations erratiques.

Cette hausse de la valeur unitaire reflète surtout la conjoncture de prix favorable dont ont bénéficié en 1966 certains produits et matières, tels que le cuivre, l'aluminium, les peaux et cuirs, le nickel, le jute et certains produits agricoles. Elle ne s'est pas étendue à toutes les industries; les prix à l'exportation ont fléchi notamment dans l'industrie houillère, l'industrie pétrolière, l'industrie du caoutchouc, mais plus légèrement dans la sidérurgie, les industries textiles et chimiques.

Le chiffre d'affaires réalisé avec l'étranger diffère aussi selon les industries. Il a progressé fortement dans les industries des métaux non ferreux, les industries textiles et du vêtement, l'industrie diamantaire, les industries alimentaires, celles du papier et des arts gra-

Tableau XI.

Valeur des exportations par secteur de production

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	1965	1966	Pourcentages par rapport au total 1966	Evolution par rapport à 1965 (pour cent)
	(milliards de francs)			
Fabrications métalliques	84,9	88,0	25,8	+ 3,7
Industries textiles et du vêtement	45,4	50,0	14,6	+ 10,2
Sidérurgie	49,5	47,4	13,9	- 4,3
Industries des métaux non ferreux	26,6	33,8	9,9	+ 26,8
Industries chimiques	24,3	26,3	7,7	+ 8,3
Industrie diamantaire	14,6	18,0	5,3	+ 23,2
Agriculture	13,9	14,7	4,3	+ 5,5
Industries alimentaires	8,7	9,7	2,8	+ 11,9
Industrie pétrolière	8,2	8,1	2,4	- 2,1
Industries du papier et des arts graphiques	6,4	7,6	2,2	+ 17,4
Verreries et glaceries	6,9	7,3	2,1	+ 5,0
Industries du bois et des meubles	5,2	5,8	1,7	+ 12,1
Industrie des peaux et cuirs	3,2	3,6	1,1	+ 14,3
Industrie du caoutchouc	2,0	2,1	0,6	+ 7,7
Carrières	2,0	2,0	0,6	- 1,7
Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	1,5	1,6	0,5	+ 6,0
Industrie houillère	2,1	1,4	0,4	- 33,4
Industrie du tabac	1,2	1,2	0,3	+ 2,6
Cimenteries	1,1	0,9	0,3	- 15,6
Industrie céramique et briqueteries	1,0	0,9	0,3	- 7,6
Divers	10,4	11,0	3,2	+ 6,2
Total '...	319,1	341,4	100,0	+ 7,0

priques. Il s'est accru également, mais dans une mesure moindre, dans l'industrie des fabrications métalliques. Enfin, il s'est contracté non seulement dans l'industrie houillère, mais également dans la sidérurgie, l'industrie pétrolière, les cimenteries et l'industrie céramique et les briqueteries. Les ventes de l'industrie des fabrications métalliques constituent encore

le courant d'exportation le plus important; viennent ensuite celles des industries textiles et du vêtement, de la sidérurgie et des industries des métaux non ferreux.

Les exportations de l'industrie des fabrications métalliques ont progressé de 84,9 milliards en 1965 à 88 milliards en 1966, soit

de 3,7 p.c. seulement, alors que, depuis 1960, leur progression annuelle moyenne dépassait 15 p.c. Elles ont représenté 25,8 p.c. de la valeur de l'ensemble des exportations de l'U.E.B.L., contre 26,6 p.c. l'année précédente. Comme les livraisons aux pays de la C.E.E. ne se sont accrues que de 1,7 p.c. en valeur, la part relative de ceux-ci est revenue de 65,3 à 64 p.c.; elles ont augmenté vers la France et surtout vers la République fédérale d'Allemagne, mais ont baissé vers l'Italie et les Pays-Bas qui demeurent toutefois le client principal. Les ventes aux Etats-Unis ont connu une expansion remarquable — 17,6 p.c. en valeur —, si bien que la part relative de ce pays est passée de 6,4 à 7,3 p.c.

L'augmentation de la valeur globale des exportations de cette industrie résulte, dans des proportions assez semblables, de l'accroissement des volumes exportés et de la hausse de la valeur unitaire moyenne. Par ailleurs, l'importance des réexportations, qui représentent actuellement près de la moitié des exportations du secteur, s'est de nouveau accrue.

Cette progression de la valeur globale couvre des évolutions très divergentes selon les catégories. La valeur des exportations d'autos, cycles et constructions aéronautiques, principale catégorie, a augmenté de 5,9 p.c.; vers la C.E.E., l'augmentation n'est que de 3,9 p.c., à la suite d'une baisse de 11,7 p.c. des ventes aux Pays-Bas et en dépit d'une hausse remar-

Tableau XII. **Exportations de l'industrie des fabrications métalliques**

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices du volume 1966/1965	Indices de la valeur unitaire 1966/1965
	1965	1966		
Total général	84,9	88,0	104	103
dont :				
Autos, cycles, constructions aéronautiques	29,9	31,7	109	105
Constructions électriques	13,9	13,9	96	104
Machines utilisées dans l'industrie	11,8	12,3	101	104
Tréfilerie, étirage, laminage à froid ...	8,7	8,8	103	98
Tubes d'acier soudés ou étirés	2,3	2,1	92	97
Ponts, charpentes, grosse chaudronnerie	1,4	1,5	102	105
Constructions navales	0,9	1,1	—	—
Armurerie ¹	0,8	0,8	93	102
Véhicules pour voies ferrées	1,2	0,8	75	104

¹ Armes de chasse seulement.

quable vers la République fédérale d'Allemagne. Les exportations de machines utilisées dans l'industrie ont augmenté de 4,3 p.c. en valeur, par suite de livraisons accrues aux Etats-Unis et à certains pays d'Afrique. La valeur des ventes de constructions électriques est restée au même niveau que l'an dernier; le léger recul des ventes aux pays de la C.E.E. à l'exception des Pays-Bas, a été compensé, en grande partie, par un accroissement des livraisons au continent américain. Dans la catégorie des ponts, charpentes, grosse chaudronnerie, les ventes de produits de la chaudronnerie — tanks à pétrole, chaudières ou autres appareils soumis à pression — ont entraîné une augmentation des exportations de 7,8 p.c. en valeur. De même, le chiffre d'affaires avec l'étranger du secteur des cons-

tructions navales, qui a progressé de 20,8 p.c., reflète la reprise des commandes aux chantiers maritimes en 1966. Quant aux exportations de véhicules pour voies ferrées, leur valeur a fléchi de 33,4 p.c.

Les industries textiles et du vêtement ont accru leurs ventes à l'étranger de 10 p.c. en volume et de 10,2 p.c. en valeur. Leur part relative dans la valeur des exportations totales a ainsi atteint 14,6 p.c., contre 14,2 p.c. l'an dernier. Les prix à l'exportation ont, dans l'ensemble, été inférieurs à ceux de 1965, mais cette évolution globale couvre des mouvements très divergents selon les matières ou le degré de finissage.

Les progrès les plus sensibles ont été réalisés par les ventes de filés, d'articles de bonne-

terie et de vêtements et représentent en valeur respectivement 13,2, 19,5 et 28,8 p.c. Les ventes de tissus et de tapis ont augmenté respectivement de 10,2 et 5,5 p.c., tandis que celles de matières premières et celles de couvertures ont reculé, les unes, de 4,5 p.c. et, les autres, de 13,7 p.c.

La part des exportations à destination de la C.E.E., dont la valeur est supérieure de 13,3 p.c. à celle de l'an dernier, est passée de 72,5 à 74,5 p.c. de la valeur totale. La demande du marché français a été particulièrement soutenue; celle de l'A.E.L.E., par contre, s'est de nouveau contractée en raison

Tableau XIII.

Exportations des industries textiles et du vêtement

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1966	Indices du volume 1966/1965	Indices de la valeur unitaire 1966/1965
	1965	1966			
Total général	565,0	582,8	50,0	110	99
<i>Matières premières</i>	218,3	208,1	8,1	94	101
dont : laine et poils	54,7	52,7	4,6	93	105
lin	100,9	92,6	1,8	84	97
fibres synthétiques	8,3	11,4	1,0	123	90
fibres artificielles	6,2	5,8	0,2	—	—
<i>Filés</i>	94,6	100,8	10,6	118	96
dont : filés de laine et poils	26,7	28,5	5,1	108	98
filés de fibres synthétiques ...	7,6	16,4	2,7	208	85
filés de coton	17,5	12,0	0,9	70	104
filés de fibres artificielles	9,9	11,1	0,9	112	106
filés de lin, chanvre et ramie .	6,5	6,4	0,3	98	93
<i>Tissus de type standard</i>	77,6	85,3	11,9	113	98
dont : tissus de coton	26,9	26,7	3,3	103	96
tissus de fibres synthétiques ...	12,9	16,4	3,3	131	96
tissus de laine et poils	6,9	6,9	2,1	111	95
tissus de fibres artificielles	11,7	13,7	1,9	110	102
tissus de lin, chanvre et ramie .	5,5	5,8	0,6	106	99
tissus de jute	12,7	14,8	0,5	116	106
<i>Tapis et tapisseries</i>	59,9	57,7	5,7	103	103
<i>Vêtements</i>	10,3	12,7	5,3	122	105
<i>Bonneterie</i>	7,5	9,2	4,1	121	99
<i>Couvertures</i>	3,0	2,4	0,3	84	104

de la diminution des ventes aux pays scandinaves et au Royaume-Uni. La plupart des autres pays ont augmenté leurs achats, notamment les Etats-Unis et aussi l'U.R.S.S. dont les achats de textiles, qui portent sur des montants faibles, ont plus que doublé.

L'industrie de la laine a augmenté, au total, ses ventes en volume et en valeur. Les exportations de matières premières ont toutefois reculé de 7 p.c. en volume et de 1,8 p.c. en valeur, la forte baisse des livraisons à la République fédérale d'Allemagne et, dans une moindre mesure, au Royaume-Uni n'ayant pas été compensée par une expansion vers les autres pays de la C.E.E. Les exportations de filés se sont accrues de 8 p.c. en volume et de 4,7 p.c. en valeur, en raison d'une forte progression des ventes aux Pays-Bas, qui a

plus que compensé la réduction des ventes à la France et à la République fédérale d'Allemagne. C'est également le marché néerlandais qui a, en grande partie, permis de maintenir le volume des exportations de tissus, malgré le recul des ventes à la République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni. Quant aux quantités exportées de tapis de laine, qui sont destinées essentiellement aux pays de la C.E.E., leur accroissement de 4,8 p.c. est général.

Les exportations de l'industrie du coton se sont ressenties de la diminution de la demande aux Pays-Bas et en République fédérale d'Allemagne. Ces deux marchés ont absorbé ensemble encore près de 87 p.c. des quantités exportées de filés et 37 p.c. des quantités exportées de tissus. Aussi les ventes de tissus

ne se sont-elles, en dépit de la forte hausse des achats français, accrues que de 3 p.c. en volume, tandis que celles de filés ont diminué de 30 p.c.. Les exportations de tapis de coton ont également baissé, les achats du Royaume-Uni, principal client, s'étant contractés en quantité de 25 p.c. Ainsi, l'évolution des exportations de coton continue à refléter la conjoncture peu favorable de l'industrie cotonnière depuis 1964 que la concurrence des pays qui pratiquent des prix très bas n'améliore pas.

Les exportations de fibres artificielles ont enregistré une hausse de 25,5 p.c. en valeur. Les quantités livrées à la Chine, à la Hongrie et à la République sud-africaine ont diminué. Les fibres artificielles ont bénéficié d'une demande accrue dans les autres pays et spécialement en France et en République fédérale d'Allemagne. La demande de ces dernières a également soutenu les ventes de filés et tissus en matières artificielles, dont l'accroissement en volume est respectivement de 12,2 et 16,7 p.c.

En volume, la progression des livraisons de fibres, de filés et de tissus synthétiques, qui ressort respectivement à 23, 108 et 31 p.c., est quasi générale; elle a atteint toutefois une ampleur exceptionnelle sur les marchés allemand et français. En valeur, les progrès sont moindres, les valeurs unitaires ayant continué à diminuer.

Dans l'ensemble, les exportations de lin, chanvre et ramie sont en régression et les prix se sont effrités. La catégorie la plus touchée et qui est aussi de loin la plus importante, est celle des fibres de lin dont les livraisons ont baissé de 16 p.c. en volume et de 18,3 p.c. en valeur; cette réduction a affecté la plupart

des débouchés et notamment le Royaume-Uni où les quantités livrées ont diminué de 19,2 p.c.; les pays limitrophes de l'U.E.B.L. et l'Asie ont toutefois absorbé des quantités légèrement supérieures. Les livraisons de filés ont également diminué, tandis que celles de tissus ont progressé en volume de 6 p.c., en raison d'achats accrus des Etats-Unis; ce marché a pris, en 1966, 67,8 p.c. du total des quantités exportées.

Le chiffre d'affaires des tisseurs de jute avec l'étranger s'est accru de 22,7 p.c., grâce à une augmentation des livraisons de 16,3 p.c. et à une amélioration relative des prix — non comparable toutefois à la hausse des cours de la matière première. La progression s'est limitée aux pays du Marché commun, qui ont absorbé 81,2 p.c. des quantités exportées. Le phénomène contraire s'est produit en ce qui concerne les exportations de tapis de jute qui ont augmenté vers le Royaume-Uni, la Grèce et l'Arabie Séoudite.

Les exportations de vêtements et d'articles de bonneterie ont, rappelons-le, remarquablement progressé; leur valeur respective dans la valeur totale des exportations de produits textiles s'élève à 10,6 et 8,3 p.c. Les pays de la C.E.E. ont de nouveau absorbé plus de 84 p.c. de la valeur exportée, dont 59 p.c. par les Pays-Bas seuls.

Les exportations de l'industrie sidérurgique n'ont atteint que 47,4 milliards, contre 49,5 milliards en 1965. Cette diminution, de l'ordre de 4,3 p.c., est attribuable au recul des volumes exportés, la valeur unitaire moyenne n'ayant que très légèrement baissé. Elle s'explique par la régression du marché

Tableau XIV.

Exportations de l'industrie sidérurgique

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1966	Indices du volume 1966/1965	Indices de la valeur unitaire 1966/1965
	1965	1966			
Total général	9.061	8.626	47,4	97	99
dont :					
Barres et profilés laminés à chaud	3.765	3.496	17,1	93	99
Larges plats et tôles sans revêtement	2.208	2.178	13,8	100	99
Lingots, blooms, billettes et largets ...	1.201	1.150	4,9	97	99
Tôles de fer et d'acier avec revêtement	471	477	4,3	102	99
Feuillards laminés à chaud et feuillards pour fer-blanc	635	609	3,1	96	100
Fil machine simplement filé à chaud ...	537	489	2,4	92	97

mondial de la sidérurgie en 1966. La sidérurgie belge et luxembourgeoise a été d'autant plus atteinte qu'elle dépend largement des débouchés extérieurs. C'est ainsi que les ventes de produits sidérurgiques belgo-luxembourgeois aux pays de l'A.E.L.E., au Canada, en Afrique et en Asie et surtout aux Etats-Unis (— 18 p.c. en valeur) sont en recul; il est vrai que, dans ce dernier pays, les menaces de grève avaient porté les exportations de l'U.E.B.L. et de la Communauté, en 1965, à des niveaux particulièrement élevés. Par contre, la valeur des livraisons intracommunautaires a augmenté, compensant quelque peu la perte réalisée sur les marchés à la grande exportation; l'accroissement des livraisons a surtout été sensible vers le marché français, en nette expansion, alors que les ventes à la République fédérale d'Allemagne ont enregistré un recul. Cette évolution se retrouve au niveau des divers produits.

D'une manière générale, les ventes de produits plats se sont le mieux comportées. Les exportations de larges plats et tôles sans revêtement ont diminué de moins de 1 p.c. en valeur et en volume, leur accroissement vers la Communauté et le Royaume-Uni n'ayant pas entièrement compensé leur baisse vers les

autres pays de la zone de libre échange et les Etats-Unis. Quant aux exportations de tôles de fer et d'acier avec revêtement, elles se sont maintenues à leur niveau de 1965.

Les ventes de barres et profilés laminés à chaud ont diminué en valeur et en volume respectivement de 8,3 et de 7 p.c., leur baisse vers les pays de l'A.E.L.E. et vers l'Amérique du Nord n'ayant pas été compensée par leur progression vers les pays de la C.E.C.A. Celles de lingots, blooms, billettes et largets ont baissé en valeur de 4,3 p.c.; les livraisons fortement accrues à la France ont permis d'atténuer la perte subie, entre autres, sur les marchés allemand et américain. La réduction des exportations de feuillards, de l'ordre de 4,1 p.c. en valeur, est générale avec une accentuation vers les pays de l'A.E.L.E.; les livraisons à la France ont toutefois légèrement augmenté. Quant au fil machine, la valeur des ventes, qui avait été très élevée en 1965, s'est contractée de 10,8 p.c.; elle a progressé vers l'ensemble de la Communauté, mais s'est réduite vers l'Amérique du Nord.

L'évolution des industries des métaux non ferreux reflète la conjoncture de prix très favorable dont a bénéficié le cuivre en 1966. Les

Tableau XV.

Exportations des industries des métaux non ferreux

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1966	Indices du volume 1966/1965	Indices de la valeur unitaire 1966/1965
	1965	1966			
Total général	781	809	33,8	104	122
dont :					
a) Métaux bruts :					
Cuivre	263	263	15,3	100	146
Zinc	130	147	2,2	114	91
Plomb	72	57	0,8	79	88
Etain	4	4	0,8	106	91
b) Demi-produits de :					
Cuivre	90	81	5,1	91	130
Aluminium	93	124	4,3	132	101
Zinc	17	15	0,3	85	98

exportations, qui, en volume, ne se sont accrues que de 4 p.c., ont progressé de 26,8 p.c. en valeur; d'une année à l'autre, l'indice global de la valeur unitaire moyenne a haussé de 22 p.c. Les livraisons aux pays du Marché commun se sont moins développées que les livraisons totales et la part relative des partenaires de

l'U.E.B.L. dans la valeur totale revient ainsi de 67,1 à 65,1 p.c. La raison s'en trouve dans la réduction — de l'ordre de 12,5 p.c. en valeur — des exportations vers la République fédérale d'Allemagne, jusqu'ici principal débouché. Par contre, la valeur des ventes à l'Italie et aux Pays-Bas s'est accrue de plus

de 40 p.c. et à la France de près de 50 p.c., qui devient ainsi le premier client. Pour les Etats-Unis, la progression a atteint 60 p.c.

Les exportations de cuivre brut, inchangées en volume, ont augmenté de 46 p.c. en valeur, en raison de la hausse du prix de ce métal. Les livraisons aux pays de la C.E.E. ont progressé de 46,8 p.c. en valeur, la baisse des ventes à la République fédérale d'Allemagne étant plus que compensée par l'augmentation des ventes aux Pays-Bas et surtout à la France, dont la part dans le total a atteint 36,3 p.c. Si la valeur des exportations de zinc brut n'a augmenté que de 3,8 p.c., le volume exporté s'est accru de 14 p.c., en raison d'une intensification spectaculaire de la demande aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, en France; en République fédérale d'Allemagne, par contre, la demande a fortement fléchi. Les ventes de plomb brut ont fléchi, en volume et en valeur, respectivement de 21 et de 30,8 p.c.; la valeur des livraisons à la C.E.E., dont la part atteint plus de 80 p.c., a diminué de 24,7 p.c., mais celle des ventes aux Etats-Unis a augmenté. La baisse du prix de l'étain a entraîné un recul de 3,5 p.c. de la valeur des exportations de métal brut, en dépit d'une hausse de 6 p.c. des volumes exportés.

Les exportations de demi-produits de cuivre, qui ont baissé de quelque 9 p.c. en volume, ont, pour la raison déjà signalée, augmenté de 18,7 p.c. en valeur. Celles de demi-produits de zinc se sont contractées tant en volume qu'en valeur, soit 15 et 16,7 p.c. Enfin, les demi-produits d'aluminium ont continué à bénéficier d'une demande soutenue; en volume, la progression des ventes a été de 32 p.c. et, en valeur, de 33,5 p.c. Les livraisons aux pays de la C.E.E., dont la part dans la valeur totale

a atteint 38 p.c., ont progressé de 25,1 p.c. en valeur, par suite d'une intensification des ventes à la France et aux Pays-Bas. Les Etats-Unis continuent à importer de l'aluminium en provenance de l'U.E.B.L. à un rythme élevé — 63,2 p.c. d'augmentation en valeur —, si bien que leur part est passée de 26,9 à 32,9 p.c. de la valeur totale.

Les industries chimiques ont accru leurs exportations de 8,3 p.c. en valeur et de 10 p.c. en volume; la valeur unitaire moyenne a légèrement fléchi.

Les ventes à la C.E.E. ont continué, comme les années précédentes, à animer l'activité exportatrice de ce secteur; grâce à une progression de 18,2 p.c. en valeur — particulièrement prononcée vers la France et la République fédérale d'Allemagne —, leur part dans les ventes totales du secteur est passée de 53,4 à 58,3 p.c. Les livraisons à l'A.E.L.E. et aux Etats-Unis n'ont guère varié. Par contre, les exportations vers l'Asie et l'Afrique ont diminué en valeur de 6 et 6,4 p.c., principalement celles d'engrais manufacturés. Cette catégorie est d'ailleurs la seule à avoir, pour cette raison, reculé de 15,8 p.c. en valeur et de 11,7 p.c. en volume, la régression des livraisons à l'Asie et à l'Afrique n'ayant pas été compensée par la progression des ventes aux partenaires de la C.E.E. La part des engrais manufacturés dans la valeur globale des exportations de produits chimiques est par conséquent revenue de 24,6 à 19,6 p.c.

Comme l'an dernier, la hausse en valeur des exportations des industries chimiques a bénéficié de l'expansion vigoureuse des exportations de matières plastiques de synthèse et de produits organiques qui, en valeur, a été respecti-

Tableau XVI.

Exportations des industries chimiques

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices du volume 1966/1965	Indices de la valeur unitaire 1966/1965
	1965	1966		
Total général	24,3	26,3	110	99
dont :				
Engrais manufacturés	6,0	5,1	88	98
Fournitures photographiques et cinématographiques	4,2	4,3	99	104
Matières plastiques de synthèse	2,7	3,6	148	92
Produits chimiques inorganiques	2,4	2,6	118	101
Produits chimiques organiques	2,0	2,5	135	93
Produits pharmaceutiques	1,5	1,6	104	102
Produits pour la teinture et le tannage :	1,1	1,1	105	101

vement de 34,4 et 25,5 p.c. Ces catégories ont progressé sur tous les marchés, sauf en Asie où il s'agit d'ailleurs de montants peu importants. On observe une accélération des exportations de matières plastiques de synthèse vers les Etats-Unis et les pays de la C.E.E. Les exportations de produits pharmaceutiques ont augmenté de 8,3 p.c. en valeur et de 4 p.c. en volume. Quant aux ventes de fournitures photographiques et cinématographiques, de produits inorganiques et de produits pour la teinture et le tannage, elles ont moins progressé que l'ensemble des exportations de produits chimiques.

En 1966, l'industrie diamantaire a remarquablement développé ses ventes à l'étranger; celles-ci ont augmenté de 23,2 p.c., contre 4,6 p.c. en 1965, ce qui porte leur part dans le total des exportations à 5,3 p.c. C'est particulièrement en Asie que les ventes se sont accrues, soit de 15,1 p.c. en valeur. Elles ont, par contre, moins progressé vers les Etats-Unis, principal client, dont la part dans la valeur totale est revenue de 33,9 à 32,6 p.c. Dans la C.E.E. et l'A.E.L.E., ses ventes ont progressé respectivement de 12,9 et 9,8 p.c. en valeur. La valeur des exportations de diamants taillés non industriels, qui a atteint 68,9 p.c.

Tableau XVII.

Exportations de divers secteurs de production

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1966	Indices du volume 1966/1965	Indices de la valeur unitaire 1966/1965
	1965	1966			
<i>Industrie diamantaire</i>	—	—	18,0	—	—
<i>Agriculture</i>	1.314	1.208	14,7	101	104
dont : viande	47	64	2,8	135	106
culture maraichère	464	254	2,3	79	114
céréales	377	458	1,5	121	100
horticulture	30	31	1,1	106	102
<i>Industries alimentaires</i>	997	1.042	9,7	105	100
dont : sucres et sucreries	162	132	1,1	85	97
minoteries	151	162	1,0	104	100
préparations à base de farine et de féculés	29	30	1,0	103	103
préparations de viande et de poisson	9	10,5	0,7	117	108
corps gras	54	40	0,6	87	59
<i>Raffineries de pétrole</i>	5.435	5.780	8,1	101	95
<i>Verreries et glaceries</i>	555	540	7,3	104	101
dont : verre à vitre non travaillé	199	187	1,7	96	102
glaces polies	79	76	1,2	95	108
bouteilles, fioles, bonbonnes ..	108	100	0,9	98	103
<i>Industries du papier et des arts graphiques</i>	408	470	7,6	117	100
dont : papiers et cartons	185	215	3,4	121	100
imprimés	52	57	2,6	112	102
articles manufacturés en pâte de bois, en papier ou en carton .	43	43	1,0	108	102
<i>Industries du bois et des meubles</i>	693	684	5,8	109	103
<i>Industries des peaux et des cuirs</i>	43	39	3,6	103	111
dont : cuirs	4,5	4,7	1,0	114	110
chaussures	4,4	4,0	0,9	86	120
pelletteries	1,6	1,5	0,6	127	98
<i>Industrie houillère</i>	2.490	1.740	1,4	71	94
<i>Carrières</i>	12.351	11.143	2,0	100	99
<i>Industrie du caoutchouc</i>	47	53	2,1	108	99
<i>Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre</i>	394	442	1,6	102	104
<i>Industrie du tabac</i>	6,6	6,2	1,2	98	105
<i>Cimenteries</i>	1.726	1.424	0,9	86	98
<i>Industrie céramique et briqueteries</i>	274	232	0,9	89	104

de la valeur totale, a augmenté de 20,1 p.c., en raison principalement de ventes accrues en Asie, spécialement à Hong-Kong; les expéditions aux Etats-Unis n'ont progressé que de 18,1 p.c. Les livraisons de diamants bruts non industriels se sont accrues de 31,9 p.c. en valeur; leur progression est particulièrement forte vers Israël et vers l'Inde qui a plus que doublé ses achats. Quant aux ventes de diamants bruts industriels, en augmentation de 27,3 p.c. en valeur, elles ont progressé aussi bien vers la C.E.E. et les Etats-Unis que vers le Royaume-Uni, principal client, et Israël.

En comparaison avec 1965, les exportations de produits de l'*agriculture* ont connu un développement moins favorable : en valeur, elles n'ont progressé que de 5,5 p.c., contre 37,7 p.c. en 1965, et en volume, de 1 p.c., contre 32 p.c. A la base de cette évolution se trouve un ralentissement du rythme d'augmentation des ventes aux pays de la C.E.E., qui absorbent plus de 70 p.c. des ventes de produits agricoles. Le marché italien en particulier se dérobe de plus en plus comme débouché pour certains produits — par exemple, les œufs —, en raison principalement de l'importance plus grande qu'y ont pris certains pays de l'Est; en valeur, les exportations de l'U.E.B.L. y ont diminué de 17,6 p.c. en 1966.

L'accroissement de la valeur des exportations est dû notamment à la progression des ventes de viandes, dont la quasi-totalité va aux partenaires de la C.E.E., de céréales, notamment à la République fédérale d'Allemagne, et de produits de l'horticulture, qui se chiffre en valeur respectivement à 42,7, 20,8 et 8,3 p.c.

Les livraisons de produits laitiers ont diminué en valeur et en volume, en dépit d'expéditions accrues aux Etats-Unis, en Asie, aux Pays-Bas et surtout en Amérique latine qui a presque doublé ses achats et a absorbé 19,3 p.c. des quantités livrées. En ce qui concerne la culture maraîchère, l'incidence, sur la valeur exportée, de la contraction de 45,3 p.c. des quantités livrées a été, en grande partie, compensée par la hausse des prix; les valeurs exportées n'ont diminué que de 9,8 p.c.

Les *industries alimentaires* ont accru leur chiffre d'affaires avec l'étranger de 11,9 p.c., mais les volumes exportés n'ont augmenté que

de 4,9 p.c. La catégorie des déchets et des préparations pour animaux, dont les exportations ont progressé en volume et en valeur de plus de 37 p.c., est devenue la plus importante, par suite, principalement, de ventes fortement accrues aux partenaires de la Communauté. Les livraisons de préparations et de conserves de viandes et de poissons ont suivi une évolution analogue, en dépit d'une réduction des ventes au Royaume-Uni principalement. Celles de sucre, par contre, ont baissé fortement dans la plupart des débouchés, spécialement en Afrique et en Asie. Les exportations des minoteries et des brasseries ont de nouveau progressé.

L'*industrie pétrolière* a augmenté ses exportations de 6,3 p.c. en quantité. Les livraisons pour les provisions de soute, qui se sont moins accrues que les autres, n'ont plus représenté que 32,1 p.c. du total des quantités exportées. Les quantités livrées aux pays du Marché commun ont augmenté de 8,5 p.c., les Pays-Bas demeurant le débouché principal avec 23,6 p.c. des exportations. Il en est de même des ventes au Royaume-Uni. Par ailleurs, l'U.E.B.L. a livré en 1966 des quantités plus importantes aux Etats-Unis.

Les exportations des *verreries et glacières* ont augmenté de 5 p.c. en valeur et de 4 p.c. en volume. C'est vers les partenaires de la Communauté qu'elles ont progressé le plus, à savoir 13,1 p.c. en valeur. Elles se sont également accrues de 4,7 p.c. vers les Etats-Unis, tandis que vers les pays de l'A.E.L.E., leur régression s'est poursuivie, soit 7,9 p.c. en valeur. La valeur des ventes de verre à vitre non travaillé s'est maintenue au niveau de 1965 en dépit d'une baisse de 5,8 p.c. des quantités exportées. Celle des livraisons de glaces polies a légèrement augmenté, malgré une contraction des ventes aux Etats-Unis. Les ventes de bouteilles, fioles et bonbonnes ont progressé en valeur de 0,8 p.c., mais leur volume a diminué de 2 p.c. Par contre, l'augmentation des exportations de la catégorie des « autres verres » a été de 10,6 p.c. en valeur et de 12 p.c. en volume; les quantités exportées vers les pays du Marché commun se sont notamment accrues de 11 p.c.

Les exportations des *industries du papier et des arts graphiques* ont de nouveau progressé :

elles ont représenté 2,2 p.c. de la valeur totale des exportations, contre 2 p.c. l'année précédente. Leur augmentation en valeur de 17,4 p.c. provient, à concurrence de 17 p.c., d'une progression en volume. Les livraisons de papiers et cartons, poste principal, ainsi que de pâtes se sont accrues en volume respectivement de 21 et de 33 p.c. Celles d'imprimés ont augmenté de 12 p.c. en volume, malgré une contraction des ventes à la France; qui a absorbé près des deux tiers des livraisons à l'étranger. Pour les articles manufacturés, on enregistre un progrès de 8 p.c. en volume, mais pour le papier journal, un recul de 46 p.c.

Les ventes à l'étranger des *industries du bois et des meubles*, dont la quasi-totalité va aux pays limitrophes, ont progressé de 12,1 p.c. en valeur, à la suite d'un accroissement de 9 p.c. du volume et de 3 p.c. de la valeur unitaire. Les ventes de meubles, qui, en valeur, représentent la moitié du total, se sont accrues en volume de 19 p.c. et en valeur de 27 p.c.; la France est restée le débouché principal avec 41,1 p.c. de la valeur totale.

En dépit d'une faible progression de 3 p.c. en volume, les exportations des *industries des peaux et des cuirs* ont augmenté de 14,3 p.c. en valeur, en raison notamment de la hausse des cours de la matière première. De même, l'incidence sur les valeurs exportées de la réduction de 14 p.c. du volume des exportations de chaussures a été compensée par des hausses de prix allant jusqu'à 20 p.c., si bien qu'au total, la valeur des ventes de chaussures a progressé de 3,7 p.c.

5. EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

Le développement des échanges commerciaux de l'U.E.B.L. avec chacune des grandes zones géographiques s'est poursuivi en 1966. Un classement d'après la part que chacune de ces zones géographiques prend dans le commerce total de l'U.E.B.L. fait apparaître un recul relatif des échanges avec les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et les autres pays industrialisés, à l'exception de ceux de la C.E.E., et un accroissement relatif des échanges avec les pays de la zone sino-soviétique et de la C.E.E.

Dans l'*industrie houillère*, on a enregistré une nouvelle chute des exportations, qui ne se chiffrent plus qu'à 1,7 million de tonnes, contre 2,5 millions en 1965; en volume, la diminution est de 29 p.c. et, en valeur, elle est de 33,3 p.c., la valeur unitaire s'étant encore contractée. La réduction de 28,7 p.c. des quantités livrées à la C.E.C.A., qui a absorbé 83,6 p.c. du total, est un peu moins accentuée que celle des exportations globales, parce que les ventes aux Pays-Bas, qui sont devenus le débouché principal avec 34,1 p.c. des quantités exportées, ne se sont que légèrement contractées; au contraire, en ce qui concerne la France et la République fédérale d'Allemagne, cette réduction a dépassé 38 p.c., si bien que la part respective de ces pays dans le total est revenue de 37,8 à 33,2 p.c. et de 18,6 à 16,2 p.c. La chute des quantités exportées vers les pays de l'A.E.L.E. a atteint 40 p.c.

Les exportations de l'*industrie du caoutchouc*, constituées en majeure partie de pneus et d'articles connexes, ont progressé de 7,7 p.c. en valeur et de 8 p.c. en volume. 72,8 p.c. de leur valeur sont allés aux pays de la C.E.E., dont 31,7 p.c. aux Pays-Bas et 28,8 p.c. à la République fédérale d'Allemagne, contre 14,5 p.c. aux pays de l'A.E.L.E.

Enfin, l'*industrie du tabac* a vu ses quantités livrées à l'étranger diminuer de 5,5 p.c., tandis que son chiffre d'affaires a encore augmenté de 2,6 p.c. Cette évolution résulte de la seule régression en volume et en valeur des exportations de cigarettes — respectivement 20 et 19,6 p.c. —, principalement aux Pays-Bas.

A l'exportation, on note une expansion importante des livraisons de l'U.E.B.L. aux pays de la zone sino-soviétique, aux Etats-Unis, au Canada et à la C.E.E., tandis que les livraisons aux pays en voie de développement se maintiennent à peu près à leur niveau de 1965.

A l'importation, on enregistre une progression des achats de l'U.E.B.L. en provenance de toutes les zones géographiques et particulièrement de la C.E.E., des pays en voie de développement et de la zone sino-soviétique.

Tableau XVIII.

Répartition par produits et par régions des exportations de l'U.E.B.L.

(D'après la classification type du commerce international — milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Années	Total	Produits alimentaires	Matières premières	Produits énergétiques	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Produits finis de consommation	Divers
		Sections 0 à 9	Sections 0 + 1	Section 2	Section 3	Section 5	Section 6	Section 7	Section 8	Sections 4 + 9
1. Zones développées	1965	282,3	19,4	18,3	8,0	16,2	136,0	57,1	22,5	4,8
	1966	303,5	20,9	19,3	7,2	17,7	148,3	58,7	26,0	5,4
a) Pays industrialisés	1965	266,9	18,5	17,7	7,8	14,2	128,9	53,4	22,0	4,4
	1966	287,8	20,3	18,6	6,9	16,1	140,4	55,0	25,5	5,0
dont :										
Communauté Economique Européenne	1965	197,4	15,9	13,0	5,5	10,6	87,9	43,9	17,2	3,4
	1966	214,5	16,7	13,8	4,9	12,4	98,5	44,0	20,6	3,6
Etats-Unis et Canada ...	1965	29,9	0,3	1,2	...	0,8	22,3	2,4	2,7	0,2
	1966	32,6	1,0	1,3	0,1	1,0	22,7	3,4	2,7	0,4
Royaume-Uni	1965	15,3	1,6	2,4	0,5	0,9	5,5	3,3	0,8	0,3
	1966	16,1	1,5	2,2	0,6	0,9	5,8	3,9	0,8	0,4
b) Autres pays développés	1965	15,4	0,9	0,6	0,2	2,0	7,1	3,7	0,5	0,4
	1966	15,7	0,6	0,7	0,3	1,6	7,9	3,7	0,5	0,4
2. Zone sino-soviétique	1965	5,6	0,2	1,1	...	0,7	2,3	0,9	0,2	0,2
	1966	7,0	0,2	1,0	...	0,7	3,1	1,5	0,3	0,2
3. Pays en voie de développement .	1965	28,8	1,9	0,6	0,2	2,8	14,1	6,3	1,1	1,8
	1966	28,6	2,2	0,6	0,2	2,7	13,6	6,5	1,2	1,6
4. Divers	1965	2,4	...	...	2,1	...	...	...	...	0,3
	1966	2,3	...	...	2,1	...	...	...	...	0,2
Total ...	1965	319,1	21,5	20,0	10,3	19,7	152,4	64,3	23,8	7,1
	1966	341,4	23,3	20,9	9,5	21,1	165,0	66,7	27,5	7,4

Tableau XIX.

Répartition par produits et par régions des importations de l'U.E.B.L.

(D'après la classification type du commerce international — milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Années	Total	Produits alimentaires	Matières premières	Produits énergétiques	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Produits finis de consommation	Divers
		Sections 0 à 9	Sections 0 + 1	Section 2	Section 3	Section 5	Section 6	Section 7	Section 8	Sections 4 + 9
1. Zones développées	1965	269,6	31,4	36,5	14,6	21,0	63,9	78,9	20,9	2,4
	1966	296,1	34,0	38,1	14,4	22,9	74,2	86,7	24,0	1,8
a) Pays industrialisés	1965	254,5	28,6	28,6	14,6	20,8	60,3	78,5	20,7	2,4
	1966	279,6	31,1	30,4	14,4	22,7	69,2	86,3	23,8	1,7
dont :										
Communauté Economique Européenne	1965	179,7	17,0	15,8	12,3	15,0	42,0	58,9	16,8	1,9
	1966	200,4	18,8	17,2	12,4	16,8	48,9	65,4	19,6	1,3
Etats-Unis et Canada ...	1965	31,9	8,5	5,9	1,8	2,8	3,9	7,5	1,2	0,3
	1966	32,7	9,2	5,7	1,6	2,9	4,1	7,6	1,4	0,2
Royaume-Uni	1965	24,4	1,8	1,9	0,5	1,7	9,8	7,7	1,0	...
	1966	26,6	1,5	2,5	0,3	1,7	11,0	8,4	1,1	0,1
b) Autres pays développés	1965	15,1	2,8	7,9	...	0,2	3,6	0,4	0,2	...
	1966	16,5	2,9	7,7	...	0,2	5,0	0,4	0,2	0,1
2. Zone sino-soviétique	1965	6,9	1,1	2,1	0,4	0,5	1,6	0,5	0,6	0,1
	1966	7,7	1,7	2,1	0,3	0,4	1,9	0,6	0,6	0,1
3. Pays en voie de développement .	1965	48,2	8,8	11,3	14,2	0,1	12,7	0,2	0,2	0,7
	1966	54,7	9,0	11,9	13,1	0,1	19,4	0,2	0,4	0,6
4. Divers	1965	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...
	1966	0,2	...	...	0,2	...	...	...	...	...
Total ...	1965	324,8	41,3	49,9	29,3	21,6	78,2	79,6	21,7	3,2
	1966	358,7	44,7	52,1	28,0	23,4	95,5	87,5	25,0	2,5

a) Echanges avec les pays industrialisés.

Les échanges entre l'U.E.B.L. et les autres pays industrialisés se sont intensifiés au même rythme que l'ensemble du commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1966. L'évolution a cependant été assez dissemblable à l'importation et à l'exportation et suivant les régions géographiques.

1) Commerce avec les pays de la C.E.E.

Comme en 1965, les relations commerciales de l'U.E.B.L. ont progressé plus rapidement avec les pays partenaires de la C.E.E. qu'avec les autres pays. Les échanges de l'U.E.B.L. avec les autres pays de la C.E.E. sont passés de 377 milliards de francs en 1965 à 414,9 milliards en 1966, soit une augmentation de 10 p.c., contre un accroissement de 8,7 p.c. pour l'ensemble des échanges avec l'étranger. Cependant, la part de l'U.E.B.L. dans le commerce intracommunautaire s'est légèrement réduite.

Tableau XX.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. avec les pays de la C.E.E. (milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	Importations	Exportations	Solde
1953	46,7	43,4	- 3,3
1954	51,6	49,6	- 2,0
1955	58,4	62,1	+ 3,7
1956	67,5	70,8	+ 3,3
1957	74,7	73,4	- 1,3
1958	72,9	68,7	- 4,2
1959	81,0	76,1	- 4,9
1960	94,7	95,4	+ 0,7
1961	106,8	104,5	- 2,3
1962	116,2	122,9	+ 6,7
1963	134,2	147,1	+ 12,9
1964	160,5	174,9	+ 14,4
1965	179,7	197,4	+ 17,7
1966	200,4	214,5	+ 14,1

Les livraisons aux pays du Marché commun ont progressé de 8,7 p.c., tandis que les achats à ces pays se sont accrus de 11,5 p.c. De ce fait, l'excédent de la balance commerciale, qui s'était très nettement élargi en 1965, s'est fortement réduit en 1966, revenant de 17,7 milliards en 1965 à 14,1 milliards en 1966. Ce boni est également inférieur à celui qui avait été enregistré en 1964.

Comme les exportations de l'U.E.B.L. vers les pays de la Communauté se sont développées à un rythme plus élevé que les exportations vers les autres pays, l'importance relative de la C.E.E. comme débouché pour les produits belgo-luxembourgeois s'est légèrement accrue en 1966. La part des livraisons aux pays partenaires dans le total des ventes de l'U.E.B.L. est passée de 61,9 p.c. en 1965 à 62,8 p.c. en 1966.

Les livraisons de l'industrie des fabrications métalliques ne se sont accrues que de 0,9 milliard en 1966, contre 9,7 milliards en 1965. Cette moindre progression est due principalement au net ralentissement de l'expansion des ventes d'automobiles; en effet, les progrès importants enregistrés par les ventes d'automobiles à la République fédérale d'Allemagne et à la France ont été nettement inférieurs à l'important déclin des ventes aux Pays-Bas.

La forte diminution des livraisons de l'industrie sidérurgique à la République fédérale d'Allemagne a été très largement compensée par l'accroissement des ventes à la France, aux Pays-Bas et à l'Italie.

A l'exception de la République fédérale d'Allemagne, tous les pays de la Communauté ont augmenté leurs achats de métaux non ferreux, principalement de cuivre et d'aluminium.

Les exportations de produits textiles se sont développées plus rapidement en 1966 qu'en 1965; elles ont augmenté de 4,3 milliards, contre 2,9 milliards en 1965. Bien que ces livraisons se soient accrues vers tous les pays de la Communauté, ce sont en grande partie les Pays-Bas et la France qui ont absorbé cette expansion. Les progrès les plus importants ont été enregistrés par la bonneterie et, l'industrie du vêtement.

Les industries chimiques ont également accru leurs ventes à chacun des partenaires de la C.E.E. Ce sont les industries des matières plastiques synthétiques qui ont principalement bénéficié de cet élargissement des débouchés extérieurs.

Les exportations de combustibles solides ont continué à décroître.

Les livraisons de produits agricoles n'ont plus connu en 1966 la même expansion qu'en 1965, en raison de la chute des ventes à l'Italie.

L'importance de la C.E.E. en tant que fournisseur de l'U.E.B.L. s'est un peu plus

Tableau XXI.

Exportations vers les pays de la C.E.E.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	1965	1966
<i>Fabrications métalliques</i>	55,4	56,3
dont : autos, cycles, constructions aéronautiques	23,0	23,9
constructions électriques	10,3	9,7
machines utilisées dans l'industrie	5,9	6,0
<i>Articles textiles</i>	32,9	37,2
dont : matières premières	4,8	5,0
(laines et poils)	(3,3)	(3,4)
filés	7,7	8,4
(filés de laine et poils)	(4,0)	(3,9)
(filés de coton)	(1,1)	(0,8)
tissus de type standard	7,1	8,2
(tissus de laine et poils)	(1,6)	(1,8)
(tissus de coton)	(1,6)	(1,8)
(tissus de fibres synthétiques et artificielles)	(3,3)	(4,0)
bonneterie	2,9	3,5
tapis et tapisseries	4,1	4,4
vêtements et accessoires du vêtement	3,5	4,4
<i>Produits sidérurgiques</i>	26,5	28,1
<i>Métaux non ferreux</i>	17,9	22,0
dont : cuivre	11,1	15,2
aluminium	1,3	1,7
zinc	1,6	1,3
plomb	1,0	0,7
<i>Produits chimiques</i>	13,0	15,3
dont : engrais manufacturés	2,9	3,0
fournitures photographiques et cinématographiques ...	1,3	1,5
produits chimiques inorganiques	1,3	1,6
matières plastiques de synthèse	1,9	2,5
<i>Produits agricoles</i>	10,3	10,6
dont : élevage	5,8	6,0
(viandes)	(1,9)	(2,8)
(lait et dérivés)	(1,9)	(1,4)
(œufs)	(0,8)	(0,7)
culture	4,2	4,3
(produits maraîchers)	(1,9)	(1,9)
<i>Produits alimentaires</i>	5,9	6,4
dont : farines	0,6	0,5
<i>Papiers et livres</i>	5,4	6,4
<i>Mobilier et bois</i>	4,6	5,2
<i>Produits pétroliers</i>	3,8	3,7
dont : gas-oil, essence Diesel et autres huiles lourdes	1,6	1,5
essence et autres huiles légères	0,9	0,8
<i>Perles et pierres précieuses</i>	2,6	3,0
<i>Verres et glaces</i>	2,7	3,0
<i>Peaux et cuirs</i>	2,5	2,9
<i>Carrières</i>	1,7	1,7
<i>Caoutchouc</i>	1,3	1,6
<i>Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre</i>	1,1	1,3
<i>Combustibles solides</i>	1,7	1,2
<i>Tabacs manufacturés</i>	1,1	1,1
<i>Céramiques</i>	0,8	0,8
<i>Ciments</i>	0,7	0,7
<i>Divers et trafic confidentiel</i>	5,5	6,0
Total ...	197,4	214,5

accrue en 1966 qu'en 1965. En effet, l'U.E.B.L. s'est approvisionnée dans les quatre autres pays membres à raison de 55,9 p.c. de ses achats en 1966, contre 55,3 p.c. en 1965 et 53,7 p.c. en 1964. Ce progrès se retrouve dans les trois grandes

catégories d'importations : biens de production, biens de consommation et biens d'équipement, pour lesquels les achats en provenance de la C.E.E. sont passés respectivement à 47,9, 70,9 et 72,3 p.c. des importations totales de ces trois groupes en 1966,

Tableau XXII.

Importations en provenance des pays de la C.E.E.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	1965	1966
<i>Biens de production</i>	100,1	113,4
destinés aux industries métallurgiques	38,9	44,8
dont : parties et pièces détachées d'autos, de motos, de cycles	19,3	22,7
minerai de fer	2,6	2,2
fonte, lingots, mitraille et ferro-alliages	2,0	2,0
destinés aux industries textiles	10,0	11,3
dont : demi-produits de laine	2,6	3,0
demi-produits de textiles artificiels et synthétiques	2,1	2,5
matières premières de lin	1,2	1,0
matières premières de laine	0,7	0,8
destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires	7,0	7,8
dont : engrais et produits phytopharmaceutiques	2,7	2,7
céréales	1,8	2,0
cacao	0,4	0,4
destinés à l'industrie de la construction	4,0	4,9
destinés à l'industrie du cuir	1,6	1,7
destinés à l'industrie du bois	1,2	1,4
destinés à l'industrie diamantaire	0,9	1,0
destinés aux industries du papier et des arts graphiques	0,9	1,3
destinés à l'industrie du caoutchouc	0,4	0,6
destinés à l'industrie du tabac	0,4	0,4
destinés indistinctement aux divers secteurs de la production	34,8	38,2
dont : produits chimiques	10,3	11,9
combustibles solides	9,1	8,4
huiles minérales	2,5	3,4
<i>Biens de consommation</i>	48,8	52,0
Biens de consommation durables	32,8	34,3
dont : articles textiles	10,1	11,6
véhicules automobiles, motos, cycles, etc.	7,4	6,9
appareils ménagers	4,5	4,0
Biens de consommation non durables	16,0	17,7
dont : produits alimentaires	12,2	13,4
(fruits et légumes)	(3,1)	(4,0)
(produits laitiers)	(2,4)	(2,6)
(viandes, graisses, poissons et crustacés)	(2,9)	(2,6)
(vins et spiritueux)	(1,5)	(1,6)
autres biens de consommation non durables	3,8	4,3
<i>Biens d'équipement</i>	29,8	34,7
dont : matériel électrique et électronique	7,7	7,4
outillage, pièces et accessoires de machines diverses ..	3,0	4,2
appareils de pesage, de levage et de manutention ...	2,3	2,7
véhicules commerciaux et avions	2,1	2,5
machines motrices, pompes	1,3	1,2
machines complètes : machines-outils	1,5	1,6
machines agricoles	1,1	1,4
machines textiles	0,9	1,0
machines diverses	5,8	7,9
<i>Divers et trafic confidentiel</i>	1,0	0,3
Total ...	179,7	200,4

contre 47,4, 69,5 et 70,8 p.c. en 1965. Contrairement à l'année précédente, ce sont les biens de consommation qui ont enregistré la progression la plus faible, soit 6,5 p.c., contre 21,4 p.c. en 1965. L'accroissement des achats de biens de production et surtout de biens d'équipement a été plus rapide en 1966; il a atteint respectivement 13,2 et 16,3 p.c., contre 10,2 et 4,3 p.c. en 1965.

L'expansion des importations de biens de production a, comme en 1965, porté principalement sur les parties et pièces détachées d'autos essentiellement en provenance de la France et de la République fédérale d'Allemagne, destinées aux usines de montage établies en Belgique.

Les achats de biens de consommation, tant durables que non durables, se sont accrus en 1966. En ce qui concerne les biens de consommation durables, une diminution des achats d'appareils ménagers, de véhicules automobiles, motos et cycles a été plus que compensée par une augmentation des achats de produits textiles en particulier à la France. Quant aux importations de biens de consommation non durables, leur progression est due principalement aux achats de fruits et légumes français, allemands et italiens.

En dépit d'une très nette diminution des importations de matériel électrique et électronique en provenance des Pays-Bas, la progression des achats de biens d'équipement a été très forte, spécialement en provenance de la République fédérale d'Allemagne où les achats de machines complètes diverses et d'outillage, pièces et accessoires de machines diverses ont enregistré un progrès important.

L'orientation géographique des courants d'échange avec les pays partenaires de la C.E.E. s'est de nouveau modifiée en 1966, surtout à l'exportation. La part relative de la République fédérale d'Allemagne dans les livraisons de l'U.E.B.L. aux membres de la Communauté, qui s'était fortement accrue en 1965, a accusé une nette diminution en 1966; elle est passée de 33,1 p.c. en 1964 à 35,3 p.c. en 1965, pour revenir à 33,6 p.c. en 1966. C'est la France qui a bénéficié de la diminution relative de la part de la République fédérale d'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Italie. Les ventes à la France ont représenté 25,7 p.c. du total exporté vers la C.E.E. en 1966, contre 23,5 p.c. en 1965, celles aux Pays-Bas 35,4 p.c., contre 35,7 p.c. et celles à

l'Italie 5,3 p.c., contre 5,5 p.c. Le glissement dans la répartition géographique a été moins accentué en ce qui concerne les achats de l'U.E.B.L. à ses partenaires de la Communauté. Les parts relatives de la République fédérale d'Allemagne, de la France et de l'Italie se sont élevées respectivement à 38,7, 27,8 et 7,3 p.c., contre 38,4, 27,7 et 7 p.c. en 1965. Seule la part relative des Pays-Bas a diminué, revenant de 26,8 p.c. en 1965 à 26,2 p.c. en 1966. La République fédérale d'Allemagne reste ainsi le principal fournisseur de l'U.E.B.L., tandis que la France conserve la seconde place devant les Pays-Bas.

Les échanges de l'U.E.B.L. avec la République fédérale d'Allemagne ont augmenté de 7,8 p.c. en 1966, contre 16,3 p.c. en 1965. Renversant le mouvement qui avait eu lieu en 1965, les livraisons à la République fédérale d'Allemagne se sont accrues à un rythme nettement inférieur à celui des achats de produits en provenance de ce pays. Les ventes de l'U.E.B.L. sont passées de 69,7 milliards en 1965 à 72 milliards en 1966, soit une hausse de 3,3 p.c. seulement, contre 20,3 p.c. en 1965. Des progrès ont été enregistrés par les exportations des fabrications métalliques (+ 0,9 milliard), essentiellement autos, cycles et constructions aéronautiques, des industries textiles et du vêtement (+ 0,7 milliard), particulièrement les textiles synthétiques, des industries chimiques (+ 0,7 milliard), notamment les matières plastiques synthétiques, les engrais manufacturés et les fournitures photographiques et cinématographiques, des industries du papier et des arts graphiques (+ 0,4 milliard), des industries des peaux et cuirs (+ 0,2 milliard), de l'industrie diamantaire (+ 0,2 milliard), des industries du bois et du meuble (+ 0,1 milliard) et de l'agriculture (+ 0,1 milliard). On note cependant d'importants reculs des livraisons des industries des métaux non ferreux (— 0,9 milliard) et plus spécialement de zinc et de cuivre, et de la sidérurgie (— 0,4 milliard), dont spécialement larges plats et tôles sans revêtement. Les importations de l'U.E.B.L. en provenance de la République fédérale d'Allemagne sont passées de 69,1 milliards en 1965 à 77,6 milliards en 1966, soit une progression de 12,3 p.c., contre 12,5 p.c. en 1965. Cette augmentation des livraisons de la République fédérale d'Allemagne à

l'U.E.B.L. est due principalement aux achats belgo-luxembourgeois de biens de production destinés aux industries métallurgiques (+ 3,5 milliards), principalement parties et pièces détachées d'autos, motos et cycles, demi-produits métalliques et métaux bruts. On note également une forte progression des achats de produits chimiques (+ 0,8 milliard), de biens de production destinés à l'industrie de la construction (+ 0,5 milliard) et aux industries textiles (+ 0,3 milliard), essentiellement demi-produits textiles artificiels et synthétiques, et de biens de production destinés à l'industrie du caoutchouc (+ 0,1 milliard). Quant aux biens de consommation, on enregistre, d'une part, un accroissement des achats de biens de consommation non durables et, d'autre part, une contraction des achats de biens de consommation durables (— 0,3 milliard). La balance commerciale avec la République fédérale d'Allemagne qui avait enregistré un boni de 0,6 milliard en 1965, s'est soldée en 1966 par un déficit de 5,6 milliards. En ce qui concerne les biens d'équipement, leurs importations en U.E.B.L. en provenance de la République fédérale d'Allemagne ont remarquablement progressé (+ 2,9 milliards).

Les échanges commerciaux de l'U.E.B.L. avec les *Pays-Bas* se sont accrus à un rythme légèrement inférieur à celui de 1965. Ils ont, en fait, progressé de 8,2 p.c. en 1966, contre 9,7 p.c. en 1965 et 17,1 p.c. en 1964.

Les exportations vers les Pays-Bas ont progressé à peu près dans la même mesure que les importations en provenance de ce pays : elles ont atteint 76 milliards en 1966, contre 70,4 milliards en 1965. La progression des livraisons belgo-luxembourgeoises concerne les industries des métaux non ferreux (+ 2,1 milliards), à savoir cuivre et aluminium, les industries textiles et du vêtement (+ 2,1 milliards), spécialement vêtements et accessoires du vêtement et bonneterie, les industries chimiques (+ 0,5 milliard), particulièrement matières plastiques et synthétiques (+ 0,3 milliard), l'agriculture (+ 0,4 milliard), la sidérurgie (+ 0,2 milliard), les industries du bois et des meubles (+ 0,2 milliard), les industries du papier et des arts graphiques (+ 0,2 milliard) et les industries alimentaires (+ 0,2 milliard). Par contre, les ventes des fabrications métalliques ont enregistré un recul

important (— 0,4 milliard); la forte diminution des livraisons d'autos, cycles et constructions aéronautiques n'a pu être compensée par l'expansion des exportations des autres branches des fabrications métalliques. Les importations de l'U.E.B.L. en provenance des Pays-Bas sont passées de 48,3 milliards en 1965 à 52,4 milliards en 1966. On enregistre une progression des livraisons par les Pays-Bas de biens de production destinés aux industries métallurgiques (+ 1,4 milliard), essentiellement demi-produits de fer et d'acier et métaux non ferreux bruts, de biens de production destinés aux industries textiles (+ 0,6 milliard), dont demi-produits textiles artificiels et synthétiques, de biens de production destinés à l'industrie du diamant (+ 0,2 milliard), à l'agriculture et aux industries alimentaires (+ 0,2 milliard). De même, les livraisons de produits chimiques (+ 0,4 milliard), d'huiles minérales raffinées (+ 0,2 milliard) et de divers autres produits destinés indistinctement aux divers secteurs de l'industrie ont progressé, sauf celles de combustibles solides (— 0,1 milliard) qui continuent à diminuer. Les importations de biens de consommation durables ont enregistré un recul (— 0,2 milliard), de même que celles de produits alimentaires d'origine animale (— 0,4 milliard), spécialement viandes et graisses. Par contre, les produits alimentaires végétaux et les biens de consommation non durables alimentaires (+ 0,4 milliard), à savoir particulièrement fruits et légumes, ainsi que les biens de consommation non durables autres que les produits alimentaires (+ 0,2 milliard) ont progressé. Malgré l'important recul des importations de matériel électrique et électronique (— 0,3 milliard), les achats de biens d'équipement par l'U.E.B.L. aux Pays-Bas se sont nettement accrus (+ 0,6 milliard); le recul a été très largement dépassé entre autres par la progression des importations de machines complètes (+ 0,3 milliard) et d'outillage, pièces et accessoires de machines diverses (+ 0,4 milliard). Le boni traditionnel de la balance commerciale belgo-luxembourgeoise avec les Pays-Bas s'est encore légèrement accru. Il s'est élevé à 23,5 milliards en 1966, contre 22,1 milliards en 1965.

L'expansion des échanges commerciaux avec la *France* s'est poursuivie et a presque atteint le rythme de 1964. Les échanges avec ce pays

se sont accrus de 15,4 p.c. en 1966, contre 11,6 p.c. en 1965 et 16,8 p.c. en 1964. Contrairement à 1965, les exportations ont augmenté plus rapidement que les importations; ainsi, les livraisons de la France à l'U.E.B.L. ne se sont accrues que de 12,1 p.c., tandis que les achats de la France ont accusé une progression de 18,9 p.c. Les ventes belgo-luxembourgeoises à la France sont passées de 46,4 milliards en 1965 à 55,2 milliards en 1966. Des progrès importants ont été réalisés par les exportations des industries des métaux non ferreux (+ 2,5 milliards), dont la majeure partie est due à l'expansion considérable des ventes de cuivre, de la sidérurgie (+ 1,5 milliard), en particulier lingots et formes primaires ébauchées et larges plats et tôles sans revêtement, des industries textiles (+ 1,5 milliard), spécialement textiles synthétiques, des industries chimiques (+ 1 milliard), surtout matières plastiques et synthétiques, des fabrications métalliques (+ 1 milliard), dont autos, cycles et constructions aéronautiques, des industries du papier et des arts graphiques (+ 0,5 milliard), des industries du bois et des meubles (+ 0,3 milliard), des industries alimentaires (+ 0,2 milliard) et des industries du ciment et du plâtre (+ 0,1 milliard). Le seul recul important est enregistré par l'industrie houillère (- 0,3 milliard). Les importations de l'U.E.B.L. en provenance de France sont passées de 49,8 milliards en 1965 à 55,8 milliards en 1966. Les importations belgo-luxembourgeoises de biens de production destinés aux industries métallurgiques (+ 1 milliard), dont essentiellement parties et pièces détachées d'autos, motos et cycles et cuivre brut, ainsi que les importations de biens de production destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires (+ 0,5 milliard), particulièrement céréales, aux industries textiles (+ 0,4 milliard) et aux industries de la construction (+ 0,2 milliard) ont marqué de nets progrès. Il en est de même pour certains produits destinés indistinctement aux divers secteurs de la production, tels que les produits chimiques (+ 0,3 milliard). Les achats belgo-luxembourgeois de biens de consommation durables ont connu une très vive expansion (+ 1,1 milliard) dont ont bénéficié les industries françaises du textile et des autos, motos et cycles. Il en a été de même des biens de consommation non durables (+ 0,9 milliard) tant alimentaires, végétaux (+ 0,5 milliard) et animaux (+ 0,2 mil-

liard) que non alimentaires (+ 0,2 milliard). Les biens d'équipement ont également été fort demandés en U.E.B.L. (+ 1 milliard), entre autres outillage, pièces et accessoires de machines diverses, véhicules commerciaux et avions. Le déficit de la balance commerciale avec la France, qui s'était élargi à 3,4 milliards en 1965, s'est fortement réduit en 1966 et n'a plus atteint que 0,6 milliard.

Les échanges commerciaux de l'U.E.B.L. avec l'Italie ont poursuivi l'évolution amorcée en 1964 : le rythme d'expansion des importations a très nettement dépassé celui des exportations. Ainsi, les livraisons belgo-luxembourgeoises à l'Italie se sont accrues de 4,3 p.c. en 1966, contre 2,8 p.c. en 1965, et les achats ont augmenté de 16,2 p.c. en 1966, contre 12 p.c. en 1965. Les ventes à l'Italie sont passées de 10,9 milliards en 1965 à 11,3 milliards en 1966. Les exportations des industries des métaux non ferreux (+ 0,3 milliard), essentiellement cuivre, de la sidérurgie (+ 0,3 milliard), dont larges plats et tôles sans revêtement, des industries chimiques (+ 0,2 milliard) et des industries alimentaires (+ 0,2 milliard) ont marqué une nette progression, tandis qu'un recul s'est manifesté dans les livraisons des fabrications métalliques (- 0,5 milliard) dû à une chute importante des exportations de constructions électriques, et de l'agriculture (- 0,2 milliard). Les achats belgo-luxembourgeois d'huiles minérales raffinées (+ 0,4 milliard), de produits chimiques (+ 0,1 milliard) et de biens de production destinés aux industries de la construction (+ 0,1 milliard) se sont accrus, de même que les achats de biens de consommation durables (+ 0,9 milliard), essentiellement produits textiles, autos, motos et cycles, et que ceux de produits alimentaires végétaux (+ 0,2 milliard), à savoir fruits et légumes. Le déficit de la balance commerciale avec l'Italie a continué à s'élargir; il s'est élevé à 3,3 milliards en 1966, contre 1,7 milliard en 1965 et 0,7 milliard en 1964.

2) Commerce avec les pays développés autres que les pays de la C.E.E.

Le taux d'accroissement des échanges entre l'U.E.B.L. et les pays développés autres que ceux de la C.E.E. est revenu de 10,4 p.c. en 1965 à 5,6 p.c. en 1966. Le taux d'expansion

des importations de l'U.E.B.L. en provenance de ces pays, soit 6,3 p.c., a été légèrement inférieur à celui qui avait été enregistré en 1965, soit 6,9 p.c., et celui des exportations de l'U.E.B.L. vers ces pays, soit 4,8 p.c., n'a atteint que le tiers de celui de 1965. En conséquence, le déficit de la balance commerciale, qui avait atteint 5 milliards en 1965, s'est élargi à 6,5 milliards en 1966.

Les achats de l'U.E.B.L. aux *Etats-Unis* et au *Canada* se sont élevés à 32,7 milliards en 1966, contre 31,9 milliards en 1965, soit une augmentation de 2,5 p.c. seulement. Les importations de biens de production en provenance des *Etats-Unis* et du *Canada* ont nettement progressé; l'augmentation des achats de biens destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires (+1,2 milliard), dont céréales et huiles, de biens destinés à l'industrie diamantaire (+0,3 milliard) et aux industries du papier et des arts graphiques (+0,1 milliard), ainsi que de produits chimiques (+0,4 milliard) destinés indistinctement aux divers secteurs de la production, a largement compensé le recul enregistré par les importations de biens de production destinés aux industries métallurgiques (-0,6 milliard), à savoir essentiellement parties et pièces détachées d'autos, motos, cycles en provenance des *Etats-Unis* et minerais de métaux non ferreux canadiens, ainsi qu'aux industries textiles (-0,4 milliard), dont essentiellement matières premières de coton et textiles artificiels et synthétiques en provenance des *Etats-Unis*, et à l'industrie du caoutchouc (+0,1 milliard). De même, on note une baisse des achats de combustibles solides (-0,2 milliard). Les importations de biens d'équipement (+0,5 milliard) ont également progressé; par contre, celles de biens de consommation ont marqué un recul (-0,5 milliard) dû, en partie, à la contraction des achats d'autos, motos et cycles et, en partie, à celle des achats de produits alimentaires animaux. Les exportations belgo-luxembourgeoises aux *Etats-Unis* et au *Canada* ont progressé plus rapidement que les importations. Elles se sont accrues de 9 p.c., atteignant 32,6 milliards en 1966, contre 29,9 milliards en 1965. Les livraisons aux *Etats-Unis* et au *Canada* des industries des métaux non ferreux (+1,3 milliard), principalement aluminium et zinc, se sont fortement accrues, de même que celles des fabrications métalli-

ques (+1,1 milliard), essentiellement autos, cycles, constructions aéronautiques et machines utilisées dans l'industrie. Ont également augmenté : les ventes de l'industrie diamantaire (+1 milliard), des industries alimentaires (+0,6 milliard), des industries textiles et du vêtement (+0,2 milliard), de l'agriculture (+0,1 milliard) et de l'industrie pétrolière (+0,1 milliard), de sorte que le recul important enregistré par les exportations de la sidérurgie (-1,9 milliard), dû en particulier à la diminution des livraisons de barres et profilés laminés à chaud ainsi que de larges plats et tôles sans revêtement, a été très largement compensé. Le déficit de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec les *Etats-Unis* et le *Canada*, qui s'élevait à 2 milliards en 1965, a été ramené à 0,1 milliard en 1966.

Les importations belgo-luxembourgeoises en provenance du *Royaume-Uni* se sont élevées à 26,6 milliards en 1966, contre 24,4 milliards en 1965, soit une augmentation de 9 p.c. Une forte progression a été enregistrée par les achats de biens de production destinés à l'industrie diamantaire (+1,8 milliard) et aux industries métallurgiques (+0,7 milliard), essentiellement parties et pièces détachées d'autos, motos et cycles, de même que par les importations de biens d'équipement (+0,2 milliard). Par contre, les achats de combustibles solides (-0,1 milliard), ainsi que ceux de biens de consommation tant durables (-0,1 milliard) que non durables (-0,3 milliard), essentiellement animaux, ont fortement diminué. En ce qui concerne les livraisons de l'U.E.B.L. au *Royaume-Uni*, elles n'ont progressé que de 5,2 p.c., atteignant ainsi 16,1 milliards en 1966, contre 15,3 milliards en 1965. L'augmentation des ventes des fabrications métalliques (+0,5 milliard) due pour plus de la moitié aux livraisons d'autos, cycles et constructions aéronautiques, de l'agriculture (+0,2 milliard), essentiellement céréales, de l'industrie diamantaire (+0,2 milliard), et de la sidérurgie (+0,2 milliard), a été partiellement compensée par la diminution des livraisons des industries textiles et du vêtement (-0,3 milliard) et des industries alimentaires. Le déficit de la balance commerciale avec le *Royaume-Uni* s'est élargi : il s'élève à 10,5 milliards en 1966, contre 9,1 milliards en 1965.

Les échanges commerciaux de l'U.E.B.L. avec le Japon ont progressé en 1966. Les importations sont passées de 2,2 milliards en 1965 à 2,6 milliards en 1966, en raison de l'expansion des achats belgo-luxembourgeois de biens de production destinés à l'industrie diamantaire (+ 0,1 milliard), de biens de consommation durables (+ 0,1 milliard), essentiellement véhicules automobiles et cycles, et de biens d'équipement (+ 0,1 milliard). Quant aux exportations, elles ont atteint 2,4 milliards en 1966, contre 1,7 milliard en 1965. Cet accroissement est dû en majeure partie aux ventes des industries des métaux non ferreux (+ 0,2 milliard), de l'industrie diamantaire (+ 0,2 milliard) et de l'agriculture (+ 0,1 milliard). Les importations ayant progressé moins rapidement que les exportations, le solde commercial déficitaire de l'U.E.B.L. avec le Japon a été ramené de 0,5 milliard en 1965 à 0,2 milliard en 1966.

Les échanges commerciaux de l'U.E.B.L. avec l'Océanie ont connu un nouveau recu en 1966. Les importations ont diminué de 4,5 milliards en 1965 à 4,3 milliards en 1966, car la réduction des importations de biens de production destinés aux industries textiles (— 0,5 milliard), à savoir la laine, a été nettement supérieure à l'augmentation des achats de biens de production destinés aux industries métallurgiques et des fabrications métalliques (+ 0,3 milliard), principalement minerais de métaux non ferreux. La réduction enregistrée par les exportations a été plus importante : celles-ci sont revenues de 1,4 milliard en 1965 à 1,2 milliard en 1966, par suite, entre autres, du recul des livraisons de la sidérurgie (— 0,1 milliard) et des industries textiles et du vêtement (— 0,1 milliard).

b) Echanges avec les pays de la zone sino-soviétique.

Les exportations de l'U.E.B.L. vers les pays de la zone sino-soviétique se sont accrues de 25 p.c. en 1966, contre 32,6 p.c. en 1965. Elles ont atteint 7 milliards en 1966, contre 5,6 milliards en 1965. Les importations ont progressé également à un rythme rapide, soit de 11,6 p.c., passant de 6,9 milliards en 1965 à 7,7 milliards en 1966. Le déficit de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec la zone sino-soviétique s'est encore réduit : il

s'est élevé à 0,7 milliard en 1966, contre 1,3 milliard en 1965.

Le commerce belgo-luxembourgeois avec les pays du Comecon a connu en 1966 une expansion de 20,3 p.c. Les achats de l'U.E.B.L. au Comecon sont passés de 6,1 milliards en 1965 à 7 milliards en 1966, soit une augmentation de 14,2 p.c., et les livraisons, de 4,7 milliards en 1965 à 6 milliards en 1966, soit un accroissement de 28,3 p.c. Le déficit de la balance commerciale belgo-luxembourgeoise avec le Comecon s'est réduit de 1,4 milliard en 1965 à 1 milliard en 1966. L'essor des livraisons de l'U.E.B.L. est dû principalement aux fabrications métalliques (+ 0,7 milliard), essentiellement constructions navales, autos, cycles et constructions aéronautiques, aux industries textiles et du vêtement (+ 0,2 milliard), à savoir matières premières de laine et poils, aux industries des métaux non ferreux (+ 0,2 milliard), essentiellement cuivre, et à la sidérurgie (+ 0,1 milliard). A l'importation, on enregistre une progression des achats de produits alimentaires (+ 0,6 milliard), de métaux bruts (+ 0,2 milliard), de matières premières destinées aux industries textiles (+ 0,1 milliard) et de produits divers pour animaux (+ 0,1 milliard). Seules les importations d'engrais et de produits phytopharmaceutiques (— 0,1 milliard) ont subi un recul.

c) Echanges avec les pays en voie de développement.

La tendance à la détérioration de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec les pays en voie de développement qui s'était renversée en 1965, est réapparue en 1966 : le déficit commercial est passé de 19,4 milliards en 1965 à 26,1 milliards en 1966.

Les importations en provenance du Congo, du Rwanda et du Burundi sont passées de 10,4 milliards en 1965 à 15,7 milliards en 1966, tandis que les exportations vers ces pays ne se sont élevées qu'à 3,6 milliards, contre 3,5 milliards. Il en résulte que le déficit de la balance commerciale belgo-luxembourgeoise avec ces trois pays a presque doublé : il est passé, en effet, de 6,9 milliards en 1965 à 12,1 milliards en 1966. On voit que près de la moitié du déficit commercial avec les pays

en voie de développement provient des échanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et le Congo, le Rwanda et le Burundi. L'importante progression des importations en provenance de ces pays est presque entièrement due à l'augmentation des achats de biens de production destinés aux industries métallurgiques (+ 5,2 milliards), à savoir cuivre brut et autres métaux non ferreux bruts en provenance du Congo. Quant aux ventes de l'U.E.B.L. à ces pays, seules celles de l'agriculture ont enregistré quelque progrès (+ 0,1 milliard).

Les importations en provenance des *autres pays africains* se sont accrues de 12,5 milliards en 1965 à 13,7 milliards en 1966. Cet accroissement résulte essentiellement de l'expansion des achats de biens de production destinés aux industries métallurgiques (+ 0,7 milliard), à savoir cuivre brut, et à l'industrie diamantaire (+ 0,5 milliard). Les exportations vers ces pays ont enregistré un recul, revenant de 7,8 milliards en 1965 à 6,9 milliards en 1966. Ainsi, on note une diminution des livraisons de la sidérurgie (− 0,3 milliard), principalement barres et profilés laminés à chaud et rails pour voies ferrées, des industries des fabrications métalliques (− 0,3 milliard), dont l'accroissement des ventes d'autos, cycles et constructions aéronautiques et électriques a été plus que compensé par le déclin des ventes de constructions navales, de véhicules pour voies ferrées et de produits tréfilés, étirés et laminés à froid. De même, les exportations des industries chimiques, principalement engrais manufacturés, ont subi un recul (− 0,1 mil-

liard. Le seul progrès notable est marqué par l'industrie diamantaire (+ 0,2 milliard). Le déficit de la balance commerciale avec ces pays, qui s'était légèrement réduit en 1965, a accusé un élargissement sensible en 1966. Il est passé, en effet, de 4,7 milliards en 1965 à 6,8 milliards en 1966.

Les importations de l'U.E.B.L. en provenance de l'*Amérique latine* se sont accrues; elles se sont élevées à 12,5 milliards en 1966, contre 11,6 milliards en 1965. Par contre, les exportations vers cette zone sont restées pratiquement stationnaires : elles se sont établies à 7,6 milliards en 1965, contre 7,5 milliards en 1966. De ce fait, le déficit commercial avec ces pays s'est élargi et a atteint 5 milliards en 1966, contre 4 milliards en 1965. Le recul des importations belgo-luxembourgeoises de produits alimentaires végétaux (− 0,4 milliard), particulièrement café et huiles minérales raffinées (− 0,2 milliard), a été inférieur à l'accroissement des achats de biens de production destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires (+ 0,7 milliard), essentiellement produits divers pour animaux, et de biens de production destinés aux industries métallurgiques (+ 0,4 milliard) et aux industries textiles (+ 0,3 milliard). Quant aux exportations, le recul des ventes de la sidérurgie (− 0,6 milliard), particulièrement barres et profilés laminés à chaud, a été supérieur aux progrès des livraisons des fabrications métalliques (+ 0,4 milliard), dont constructions électriques (+ 0,2 milliard), de l'agriculture (+ 0,3 milliard), particulièrement lait et produits dérivés du lait.

CONCLUSIONS

L'évolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1966 témoigne des réactions rapides des exportations aux variations de l'activité économique chez les principaux clients, en même temps que de l'élasticité des importations aux fluctuations de la production industrielle en U.E.B.L.

C'est ainsi que le taux d'expansion des exportations vers la République fédérale d'Allemagne, pays qui a connu en 1966 une

augmentation du produit national brut de moitié inférieure à celle de 1965, a été ramené de 20,3 p.c. en 1965 à 3,3 p.c. en 1966. Le taux de progression des ventes aux Pays-Bas, autre client de la C.E.E. à subir un ralentissement de l'activité économique, a également été inférieur à celui de 1965, quoique légèrement. Cette décélération dans l'expansion des exportations vers les deux principaux marchés de l'U.E.B.L. n'a pas

été compensée par l'accroissement du taux de progression des ventes à l'ensemble des autres pays industrialisés.

Du côté des importations, l'évolution a été fort différente d'un semestre à l'autre de 1966. Les achats à l'étranger ont progressé en valeur de 12,6 p.c. du premier semestre de 1965 au premier semestre de 1966 et de 8,4 p.c. du second semestre de 1965 au second semestre de 1966. L'activité économique plus soutenue et l'incidence de la hausse des cours mondiaux des matières premières sur les prix à l'importation et sur le niveau des stocks expliquent la progression rapide des importations pendant la première moitié de l'année. Au second semestre, par contre, celles-ci ont été influencées par le plafonnement de la production industrielle qui a amené un ralentissement de la progression

des achats de biens de production qui représentent 66 p.c. des importations totales.

De l'évolution ainsi enregistrée, il apparaît que le ralentissement de l'activité économique dans les pays voisins s'est répercuté d'abord sur les exportations de l'U.E.B.L., le processus d'adaptation gagnant ensuite progressivement la production industrielle et les importations.

Dans la mesure où l'effet de la décélération de l'expansion économique se fait sentir au stade des importations, via l'évolution de la production et le mouvement des stocks, il se produit une amélioration de la balance commerciale. Les battements qui interviennent dans celle-ci peuvent donc être extrêmement importants d'une période à l'autre; ils sont l'indice d'une économie ouverte et essentiellement transformatrice.

*
**

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1966

Orientation géographique des exportations

Pourcentages par rapport à la valeur totale des exportations de chaque secteur

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Fabrications métalliques	Industries textiles et du vêtement	Sidérurgie	Industries des métaux non ferreux	Industries chimiques	Industrie diamantaire	Agriculture	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Verreries et glaciers	Industries du papier et des arts graphiques	Industries du bois et des meubles	Industrie houillère	Industrie des peaux et des cuirs	Carrières	Industrie du caoutchouc	Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	Cimenteries	Industrie céramique et briqueteries	Industrie du tabac	Total
Pays européens de l'O.C.D.E. .	77,4	86,7	72,8	80,3	73,8	35,2	86,7	70,3	76,6	60,7	92,7	95,7	97,9	91,0	93,8	88,0	88,1	82,9	90,7	97,5	76,8
Groupe sino-soviétique ¹	2,4	2,7	1,4	3,2	2,7	2,1	1,1	0,1	0,3	0,7	0,3	0,3	....	0,8	0,1	0,6	....	....	0,7	....	2,0
Autres pays d'Europe	1,1	0,7	1,2	0,5	1,2	0,1	0,5	0,3	0,3	0,6	0,1	0,1	0,1	0,3	0,8	0,4	1,1	0,1	0,2	...	0,8
Autres pays d'Asie	3,5	1,5	4,0	3,8	5,0	25,7	2,3	0,9	3,3	2,5	1,0	0,7	0,3	1,0	2,0	2,3	0,9	2,3	1,3	0,2	4,4
Congo, Rwanda et Burundi ...	1,9	0,6	0,6	0,1	1,5	...	1,8	0,4	2,7	0,4	2,0	0,4	0,4	0,3	0,2	2,7	0,1	0,1	1,7	0,2	1,1
Autres pays d'Afrique	2,6	1,1	2,3	1,0	3,3	1,2	1,5	0,6	5,5	2,3	0,7	0,9	0,2	0,4	0,9	2,4	1,6	9,0	0,9	1,0	2,0
Etats-Unis et Canada	7,8	6,1	14,1	10,2	7,3	34,7	2,4	1,5	9,0	20,4	2,1	1,7	...	6,0	0,6	1,6	7,6	2,9	3,4	0,9	9,5
Amérique latine	2,8	0,2	3,5	0,7	4,3	0,5	3,6	...	1,1	4,3	0,6	0,1	1,1	0,1	1,3	1,6	0,6	2,5	0,7	...	2,2
Océanie	0,5	0,4	0,1	...	0,5	0,5	0,1	...	0,2	2,0	0,5	0,1	...	...	0,3	0,4	...	0,2	0,4	0,2	0,3
Divers et trafic confidentiel ...	...	...	...	0,2	0,4	...	...	25,9	1,0	6,1	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,9
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Chiffres absolus	88,0	50,0	47,4	33,8	26,3	18,0	14,7	8,1	9,7	7,3	7,6	5,8	1,4	3,6	2,0	2,1	1,6	0,9	0,9	1,2	341,4
(milliards de francs)																					
dont :																					
Pays-Bas	25,0	35,0	10,0	20,6	17,9	3,5	15,1	25,6	26,3	18,9	27,4	33,7	25,7	32,1	39,9	31,7	38,7	73,3	34,1	76,0	22,2
Répub. féd. d'Allemagne .	23,0	25,4	23,5	18,3	16,4	7,8	26,6	16,1	19,7	9,6	18,0	27,4	15,0	34,3	9,6	28,8	23,2	6,0	16,6	3,7	21,1
France	12,9	11,2	21,9	22,8	20,0	4,1	23,3	2,6	16,9	8,3	37,9	26,6	41,6	10,0	28,0	8,6	15,9	0,5	33,4	9,4	16,2
Italie	3,1	2,9	4,0	3,4	4,0	1,0	6,8	1,5	3,2	4,3	1,6	0,9	0,1	4,4	6,4	3,7	1,5	...	1,4	7,2	3,3
Pays de la C.E.E.	64,0	74,5	59,4	65,1	58,3	16,4	71,8	45,8	66,1	41,1	84,9	88,6	82,4	80,8	83,9	72,8	79,3	79,8	85,5	96,3	62,8
Royaume-Uni	4,7	5,6	1,5	2,5	4,0	13,0	8,4	6,9	5,1	4,3	3,0	4,1	0,4	4,0	3,1	4,3	4,5	0,4	1,1	0,2	4,7
Zone sterling	7,8	7,2	4,6	4,7	8,8	29,4	10,3	7,7	7,3	9,3	4,4	4,9	1,3	4,8	5,4	7,6	6,0	2,9	2,5	0,8	8,3

¹ Pays du Comecon, Albanie, Nord Viêt-nam, Chine continentale et Corée du Nord.

Annexe B.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1966

Composition des exportations vers chaque zone géographique

Pourcentages par rapport à la valeur totale des exportations vers chaque zone

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Pays européens de l'O.C.D.E.	Groupe sino-soviétique ¹	Autres pays d'Europe	Autres pays d'Asie	Congo, Rwanda et Burundi	Autres pays d'Afrique	Etats-Unis et Canada	Amérique latine	Océanie	Total	dont :	
											Pays de la C.E.E.	Zone sterling
Fabrications métalliques ...	26,0	31,1	35,7	19,7	45,0	32,7	21,1	33,1	35,6	25,8	26,3	24,5
Industries textiles et du vêtement	16,5	19,1	11,7	4,9	7,7	8,0	9,4	1,7	18,0	14,6	17,4	12,7
Sidérurgie	13,2	9,6	20,9	12,4	7,2	15,6	20,5	21,8	5,2	13,9	13,1	7,8
Industries des métaux non ferreux	10,3	15,5	6,2	8,4	1,2	4,6	10,5	3,4	0,6	9,9	10,3	5,7
Industries chimiques	7,4	10,3	11,2	8,6	10,9	12,5	5,9	15,1	9,9	7,7	7,1	8,2
Industrie diamantaire	2,4	5,5	0,5	30,5	...	3,1	19,2	1,1	7,2	5,3	1,4	18,9
Agriculture	4,9	2,3	2,6	2,2	7,4	3,2	1,1	7,1	0,6	4,3	4,9	5,4
Industrie pétrolière	2,2	0,1	0,9	0,5	0,9	0,7	0,4	...	0,2	2,4	1,7	2,2
Industries alimentaires	2,9	0,5	1,1	2,1	7,1	7,8	2,7	1,4	1,4	2,8	3,0	2,5
Verreries et glaceries	1,7	0,7	1,5	1,2	0,8	2,4	4,6	4,2	12,1	2,1	1,4	2,4
Industries du papier et des arts graphiques	2,7	0,3	0,3	0,5	4,2	0,8	0,5	0,6	3,3	2,2	3,0	1,2
Industries du bois et des meubles	2,1	0,2	0,3	0,3	0,7	0,7	0,3	0,1	0,2	1,7	2,4	1,0
Industrie houillère	0,5	...	0,1	...	0,1	...	...	0,2	...	0,4	0,5	0,1
Industrie des peaux et des cuirs	1,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,7	...	0,2	1,1	1,4	0,6
Carrières	0,7	...	0,6	0,3	0,1	0,3	...	0,3	0,5	0,6	0,8	0,4
Industrie du caoutchouc ...	0,7	0,2	0,3	0,3	1,6	0,7	0,1	0,4	0,7	0,6	0,7	0,6
Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	0,5	...	0,6	0,1	...	0,4	0,4	0,1	0,1	0,5	0,6	0,3
Cimenteries	0,3	...	...	0,1	...	1,2	0,1	0,3	0,2	0,3	0,3	0,1
Industrie céramique et briqueteries	0,3	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	0,1
Industrie du tabac	0,4	...	...	...	...	0,2	...	...	0,2	0,3	0,5	...
Divers et trafic confidentiel	3,0	4,1	5,0	7,5	4,4	4,8	2,4	9,0	3,5	3,2	2,8	5,3
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Chiffres absolus <i>(milliards de francs)</i>	262,3	7,0	2,8	15,2	3,6	6,9	32,6	7,5	1,2	341,4	214,5	28,2

¹ Pays du Comecon, Albanie, Nord Viêt-nam, Chine continentale et Corée du Nord.

Annexe C.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1966

Orientation géographique des importations

Pourcentages par rapport à la valeur totale des importations de chaque groupe de produits

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Pays européens de l'O.C.D.E.	Groupe sino-soviétique ¹	Autres pays d'Europe	Autres pays d'Asie	Congo, Rwanda et Burundi	Autres pays d'Afrique	Etats-Unis et Canada	Amérique latine	Océanie	Divers et trafic confidentiel	Total (milliards de francs)	dont :	
												Pays de la C.E.E.	Zone sterling
Biens de production	61,9	2,2	1,0	7,0	6,6	5,4	10,2	3,8	1,8	0,1	236,9	47,9	16,4
<i>destinés aux industries métallurgiques</i>	66,0	1,6	0,4	0,9	17,5	4,1	6,3	2,5	0,6	0,1	86,4	51,8	10,6
<i>destinés aux industries textiles</i>	57,7	3,1	0,5	7,5	0,3	5,2	3,2	7,8	14,7	...	22,3	51,0	25,8
<i>destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires</i>	35,5	3,3	...	3,3	0,7	8,2	35,6	13,2	0,2	...	24,3	32,0	5,9
<i>destinés aux industries diverses :</i>													
Industrie diamantaire ...	65,6	0,3	...	14,5	...	11,3	7,8	0,5	...	...	18,1	7,0	69,1
Industrie du bois	38,7	18,6	17,3	7,1	1,5	8,6	5,6	2,6	...	...	4,9	28,4	7,0
Industries du papier et des arts graphiques ...	59,9	8,6	19,2	0,1	...	0,9	11,3	...	...	...	3,8	27,1	1,6
Industrie du cuir	72,9	2,0	0,3	3,8	...	1,2	7,5	3,4	8,9	...	3,1	56,4	23,1
Industrie de la construction	94,2	1,2	0,6	0,2	...	0,3	3,3	0,2	...	...	5,9	84,9	2,3
Industrie du tabac	30,2	2,3	0,6	14,6	0,2	10,1	28,4	13,6	...	...	1,8	21,7	5,4
Industrie du caoutchouc .	49,2	...	0,1	17,9	10,5	1,8	20,3	0,1	...	0,1	1,3	44,1	13,8
Raffineries de pétrole ...	...	...	...	69,1	...	23,9	...	7,0	...	...	12,4	...	38,1
<i>destinés indistinctement aux divers secteurs de la production :</i>													
Combustibles solides	87,4	2,0	...	...	...	...	10,6	...	...	...	9,7	86,3	1,1
Huiles minérales raffinées	71,5	2,6	...	5,5	...	0,5	9,3	6,9	...	3,7	5,1	66,7	13,9
Autres combustibles	96,6	3,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	96,0	0,6
Produits chimiques	82,4	1,5	0,1	0,9	...	0,1	14,3	0,1	...	0,6	16,6	71,5	7,5
Produits métalliques	92,8	0,6	...	0,5	...	...	6,1	...	...	...	6,5	81,0	6,7
Divers	74,9	2,2	3,3	4,1	0,1	1,7	12,1	1,4	0,2	...	14,6	60,8	9,2
Biens de consommation	82,8	2,9	0,4	3,4	0,1	1,3	4,3	4,6	0,2	...	73,3	70,9	6,8
<i>Biens de consommation durables</i>	91,0	2,4	0,3	3,1	...	0,1	3,0	0,1	...	...	41,6	82,4	5,5
<i>Biens de consommation non durables</i>	72,1	3,5	0,4	3,8	0,3	2,9	6,0	10,5	0,4	0,1	31,7	55,8	8,5
Produits alimentaires animaux	71,1	8,3	1,3	2,5	...	1,1	4,1	11,2	0,3	0,1	9,9	52,8	9,4
Produits alimentaires végétaux	66,7	1,6	...	5,9	0,6	5,2	5,1	14,3	0,5	0,1	15,4	51,9	8,3
Produits minéraux	100,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	100,0	...
Autres biens de consommation non durables ...	86,7	0,8	...	0,5	...	0,2	11,3	0,3	0,2	...	6,2	69,2	7,6
Biens d'équipement	86,8	0,8	0,2	1,0	...	0,1	11,1	...	...	...	48,0	72,3	7,6
Total général ...	69,5	2,2	0,8	5,3	4,4	3,8	9,1	3,5	1,2	0,2	358,7	55,9	13,3

¹ Pays du Comecon, Albanie, Nord Viêt-nam, Chine continentale et Corée du Nord.

Annexe D.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1966

Composition des importations en provenance des différentes zones géographiques

Pourcentages par rapport à la valeur totale des importations en provenance de chaque zone

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Pays européens de l'O.C.D.E.	Groupe sino-soviétique ¹	Autres pays d'Europe	Autres pays d'Asie	Congo, Rwanda et Burundi	Autres pays d'Afrique	Etats-Unis et Canada	Amérique latine	Océanie	Total	dont :	
											Pays de la C.E.E.	Zone sterling
Biens de production	58,8	67,7	87,9	84,7	99,4	92,5	73,8	72,7	97,0	66,0	56,6	81,7
<i>destinés aux industries métallurgiques</i>	22,8	17,5	10,8	4,1	96,5	26,0	16,7	17,1	12,2	24,1	22,3	19,3
<i>destinés aux industries textiles</i>	5,1	8,9	3,8	8,6	0,4	8,5	2,2	13,9	76,3	6,2	5,7	12,1
<i>destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires</i>	3,5	10,2	0,5	4,1	1,0	14,5	26,4	25,7	1,3	6,8	3,9	3,0
<i>destinés aux industries diverses :</i>												
Industrie diamantaire ...	4,8	0,7	0,2	13,5	...	14,8	4,3	0,7	0,2	5,0	0,6	26,2
Industrie du bois	0,8	11,7	28,6	1,8	0,5	3,0	0,8	1,0	...	1,3	0,7	0,7
Industries du papier et des arts graphiques ...	0,9	4,3	25,0	...	...	0,2	1,3	...	...	1,1	0,5	0,2
Industrie du cuir	0,9	0,8	0,4	0,6	...	0,3	0,7	0,9	6,4	0,9	0,9	1,5
Industrie de la construction	2,2	0,9	1,2	0,1	...	0,1	0,6	0,1	...	1,6	2,5	0,3
Industrie du tabac	0,2	0,5	0,4	1,3	...	1,3	1,5	1,9	...	0,5	0,2	0,2
Industrie du caoutchouc .	0,3	...	...	1,2	0,9	0,2	0,8	...	...	0,4	0,3	0,4
Raffineries de pétrole ...	...	...	...	44,1	...	21,5	...	6,9	...	3,5	...	9,9
<i>destinés indistinctement aux divers secteurs de la production :</i>												
Combustibles solides	3,4	2,5	...	...	...	...	3,2	...	...	2,7	4,2	0,2
Huiles minérales raffinées	1,4	1,7	...	1,4	...	0,2	1,4	2,8	...	1,4	1,7	1,5
Autres combustibles	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	...
Produits chimiques	5,5	3,3	0,3	0,7	...	0,1	7,3	0,1	0,1	4,6	5,9	2,6
Produits métalliques	2,4	0,5	...	0,1	...	...	1,2	...	...	1,8	2,6	0,9
Divers	4,4	4,0	16,7	3,1	0,1	1,8	5,4	1,6	0,5	4,0	4,4	2,8
Biens de consommation	24,3	27,3	9,3	12,9	0,6	6,9	9,6	26,7	2,9	20,4	25,9	10,4
<i>Biens de consommation durables</i>	15,2	12,8	4,5	6,8	...	0,2	3,8	0,1	0,1	11,6	17,1	4,8
<i>Biens de consommation non durables</i>	9,1	14,5	4,8	6,1	0,6	6,7	5,8	26,6	2,8	8,8	8,8	5,6
Produits alimentaires animaux	2,8	10,7	4,4	1,2	...	0,8	1,3	8,9	0,7	2,8	2,6	1,9
Produits alimentaires végétaux	4,1	3,2	0,3	4,7	0,6	5,8	2,4	17,5	1,9	4,3	4,0	2,7
Produits minéraux	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
Autres biens de consommation non durables ...	2,1	0,6	0,1	0,2	...	0,1	2,1	0,2	0,2	1,7	2,1	1,0
Biens d'équipement	16,7	4,9	2,8	2,3	...	0,5	16,4	0,1	0,1	13,4	17,3	7,6
<i>Divers et trafic confidentiel</i>	0,2	0,1	...	0,1	...	0,1	0,2	0,5	...	0,2	0,2	0,2
Total général ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Chiffres absolus	249,5	7,7	2,9	19,4	15,7	13,8	32,7	12,5	4,3	358,7	200,4	47,7
(milliards de francs)												

¹ Pays du Comecon, Albanie, Nord Viêt-nam, Chine continentale et Corée du Nord.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de juin 1967. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

Financement de l'exportation des biens d'équipement. (*Bulletin d'Information de Fabrimétal, Bruxelles, n° 11, 22 mai 1967, pp. 253, 256.*)

L'évolution du crédit agricole au cours de la période 1955-1965. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, nos 4-5, avril-mai 1967, pp. 312-328.*)

Ventes et prêts à tempérament et prêts personnels en 1966. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, n° 6, juin 1967, pp. 444-452.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

Central Banking Legislation. 2. Europe. (*Fonds Monétaire International, Washington, 1967, XXII + 921 p.*)

L'indispensable confiance. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 24, 17 juin 1967, pp. 225-227.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

HENRION R., Finances publiques et croissance économique. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 225, mars-avril 1967, pp. 173-188.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

GLEJSER H., La répartition du produit et du revenu national entre les régions belges. (*Socialisme, Bruxelles, XIV, n° 81, mai 1967, pp. 329-332.*)

Les investissements industriels en 1965. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, n° 6, juin 1967, pp. 431-443.*)

6. DEMOGRAPHIE

DELPEREE A., Population wallonne, population en mutation. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 83, avril-juin 1967, pp. 5-18.*)

Le mouvement de la population au cours de l'année 1966. Les chiffres de la population au 31 décembre 1966. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 6, juin 1967, pp. 399-413.*)

7. PRIX ET SALAIRES

SPITAEELS G., Toezicht op de lonen en stijging van de inkomsten. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIV, n° 3, 1967, pp. 159-163.*)

VEREECKEN M., Loonverschillen in België. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LVIII, n° 6, juin 1967, pp. 471-495.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

Emploi et rémunération du travail par branche d'activité industrielle, dans les provinces et régions linguistiques, de 1955 à 1964. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, nos 4-5, avril-mai 1967, pp. 231-311.*)

La durée moyenne hebdomadaire du travail dans l'industrie. Octobre 1966. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, nos 4-5, avril-mai 1967, pp. 329-333.*)

Statistiques harmonisées de la durée hebdomadaire du travail offerte par ouvrier. Octobre 1965 et avril 1966. (*Statistiques sociales, Bruxelles, n° 2, 1967, pp. 4-39.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

BIELFELDT H., Considérations sur la politique régionale. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 225, mars-avril 1967, pp. 259-269.*)

DE SMAELE A., La responsabilité d'innover. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 83, avril-juin 1967, pp. 47-58.*)

DEREYMAEKER R., Huidige stand van de regionale statistiek. (*Revue belge de Statistique et de Recherche opérationnelle, Bruxelles, VII, nos 3-4, mai 1967, pp. 29-44.*)

DUPRIEZ L.H. & SIAENS A., La conjoncture économique de la Belgique : problématique à l'issue de 1966. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIII, n° 2, avril 1967, pp. 83-130.*)

La conjoncture belge au cours des premiers mois de 1967. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VI, n° 61, juin 1967, pp. 1-4.*)

MINEUR J., Où en est l'économie wallonne ? (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 83, avril-juin 1967, pp. 19-34.*)

NOLS E., Réflexions en vue d'une ventilation régionale des statistiques. (*Revue belge de Statistique et de Recherche opérationnelle, Bruxelles, VII, nos 3-4, mai 1967, pp. 45-52.*)

PERSOONS F., Les objectifs de la politique économique et les conditions institutionnelles du redressement wallon. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 83, avril-juin 1967, pp. 35-45.*)

RAES J., Les difficultés de l'économie belge. (*Problèmes économiques, Paris, n° 1015, 15 juin 1967, pp. 24-28.*)

ROMUS P., La Wallonie dans la Communauté européenne. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 83, avril-juin 1967, pp. 59-81.*)

SCHEYVEN R., La seconde révolution industrielle et la Wallonie. La réanimation de l'économie wallonne dans un cadre général. (*Bruxelles, 1967, 123 p.*)

VAN HERBRUGGEN Ch., Zeventig jaar demografische en sociaal-economische structuurwijzigingen : een statistische inventaris. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIV, n° 3, 1967, pp. 142-158.*)

VAN WATERSCHOOT J.F., Regionaal-economische modellen en de eisen die ze stellen aan de statistiek. (*Revue belge de Statistique et de Recherche opérationnelle, Bruxelles, VII, nos 3-4, mai 1967, pp. 53-57.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

BASTIAENEN E.J., De infrastructuurwerken ten behoeve van de volkswoningbouw. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIV, n° 3, 1967, pp. 164-168.*)

BEKEN A., Aspects économiques et commerciaux de l'industrie chimique. (*Industrie, Bruxelles, XXI, n° 6, juin 1967, pp. 308-313.*)

BILLEN L.E., L'industrie chimique en 1966. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIII, n° 2, avril 1967, pp. 155-191.*)

DUBOIS G., L'industrie textile en 1965 et 1966. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIII, n° 2, avril 1967, pp. 201-219.*)

DUBOIS G., L'industrie textile en 1965 et 1966. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIII, n° 2, avril 1967, pp. 193-200.*)

Incidences de l'implantation d'une aciérie sur la région de Gand-Zelzate. (*Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Luxembourg, 1966, 181 p.*)

L'emballage en verre en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 23, 10 juin 1967, pp. 217-220.*)

Les prix de l'électricité en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 25, 24 juin 1967, pp. 237-242.*)

L'industrie pharmaceutique en Belgique. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VI, n° 61, juin 1967, pp. 4-6.*)

OURY Ch. & LEURQUIN P.A., La sidérurgie en 1966. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIII, n° 2, avril 1967, pp. 131-153.*)

Réflexions à propos de fermetures d'entreprises. (*Bulletin d'Information de Fabrimétal, Bruxelles, n° 12, 5 juin 1967, pp. 271-274.*)

12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

RENS J., Pour une politique réaliste de la Science. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 225, mars-avril 1967, pp. 326-330.*)

13. TRANSPORTS

Le pré-métro de Bruxelles. (*Echos des Communications, Bruxelles, X, n° 1, 1967, pp. 7-65.*)

ROORYCK R., Le complexe portuaire de Bruxelles. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 225, mars-avril 1967, pp. 191-198.*)

15. COMMERCE EXTERIEUR

Trafic international des marchandises entre l'U.E.B.L. et les autres pays de la C.E.E. en 1958 et 1965. (*Echos des Communications, Bruxelles, X, n° 1, 1967, pp. 67-88.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BREGENTZER B., Le groupe des Dix et la réforme du système monétaire international. (*Industrie, Bruxelles, XXI, n° 6, juin 1967, pp. 314-321.*)

FOWLER H., Interview with Mr. Henry Fowler, U.S. Secretary of the Treasury: International Liquidity. (*The Banker, Londres, CXVII, n° 496, juin 1967, pp. 472-485.*)

HAHN A., Le système monétaire international est-il menacé ? (*Problèmes économiques, Paris, n° 1013, 1^{er} juin 1967, pp. 17-22.*)

JAY P., La réforme du système monétaire international. (*Problèmes économiques, Paris, n° 1013, 1^{er} juin 1967, pp. 23-28.*)

LEIMONE J.E., The U.S. Balance of Payments : Policies and Results. (*Monthly Review, Federal Reserve Bank of Atlanta, Atlanta, avril 1967, pp. 46-50.*)

VERRIJN STUART G.M. e.a., Vernieuwing van het internationale geldstelsel. International Monetary Reform. (*De Economist, Haarlem, CXIV, nos 11-12, novembre-décembre 1966, pp. 595-832.*)

17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ASZKENAZY H., Le mouvement de concentration dans le Marché commun. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, X, n° 35, 1967, pp. 24-30.*)

BERG H., Konzentration und Wettbewerb im Gemeinsamen Markt; das Beispiel der Automobilindustrie. (*Wirtschaftsdienst, Hamburg, XLVII, n° 4, avril 1967, pp. 202-208.*)

BERNHEIM E., Réflexions sur l'expansion des entreprises européennes. (*Synopsis, Bruxelles, juillet-août 1967, pp. 1-11.*)

BRUGMANS H., Le Marché commun : crise ou désintégration ? (*Res Publica, Bruxelles, IX, n° 2, 1967, pp. 249-269.*)

CHABANOL D., Les politiques communes dans la C.E.E. : courant technocratique ou impératif économique ? (*Analyse et Prévision, Paris, III, n° 6, juin 1967, pp. 433-458.*)

COOSEMANS A. & BAIROCH P., La concentration de l'industrie sidérurgique dans le Marché commun. (*Editions de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1966, 109 p.*)

DE GROOTE P., Plaidoyer pour l'Euratom. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, X, n° 35, 1967, pp. 9-16.*)

DUMON F., Les contrats de concession exclusive et le droit européen tel qu'il résulte des décisions administratives et juridictionnelles européennes récentes. (*La Jurisprudence commerciale de Bruxelles, Bruxelles, LX, nos 3-4, mars-avril 1967, pp. 65-96.*)

DURIEUX J., L'Angleterre et le Marché commun : les Anglais débarqueront-ils ? (*La Revue nouvelle, Tournai, XLV, n° 6, 15 juin 1976, pp. 561-570.*)

GISCARD D'ESTAING V., The Pound and Europe. (*The Banker, Londres, CXVII, n° 496, juin 1967, pp. 526-529.*)

GROSFILS M., L'Angleterre et le Marché commun : l'agriculture anglaise devant la C.E.E. (*La Revue nouvelle, Tournai, XLV, n° 6, 15 juin 1967, pp. 605-615.*)

GROSFILS M., L'Angleterre et le Marché commun : les problèmes économiques et monétaires. (*La Revue nouvelle, Tournai, XLV, n° 6, 15 juin 1967, pp. 571-583.*)

HEYVAERT H., L'Angleterre et le Marché commun; l'avenir de l'Europe et la technologie. (*La Revue nouvelle, Tournai, XLV, n° 6, 15 juin 1967, pp. 595-604.*)

La candidature du Royaume-Uni aux Communautés européennes. (*Chroniques étrangères, Paris, n° 6, juin 1967, pp. 3-28.*)

LAMBERT G., Le Marché commun intégral : serons-nous prêts en 1968 ? (*Revue politique et parlementaire, Paris, LXIX, n° 779, juin 1967, pp. 20-26.*)

L'Espagne et l'intégration européenne. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, X, n° 35, 1967, pp. 36-47.*)

MANDY P., L'Angleterre et le Marché commun : la puissance industrielle de la Grande-Bretagne. (*La Revue nouvelle, Tournai, XLV, n° 6, 15 juin 1967, pp. 584-594.*)

MORISSENS L., Les entreprises bancaires dans la politique économique de la C.E.E. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 101, avril 1967, pp. 232-240.*)

PEYRARD M., La conjoncture économique de la Communauté. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, X, n° 35, 1967, pp. 202-205.*)

PICKLES W., Britain and Europe : How much has changed ? (*Basil Blackwell, Oxford, 1967, VIII, 119 p.*)

RIBAS J.J., Aspects sociaux de la politique commune des transports dans la Communauté Economique Européenne. (*Revue de Droit International comparé, Bruxelles, XLIV, n° 1, 1967, pp. 9-23.*)

Social Security in the Common Market and the United Kingdom. (*European Trends, Londres, n° 11, mai 1967, pp. 9-16.*)

SPITHOVEN J.E.C., Hoe verder met het E.E.G.-landbouwbeleid ? (*Economisch - Statistische Berichten, Rotterdam, LII, n° 2594, 24 mai 1967, pp. 547-553.*)

STRANGE S., The Sterling Problem and the Six. (*Chatam House, Londres, 1967, 70 p.*)

The Common Market and the United Kingdom, 1966. (*Westminster Bank Ltd., Londres, 1967, 60 p.*)

Versicherungswirtschaft im Gemeinsamen Markt. (*Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, 1967, 234 p.*)

18. DIVERS

DE SMAELE A., Vingt ans d'expérience de démocratie économique en Belgique. (*Socialisme, Bruxelles, XIV, n° 81, mai 1967, pp. 345-361.*)

GOETHALS H., De financiële en economische informatie in de ondernemingsraad. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXIII, n° 6, juin 1967, pp. 340-348.*)

Quelques aspects juridiques du leasing. (*Bulletin d'Information de Fabrimétal, Bruxelles, n° 14, 3 juillet 1967, pp. 330-333.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Accord

sur la coopération économique, industrielle et technique entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et la République populaire de Bulgarie, signé à Bruxelles, le 14 juin 1966 (Moniteur du 21 juin 1967, p. 6691).

Arrêté royal du 10 mai 1967

créant des commissions provinciales de coordination pour les problèmes de l'eau (Moniteur du 2 juin 1967, p. 5975).

Loi du 12 juin 1967

portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer (Moniteur du 15 juin 1967, p. 6425).

Loi du 15 juin 1967

modifiant les lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et à leurs ayants-droit (Moniteur du 4 juillet 1967, p. 7187).

Arrêté royal du 28 juin 1967

relatif à l'exécution de l'article 2, §§ 1^{er}, 5 et 6, de la loi du 31 mars 1967, attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7044).

Article 1^{er}. — L'article 2, § 1^{er}, de la loi du 31 mars 1967, attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, entre en vigueur le 28 juin 1967, en ce

qui concerne le décime additionnel à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents calculé conformément à l'article 152, 1^o, du Code des impôts sur les revenus.

Arrêté royal du 5 juillet 1967

portant règlement général relatif à l'agrément et au contrôle des entreprises pratiquant l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (Moniteur du 8 juillet 1967, p. 7389).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 28 avril 1967

relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire (Moniteur du 3 juin 1967, p. 6017).

Arrêté royal du 19 mai 1967

autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à contracter, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 100 millions de francs (Moniteur du 19 juillet 1967, p. 7738).

Arrêtés royaux du 15 juin 1967

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (Moniteur du 4 juillet 1967, p. 7205).

Article 1^{er}. — Les articles 2, 4 et 5 de l'arrêté susdit du 23 décembre 1957, tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés royaux du 3 septembre 1958, du 29 mai 1959, du 20 février 1964, du 19 mai 1965 et du 29 décembre 1966, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 2. Ne tombent pas sous l'application de la loi précitée :

» Les ventes à tempérament dont le prix au comptant dont il est question à l'article 4, 5^o, de la loi du 9 juillet 1957, est inférieur à 3.000 francs ou supérieur à 150.000 francs;

» Les prêts à tempérament pour lesquels le prix au comptant dont il est question à l'article 13, 9^o, de cette loi, est inférieur à 3.000 francs ou supérieur à 150.000 francs.

» Les prêts personnels à tempérament dont le montant nominal, visé à l'article 19^{ter}, 3^o, de cette loi, est supérieur à 200.000 francs.

» Art. 4. Le minimum de l'acompte est porté à 25 p.c. du prix d'achat au comptant en ce qui concerne les voitures automobiles neuves et d'occasion destinées au transport de personnes.

» Art. 5. Le paiement intégral du prix doit être effectué dans les délais ci-après, en ce qui concerne les catégories suivantes de ventes à tempérament :

» Meubles, matelas et textiles d'ameublement (tentures, tapis, rideaux) : dans les 30 mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Appareils électroménagers, appareils de radio, de télévision, pick-ups, tourne-disques, machines à coudre, lessiveuses à main, foyers et cuisinières à l'électricité, au charbon ou au gaz et autres appareils domestiques de chauffage, appareils photographiques et armoires frigorifiques : dans les 30 mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Voitures automobiles d'occasion ayant plus de 2 ans d'âge : dans les 24 mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Voitures automobiles d'occasion ayant au plus 2 ans d'âge : dans les 30 mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Voitures automobiles neuves : dans les 36 mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

Arrêté royal du 23 juin 1967

portant coordination des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7057).

CHAPITRE V

Contrôle des caisses

Art. 16. — Les entreprises visées par les présentes dispositions coordonnées sont soumises au contrôle du gouvernement. Ce contrôle est exercé par l'Office Central de la Petite Epargne, et, après la dissolution de celui-ci, par la commission qui sera instituée à cet effet par arrêté royal.

Le règlement de contrôle est établi par arrêté royal; il détermine notamment les obligations des entreprises relatives à la communication des livres, contrats, documents comptables et autres pièces, à la présentation et à la publication des situations périodiques et du compte rendu annuel des opérations ainsi qu'aux mentions à faire dans les prospectus, circulaires, affiches et autres écrits destinés au public.

Le règlement de contrôle peut fixer, en outre, pour toutes les entreprises ou par catégorie d'entreprises :

1° les proportions qui doivent être respectées :

a) entre, d'une part, l'ensemble de leurs engagements ou certains éléments de ces engagements, et, d'autre part, leurs actifs liquides, mobilisables ou réalisables à court terme ou certains éléments de ces actifs;

b) entre, d'une part, le capital et les réserves et, d'autre part, le montant global des engagements;

c) entre les différentes catégories de placements autorisés;

2° les taux d'intérêt maxima susceptibles d'être appliqués aux opérations visées à l'article 1^{er}.

Arrêté royal du 23 juin 1967

relatif aux présentations prévues par l'article 4, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1934 instituant un Office Central de la Petite Epargne (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7076).

Arrêté ministériel du 24 juin 1967

désignant les institutions publiques de crédit auprès desquelles les caisses d'épargne privées peuvent effectuer des dépôts (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7077).

Article 1^{er}. — Les placements prévus par les articles 12, § 1^{er}, 5^o, et 13, § 1^{er}, 3^o, des dispositions relatives au contrôle de caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967, peuvent être effectués dans les institutions visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, 1^o, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Arrêté ministériel du 24 juin 1967

désignant les catégories de sociétés dans lesquelles les caisses d'épargne privées sont autorisées à acquérir des actions, parts ou participations (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7077).

Article 1^{er}. — Les placements prévus à l'article 13, § 1^{er}, 5^o, des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967, peuvent être effectués en certificats représentatifs des fonds communs de placement visés à l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre.

Arrêté royal du 28 juin 1967

portant règlement général de contrôle des caisses d'épargne privées (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7072).

CHAPITRE II

De la gestion des caisses d'épargne privées

Art. 6. § 1^{er}. — Les proportions à respecter pour certaines catégories de placements autorisés en vertu des dispositions coordonnées, sont les suivantes :

a) Les placements provisoires, autres que ceux énumérés à l'article 12, § 1^{er}, 4^o, 5^o et 6^o, des dispositions coordonnées, ne peuvent dépasser 10 p.c. du montant total des fonds recueillis.

Pour certains placements provisoires autorisés par l'Office Central de la Petite Epargne en exécution de l'article 12, § 1^{er}, 7^o des mêmes dispositions, l'Office peut fixer un coefficient inférieur à 10 p.c. ou les admettre au-delà de la limite de 10 p.c. sans que, dans ce dernier cas, les placements visés à l'alinéa précédent puissent dépasser 15 p.c. du montant total des fonds recueillis.

b) Les placements définitifs doivent être effectués de la manière suivante :

1° Les fonds publics et valeurs visés à l'article 13, § 1^{er}, 1^o, des dispositions coordonnées, doivent atteindre au moins 40 p.c. du montant total des placements définitifs; dans la limite de ce coefficient global, le Ministre des Finances peut prescrire le placement, à concurrence d'une proportion qu'il fixe, en fonds publics ou valeurs d'une ou de plusieurs catégories déterminées;

2° Les prêts et ouvertures de crédits hypothécaires ne peuvent dépasser 50 p.c. du même montant;

3° Pour les placements en obligations et actions de sociétés visées à l'article 13, § 1^{er}, 4^o et 5^o, des dispositions coordonnées, la proportion maximum est de 15 p.c., sans pouvoir dépasser, par valeur acquise, 1 p.c. du montant total des placements définitifs;

4° Les placements autorisés par l'Office Central de la Petite Epargne en exécution de l'article 13, § 1^{er}, 6^o des dispositions coordonnées, ne peuvent dépasser globalement 15 p.c. du montant total des placements définitifs; l'Office peut cependant fixer une proportion inférieure pour certaines catégories de placements qu'il autorise;

5° Les placements définitifs autorisés par le dernier alinéa de l'article 13, § 1^{er} des dispositions coordonnées et effectués par les sociétés coopératives qui répondent aux conditions qui y sont énoncées, ne peuvent dépasser 40 p.c. du montant total des placements définitifs; la partie de ces placements effectués sous forme d'avances à des organismes qui poursuivent des buts sociaux ou professionnels connexes ne peut être supérieure à 20 p.c. du même montant.

§ 2. Pour les fonds recueillis à deux ans et plus, les proportions déterminées au § 1^{er}, b, 1^o et 2^o, sont remplacées respectivement par 10 p.c. et 90 p.c.

Art. 8. — La proportion minimum entre, d'une part, le capital et les réserves et, d'autre part, le montant global des engagements des caisses d'épargne privées, doit être de 5 p.c. Toutefois, l'Office Central peut réduire ou augmenter cette proportion minimum, à concurrence de 2 p.c. au plus, en tenant compte de l'importance relative que représentent, dans l'actif total des caisses, les fonds publics et valeurs assimilées, visés à l'article 13, § 1^{er}, 1^o des dispositions coordonnées et les autres avoirs constitués auprès ou bénéficiant de la garantie de l'Etat, des provinces, des communes ou du Crédit Communal.

Loi du 28 juin 1967

fixant la limite assignée à l'émission de monnaies divisionnaires (Moniteur du 12 juillet 1967, p. 7482).

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. La limite assignée à l'émission des monnaies divisionnaires est fixée à neuf milliards de francs.

Le Roi fixe la composition de l'alliage, le poids, le diamètre, le type et la valeur faciale des monnaies métalliques. Il fixe aussi la forme, le type et la valeur des billets ayant nature de monnaies divisionnaires à émettre par le Trésor.

Le Ministre des Finances détermine, d'après les besoins constatés, les quantités pour chaque catégorie de pièces ou de billets, sans pouvoir dépasser pour l'ensemble des monnaies divisionnaires la limite fixée à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 2. — L'article 11 de la même loi est complété par la disposition suivante :

« Le montant des monnaies d'appoint n'entre pas en ligne de compte dans le volume global de l'émission déterminé par l'article 1^{er} ».

Art. 3 — Sont abrogés :

1. l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 octobre 1926 relatif à l'émission par l'Etat de monnaies divisionnaires destinées à remplacer les petites coupures mises en circulation par la Banque Nationale de Belgique;

2. la loi du 27 juillet 1953 fixant la limite assignée à l'émission de monnaies divisionnaires.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 14 avril 1967

contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1967 (Moniteur du 4 juillet 1967, p. 7177).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1967 afférentes au budget des Postes, Télégraphes et Téléphones (...) des crédits s'élevant à la somme de 7.125.316.000 francs.

.....

Art. 7. — Le budget de la Régie des Télégraphes et des Téléphones pour l'exercice 1967 (...) s'élève pour les recettes à 17.492.400.000 francs et pour les dépenses à 17.465.166.000 francs.

.....

Arrêté royal n° 9 du 18 avril 1967

modifiant certaines dispositions en matière d'impôts sur les revenus. Erratum (Moniteur du 13 juin 1967, p. 6322).

Arrêté royal n° 31 du 5 juillet 1967

modifiant la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes (Moniteur du 8 juillet 1967, p. 7402).

Arrêté royal du 20 juillet 1967

agréant la Société Nationale d'Investissement dans le cadre des lois d'expansion économique des 17 juillet 1959, 18 juillet 1959 et 14 juillet 1966 (Moniteur du 29 juillet 1967, p. 8056).

Article 1^{er}. — L'article 8 de l'arrêté royal du 17 août 1959 portant exécution de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles et l'article 7 de l'arrêté royal du 18 août 1959, portant exécution de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions sont complétés par la disposition suivante :

« Est également agréée, la Société Nationale d'Investissement, en ce qui concerne les obligations convertibles qu'elle souscrit, pour la durée de la non-conversion de ces obligations. »

.....

Arrêté royal du 28 avril 1967

fixant la situation des crédits reportés du budget de la Dette publique (dépenses ordinaires) de l'année 1966 (Moniteur du 15 juin 1967, p. 6428).

Arrêté royal du 18 mai 1967

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1966 du titre I (dépenses ordinaires) du budget des Services du Premier Ministre (Moniteur du 15 juillet 1967, p. 7649).

Loi du 22 mai 1967

contenant le budget du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1967 (Moniteur du 27 juillet 1967, p. 7929).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1967 afférentes au Ministère de l'Education nationale (...) des crédits s'élevant à la somme de 41.312.941.000 francs.

.....

Loi du 26 mai 1967

contenant le budget des Dotations pour l'exercice 1967 (Moniteur du 29 juin 1967, p. 6968).

Article unique. — Il est ouvert pour les dépenses de l'exercice 1967 afférentes au budget des Dotations (...) des crédits s'élevant à la somme de 662.277.000 francs.

Arrêté royal du 2 juin 1967

abrogeant certains arrêtés relatifs à l'octroi de subventions (Moniteur du 20 juin 1967, p. 6636).

Arrêté royal et arrêté ministériel du 5 juin 1967

relatifs à l'émission de l'emprunt 1967-1972-1978, 2^e série (Moniteur du 8 juin 1967, p. 6178).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,75 p.c. l'an, à partir du 23 juin 1967 jusqu'au 18 septembre 1972;

7 p.c. l'an, à partir du 19 septembre 1972 jusqu'au 18 septembre 1978.

Toutefois, les intérêts afférents à la période du 23 juin 1967 au 18 septembre 1968 inclus sont fixés à 85 francs pour 1.000 francs de capital nominal.

.....
Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 19 septembre 1972.

Arrêté royal et arrêté ministériel du 5 juin 1967

relatifs à l'émission de l'emprunt 7 p.c. 1967-1982, 2^e série (Moniteur du 8 juin 1967, p. 6181).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux de 7 p.c. l'an à partir du 23 juin 1967.

Les intérêts sont payables le 6 février des années 1968 à 1982.

Les intérêts afférents à la période du 23 juin 1967 au 5 février 1968 inclus, sont fixés à 43,50, 217, 434, 1.085 et 4.337 francs, pour les obligations respectivement de 1.000, 5.000, 10.000, 25.000 et 100.000 francs.

Loi du 7 juin 1967

contenant les douanes et accises (Moniteur du 22 juin 1967, p. 6745).

Arrêté ministériel du 9 juin 1967

fixant les règles de répartition du Fonds de compensation fiscale de 1966 (Moniteur du 22 juin 1967, p. 6769).

Arrêté ministériel du 27 juin 1967

régulant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7084).

Arrêtés royaux des 27 juin et 4 juillet 1967

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 29 juin et 8 juillet 1967, pp. 6978 et 7383).

Arrêtés ministériels des 28 juin, 6 et 25 juillet 1967

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 29 juin, 13 et 29 juillet 1967, pp. 7009, 7551 et 8091).

Arrêtés ministériels des 28 juin, 7 et 8 juillet 1967

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur des 29 juin et 13 juillet 1967, pp. 7011 et 7554).

Arrêté royal du 28 juin 1967

modifiant le régime d'accise du tabac (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7048).

Arrêtés royaux des 28 et 29 juin 1967

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 30 juin 1967, pp. 7049 et 7081).

Arrêté royal du 29 juin 1967

portant exécution de l'arrêté royal n° 1 du 18 avril 1967 créant un Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7037).

Article 1^{er}. — Le Comité ministériel de coordination économique et sociale arrête les programmes régionaux de reconversion; il établit les critères qui déterminent

son accord sur les propositions relatives à l'expansion et à la reconversion économiques; il fixe la mesure dans laquelle les ressources du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale contribuent au financement de ces programmes et propositions.

Le Comité est périodiquement informé de l'état d'exécution des programmes et de l'utilisation des ressources mises à la disposition du Fonds.

Art. 2. — L'engagement et l'ordonnement des dépenses à charge du Fonds sont effectués par chacun des Ministres intéressés, conformément à la répartition, arrêtée par le Comité ministériel de coordination économique et sociale, des moyens mis à la disposition du Fonds.

Arrêté royal n° 28 du 29 juin 1967

déterminant les recettes d'impôts à affecter à l'alimentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7043).

Article 1^{er}. — Les recettes d'impôts à affecter à l'alimentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, en vertu de l'article 2, b, de l'arrêté royal n° 1 du 18 avril 1967, créant ledit Fonds, sont constituées :

1° par un prélèvement calculé à raison de douze centièmes du montant du droit d'enregistrement de 12,50 p.c., perçu en vertu de l'article 44 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, sans tenir compte des droits supplémentaires payés en vertu des articles 52, 53 à 61², 62 à 71 et 73¹ du même Code, ni des restitutions effectuées; pour le calcul de ce prélèvement, sont pris en considération les droits perçus à partir du 1^{er} juillet 1967;

2° par le produit ou par une partie de ce produit, à fixer par le Roi, du décime additionnel à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents, visé par l'article 2, § 1^{er}, 1°, a, de la loi du 31 mars 1967.

Art. 2. — Il est mis fin à la date du 1^{er} juillet 1967 à l'existence du Fonds d'aide aux initiatives économiques régionales, créé par l'arrêté royal du 27 janvier 1959. Le disponible du Fonds à cette date est viré au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.

Arrêté royal n° 29 du 29 juin 1967

concernant le décime additionnel à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents et modifiant l'arrêté royal n° 14 du 18 avril 1967 (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7046).

Arrêté ministériel du 29 juin 1967

modifiant le règlement établi par l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 pour la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués et modifiant le tableau des bandelettes fiscales (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7050).

Arrêté ministériel du 30 juin 1967

modifiant l'arrêté ministériel du 9 novembre 1957, modifié par celui du 25 mars 1964, relatif à l'émission de certificats de trésorerie à très court terme (Moniteur du 4 juillet 1967, p. 7204).

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté ministériel du 9 novembre 1957, modifié par celui du 25 mars 1964, relatif à l'émission de certificats de trésorerie à très court terme;

Considérant qu'il convient de permettre aux caisses d'épargne privées, soumises à l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées, modifié par la loi du 10 juin 1964 et par l'arrêté royal n° 11 du 18 avril 1967, d'accéder au marché des certificats de trésorerie à très court terme,

Article 1^{er}. — L'article 2 de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1957, modifié par celui du 25 mars 1964, relatif à l'émission de certificats de trésorerie à très court terme, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Dans la mesure où elle jugera que la situation du marché monétaire le justifie, la Banque Nationale de Belgique pourra céder les certificats visés à l'article 1^{er}, mais exclusivement à des banques, à des institutions financières créées par la loi, à des établissements paraétatiques ou à des caisses d'épargne privées soumises à l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934, modifié par la loi du 10 juin 1964 et par l'arrêté royal n° 11 du 18 avril 1967.

» A leur tour, ces banques, institutions, établissements ou caisses d'épargne privées pourront négocier les certificats mais uniquement entre eux. »

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Arrêté royal du 20 juillet 1967

fixant les montants d'impôts à affecter à l'alimentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, pour les années budgétaires 1967 et 1968 (Moniteur du 29 juillet 1967, p. 8056).

Article 1^{er}. — Les montants à prélever au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale sur le produit du décime additionnel à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents, visé par l'article 2, § 1^{er}, 1°, a, de la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, sont fixés comme suit :

1° pour l'année budgétaire 1967 : 100 millions de francs;

2° pour l'année budgétaire 1968 : 700 millions de francs;

Arrêté royal du 27 juillet 1967

relatif aux taxes assimilées au timbre (Moniteur du 29 juillet 1967, p. 8057).

4. — AGRICULTURE

Arrêtés royaux des 30 juin et 14 juillet 1967

*relatifs à la déclaration des stocks de céréales
(Moniteur des 6 et 19 juillet 1967, pp. 7297
et 7739).*

5. — INDUSTRIE

Loi du 7 juin 1967

*portant approbation du Troisième accord
international sur l'étain, et des annexes,
faits à Londres, le 1^{er} juin 1965 (Moniteur
du 5 juillet 1967, p. 7233).*

6. — TRAVAIL

Arrêté ministériel du 18 avril 1967

*modifiant l'arrêté ministériel du 4 juin 1964
relatif au chômage (Moniteur du 2 juin 1967,
p. 5984).*

*la réduction de la durée du travail dans les
entreprises d'imprégnation du bois pour
compte de tiers (Moniteur du 21 juin 1967,
p. 6699).*

Arrêté royal du 19 avril 1967

*rendant obligatoire la convention collective
du 9 décembre 1966 de la Commission pari-
taire nationale des magasins d'alimentation
à succursales multiples, relative à la réduc-
tion de la durée du travail (Moniteur du
6 juin 1967, p. 6072).*

Arrêté royal du 17 mai 1967

*rendant obligatoire la convention collective
du 22 mars 1967 de la Commission paritaire
nationale des blanchisseries et des entre-
prises de teinturerie et dégraissage relative
à la durée du travail (Moniteur du
20 juin 1967, p. 6641).*

Arrêté royal du 27 avril 1967

*rendant obligatoire la convention collective
du 9 février 1967 de la Commission paritaire
nationale de la fourrure et de la peau en
poil concernant la durée du travail (Moni-
teur du 6 juin 1967, p. 6077).*

Arrêté royal du 22 mai 1967

*relatif à la durée du travail des ouvriers occu-
pés à certains travaux essentiellement inter-
mittents (Moniteur du 17 juin 1967, p. 6583).*

Arrêté royal du 8 mai 1967

*rendant obligatoire la convention collective
du 22 février 1967 de la Commission paritaire
nationale de l'industrie du bois, relative à*

Arrêté royal du 23 mai 1967

*prescrivant au 30 juin 1967 un recensement des
travailleurs occupés de nationalité étran-
gère, soumis aux régimes de sécurité sociale
(Moniteur du 14 juin 1967, p. 6391).*

Arrêté royal n° 25 du 29 juin 1967

relatif à la mobilité du personnel de certains services publics (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7034).

Arrêté royal du 29 juin 1967

portant certaines mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement, dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de charbonnages (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7039).

Arrêté royal n° 27 du 29 juin 1967

modifiant la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7041).

Arrêté ministériel du 29 juin 1967

modifiant l'arrêté ministériel du 31 décembre 1963 portant définition des travailleurs saisonniers et intermittents (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7080).

Arrêté royal n° 33 du 20 juillet 1967

fixant le statut de certains agents des services publics chargés d'une mission internationale (Moniteur du 29 juillet 1967, p. 8041).

Arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967

relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère (Moniteur du 29 juillet 1967, p. 8044).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 3 mai 1967

remplaçant la liste II annexée à l'arrêté ministériel du 7 janvier 1966 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 10 juin 1967, p. 6257).

Arrêté ministériel du 3 mai 1967

remplaçant la liste I annexée à l'arrêté ministériel du 31 décembre 1962 soumettant à licence le transit de certaines marchandises, modifié par l'arrêté ministériel du 20 avril 1965 (Moniteur du 10 juin 1967, p. 6291).

Arrêtés ministériels du 30 mai 1967

ordonnant le retrait des licences, en cours de validité, relatives à l'exportation de certaines marchandises reprises à la liste I annexée à l'arrêté ministériel du 7 janvier 1966 (Moniteur du 1^{er} juin 1967, p. 5905).

Arrêtés ministériels

des 30 mai, 10, 11 et 18 juillet 1967

modifiant la liste I annexée à l'arrêté ministériel du 7 janvier 1966, soumettant à licence l'exportation et l'importation de certaines marchandises (Moniteur des 1^{er} juin, 12, 14 et 20 juillet 1967, pp. 5909, 7484, 7593 et 7776).

Loi du 7 juin 1967

concernant les douanes et les accises (Moniteur du 22 juin 1967, p. 6745).

Arrêté ministériel du 27 juin 1967

réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7084).

Arrêtés royaux des 27 juin et 4 juillet 1967

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 29 juin et 8 juillet 1967, pp. 6978 et 7383).

**Arrêtés ministériels
des 28 juin, 6 et 25 juillet 1967**

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 29 juin, 13 et 29 juillet 1967, pp. 7009. 7551 et 8091).

**Arrêtés ministériels
des 28 juin, 7 et 8 juillet 1967**

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur des 29 juin et 13 juillet 1967, pp. 7011 et 7554).

9. — TRANSPORTS

Loi du 4 février 1967

portant approbation de la Convention, signée à Strasbourg le 20 novembre 1963, portant amendement à la Convention révisée pour la navigation du Rhin, signée à Mannheim le 17 octobre 1868 (Moniteur du 29 juin 1967, p. 6970).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 19 avril 1967

rendant obligatoire la convention collective du 20 décembre 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de l'industrie des boissons (Moniteur du 13 juin 1967, p. 6331).

Arrêté royal du 27 avril 1967

rendant obligatoire la convention collective du 22 février 1967 de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les exploitations forestières et l'industrie du bois de mines (Moniteur du 16 juin 1967, p. 6552).

Arrêté royal du 27 avril 1967

rendant obligatoire la convention collective du 20 décembre 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire, rattachant les salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 23 juin 1967, p. 6813).

Arrêté royal du 2 mai 1967

rendant obligatoire la convention collective du 20 décembre 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums et la prime d'équipes des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de l'industrie du froid (Moniteur du 17 juin 1967, p. 6579).

Arrêté royal du 8 mai 1967

rendant obligatoire la convention collective du 7 novembre 1966 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières de la boulangerie artisanale (Moniteur du 17 juin 1967, p. 6581).

Arrêté royal du 25 mai 1967

rendant obligatoire la convention collective du 29 septembre 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières de la boulangerie industrielle (Moniteur du 15 juillet 1967, p. 7655).

Arrêté ministériel du 29 mai 1967

modifiant l'arrêté ministériel du 4 juin 1965 fixant les prix des briques (Moniteur du 2 juin 1967, p. 5985).

Arrêté ministériel du 1^{er} juin 1967

réglementant les prix des spécialités pharmaceutiques (Moniteur du 9 juin 1967, p. 6222).

Arrêté ministériel du 23 juin 1967

complétant l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 1967 réglementant les prix des spécialités pharmaceutiques (Moniteur du 28 juin 1967, p. 6946).

Arrêté ministériel du 29 juin 1967

abrogeant l'arrêté ministériel du 29 juillet 1966 assouplissant le blocage des prix (Moniteur du 24 juin 1967, p. 6859).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 24 mai 1967

modifiant, en ce qui concerne l'activité professionnelle et le travail autorisé, l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers (Moniteur du 1^{er} juin 1967, p. 5932).

Arrêté royal du 24 mai 1967

modifiant, en ce qui concerne l'activité professionnelle et le travail autorisé, l'arrêté royal du 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés (Moniteur du 1^{er} juin 1967, p. 5932).

Arrêté royal du 24 mai 1967

modifiant, en ce qui concerne l'activité professionnelle et le travail autorisé, l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pen-

Loi du 30 juin 1967

portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises et arrêté royal du 6 juillet 1967 pris en exécution de l'article 6 de la loi précitée (Moniteur du 13 juillet 1967, p. 7545).

Arrêté ministériel du 4 juillet 1967

modifiant l'arrêté ministériel du 15 janvier 1964 réglementant les prix des appareils électroménagers (Moniteur du 8 juillet 1967, p. 7399).

Arrêté ministériel du 27 juillet 1967

modifiant l'arrêté ministériel du 3 avril 1958 fixant les prix maximums pour les transports par taxis (Moniteur du 29 juillet 1967, p. 8089).

sions de retraite et de veuve (Moniteur du 1^{er} juin 1967, p. 5933).

Arrêté royal du 25 mai 1967

fixant le montant du supplément de pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 1^{er} juin 1967, p. 5934).

Arrêté royal du 29 mai 1967

modifiant l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers (Moniteur du 8 juin 1967, p. 6187).

Arrêté royal du 29 mai 1967

modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés (Moniteur du 8 juin 1967, p. 6188).

Arrêté royal du 29 mai 1967

modifiant l'arrêté royal du 10 mai 1963 relatif aux majorations de rente de vieillesse et de veuve, prévues par la loi du 12 février 1963 relative à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres (Moniteur du 8 juin 1967, p. 6189).

Arrêté royal du 31 mai 1967

modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de sécurité sociale (Moniteur du 8 juin 1967, p. 6190).

Arrêté royal du 14 juin 1967

déterminant des modalités spéciales d'application aux employeurs et travailleurs de l'industrie diamantaire, de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur du 24 juillet 1967, p. 6864).

Arrêté royal du 15 juin 1967

modifiant l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers (Moniteur du 7 juillet 1967, p. 7325).

Arrêté royal du 15 juin 1967

modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés (Moniteur du 7 juillet 1967, p. 7328).

Arrêté royal du 15 juin 1967

modifiant l'arrêté royal du 10 mai 1963 relatif aux majorations de rente de vieillesse et de veuve, prévues par la loi du 12 février 1963 relative à l'organisation d'un régime de pen-

sion de retraite et de survie au profit des assurés libres (Moniteur du 7 juillet 1967, p. 7335).

Arrêté royal du 20 juin 1967

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 28 juin 1967, p. 6948).

Loi du 28 juin 1967

modifiant la loi du 31 août 1963 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 29 juillet 1967, p. 8040).

Arrêté royal du 29 juin 1967

modifiant l'arrêté royal du 27 août 1957, fixant, pour l'application des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, des règles particulières en faveur des travailleurs dont les prestations hebdomadaires sont réparties sur cinq jours (Moniteur du 12 juillet 1967, p. 7506).

Arrêté royal n° 30 du 29 juin 1967

fixant, pour l'application des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, des règles particulières en faveur des travailleuses salariées occupées à temps partiel (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7078).

Arrêté royal du 29 juin 1967

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 30 juin 1967, p. 7079).

Arrêté royal n° 35 du 20 juillet 1967

portant le statut et le barème des médecins-conseil chargés d'assurer auprès des organismes assureurs le contrôle médical de l'incapacité primaire et des prestations de santé en vertu de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance

obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 29 juillet 1967, p. 8060).

Arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967

organisant le statut social des travailleurs indépendants (Moniteur du 29 juillet 1967, p. 8071).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Loi du 13 mai 1966

portant approbation du Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, signés à Bruxelles le 8 avril 1965. (Moniteur du 8 juillet 1965, p. 7369).

**Directive du Conseil du 31 mai 1967
(67/364/C.E.E.)**

concernant la première réduction, au cours de la troisième étape, des droits de douane entre les Etats membres pour certains produits énumérés à l'annexe II du traité (Journal officiel du 7 juin 1967, p. 2158).

Décision n° 14-67 du 14 juin 1967

relative à des accords de spécialisation et d'achat et de vente en commun conclus entre entreprises sidérurgiques belges et françaises (Journal officiel du 27 juin 1967, p. 2512).

Décision n° 16-67 du 14 juin 1967

relative à l'application du régime d'aide aux charbons à coke et cokes destinés à la sidérurgie de la Communauté (Journal officiel du 27 juin 1967, p. 2521).

Décision n° 17-67 du 14 juin 1967

relative à l'autorisation d'aides accordées par le Royaume de Belgique en 1966 aux entreprises de l'industrie houillère (Journal officiel du 27 juin 1967, p. 2525).

Avis

(67/442/C.E.E. - 67/26/Euratom)

relatif à la date d'entrée en vigueur du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique ainsi que du protocole et de la décision signés à la même date (Journal officiel du 13 juillet 1967, p. 152/1).

Les conditions requises pour l'entrée en vigueur du « Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes », signé à Bruxelles le 8 avril 1965, s'étant trouvées réunies le 30 juin 1967, ce traité est, conformément à son article 38, entré en vigueur le 1^{er} juillet 1967, le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes entrant en vigueur à la même date.

La décision des représentants des gouvernements des Etats membres relative à l'installation provisoire de certaines institutions et de certains services de la Communauté, est également entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1967.

.....
Article 1^{er}. — Il est institué un Conseil des Communautés européennes, ci-après dénommé le Conseil. Ce Conseil se substitue au Conseil spécial de ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, au Conseil de la Communauté économique européenne et au Conseil de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Il exerce les pouvoirs et les compétences dévolus à ces institutions dans les conditions prévues aux traités instituant respectivement la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi qu'au présent traité.

Art. 2. — Le Conseil est formé par les représentants des Etats membres. Chaque gouvernement y délègue un de ses membres.
.....

Art. 4. — Un Comité composé des représentants permanents des Etats membres a pour tâche de préparer les travaux du Conseil et d'exécuter les mandats qui lui sont confiés par celui-ci.
.....

Art. 7. — Les articles 27, 28 alinéa 1, 29 et 30 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, 146, 147, 151 et 154 du traité

instituant la Communauté économique européenne, 116, 117, 121 et 123 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, sont abrogés.

Art. 9. — Il est institué une Commission des Communautés européennes, ci-après dénommée la Commission. Cette Commission se substitue à la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi qu'à la Commission de la Communauté économique européenne et à la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Elle exerce les pouvoirs et les compétences dévolus à ces institutions dans les conditions prévues aux traités instituant respectivement la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi qu'au présent traité.

Art. 10. — 1. La Commission est composée de neuf membres choisis en raison de leur compétence générale et offrant toutes garanties d'indépendance.

Recommandation du Conseil du 11 juillet 1967 (67/452/C.E.E.)

adressée aux Etats membres au sujet des lignes directrices de la politique conjoncturelle à suivre durant le second semestre de 1967 et des premières dispositions à prendre pour l'année 1968 (Journal officiel du 18 juillet 1967, p. 159/6).

1. Etant donné que, dans la Communauté, la croissance économique s'est, dans l'ensemble, nettement ralentie, que le chômage conjoncturel a dépassé, dans certains Etats membres, le niveau que les gouvernements considèrent comme caractéristique d'une situation d'emploi élevée et que la tendance à la stabilisation des coûts et des prix apparaît désormais plus nette, il est nécessaire que le soutien et le développement de l'expansion économique dans la Communauté fassent, dans certains Etats membres, dans un proche avenir, l'objet d'un effort plus grand encore que celui qu'il convient d'apporter pour assumer la tâche tout aussi importante qui consiste à assurer la stabilité des coûts unitaires et des prix, à laquelle au cours des dernières années on reconnaissait la plus haute priorité à cause des développements inflationnistes qui prévalaient alors.

En Allemagne, dans la situation conjoncturelle actuelle, le rétablissement d'une croissance appropriée et du plein emploi doit avoir la priorité.

2. L'importance accordée à l'objectif consistant à promouvoir la croissance économique ne devrait cependant pas être la même dans tous les Etats membres. En Italie, en effet, où la croissance économique est rapide, l'application de nouvelles mesures d'expansion ne se recommande pas pour le moment. Aux Pays-Bas, où les taux de progression encore relativement élevés des prix et des coûts unitaires, de même que la persistance du déficit de la balance des paiements courants, doivent inciter à la prudence, la mise en œuvre de mesures globales d'expansion apparaît peu appropriée. Le recours à des mesures de soutien ou de relance se justifie, en revanche, davantage en Belgique et en France, et surtout en Allemagne. En effet, dans ce dernier Etat membre, dont l'évolution économique présente une importance particulière pour l'ensemble de la Communauté, la production globale ne marque plus aucun progrès et la production industrielle accuse même un recul assez sensible.

3. L'accent mis sur la croissance économique ne remet évidemment pas en question la nécessité d'assurer la stabilisation des prix et des coûts unitaires.

4. Dans tous les Etats membres, les mesures de politique conjoncturelle à prendre conformément aux lignes directrices des points 1 à 3 devraient porter plutôt sur le développement approprié des investissements que sur celui de la consommation.

5. En Allemagne, une série d'importantes mesures de soutien et de stimulation de la conjoncture ont déjà été prises au niveau fédéral.

7. En Belgique, il y aurait lieu de veiller à ce que les mesures déjà adoptées en 1967 en vue d'encourager la relance économique soient mises en œuvre rapidement et efficacement. Si ces mesures s'avéraient insuffisantes, le gouvernement pourrait envisager de stimuler davantage les investissements en vue d'accroître la productivité des entreprises.

8. Il est recommandé aux pouvoirs publics de tous les Etats membres, dans la mesure où ils n'auraient pas encore pris de dispositions à cet effet, de tenir prêts, à tout instant, des programmes de développement des investissements publics, suffisamment étendus et convenablement préparés (programmes de réserve ou « tranches conjoncturelles »), comportant des modalités appropriées de financement, et d'en préparer d'autres dès que les précédents auront été réalisés.

9. Dans les Etats membres ayant une balance des paiements excédentaire et un faible niveau de l'activité économique, il est désirable qu'intervienne aussitôt que possible une nouvelle diminution des taux d'intérêt. A cet effet, il importe notamment de pratiquer une politique monétaire souple.

10. Conformément à la recommandation du Conseil du 22 décembre 1966 et dans la perspective de l'année 1968, l'objectif d'un assainissement structurel des budgets des administrations publiques ne devrait pas être abandonné, notamment en vue d'une réduction progressive du déficit. Toutefois, le déficit d'origine conjoncturelle imputable aux moins-values de recettes fiscales découlant de l'affaiblissement de la conjoncture ou aux dépenses additionnelles nécessaires pour soutenir la conjoncture devrait être accepté et financé éventuellement par des moyens monétaires.

Il est donc recommandé à tous les Etats membres, et en particulier à la Belgique, à l'Italie et aux Pays-Bas, d'accroître leurs efforts en vue de l'assainissement des budgets publics, surtout par la mise en œuvre de mesures destinées à freiner l'expansion des dépenses courantes ayant pour effet d'accroître la consommation et aussi, au besoin, en recourant à des mesures tendant à augmenter les recettes courantes, y compris les recettes d'entreprises publiques déficitaires. Le financement des déficits structurels, qui doit être réalisé sur le marché des capitaux, suppose l'existence d'une épargne suffisante. Dans cet ordre d'idées, le Conseil se réfère au point 13 de sa recommandation du 22 décembre 1966.

Cependant, dans les Etats membres où la conjoncture reste faible, et aussi longtemps qu'il en sera ainsi, un accroissement des investissements publics et une intensification des mesures visant à encourager les investissements des entreprises sont désirables et possibles, compte tenu des mesures d'assainissement évoquées à l'alinéa précédent. Dans le cas où des majorations d'impôts seraient nécessaires, il conviendrait, en ce qui concerne la date de leur mise en vigueur, de tenir compte de l'évolution conjoncturelle.

13. Dans l'application de toutes les mesures de relance et de soutien de la conjoncture mentionnées aux points précédents de la présente recommandation, les Etats membres devraient dûment tenir compte des

impulsions résultant de la situation politique internationale et affectant l'évolution économique et les échanges extérieurs de la Communauté.
.....



STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1964	1965	1965	1966
		(milliers, à fin d'année)			(milliers)	
Population totale	I.N.S.	8.512	9.428	9.499	(à fin d'année)	
					9.499	9.556
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.996	6.022		
dont : Hommes	»	2.902	2.984	2.998		
Femmes	»	2.948	3.012	3.024		
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.622	3.660	(à fin juin)	
dont : Agriculture	»	423	216	206	230	216
Industries extractives	»	191	102	97	95	84
Industries manufacturières	»	1.311	1.289	1.291	1.256	1.253
Bâtiments et construction	»	197	282	286	292	296
Transports	»	243	250	243	266	267
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.427	1.476	1.445	1.487
Chômeurs complets	»	92	56	61	59 ²	62 ²
Ouvriers frontaliers ³	»				61	60

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

⁴ Pour les années 1965 et 1966, la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	211,8	232,5
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,7	18,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,5	42,9	48,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,8	82,3	91,7
e) Corrections et compléments	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	21,1	20,0	20,9
<i>Total ...</i>	<i>215,9</i>	<i>235,4</i>	<i>243,4</i>	<i>244,6</i>	<i>261,8</i>	<i>274,0</i>	<i>301,0</i>	<i>331,7</i>	<i>373,7</i>	<i>412,1</i>
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	29,6	30,5
b) Professions libérales ¹	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,6	21,3
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	95,7	102,4
d) Revenus des sociétés de personnes ²	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	7,9	8,4
e) Ajustement statistique	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	- 0,4	- 0,9	- 1,0
<i>Total ...</i>	<i>108,1</i>	<i>111,4</i>	<i>110,7</i>	<i>114,2</i>	<i>119,7</i>	<i>127,1</i>	<i>130,1</i>	<i>136,6</i>	<i>148,9</i>	<i>161,6</i>
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,2	30,4
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	33,3	33,4
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	16,3
<i>Total ...</i>	<i>59,7</i>	<i>62,0</i>	<i>62,3</i>	<i>63,0</i>	<i>66,5</i>	<i>69,7</i>	<i>73,6</i>	<i>74,0</i>	<i>76,5</i>	<i>80,1</i>
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,3	15,7	16,2
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,1	16,0
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	6,3	3,3
7. Intérêt de la dette publique	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,1	-24,2
Revenu national net au coût des facteurs	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	550,8	613,1	665,1
8. Amortissements	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	67,0	74,3	79,7
Revenu national brut au coût des facteurs	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	617,8	687,4	744,8
9. Impôts indirects	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,8
10. Subsidés	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,6
Produit national brut aux prix du marché	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

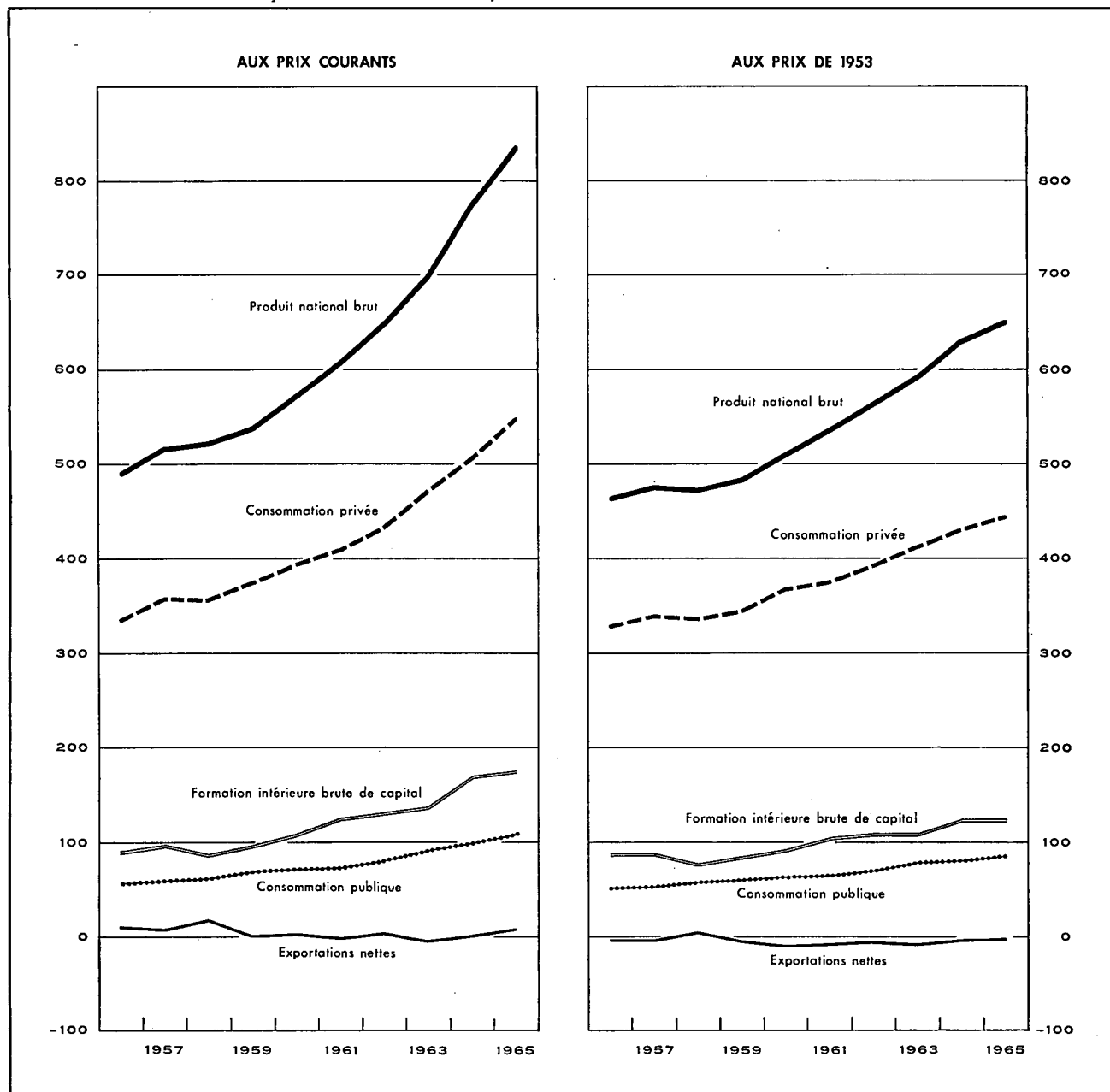
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,5	44,4	45,7
2. Industries extractives	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	17,1	15,8
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,4	48,5	52,5
b) Textiles	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,6	20,8	19,5
c) Vêtements et chaussures	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,4
d) Bois et meubles	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	9,1	10,3
e) Papier, impression, édition	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,3	12,8	13,6
f) Industries chimiques et activités connexes	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	18,8	20,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,4	14,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,6	21,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,5	65,3	69,9
j) Industries non dénomées ailleurs ..	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	15,4	17,8	19,8
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>209,7</i>	<i>239,9</i>	<i>252,8</i>
4. Construction	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	42,1	54,0	56,6
5. Electricité, gaz et eau	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,0	17,0
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	113,9	121,3	132,8
b) Services financiers et assurances ...	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,3	26,9
c) Immeubles d'habitation	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	43,6	44,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>178,0</i>	<i>189,2</i>	<i>204,6</i>
7. Transports et communications	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	51,4	56,8
8. Services	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,4	159,1	178,5
9. Corrections	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	4,8	1,1	0,1	4,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	643,6	691,8	770,2	832,7
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6	4,3
Produit national brut aux prix du marché ...	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	126,4	131,0	142,3
b) Boissons et tabacs	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	40,2
c) Vêtements et autres effets personnels	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,6	50,8	53,3
d) Loyers, taxes, eau	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	54,1	56,2
e) Chauffage et éclairage	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,4	28,1
f) Articles ménagers durables	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,7	49,5
g) Entretien de la maison	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,7	25,9
h) Soins personnels et hygiène	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	31,1	38,6
i) Transports et Communications	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,5	44,3	49,1
j) Loisirs	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	37,0	41,6	44,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	17,8	21,7	20,1
<i>Total ...</i>	<i>334,4</i>	<i>358,5</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,4</i>	<i>507,1</i>	<i>548,0</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,4	74,6
b) Biens et services	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,3	26,8
c) Loyer net imputé ou payé	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7
<i>Total ...</i>	<i>54,5</i>	<i>57,2</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>107,4</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,7
b) Industries extractives	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	1,7
c) Industries manufacturières	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	44,6
d) Construction	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,5	5,6
e) Electricité, gaz et eau	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	8,3	8,8
f) Commerce, banques, assurances	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0	15,8
g) Immeubles d'habitation	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	28,0	44,9	47,8
h) Transports et communications	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	13,1	14,6	15,2	19,2
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,1	17,9	23,6	19,6
j) Autres services	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8	4,1
k) Variations de stocks	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	3,3	1,0
l) Ajustement statistique	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,4	1,3	0,3
<i>Total ...</i>	<i>91,8</i>	<i>97,4</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>137,1</i>	<i>168,5</i>	<i>174,2</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,2	325,8
b) Importations totales	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	259,0	295,0	318,4
c) Exportations nettes	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,8	+0,2	+7,4
Produit national brut aux prix du marché ...	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	108	108	111	110	115	118	122	125	126	129
b) Boissons	103	111	109	114	117	122	123	132	140	147
c) Tabac	107	115	118	119	124	127	134	134	142	150
d) Vêtements et autres effets personnels	112	120	112	117	125	130	137	148	152	155
e) Loyers, taxes, eau	105	106	107	107	108	109	111	112	114	116
f) Chauffage et éclairage	118	117	108	110	117	125	147	163	150	163
g) Articles ménagers durables	122	131	128	134	156	165	171	187	212	218
h) Entretien de la maison	111	115	115	116	120	123	127	127	132	134
i) Soins personnels et hygiène ...	109	110	121	125	132	137	146	152	155	167
j) Transports	126	133	135	139	154	158	167	181	198	216
k) Communications P.T.T.	117	122	129	130	136	144	153	165	180	193
l) Loisirs	106	111	117	114	114	119	123	130	137	141
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>	<i>151</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	114	116	124	129	136	139	148	163	171	183
b) Biens et services	76	72	78	87	92	90	104	121	124	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	107	117	126	128	134	145	163	182	203	226
<i>Total ...</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>149</i>	<i>156</i>	<i>164</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	104	106	96	98	80	89	80	83	94	109
b) Industries extractives	117	110	98	68	56	74	53	64	65	50
c) Industries manufacturières	144	127	117	118	167	202	229	227	224	238
d) Construction	126	130	105	132	145	184	313	297	278	277
e) Electricité, gaz et eau	128	132	125	156	126	117	187	156	179	183
f) Commerce, banques, assurances	111	109	97	110	120	131	135	141	141	144
g) Immeubles d'habitation	118	124	110	120	140	149	130	118	172	173
h) Transports et communications .	125	122	135	127	137	135	142	153	152	187
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	121	111	120	150	137	142	158	180	261	201
j) Enseignement	158	123	92	201	244	303	340	326	291	256
k) Autres services	111	109	107	118	124	140	141	143	143	150
<i>Total ...</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>161</i>	<i>159</i>	<i>183</i>	<i>181</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	137	139	140	149	164	180	193	207	234	254
b) Importations totales	141	144	139	155	174	187	200	215	239	258
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	136,1	142,4	151,9	156,9

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1965, p. 1385. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches Economiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100¹

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1965 2 ^e trimestre	106,0	57,9	109,2	107,9	116,7	137,5	129,0	104,0	93,1	114,7	
3 ^e trimestre	106,0	55,1	109,4	106,3	116,6	135,8	129,0	104,7	92,7	116,6	
4 ^e trimestre	105,6	55,1	109,7	104,9	118,8	140,0	128,0	106,1	93,3	112,3	
1966 1 ^{er} trimestre	103,2	49,1	108,9	103,7	118,1	135,0	117,0	104,3	98,5	106,1	
2 ^e trimestre	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 ^e trimestre	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
4 ^e trimestre	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4	
1966 Janvier	102,9	53,7	109,1	104,4	118,0	135,3	118,9	103,6	98,6	99,8	
Février	103,5	52,8	108,4	103,1	117,0	134,3	116,3	103,9	98,3	107,4	
Mars	103,2	40,9	109,1	103,6	119,3	135,3	115,7	105,4	98,6	111,2	
Avril	104,5	51,2	109,2	102,8	120,2	136,0	115,0	106,9	98,4	110,8	
Mai	104,7	50,3	109,6	102,6	121,3	137,8	115,6	106,4	97,8	111,0	
Juin	105,1	49,8	109,7	102,5	121,0	135,9	116,9	108,9	98,2	113,0	
Juillet	104,3	48,8	109,3	100,2	121,6	132,5	116,1	111,4	97,1	111,2	
Août	105,5	48,2	109,4	101,6	120,8	134,9	116,3	112,1	97,9	114,7	
Septembre	106,1	47,4	110,9	101,0	122,9	134,3	117,9	112,2	97,9	116,2	
Octobre	105,8	47,1	110,8	100,6	124,1	137,0	116,9	109,8	96,8	115,4	
Novembre	105,2	46,6	110,2	99,8	123,5	135,5	117,4	109,9	96,8	113,2	
Décembre	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5	
1967 Janvier	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,3	100,5	104,9	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) ²			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois ³		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics ²	Demandes d'emploi ^{4,5}	Offres d'emploi ⁴	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 ⁶	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1966	252	74,4	38,7	35,7	1.564	15,9	6,4	5,7	21,9	13,1	6,7
1965 4 ^e trimestre	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1966 1 ^{er} trimestre	65	110,7	44,1	66,6	2.399	16,4	8,2	4,6	25,7	15,6	6,4
2 ^e trimestre	61	56,0	35,6	20,4	1.139	15,5	4,6	6,9	18,7	14,4	7,8
3 ^e trimestre	63	47,4	32,9	14,5	995	15,8	4,4	5,6	16,6	11,2	7,4
4 ^e trimestre	63	82,0	42,0	40,0	1.721	15,7	6,2	5,6	26,5	11,3	5,0
1967 1 ^{er} trimestre	65	131,1	60,9	70,2	2.841	17,1	7,6	4,5	39,4	11,9	3,7
2 ^e trimestre	65	91,4	59,3	32,0	1.980	17,0	5,9	6,5	36,9	13,8	4,2
1966 Août	19	44,5	31,5	13,0	845	14,0	3,8	5,8	16,1	11,4	7,7
Septembre	20	47,6	33,1	14,5	952	14,9	4,5	5,8	17,2	13,8	7,4
Octobre	24	56,2	35,9	20,3	1.349	16,8	4,3	6,1	22,3	15,4	6,1
Novembre	19	75,1	41,8	33,3	1.426	14,5	5,4	5,8	24,6	10,0	5,0
Décembre	20	119,4	49,4	70,0	2.389	15,8	7,9	4,9	32,6	8,4	4,0
1967 Janvier	25	156,0	59,2	96,8	3.901	19,2	9,0	3,2	38,3	11,3	3,8
Février	20	130,1	62,3	67,8	2.601	16,0	6,8	5,0	40,9	11,2	3,6
Mars	20	101,1	61,6	39,5	2.022	16,0	6,0	5,1	39,0	13,2	3,8
Avril	25	98,8	61,3	37,5	2.470	18,7	6,2	6,2	37,9	13,1	4,0
Mai	20	90,5	59,6	30,9	1.810	15,9	5,5	6,5	38,1	12,8	4,3
Juin	20	82,9	56,7	26,2	1.659	16,1	5,8	6,7	34,7	15,6	4,2
Juillet	25	76,2	54,3	21,9	1.905	19,6	7,4	5,8	35,3	8,0	4,0
Août	19	73,9	52,3	21,6							

¹ Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

² Moyenne journalière par mois de chômage.

³ Durée moyenne du chômage = Nombre de jours de chômage / Nombre de journées perdues par mois

⁴ Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

⁵ Chômeurs complets normalement aptes.

⁶ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

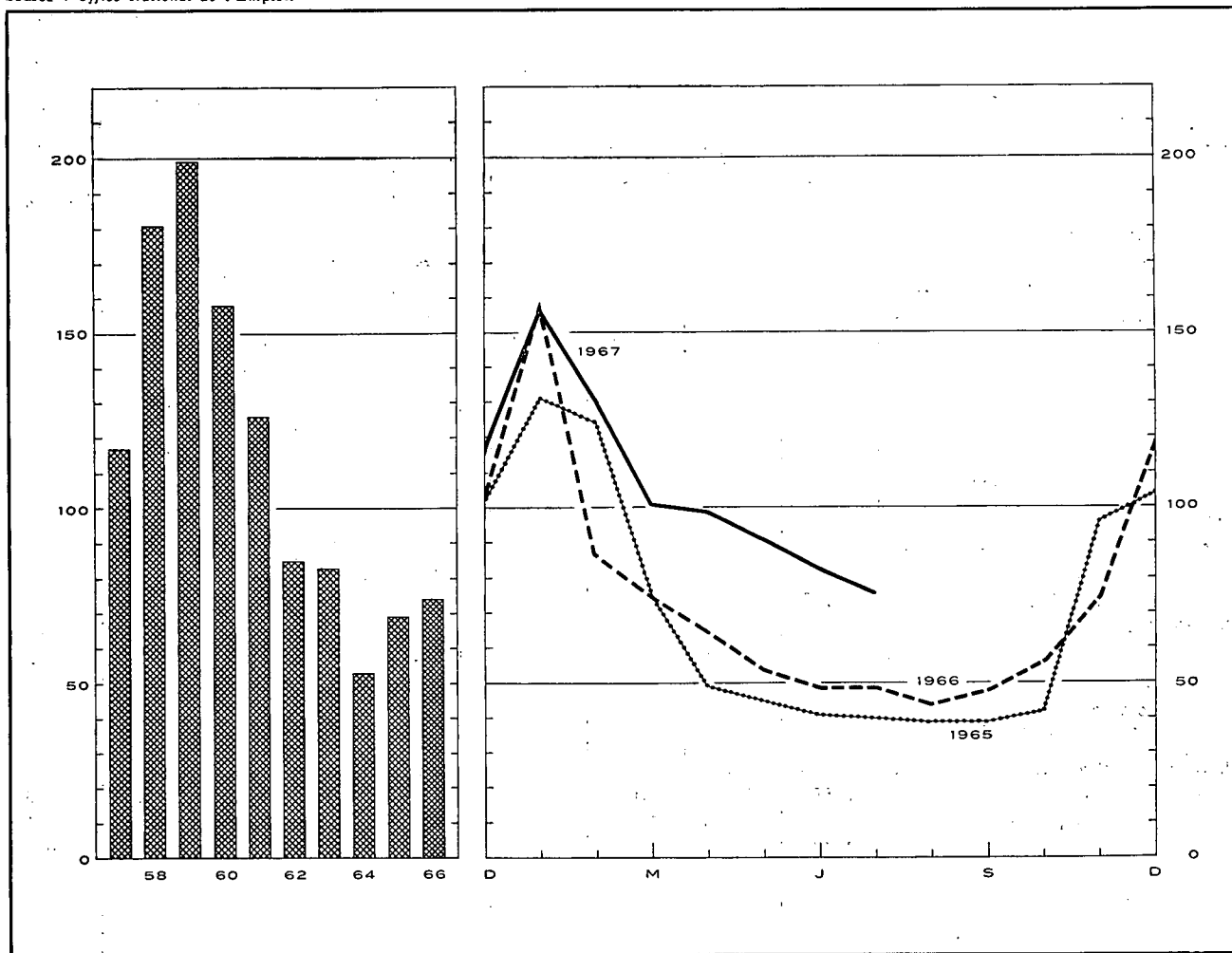
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1964	1965	1966	1967
1958	181	204	166	149	204	Janvier	120	131	159	156
1959	199	292	182	150	171	Février	63	124	87	130
1960	158	221	149	123	137	Mars	67	75	75	101
1961	126	177	111	90	124	Avril	40	49	65	99
1962	85	141	64	52	90	Mai	36	45	54	91
1963	83	176	44	35	72	Juin	32	41	49	83
1964	53	82	36	32	61	Juillet	32	40	49	76
1965	69	111	45	39	78	Août	30	39	44	74
1966	74	111	56	47	82	Septembre	34	39	48	
1967		131	91			Octobre	37	42	56	
						Novembre	49	96	75	
						Décembre	102	104	119	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

1 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	296	270	273	256	252	246	262	265	247
dont : froment	219	200	203	206	209	200	216	227	212
seigle	69	62	63	44	39	41	42	34	30
Céréales non panifiables	240	255	252	263	260	255	239	253	260
Plantes industrielles	94	88	96	92	93	94	106	95	92
Plantes racines et tuberculifères	141	134	131	120	116	114	103	98	98
Légumes cultivés pour la graine	12	12	11	11	10	10	11	10	9
Prés et prairies	811	816	819	821	829	825	815	810	810
Divers	128	133	129	136	129	135	129	121	124
Total ...	1.722	1.708	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	779	789	773	722	835	759	900	854	650
Autres céréales	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896
Betteraves sucrières	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537	2.586
Lin (graines et paille)	170	124	214	196	231	240	283	190	157
Chicorée à café	56	43	55	60	37	47	68	46	29
Pommes de terre	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	178	170	159	148	141	132	120	108	95
Total des bovidés	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773
dont : vaches laitières	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019
Porcs	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	412	424	441	429	462	458	429	461	500

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

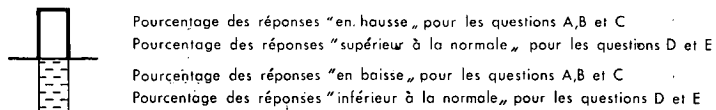
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Aiglefin	374	292	262	285	300	221	281	233	141
Cabillaud	834	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052
Plie	451	381	390	291	346	424	322	294	442
Sole	315	257	350	314	347	631	201	263	329
Raie	337	342	323	328	310	298	319	280	182
Hareng	201	260	528	409	273	153	134	112	61
Crevettes	64	89	39	80	48	76	75	72	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

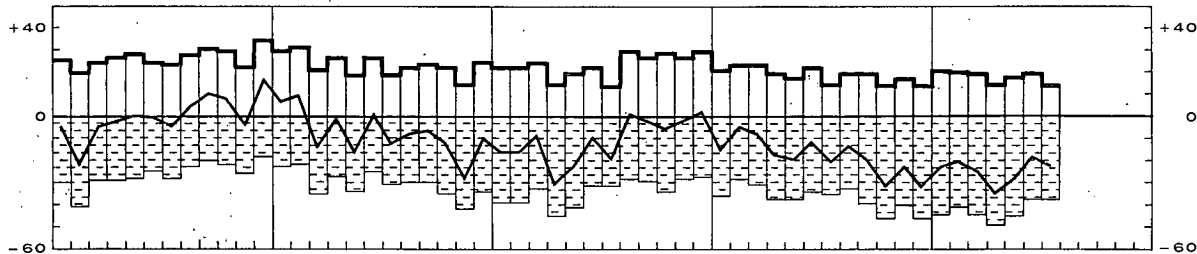
IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE ¹

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux

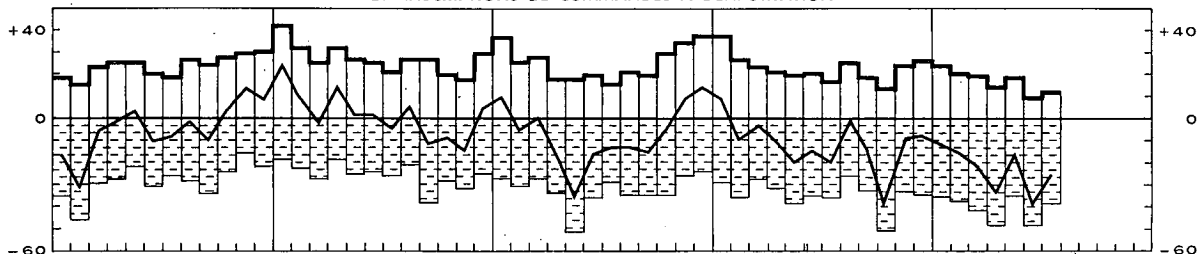


{ Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A,B et C
 { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

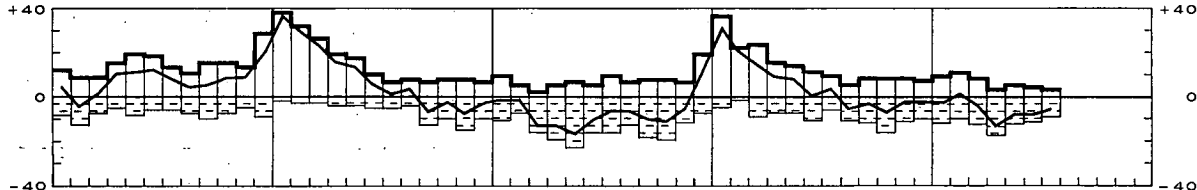
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



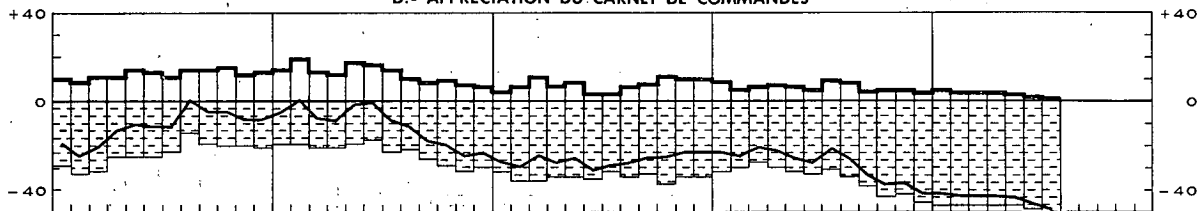
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



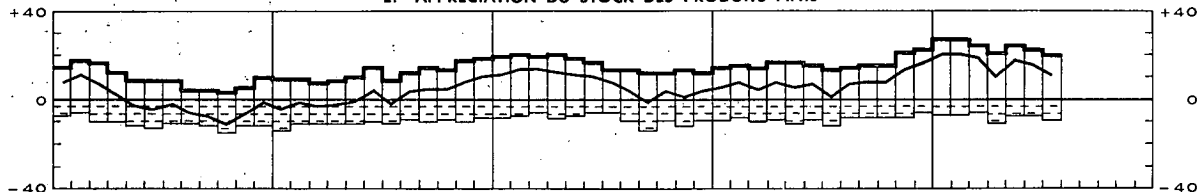
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



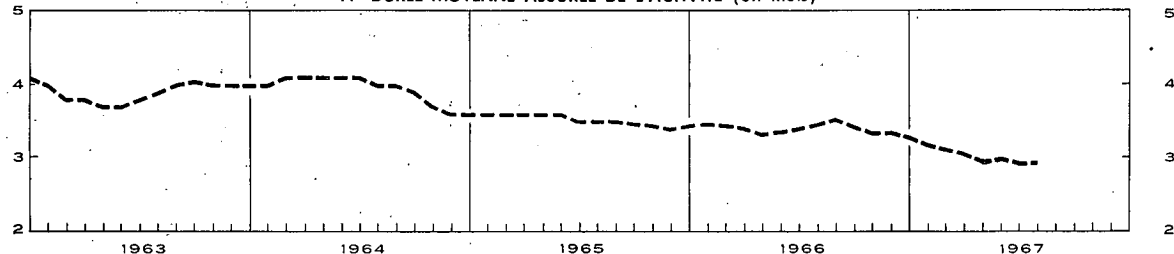
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Indices désaisonnalisés
	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1961	119	124	114	122	119
1962	125	132	120	130	125
1963	135	142	129	138	136
1964	144	153	139	147	144
1965	148	158	145	149	148
1966	p 151	p 163	148	150	p 151
1966 1 ^{er} trimestre	151	162	148	151	152
2 ^e trimestre	153	165	154	152	151
3 ^e trimestre	p 143	p 155	136	147	p 151
4 ^e trimestre	p 156	p 168	155	152	p 150
1967 1 ^{er} trimestre	p 152	p 164	p 152	152	p 153
2 ^e trimestre	p 154	p 166		p 153	p 152
1966 Août	p 147	p 159	135	147	p 149
Septembre	p 162	p 175	155	155	p 153
Octobre	p 156	p 169	151	155	p 146
Novembre	p 152	p 163	159	147	p 147
Décembre	p 159	p 171	153	153	p 156
1967 Janvier	p 149	p 161	p 150	154	p 150
Février	p 147	p 158	p 151	146	p 156
Mars	p 160	p 172	p 154	156	p 152
Avril	p 155	p 167	p 150	151	p 156
Mai	p 146	p 157	p 148	152	p 148
Juin	p 161	p 173		p 157	p 152
Juillet				p 138	
Août				150 ³	

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévission.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

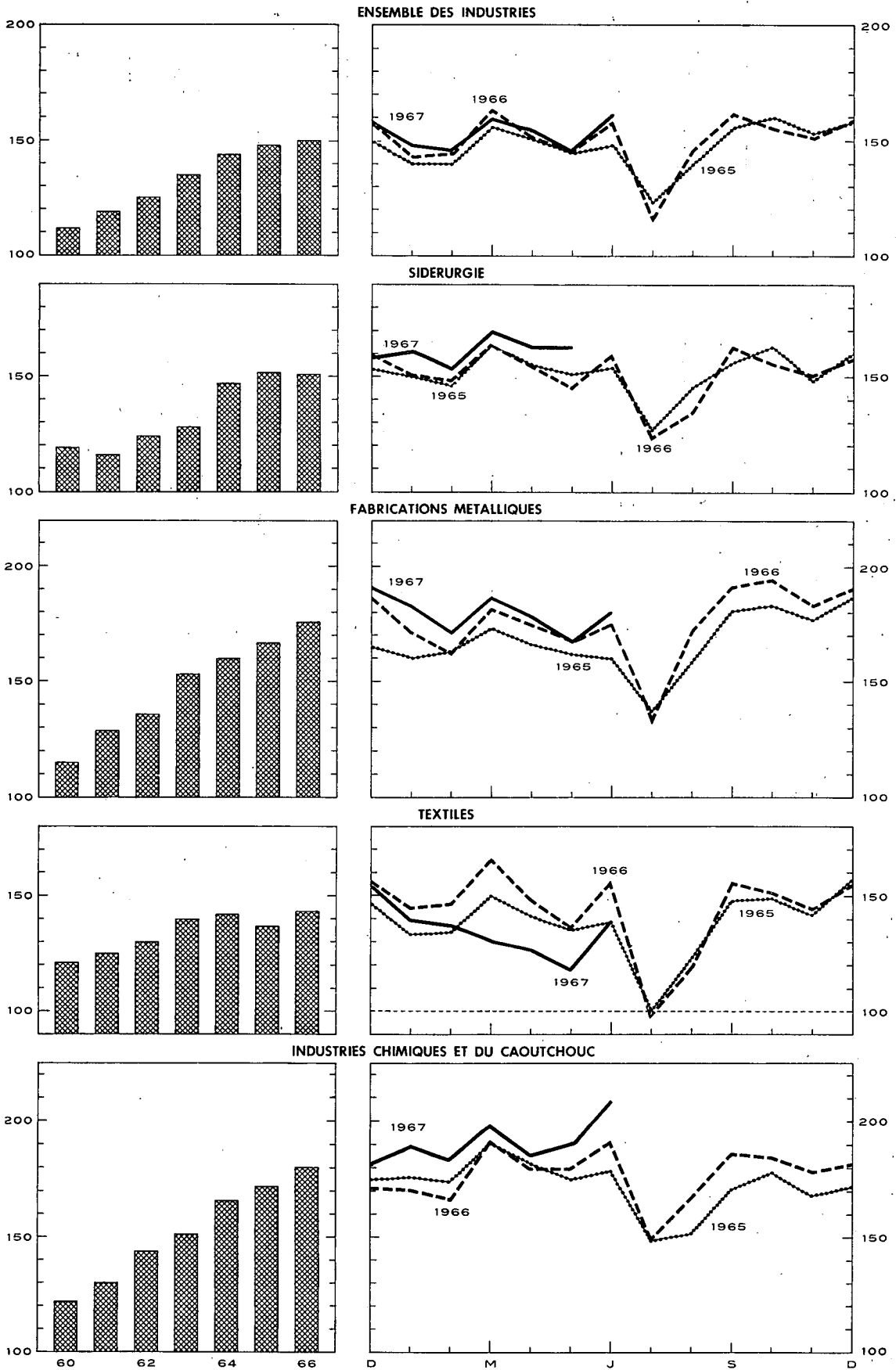
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												Raffineries de pétrole
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc			
									Total	Filatures	Tissage	Bonneterie	Total	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)	
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130	100	122
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	148	85	158	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966	p 151	76	p 163	148	151	177	p 176	134	145	135	149	161	178	213	256
1966 1 ^{er} trimestre	151	80	162	133	155	184	172	119	152	146	154	168	177	191	252
2 ^e trimestre	153	79	165	160	154	178	172	130	148	139	151	163	184	217	234
3 ^e trimestre	p 143	69	p 155	150	141	169	p 167	138	128	119	133	145	168	200	262
4 ^e trimestre	p 156	77	p 168	148	155	177	p 190	150	151	137	158	167	182	245	275
1967 1 ^{er} trimestre	p 152	76	p 164	137	162	177	p 180	p 129	p 135	124	147	161	190	262	266
2 ^e trimestre	p 154	77	p 166	165			175	132	128	121	134	150	195	249	248
1966 Juin	159	82	171	165	160	182	175	146	157	148	159	174	192	234	202
Juillet	121	53	132	138	124	143	137	124	99	89	119	83	150	157	278
Août	p 147	74	p 159	154	135	181	p 173	141	130	126	121	165	168	202	253
Septembre	p 162	80	p 175	158	163	183	p 192	148	155	142	160	187	187	240	255
Octobre	p 156	76	p 169	159	156	175	p 195	156	152	139	158	175	185	261	267
Novembre	p 152	77	p 163	145	151	174	p 184	162	145	128	154	168	179	240	270
Décembre	p 159	78	p 171	141	158	181	p 191	133	155	145	162	157	182	234	288
1967 Janvier	p 149	77	p 161	129	162	185	p 183	120	139	124	149	149	189	245	273
Février	p 147	72	p 158	128	154	176	p 172	123	137	119	144	156	183	255	251
Mars	p 160	80	p 172	153	170	170	p 187	p 143	p 131	129	147	176	199	285	275
Avril	p 155	75	p 167	156	163	155	p 179	p 122	p 127	120	139	154	p 186	262	259
Mai	p 146	75	p 157	168	163	159	167	125	118	111	131	131	190	231	256
Juin	p 161	80	p 173	171			180	147	139	130	134	164	209	255	229

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (9) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cru ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.794	1.382	97	254
1965 3 ^e trimestre	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204
4 ^e trimestre	1.700	2.419	511	2.504	1.256	1.857	1.385	105	278
1966 1 ^{er} trimestre	1.584	2.802	414	2.262	1.261	1.877	1.364	99	294
2 ^e trimestre	1.483	3.077	494	2.270	1.263	1.709	1.266	97	224
3 ^e trimestre	1.284	3.051	382	1.995	1.253	1.623	1.414	90	200
4 ^e trimestre	1.482	3.046	377	2.222	1.300	1.965	1.485	100	298
1967 1 ^{er} trimestre	1.472	3.094	309	2.139	p 1.319	1.945	1.440		
2 ^e trimestre	p 1.430	p 3.031			p 1.357	1.812			
1966 Juin	1.531	3.077	482	2.284	1.256	1.701	1.091	96	210
Juillet	1.012	3.014	344	1.673	1.235	1.471	1.500	82	186
Août	1.354	3.005	444	2.170	1.241	1.633	1.367	91	201
Septembre	1.485	3.051	356	2.143	1.284	1.764	1.375	98	213
Octobre	1.441	3.095	349	2.125	1.283	1.888	1.441	101	247
Novembre	1.480	3.053	331	2.190	1.299	1.951	1.454	96	316
Décembre	1.528	3.046	451	2.350	1.319	2.055	1.559	103	333
1967 Janvier	1.518	2.959	295	2.276	1.294	2.056	1.476		
Février	1.393	3.013	326	1.975	1.321	1.826	1.354		
Mars	1.506	3.094	306	2.165	p 1.342	1.952	1.489		
Avril	1.396	3.014			p 1.345	1.832	1.399		
Mai	1.410	3.004			p 1.353	1.794	1.485		
Juin	p 1.485	p 3.031			p 1.374	1.810			
Juillet	p 943	p 2.917			p 1.319				
Août	p 1.293								

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1965 3 ^e trimestre	736	508	5,77	5,35	11,12	11,41
4 ^e trimestre	806	566	7,26	6,54	13,80	14,32
1966 1 ^{er} trimestre	756	585	6,67	6,96	13,63	13,22
2 ^e trimestre	758	580	6,85	6,86	13,71	14,27
3 ^e trimestre	695	520	6,67	5,45	12,12	11,65
4 ^e trimestre	763	604	7,40	7,11	14,51	14,59
1967 1 ^{er} trimestre	788	632	p 6,86	p 6,86	p 13,72	p 13,36
2 ^e trimestre	p 828					
1966 Juin	787	609	7,40	7,08	14,48	15,39
Juillet	612	432	5,31	5,02	10,33	9,95
Août	668	495	8,27	4,83	13,10	10,84
Septembre	804	631	6,42	6,50	12,92	14,17
Octobre	764	617	6,64	7,21	13,85	13,92
Novembre	752	580	7,08	6,99	14,07	13,87
Décembre	775	615	8,47	7,15	15,62	15,98
1967 Janvier	796	633	p 6,46	p 6,64	p 13,10	p 12,91
Février	741	593	p 6,44	p 6,72	p 13,16	p 12,71
Mars	827	670	p 7,69	p 7,20	p 14,89	p 14,48
Avril	800	650	p 6,31	p 6,30	p 12,61	p 13,91
Mai	p 807	628				
Juin	877 ¹					
Juillet	667 ¹					
Août	686 ¹					

¹ Estimations de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)
Nombre										
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.150	3.618	9.255	3.009	3.772	6.057
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.232	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.696	6.016	20.797	3.280	4.537	5.172
1964	44.035	34.575	14.389	1.653	^p 34.032	6.583	20.661	3.826	5.402	^p 7.248
1965	^p 38.796				39.780	1		1		9.372
1966	^p 42.648				32.702	1		1		10.143

¹ En 1965 et 1966, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 10.778 et 13.908.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés
1965 3 ^e trimestre	3.238	3.894	969	797
4 ^e trimestre	3.014	3.866	935	913
1966 1 ^{er} trimestre	3.803	2.376	1.006	946
2 ^e trimestre	4.063	2.596	1.351	651
3 ^e trimestre	3.348	2.715	1.227	807
4 ^e trimestre	3.001	3.214	1.053	977
1967 1 ^{er} trimestre	3.029	2.033	1.011	616
1966 Mai	3.908	2.701	1.290	679
Juin	4.057	2.419	1.420	632
Juillet	3.416	2.771	1.240	694
Août	3.368	2.476	1.246	745
Septembre	3.261	2.899	1.195	981
Octobre	3.172	2.957	1.177	845
Novembre	2.916	2.839	926	969
Décembre	2.916	3.845	1.055	1.117
1967 Janvier	2.644	1.502	847	512
Février	3.057	2.329	1.001	702
Mars	3.385	2.269	1.184	633
Avril	3.582	2.235	1.280	680
Mai	3.473	2.067	1.182	549

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *
1 ^{er} trimestre	130	138	+ 6,2	132	136	+ 3,0	131	135	+ 3,1
2 ^o trimestre	132	139	+ 5,3	132	135	+ 2,3	132	136	+ 3,0
3 ^o trimestre	133	139	+ 4,5	131	134	+ 2,3	131	133	+ 1,5
4 ^o trimestre	135	139	+ 3,0	136	134	- 1,5	133	131	- 1,5
	1966	1967		1966	1967		1966	1967	
1 ^{er} trimestre	138	139	+ 0,7	136	137	+ 0,7	135	129	- 4,4
2 ^o trimestre	139			135			136		
3 ^o trimestre	139			134			133		
4 ^o trimestre	139			134			131		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *
1 ^{er} trimestre	125	134	+ 7,2	134	151	+ 12,7	131	139	+ 6,1
2 ^o trimestre	127	136	+ 7,1	139	154	+ 10,8	132	141	+ 6,8
3 ^o trimestre	129	139	+ 7,8	142	158	+ 11,3	133	142	+ 6,8
4 ^o trimestre	133	140	+ 5,3	145	162	+ 11,7	137	146	+ 6,6
	1966	1967		1966	1967		1966	1967	
1 ^{er} trimestre	134	140	+ 4,5	151	166	+ 9,9	139	146	+ 5,0
2 ^o trimestre	136			154			141		
3 ^o trimestre	139			158			142		
4 ^o trimestre	140			162			146		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

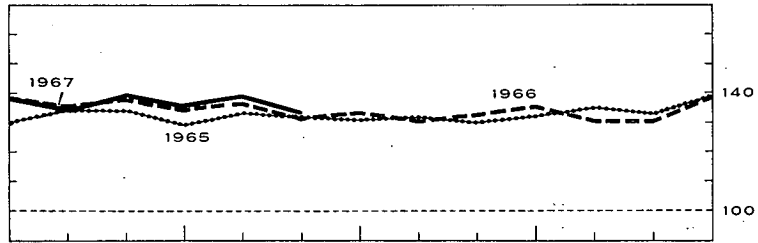
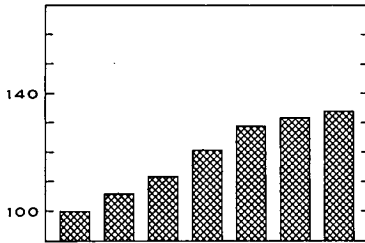
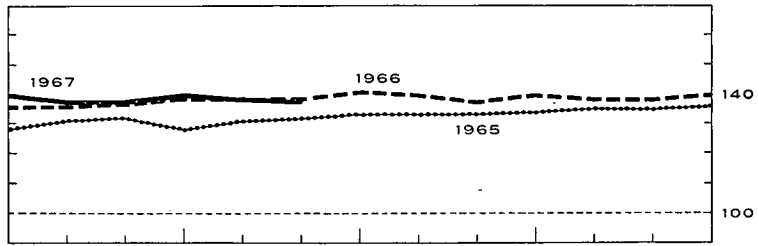
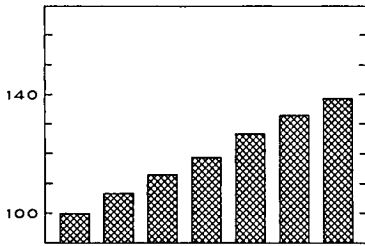
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

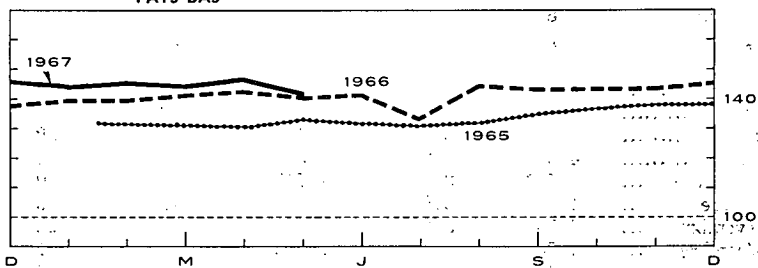
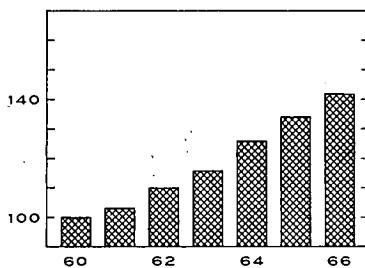
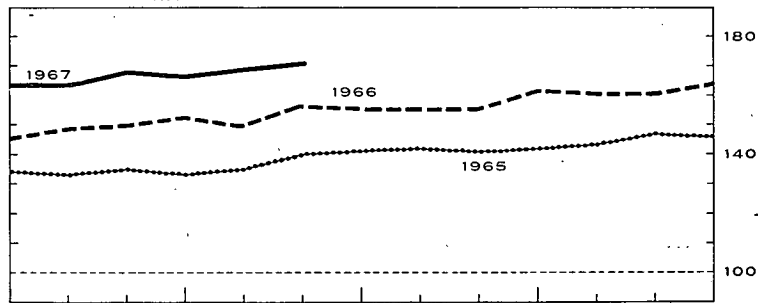
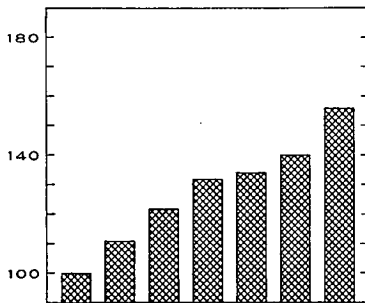
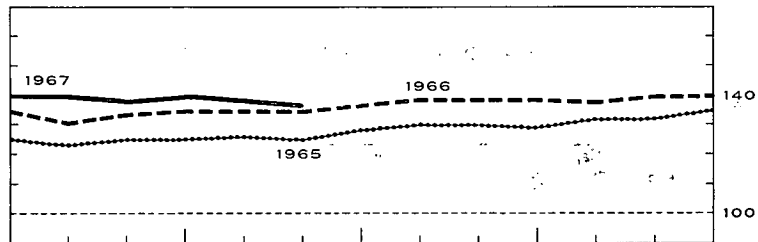
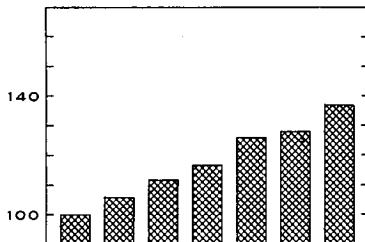
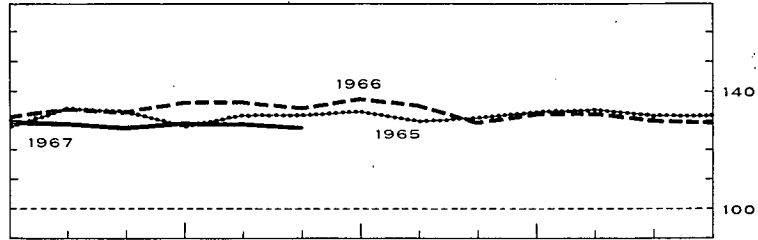
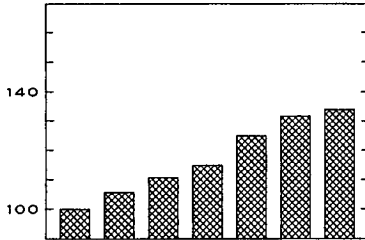
Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



60

62

64

66

D

M

J

S

D

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives 1 (milliers de tonnes)	Tonnage total (milliers de tonnes)			dont :		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales				Minerais			
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1965 4 ^e trimestre	755	590	5.580	1.952	1.311	135	120,2	17,4
1966 1 ^{er} trimestre	726	538	5.054	1.722	1.257	111	83,9	12,7
2 ^e trimestre	731	514	4.974	1.655	1.211	127	126,4	15,7
3 ^e trimestre	711	483	4.571	1.570	1.139	104	230,4	27,8
4 ^e trimestre	735	543	5.172	1.653	1.281	114	110,6	17,3
1967 1 ^{er} trimestre	p 723	509	4.897	1.579	1.257	108	97,0	15,7
2 ^e trimestre	p 714	508	5.115	1.689	1.264	108	170,1	23,2
1966 Juillet	673	444	4.094	1.307	1.030	102	242,2	27,8
Août	728	484	4.591	1.505	1.193	103	246,6	28,2
Septembre	733	521	5.028	1.598	1.193	108	202,4	27,4
Octobre	748	548	5.198	1.607	1.297	113	145,2	20,0
Novembre	717	518	5.032	1.644	1.173	113	90,4	15,0
Décembre	740	564	5.286	1.707	1.373	116	96,1	17,0
1967 Janvier	p 737	513	4.959	1.690	1.272	115	96,7	15,4
Février	p 693	480	4.546	1.441	1.168	95	86,2	14,7
Mars	p 738	535	5.185	1.606	1.330	115	108,1	17,0
Avril	p 697	458	4.788	1.641	1.079	100	135,2	19,6
Mai	p 736	518	5.167	1.678	1.357	107	172,3	23,6
Juin	p 709	548	5.392	1.747	1.356	116	202,7	26,3
Juillet	p 687			1.309	1.161	27		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76
1965 2 ^e trimestre ..	4.706	3.438	1.382	155	150	100
3 ^e trimestre ..	4.681	3.507	1.634	146	155	85
4 ^e trimestre ..	4.763	3.520	1.787	157	144	104
1966 1 ^{er} trimestre ..	4.764	3.542	1.471	129	106	77
2 ^e trimestre ..	4.772	3.283	1.494	136	144	75
3 ^e trimestre ..	4.687	3.358	1.577	144	161	71
4 ^e trimestre ..	4.823	3.323	1.515	165	181	82
1967 1 ^{er} trimestre ..	4.916	3.597	1.562	141	143	94
1966 Mai	4.846	3.475	1.378	136	120	57
Juin	4.622	3.312	1.619	142	146	68
Juillet	4.980	3.398	1.440	134	190	70
Août	4.529	3.352	1.574	168	154	43
Septembre ...	4.551	3.323	1.717	131	140	99
Octobre	4.963	3.269	1.630	147	129	36
Novembre	4.743	3.308	1.612	169	193	108
Décembre	4.764	3.392	1.303	178	221	102
1967 Janvier	5.165	3.846	1.574	145	146	87
Février	4.325	2.928	1.783	136	116	91
Mars	5.257	4.017	1.329	141	168	103
Avril	5.332			109		
Mai	4.943			109		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation Intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
(1)	(2)
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.633	497
6.591	529
6.633	525
6.395	497
6.197	472
7.070	534
6.739	503
6.524	479
6.705	493
6.699	512
7.374	557
6.022	451
7.238	528
6.958	531
6.715	520
6.524	481
6.333	437
6.188	464
6.265	464
7.663	552
7.359	532

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1965 2 ^e trimestre	1.566	1.098	103	44	135	56	35
3 ^e trimestre	4.188	3.226	255	93	282	135	50
4 ^e trimestre	464	268	35	23	19	28	22
1966 1 ^{er} trimestre	378	210	29	20	15	24	17
2 ^e trimestre	1.603	1.127	107	46	123	64	38
3 ^e trimestre	4.130	3.202	222	98	254	147	56
4 ^e trimestre	476	261	39	25	20	31	21
1966 Février	353	198	27	18	13	22	17
Mars	423	230	33	23	18	30	20
Avril	1.504	1.080	131	34	101	44	27
Mai	1.134	720	85	42	92	62	38
Juin	2.172	1.580	105	62	176	86	48
Juillet	5.513	4.543	200	151	299	106	62
Août	5.472	4.212	334	98	315	260	59
Septembre	1.406	852	132	45	147	74	47
Octobre	548	284	47	28	26	40	31
Novembre	450	239	40	24	18	30	19
Décembre	432	261	30	22	16	23	13
1967 Janvier	367	193	30	20	15	27	17
Février	348	182	29	19	14	24	16

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habile-ment	Ameu-blement	Ménage 2				Indice général	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1959	144	145	149	126	150	132	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1965 3 ^e trimestre	204	196	199	196	221	171	214	255	171	143	165
4 ^e trimestre	253	233	253	206	252	198	232	290	170	148	176
1966 1 ^{er} trimestre	195	209	179	209	214	186	206	274	167	145	166
2 ^e trimestre	221	209	238	203	220	185	219	289	171	143	164
3 ^e trimestre	214	206	206	200	233	178	223	286	175	143	164
4 ^e trimestre	272	249	262	212	278	203	233	333	179	147	171
1967 1 ^{er} trimestre	210	229	188	208	227	189	219	322	174	143	172
1966 Mai	218	203	232	209	220	180	208	286			
Juin	220	196	246	196	222	185	241	286			
Juillet	229	211	234	212	246	173	204	282			
Août	204	197	184	183	226	178	233	286			
Septembre	210	209	200	205	228	183	231	290			
Octobre	239	227	254	216	254	190	219	301			
Novembre	251	222	234	183	224	188	226	306			
Décembre	327	299	298	238	356	232	254	392			
1967 Janvier	206	220	188	221	220	195	213	317			
Février	194	214	160	198	230	176	210	308			
Mars	229	252	216	205	230	195	235	341			
Avril	229	235	224	212	232	188	223	337			
Mai	218	218	226	190	222	192		334			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 2 ^e semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 ^e semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 ^e semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 2 ^e semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3
2 ^e semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 ^{er} semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4
2 ^e semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0

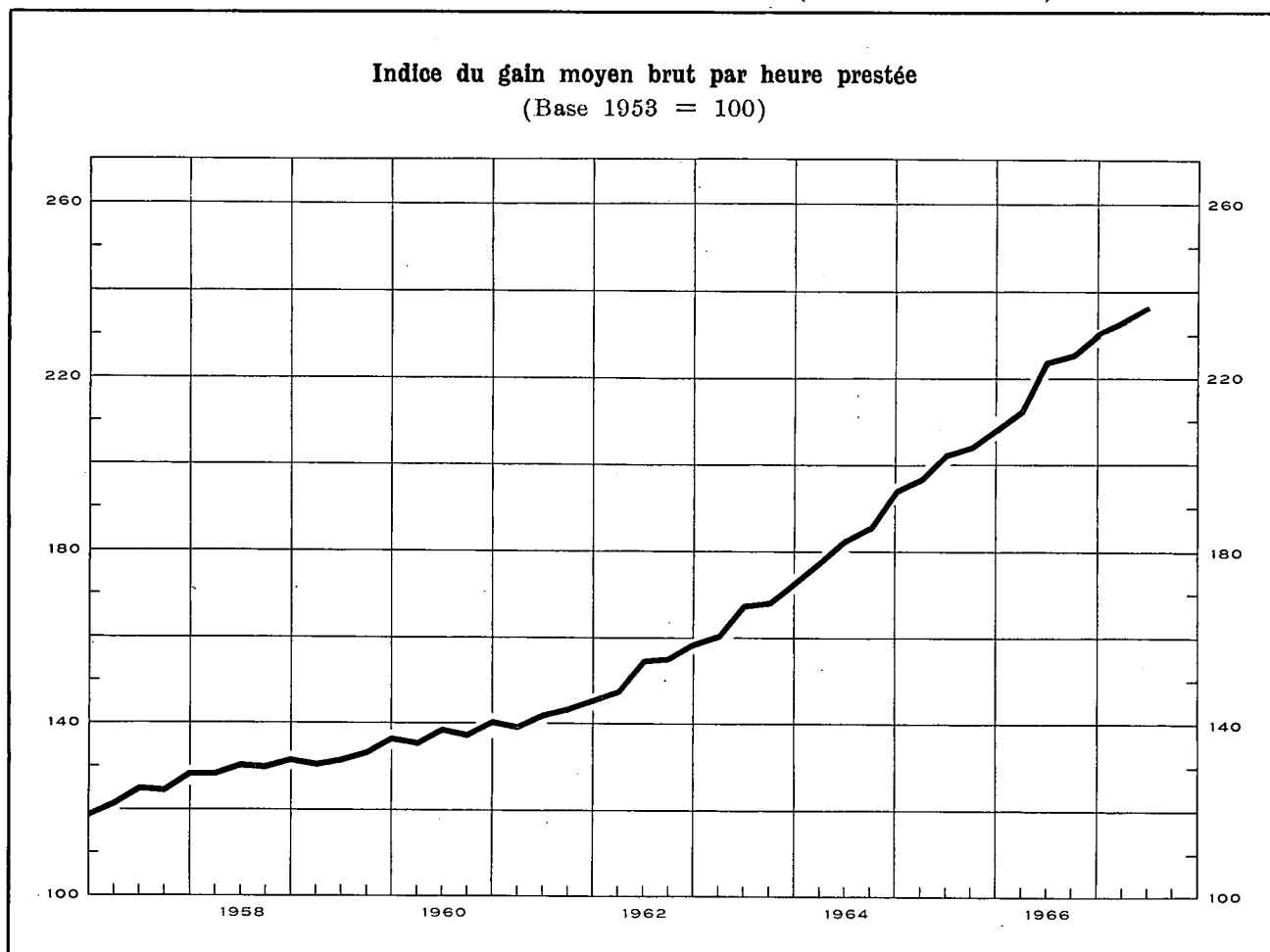
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1964 2 ^e semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 ^e semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 ^e semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
Crédit accordé (millions de francs)												
1964 2 ^e semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 ^e semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 ^e semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1964 2 ^e semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 ^e semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 ^e semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215		246
1966 Mars	213	203	208		234
Juin	224	209	216		247
Sept.	226	212	218		249
Déc. p	231	214	219		254
1967 Mars ... p	234	219	226		260
Juin ... p	237	221	229		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1966	68,73	p105,9	85,5	p86,3	p 85,7	p 80,4
1963 Août-Octobre	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Mars-Avril	54,29	112,2	89,6	90,7	94,1	94,4
Sept.-Octobre	57,67	110,5	87,1	88,8	90,9	91,4
1965 Mars-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
Sept.-Octobre	63,57	109,0	87,5	87,5	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	p108,2	87,5	p87,5	p 86,8	82,5
Sept.-Octobre	70,70	p103,8	83,5	p85,2	p 84,8	p 79,1

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1968 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre p
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	56,62	58,53
Carrières ¹	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	48,24	53,03
Total des industries extractives ¹	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	55,84	58,03
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	40,29	44,07
Boissons	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	44,38	47,44
Tabac	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	37,06	40,99
Industries textiles	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	37,27	41,92
Chaussures, habillement	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	32,45	35,93
Bois (sauf meubles)	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	39,93	44,60
Industrie du meuble	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	42,17	46,81
Papier, articles en papier	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	43,58	47,84
Impressions et reliures	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	48,06	52,88
Cuir (sauf chaussures, habillement)	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	37,07	42,49
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	43,59	48,31
Industries chimiques	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	49,81	56,09
Industrie du pétrole	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	71,33	78,61
Produits minéraux non métalliques	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,83	51,55
Industries métallurgiques de base	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	54,96	61,64
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	46,13	50,29
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	47,38	52,33
Industrie électrotechnique	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,99	46,83
Construction de matériel de transport ...	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	51,80	55,39
Industrie du diamant	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,68	n.d.
Total des industries manufacturières	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	44,03	48,33
dont : hommes	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	48,14	52,69
femmes	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,97	35,75
Construction ¹	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	47,30	52,92
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	45,60	49,95
dont : hommes	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	48,75	53,29

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annales des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par Barrel
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	229	41,3	101	28,3	19	555	1.297	31,0	2,89
1965 4 ^e trimestre	211	43,7	98	31,6	20	529	1.416	32,3	2,89
1966 1 ^{er} trimestre	213	42,7	101	31,4	21	656	1.400	35,3	2,89
2 ^e trimestre	225	41,3	106	31,5	21	636	1.327	32,2	2,89
3 ^e trimestre	245	41,0	104	26,6	19	470	1.248	29,5	2,89
4 ^e trimestre	234	40,1	95	23,8	19	458	1.211	27,0	2,88
1967 1 ^{er} trimestre	231	38,8	94	24,0	17	430	1.201	27,2	2,88
2 ^e trimestre	226	38,7	97	24,4	17	368	1.219	27,0	2,88
1966 Août	246	41,2	104	24,5	19	433	1.244	29,5	2,89
Septembre	244	40,9	101	23,9	18	409	1.226	28,0	2,89
Octobre	230	40,3	97	23,8	19	462	1.220	27,0	2,89
Novembre	235	40,1	95	23,7	19	472	1.204	27,0	2,88
Décembre	237	39,8	94	23,8	18	440	1.210	27,0	2,88
1967 Janvier	229	38,9	93	23,9	18	451	1.199	27,5	2,88
Février	229	38,7	96	24,0	17	442	1.201	27,0	2,88
Mars	235	38,7	94	24,0	17	398	1.204	27,0	2,88
Avril	229	38,6	95	24,4	17	361	1.216	26,5	2,88
Mai	228	38,9	99	24,3	17	375	1.219	26,1	2,88
Juin	221	39,5	98	24,5	17	368	1.222		2,88
Juillet	214	38,8		24,6	p 17	362	1.220		
Août		p 38,6			p 16	p 382	p 1.193		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1965 4 ^e trimestre	91	96	103	109	91	124
1966 1 ^{er} trimestre	95	100	106	112	93	119
2 ^e trimestre	94	97	105	111	92	111
3 ^e trimestre	90	96	103	106	94	102
4 ^e trimestre	86	90	101	106	91	103
1967 1 ^{er} trimestre	86	90	100	105	91	99
2 ^e trimestre	89	90	100	104	91	104
1966 Août	89	96	103	106	94	103
Septembre	87	93	101	105	93	100
Octobre	87	90	101	106	91	101
Novembre	86	90	101	106	91	100
Décembre	86	91	101	105	92	107
1967 Janvier	86	90	100	105	91	96
Février	87	90	100	105	91	99
Mars	86	89	100	104	91	102
Avril	87	88	99	104	90	99
Mai	89	91	100	104	91	105
Juin	90	91	100	105	92	109
Juillet	87	91	100	104	91	
Août	85	89				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	119,0	105,5	118,2	134,0	104,8	113,5	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1965 4 ^e trimestre	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1966 1 ^{er} trimestre	114,5	119,0	105,4	117,2	131,6	104,8	113,7	108,3	118,5	95,6	111,4	145,2	105,3	113,3	120,0
2 ^e trimestre	115,4	119,7	107,1	119,5	132,9	107,8	114,4	106,5	119,9	96,1	112,6	145,2	104,8	116,0	119,9
3 ^e trimestre	113,9	118,9	105,1	117,2	134,4	102,9	113,2	105,7	118,8	94,6	110,6	145,2	102,6	114,8	119,3
4 ^e trimestre	114,0	119,1	104,4	118,8	137,0	103,8	112,8	105,8	117,9	93,5	111,8	147,9	101,5	113,4	120,4
1967 1 ^{er} trimestre	114,2	119,2	104,3	119,5	136,4	105,4	112,9	105,9	117,2	92,9	113,6	151,5	100,5	113,3	121,4
2 ^e trimestre	113,8	119,8	101,6	122,2	136,3	110,1	111,8	104,6	116,3	90,8	111,8	154,8	98,4	112,3	121,0
1965 Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6
Février	114,4	118,9	105,5	115,8	129,4	104,1	114,0	108,7	118,8	95,9	111,6	145,2	105,6	113,6	120,3
Mars	114,8	119,2	105,9	118,1	132,4	106,0	113,9	107,5	118,4	96,2	111,1	145,2	105,4	113,6	120,1
Avril	115,6	119,9	107,4	119,6	132,5	108,5	114,6	107,3	119,5	96,6	113,8	145,2	105,4	115,7	120,2
Mai	116,0	120,4	107,3	121,8	134,4	110,7	114,6	107,0	120,0	96,2	112,7	145,2	105,4	116,1	120,0
Juin	114,5	118,7	106,5	117,0	131,9	104,3	113,9	105,3	120,2	95,5	111,4	145,2	103,7	116,3	119,4
Juillet	114,5	118,4	106,6	116,8	133,9	102,5	113,9	105,6	120,2	95,3	111,4	145,2	103,6	116,2	119,5
Août	113,4	119,6	104,6	116,6	134,5	101,7	113,0	105,6	118,0	94,5	110,2	145,2	102,4	114,1	119,2
Septembre	113,8	118,7	104,1	118,3	134,7	104,6	112,7	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3
Octobre	113,8	118,9	104,2	117,9	133,9	104,5	112,8	105,8	118,3	93,5	111,0	147,9	101,4	113,6	120,2
Novembre	114,2	119,4	104,5	119,6	139,5	103,4	112,9	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4
Décembre	114,0	119,0	104,5	118,8	137,5	103,4	112,8	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,8	104,5	118,0	135,8	103,3	112,8	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
Février	114,1	119,0	104,6	118,2	135,6	103,7	113,1	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
Mars	114,6	119,8	103,9	122,4	137,9	109,3	112,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
Avril	114,0	119,6	102,3	122,1	137,4	109,1	112,0	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1
Mai	113,9	120,0	101,6	123,3	133,3	110,5	111,6	104,5	116,3	91,0	110,9	154,7	98,4	112,2	120,6
Juin	113,6	119,7	100,8	121,2	133,0	110,8	111,7	105,0	116,4	90,1	110,8	156,4	98,2	111,9	121,2
Juillet	112,6	118,3	101,5	115,5	127,6	105,1	111,8	105,2	116,9	90,0	111,1	156,4	98,3	112,0	121,3

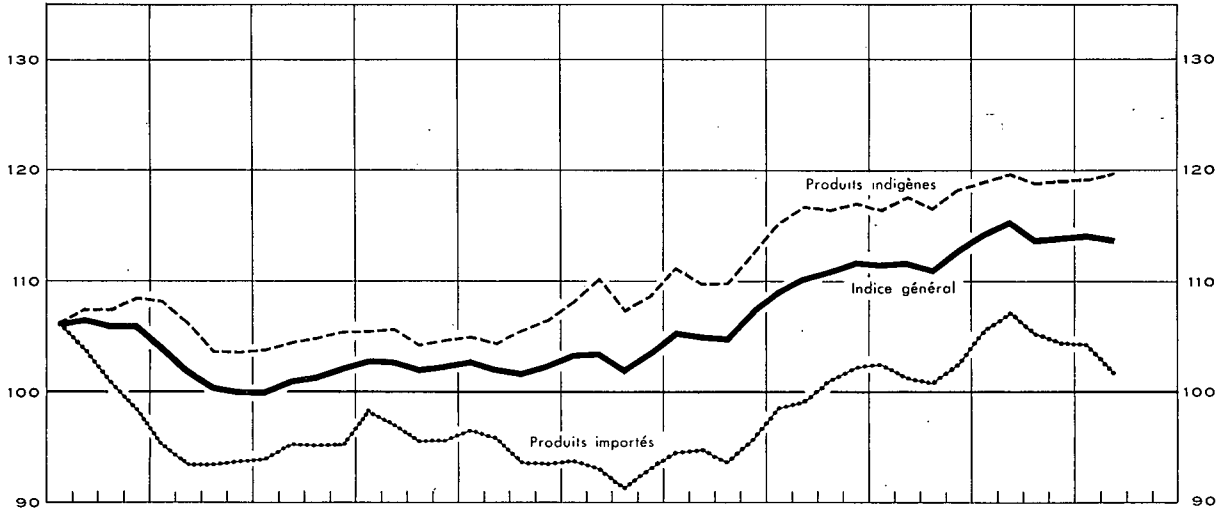
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

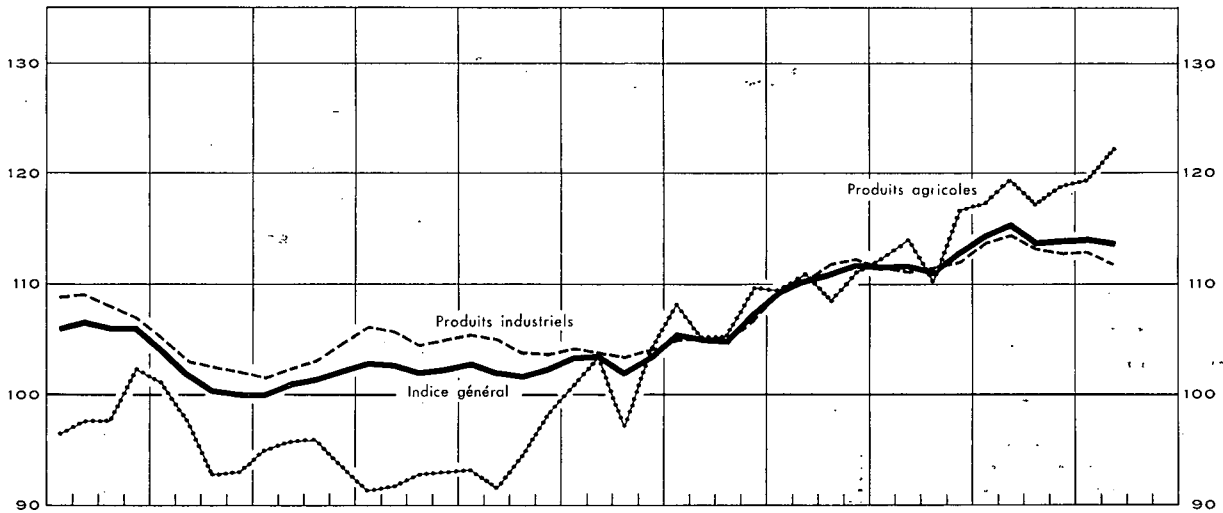
Base 1958 = 100

Source : M.A.E.

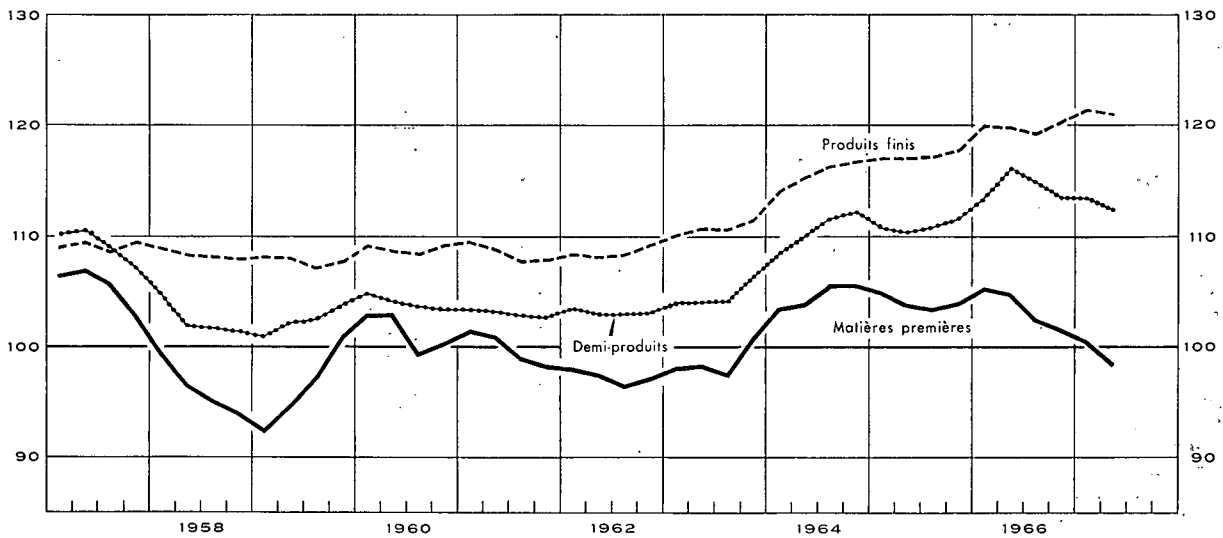
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



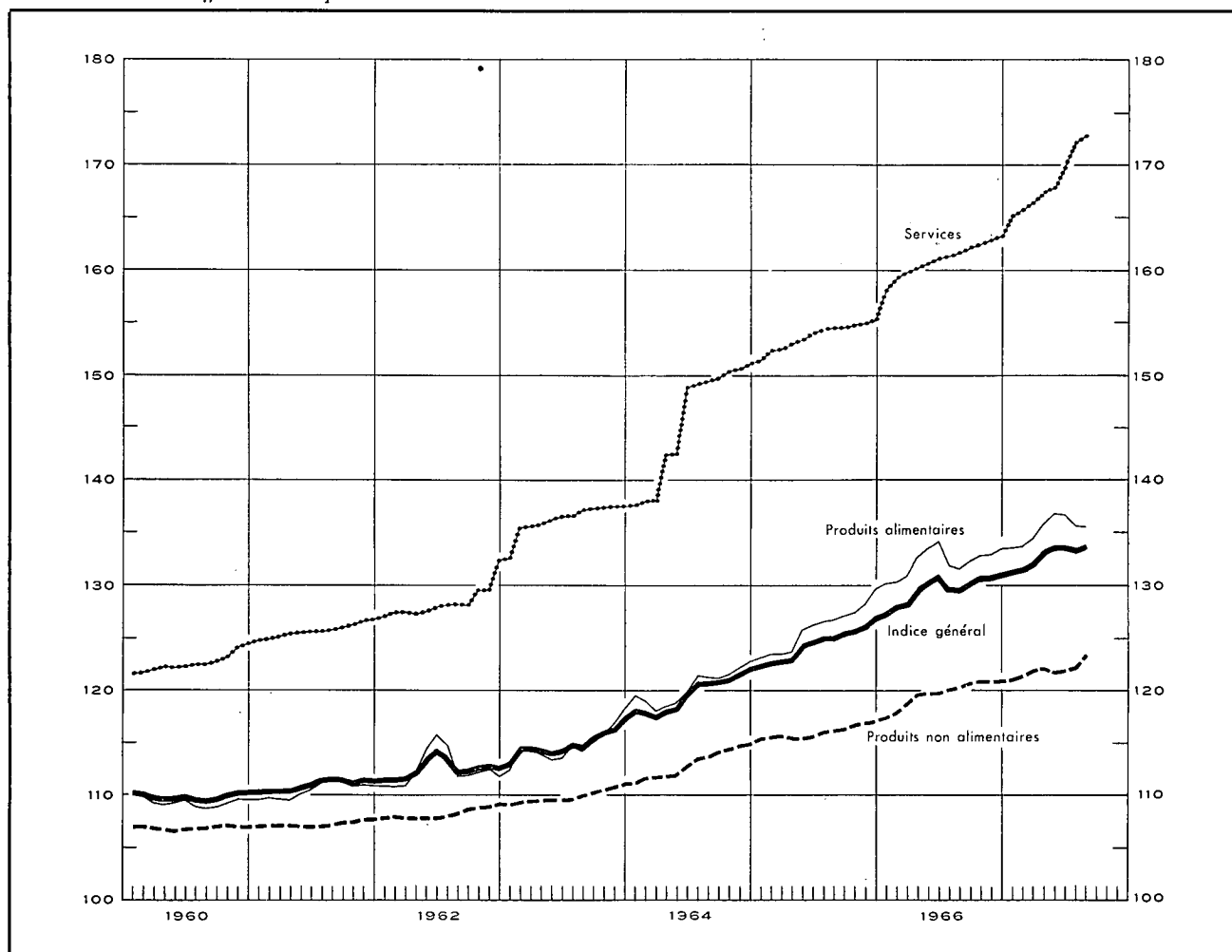
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits	Produits alimentaires 35 produits	Produits non alimentaires 25 produits	Services 5 services				
1957	106,93	107,0	104,5	111,7				
1958	108,31	107,9	106,2	114,6				
1959	109,64	109,5	106,6	120,0				
1960	109,97	109,3	107,0	122,6				
1961	111,06	110,5	107,4	125,7				
1962	112,62	112,5	108,3	128,5				
1963	115,04	114,7	109,9	136,3				
1964	119,84	120,3	113,1	145,7				
1965	124,71	126,0	116,2	153,8				
1966	129,92	132,2	119,8	161,1				
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1 ^{er} trimestre	128,13	131,81	130,4	133,9	118,1	121,5	159,1	165,9
2 ^e trimestre	130,52	133,59	133,5	136,5	119,8	122,0	160,7	168,4
3 ^e trimestre	130,06		131,9		120,3		161,7	
4 ^e trimestre	130,96		133,0		120,9		162,9	
Janvier	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2
Février	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8
Mars	128,63	132,32	130,9	134,5	118,8	122,0	159,9	166,6
Avril	129,93	133,25	132,7	135,9	119,7	122,2	160,3	167,4
Mai	130,56	133,71	133,5	136,8	119,9	121,9	160,8	167,9
Juin	131,08	133,81	134,2	136,7	119,9	122,0	161,1	169,6
Juillet	129,94	133,56	131,9	135,5	120,1	122,4	161,3	172,2
Août	129,85	133,93	131,6	135,4	120,3	123,5	161,7	172,8
Septembre	130,38		132,3		120,6		162,2	
Octobre	130,80		132,8		120,9		162,5	
Novembre	130,88		132,9		120,9		162,9	
Décembre	131,19		133,4		121,0		163,8	

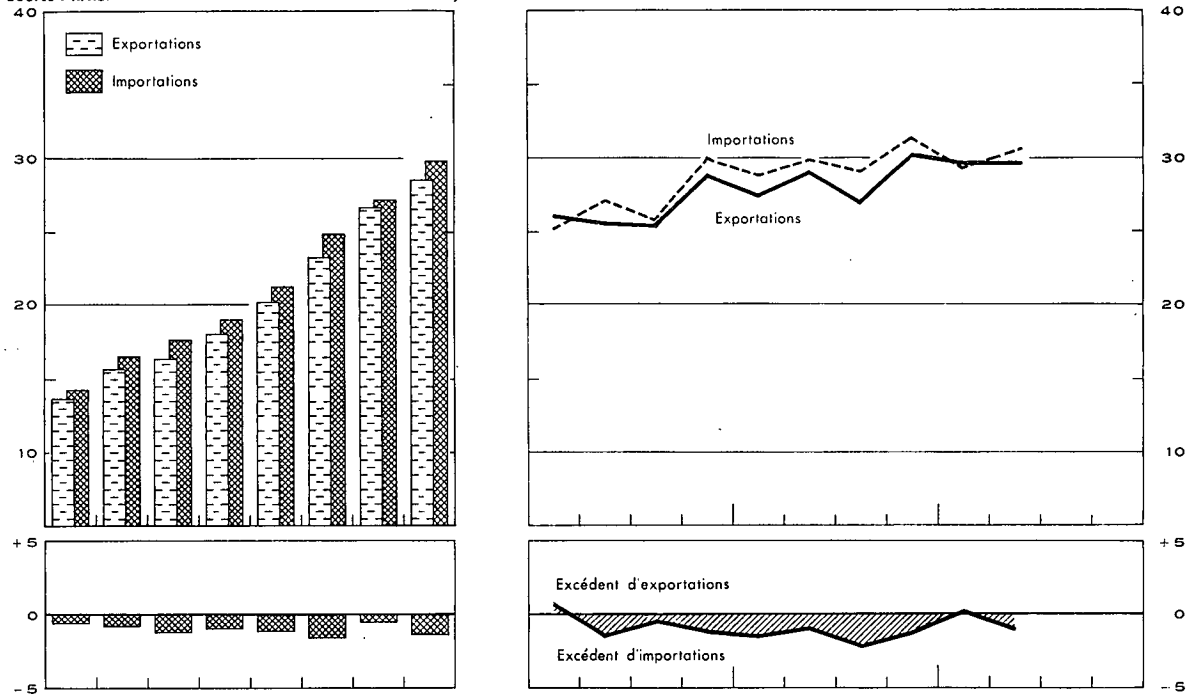
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Journaux financiers :* *Agéfi*, *Het financieele Dagblad*, *The Financial Times*, *L'Information*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

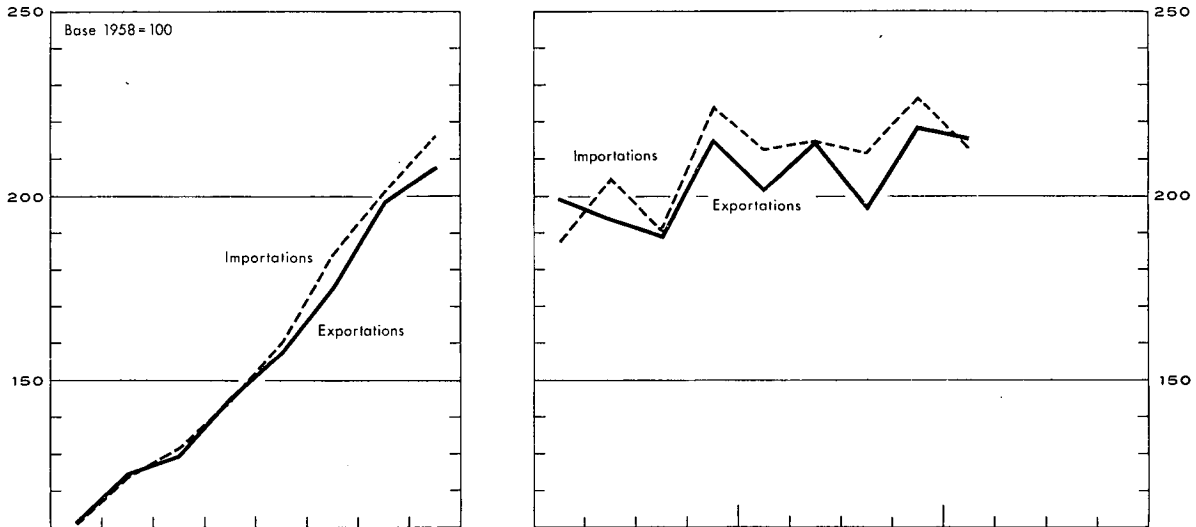
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles en milliards de francs



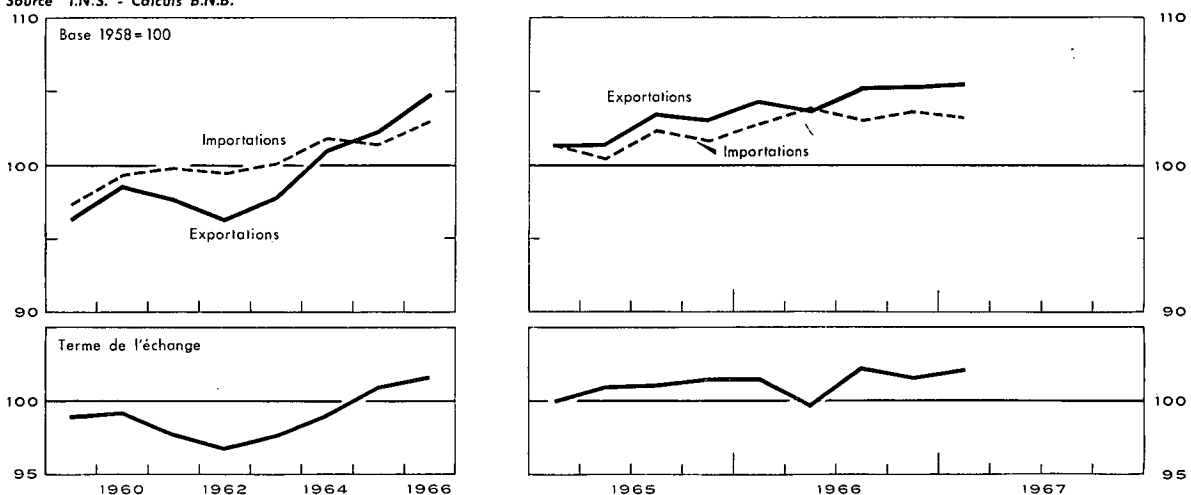
Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1965 4 ^e trimestre	30,1	28,9	- 1,2	96	224,2	215,4	101,7	103,2	101,5
1966 1 ^{er} trimestre	28,9	27,5	- 1,4	95	r 213,4	202,3	r 102,9	104,4	r 101,5
2 ^e trimestre	30,0	29,1	- 0,9	97	r 214,8	215,2	r 103,9	103,7	r 99,8
3 ^e trimestre	29,1	27,0	- 2,1	93	r 212,2	197,5	r 103,0	105,4	r 102,3
4 ^e trimestre	31,6	30,2	- 1,4	96	226,9	218,8	103,7	105,4	101,6
1967 1 ^{er} trimestre	29,5	29,8	+ 0,3	101	213,4	216,0	103,3	105,6	102,2
2 ^e trimestre	p 30,7	29,8	p - 0,9	p 97					
1966 Janvier-Juillet	29,0	28,0	- 1,0	96					
1967 Janvier-Juillet	p 29,1	29,3	+ 0,2	101					
1966 Juin	31,3	31,4	+ 0,1	100					
Juillet	26,4	26,2	- 0,2	99					
Août	30,0	23,8	- 6,2	79					
Septembre	30,5	31,0	+ 0,5	102					
Octobre	31,3	30,0	- 1,3	96					
Novembre	30,9	29,5	- 1,4	95					
Décembre	31,9	31,1	- 0,8	98					
1967 Janvier	29,5	30,4	+ 0,9	103					
Février	27,3	28,5	+ 1,2	105					
Mars	31,4	30,4	- 1,0	97					
Avril	28,7	29,9	+ 1,2	104					
Mai	30,3	29,3	- 1,0	97					
Juin	p 32,7	29,8	p - 2,9	p 91					
Juillet	23,2	26,3	+ 3,1	113					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1965 4 ^e trimestre	4,15	7,78	2,34	4,19	2,20	0,17	0,72	0,67	1,41	1,42	3,86	28,91
1966 1 ^{er} trimestre	4,04	7,13	2,64	4,16	2,02	0,12	0,59	0,58	1,43	1,18	3,56	27,45
2 ^e trimestre	3,86	7,84	2,92	4,40	2,19	0,10	0,66	0,58	1,57	1,00	3,99	29,11
3 ^e trimestre	3,91	6,24	3,00	3,86	2,15	0,11	0,80	0,61	1,34	1,21	3,78	27,01
4 ^e trimestre	3,99	8,11	2,69	4,25	2,41	0,13	0,64	0,65	1,67	1,51	4,17	30,22
1967 1 ^{er} trimestre	4,40	7,73	2,83	4,00	2,47	0,12	0,61	0,65	1,52	1,52	3,94	29,79
2 ^e trimestre	4,49	8,08	2,52	3,84	2,37	0,14	0,71	0,64	1,47	1,43	4,07	29,76
1966 Septembre	4,09	7,28	3,16	4,69	2,46	0,14	0,90	0,69	1,93	1,40	4,31	31,05
Octobre	3,97	8,30	2,70	4,37	2,34	0,10	0,52	0,66	1,41	1,54	4,10	30,01
Novembre	4,16	7,58	2,65	4,23	2,42	0,16	0,64	0,68	1,38	1,54	4,04	29,48
Décembre	3,83	8,45	2,77	4,15	2,46	0,14	0,74	0,61	2,19	1,44	4,37	31,15
1967 Janvier	4,60	8,23	2,93	3,96	2,45	0,14	0,58	0,69	1,13	1,60	4,09	30,40
Février	4,26	6,69	2,90	4,03	2,48	0,11	0,62	0,59	1,58	1,42	3,84	28,52
Mars	4,16	8,39	2,64	3,98	2,47	0,11	0,64	0,66	1,85	1,54	3,91	30,35
Avril	4,67	8,00	2,48	3,95	2,31	0,15	0,66	0,68	1,44	1,52	4,08	29,94
Mai	4,23	8,13	2,44	3,84	2,34	0,13	0,74	0,62	1,53	1,39	3,92	29,31
Juin	4,55	8,02	2,64	3,72	2,34	0,15	0,72	0,62	1,46	1,39	4,15	29,76

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
 Pour une analyse du commerce extérieur de 1966 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, no 1-2, août-septembre 1967.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés															Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général		
	Total	à divers secteurs de production														Total	non durables			durables 12					
		aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1		aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7		autres produits 10		alimentaires		autres 11						
		liquides 8	autres										produits chimiques 9	autres produits 10			produits animaux	produits végétaux							
1955	8.238			2.540	1.211	912	417	240	116	127	74								649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78				809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88				1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94				957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111			897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227			946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.937	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1965 2 ^e trimestre	17.610	6.465	1.746	1.529	942	377	249	285	149	410	101	1.217	320	920	1.259	525	1.116	5.789	772	1.189	465	3.363	3.669	34	27.102
3 ^e trimestre	16.837	5.678	1.606	1.752	1.117	450	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.160	490	1.032	5.583	769	1.168	481	3.165	3.221	215	25.856
4 ^e trimestre	19.609	6.742	1.896	2.109	1.490	431	262	309	212	444	95	1.055	400	1.009	1.373	572	1.210	6.607	854	1.531	522	3.700	3.847	61	30.124
1966 1 ^{er} trimestre	19.375	6.971	2.108	2.118	1.258	275	313	268	130	447	100	1.015	481	922	1.289	496	1.184	5.941	776	1.156	479	3.530	3.575	40	28.931
2 ^e trimestre	19.869	7.316	1.963	1.661	1.725	392	275	336	151	519	124	997	409	899	1.361	548	1.193	6.051	756	1.398	505	3.392	4.006	49	29.975
3 ^e trimestre	18.980	6.926	1.632	2.011	1.377	473	214	312	150	493	101	1.073	337	769	1.413	528	1.173	6.020	864	1.245	526	3.385	4.042	24	29.066
4 ^e trimestre	20.734	7.567	1.715	2.306	1.671	472	228	352	155	487	112	1.047	454	816	1.474	580	1.298	6.427	918	1.382	551	3.576	4.375	58	31.594
1967 1 ^{er} trimestre	19.065	6.583	1.668	2.205	1.377	324	237	321	165	436	124	1.179	517	742	1.450	544	1.193	6.306	834	1.281	607	3.584	4.058	30	29.459

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1965			1966				1967
										2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	97,5	100,4	99,2	r 99,7	r101,8	r101,3	101,2	100,7
Biens de consommation	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,9	105,3	105,9	106,6	106,8	104,8	106,8	106,4
Biens d'équipement	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	110,2	109,0	108,3	114,2	111,0	109,5	113,2	112,9
Ensemble ...	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	100,4	102,4	101,7	102,9	103,9	103,0	103,7	103,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	93,1	93,0	91,8	90,7	92,2	92,1	92,7	91,9
Fabrications métalliques	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	102,4	106,9	106,4	106,8	105,9	106,3	108,7	108,5
Métaux non ferreux	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	135,9	139,5	139,1	150,9	171,2	178,9	169,4	169,5
Textiles	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,5	109,5	107,5	105,7	105,6	106,5	107,4	108,1
Produits chimiques	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	96,6	96,3	96,6	98,0	95,7	95,7	95,2	94,2
Industrie houillère	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	75,2	78,5	84,0	76,4	75,1	70,2	73,9	68,1
Industrie pétrolière	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	79,4	77,2	77,1	76,9	75,8	73,6	71,0	72,1
Verres et glaces	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	97,6	97,3	100,0	97,5	98,4	100,6	101,4	102,6
Produits agricoles	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	111,7	116,7	119,9	120,9	120,3	110,8	119,2	116,6
Ciments	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,6	101,1	101,6	100,4	100,3	99,7	99,9	101,6
Carrières	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	98,2	98,0	97,9	99,6	97,0	96,2	97,5	103,6
Céramiques	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	109,0	112,1	114,2	112,7	115,9	119,3	113,2	114,3
Bois et meubles	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	106,2	108,6	109,7	110,7	112,2	110,1	112,1	112,5
Peaux, cuirs et chaussures	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	117,0	116,9	114,6	124,9	131,4	129,6	123,5	124,7
Papier et livre	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	97,2	98,9	98,4	100,9	97,8	100,8	97,6	99,1
Tabacs manufacturés	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	115,9	115,9	115,5	116,2	118,2	118,6	117,9	112,0
Caoutchouc	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	85,3	85,4	83,8	82,7	81,5	86,2	87,4	82,9
Industries alimentaires	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	96,8	97,0	100,2	96,3	94,8	99,0	95,7	97,8
Divers	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	92,7	81,1	78,9	97,7	61,4	82,3	79,8	86,7
Ensemble ...	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	101,5	103,5	103,2	104,4	103,7	105,4	105,4	105,6
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	101,1	101,1	101,5	101,5	99,8	102,3	101,6	102,2

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1965			1966				1967
										2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	200,3	184,6	215,8	r 212,1	r 208,4	r 203,4	220,7	204,3
Biens de consommation	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	214,1	203,9	241,1	r 219,3	r 225,1	r 228,1	236,9	238,8
Biens d'équipement	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	223,5	207,5	246,4	r 214,0	r 236,7	r 238,2	250,9	226,8
Ensemble ...	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	205,4	191,0	224,2	r 213,4	r 214,8	r 212,2	226,9	213,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	163,9	163,4	168,7	166,3	156,4	158,7	161,0	178,8
Fabrications métalliques	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	253,6	217,6	274,2	253,3	282,0	225,2	230,3	262,9
Métaux non ferreux	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	164,4	181,8	182,6	190,7	185,6	182,1	174,1	181,5
Textiles	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	185,8	179,0	216,5	213,2	226,6	196,7	214,1	201,0
Produits chimiques	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	186,2	198,3	213,2	194,4	219,2	214,4	241,2	252,8
Industrie houillère	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	67,5	64,9	55,8	44,8	38,0	46,4	51,0	50,7
Industrie pétrolière	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	160,7	188,1	175,5	143,5	162,4	201,8	166,6	158,5
Verres et glaces	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	169,1	193,6	216,7	192,1	167,6	172,5	208,5	206,1
Produits agricoles	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	189,1	186,4	243,7	204,9	171,4	236,7	256,7	283,9
Ciments	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	140,6	146,8	123,1	100,1	131,4	119,9	107,0	90,3
Carrières	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	213,3	224,4	211,7	188,1	224,8	220,4	215,3	188,3
Céramiques	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	269,3	259,5	258,5	190,9	230,1	243,8	253,9	231,1
Bois et meubles	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	462,4	419,7	501,9	452,4	518,1	445,1	533,4	523,1
Peaux, cuirs et chaussures	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	192,7	210,2	246,0	227,7	242,3	197,8	231,2	221,1
Papier et livre	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	232,9	217,2	266,4	250,2	284,7	253,2	308,9	295,5
Tabacs manufacturés	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	299,1	320,0	435,1	294,0	339,8	338,1	346,2	326,4
Caoutchouc	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	269,3	250,9	257,3	232,4	335,0	257,2	284,9	277,5
Industries alimentaires	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	280,6	271,4	313,8	286,9	340,8	290,5	330,8	273,8
Divers	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	163,4	166,6	189,3	162,3	249,5	199,6	233,2	208,5
Ensemble ...	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	194,1	188,7	215,4	202,3	215,2	197,5	218,8	216,0

* Voir 2e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1966 1 ^{er} trimestre	6,17	5,71	- 0,46	4,88	4,47	- 0,41	4,29	6,12	+ 1,83
2 ^e trimestre	6,38	6,53	+ 0,15	4,74	4,65	- 0,09	4,47	6,68	+ 2,21
3 ^e trimestre	6,23	5,50	- 0,73	4,23	4,20	- 0,03	4,11	5,96	+ 1,85
4 ^e trimestre	7,08	6,24	- 0,84	4,74	5,08	+ 0,34	4,61	6,56	+ 1,95
1967 1 ^{er} trimestre	6,10	5,47	- 0,63	4,59	5,50	+ 0,91	4,40	6,11	+ 1,71
2 ^e trimestre	p 6,38	5,89	p- 0,49	p 4,27	5,27	p+ 1,00	p 4,71	6,58	p+ 1,87
1966 Mai	6,21	6,56	+ 0,35	4,60	4,68	+ 0,08	4,21	6,52	+ 2,31
Juin	6,76	6,90	+ 0,14	4,87	5,11	+ 0,24	4,55	7,19	+ 2,64
Juillet	5,32	5,51	+ 0,19	3,97	4,70	+ 0,73	3,24	5,85	+ 2,61
Août	6,33	4,59	- 1,74	4,33	3,06	- 1,27	4,33	5,31	+ 0,98
Septembre	6,99	6,40	- 0,59	4,36	4,79	+ 0,43	4,70	6,73	+ 2,03
Octobre	7,11	6,71	- 0,40	4,90	4,78	- 0,12	4,66	6,52	+ 1,86
Novembre	6,79	6,36	- 0,43	4,46	4,83	+ 0,37	4,60	6,52	+ 1,92
Décembre	7,28	5,66	- 1,62	4,78	5,68	+ 0,90	4,54	6,65	+ 2,11
1967 Janvier	5,80	5,84	+ 0,04	4,34	5,61	+ 1,27	4,25	5,78	+ 1,53
Février	5,54	5,09	- 0,45	4,31	5,35	+ 1,04	4,28	6,20	+ 1,92
Mars	6,82	5,48	- 1,34	5,10	5,52	+ 0,42	4,67	6,35	+ 1,68
Avril	6,18	6,04	- 0,14	4,28	5,24	+ 0,96	4,43	6,48	+ 2,05
Mai	5,93	5,75	- 0,18	4,09	5,25	+ 1,16	4,65	6,44	+ 1,79
Juin	p 7,04	5,86	p- 1,18	p 4,44	5,30	p+ 0,86	p 5,06	6,77	p+ 1,71
Juillet	p 5,26	5,04	- 0,22	3,86	4,94	+ 1,08	3,11	5,48	+ 2,37
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1966 1 ^{er} trimestre	1,13	0,94	- 0,19	16,47	17,24	+ 0,77	20,08	21,28	+ 1,20
2 ^e trimestre	1,20	0,88	- 0,32	16,79	18,74	+ 1,95	20,51	21,99	+ 1,48
3 ^e trimestre	1,30	0,88	- 0,42	15,87	16,54	+ 0,67	19,22	19,79	+ 0,57
4 ^e trimestre	1,25	1,08	- 0,17	17,68	18,97	+ 1,29	22,23	23,01	+ 0,78
1967 1 ^{er} trimestre	1,31	1,33	+ 0,02	16,40	18,41	+ 2,01	20,69	22,86	+ 2,17
2 ^e trimestre	p 1,37	1,18	p- 0,19	p 16,73	18,92	p+ 2,19	p 20,91	22,81	p+ 1,90
1966 Mai	1,49	0,88	- 0,61	16,51	18,65	+ 2,14	20,59	22,33	+ 1,74
Juin	1,29	0,98	- 0,31	17,47	20,18	+ 2,71	21,56	24,34	+ 2,78
Juillet	1,20	0,86	- 0,34	13,73	16,92	+ 3,19	17,05	20,45	+ 3,40
Août	1,43	0,70	- 0,73	16,42	13,66	- 2,76	20,27	17,15	- 3,12
Septembre	1,25	1,08	- 0,17	17,30	19,00	+ 1,70	21,18	23,42	+ 2,24
Octobre	1,33	1,00	- 0,33	18,00	19,01	+ 1,01	22,30	22,83	+ 0,53
Novembre	1,21	0,97	- 0,24	17,06	18,68	+ 1,62	21,77	22,53	+ 0,76
Décembre	1,20	1,26	+ 0,06	17,80	19,25	+ 1,45	22,26	23,69	+ 1,43
1967 Janvier	1,17	1,11	- 0,06	15,56	18,34	+ 2,78	19,91	23,13	+ 3,22
Février	1,22	1,41	+ 0,19	15,35	18,05	+ 2,70	19,84	22,23	+ 2,39
Mars	1,53	1,46	- 0,07	18,12	18,81	+ 0,69	22,15	23,19	+ 1,04
Avril	1,38	1,16	- 0,22	16,27	18,92	+ 2,65	20,44	22,84	+ 2,40
Mai	1,31	1,21	- 0,10	15,98	18,65	+ 2,67	20,26	22,51	+ 2,25
Juin	p 1,41	1,17	p- 0,24	p 17,95	19,10	p+ 1,15	p 22,04	22,86	p+ 0,82
Juillet	p 1,24	1,09	- 0,15	13,47	16,55	+ 3,08	16,58	20,06	+ 3,48

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1966 1 ^{er} trimestre	2,40	2,27	- 0,09	2,18	1,41	- 0,72	1,62	0,96	- 0,66
2 ^e trimestre	2,15	2,50	+ 0,35	2,31	1,36	- 0,91	1,75	0,87	- 0,88
3 ^e trimestre	2,45	2,57	+ 0,12	1,95	1,28	- 0,64	1,73	0,96	- 0,77
4 ^e trimestre	2,48	2,51	+ 0,03	2,40	1,30	- 1,10	1,94	1,23	- 0,71
1967 1 ^{er} trimestre	2,28	2,37	+ 0,09	2,20	1,52	- 0,68	2,02	1,20	- 0,82
2 ^e trimestre	p 2,60	2,53	p- 0,07	p 2,27	1,33	p- 0,94		1,04	
1966 Mai	2,08	2,26	+ 0,18	2,41	1,25	- 1,16	2,00	0,74	- 1,26
Juin	2,31	2,76	+ 0,45	2,30	1,33	- 0,97	1,62	1,06	- 0,56
Juillet	2,17	2,19	+ 0,02	1,76	1,19	- 0,57	1,67	0,82	- 0,85
Août	2,64	2,64	...	2,16	1,15	- 1,01	1,64	0,91	- 0,73
Septembre	2,50	2,87	+ 0,37	1,88	1,50	- 0,38	1,85	1,14	- 0,71
Octobre	2,36	2,76	+ 0,40	2,33	1,24	- 1,09	1,67	1,20	- 0,47
Novembre	2,41	2,26	- 0,15	2,48	1,16	- 1,32	2,15	1,25	- 0,90
Décembre	2,63	2,52	- 0,11	2,30	1,51	- 0,81	1,99	1,22	- 0,77
1967 Janvier	2,29	2,41	+ 0,12	2,19	1,61	- 0,58	2,56	1,23	- 1,33
Février	2,00	2,19	+ 0,19	2,40	1,45	- 0,95	1,44	1,14	- 0,30
Mars	2,53	2,50	- 0,03	2,00	1,49	- 0,51	2,06	1,22	- 0,84
Avril	2,65	2,62	- 0,03	2,41	1,40	- 1,01	1,56	1,17	- 0,39
Mai	2,42	2,35	- 0,07	2,24	1,27	- 0,97	1,89	1,07	- 0,82
Juin	p 2,73	2,60	p- 0,13	p 2,16	1,21	p- 0,95		0,89	
Juillet	p 2,25	2,30	+ 0,05	1,78	1,19	- 0,59			
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,24	0,26	+ 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1966 2 ^e trimestre	1,05	0,58	- 0,47	1,56	0,30	- 1,26	0,56	0,46	- 0,10
3 ^e trimestre	1,15	0,67	- 0,48	1,42	0,26	- 1,16	0,63	0,45	- 0,18
4 ^e trimestre	0,99	0,72	- 0,25	1,24	0,31	- 0,93	0,69	0,62	- 0,07
1967 1 ^{er} trimestre	1,14	0,68	- 0,46	0,74	0,22	- 0,52	0,56	0,50	- 0,06
2 ^e trimestre		0,62			0,28			0,69	
1966 Avril	1,02	0,59	- 0,43	0,98	0,33	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04
Mai	1,04	0,49	- 0,55	1,75	0,25	- 1,50	0,51	0,43	- 0,08
Juin	1,07	0,68	- 0,39	1,95	0,32	- 1,63	0,73	0,54	- 0,19
Juillet	1,11	0,62	- 0,49	1,84	0,21	- 1,63	0,57	0,41	- 0,16
Août	1,19	0,64	- 0,55	1,33	0,27	- 1,06	0,76	0,37	- 0,39
Septembre	1,14	0,77	- 0,37	1,09	0,32	- 0,77	0,52	0,57	+ 0,05
Octobre	0,94	0,72	- 0,22	1,17	0,26	- 0,91	0,66	0,62	- 0,04
Novembre	0,97	0,73	- 0,24	1,02	0,33	- 0,69	0,59	0,42	- 0,17
Décembre	1,01	0,71	- 0,30	1,40	0,32	- 1,08	0,76	0,82	+ 0,06
1967 Janvier	1,16	0,82	- 0,34	0,94	0,21	- 0,73	0,56	0,56	...
Février	0,97	0,60	- 0,37	0,64	0,20	- 0,44	0,48	0,41	- 0,07
Mars	1,27	0,60	- 0,67	0,63	0,25	- 0,38	0,62	0,52	- 0,10
Avril	1,34	0,59	- 0,75	0,47	0,22	- 0,25	0,47	0,68	+ 0,21
Mai	1,34	0,58	- 0,76	1,42	0,28	- 1,14	0,51	0,68	+ 0,17
Juin		0,66			0,33			0,71	

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltext. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,6	266,4	283,0	- 16,6
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	10,7	2,6	+ 8,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	5,3	—	+ 5,3
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	0,1	1,6	- 1,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,4	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	12,6	12,9	- 0,3
1.4 Autres frais de transport	- 0,2	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	4,8	4,4	+ 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger ³	- 2,1	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 4,1	11,5	16,0	- 4,5
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	15,2	14,1	+ 1,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	6,3	6,1	+ 0,2
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	5,4	1,4	+ 4,0
1.82 Autres	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	22,0	22,1	- 0,1
Total 1 ...	+ 1,8	+ 3,4	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	360,3	364,2	- 3,9
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	7,1	5,5	+ 1,6
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	0,3	2,8	- 2,5
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	7,4	8,3	- 0,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 1,7	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	—	1,8	- 1,8
3.112 Autres opérations	- 3,4	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	5,0	5,4	- 0,4
3.12 Avoirs	- 0,2	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	0,1	0,4	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	+ 0,3	...	+ 1,0	...	...	...	...
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	5,1	7,6	- 2,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	1,0	0,3	+ 0,7
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	2,0	1,0	+ 1,0
4.3 Secteur privé ³ (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	- 4,7	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	—	6,5	- 6,5
4.312 Investissements directs	+ 1,8	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 2,0	—	0,4	- 0,4
4.313 Immeubles	+ 1,8	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 1,3	—	1,7	- 1,7
4.314 Autres	+ 1,8	- 0,8	- 4,0	- 5,4	+ 1,0	—	1,0	- 1,0
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	—	0,2	- 0,2
4.322 Investissements directs	+ 3,5	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 7,1	7,0	—	+ 7,0
4.323 Immeubles	+ 3,5	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,2	—	0,3	- 0,3
4.324 Autres	+ 3,5	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,7	0,7	—	+ 0,7
4.33 Investissements et placements non ventilés	- 0,4	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	0,6	—	+ 0,6
Total 4 ...	+ 3,8	+ 0,4	+ 2,1	+ 8,8	+ 7,0	11,3	11,4	- 0,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,5	- 0,3	1,0	—	+ 1,0
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+ 4,2	...	+ 10,7	+ 8,5	385,1	391,5	- 6,4
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,2	—	—	- 1,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	+ 12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	—	—	+ 1,7
6.22 Autres	- 11,6	+ 5,7	- 11,3	- 2,0	- 0,7	—	—	- 7,0

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.
⁴ Pour 1961, sont seuls disponibles, des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, depuis 1962, sont inclus dans la rubrique 1.4.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1965			1966				1967	
	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p	2e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	...	- 3,3	- 0,7	- 4,3	- 3,4	- 5,0	- 3,9	...	- 0,7
1.12 Travail à façon	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,7	+ 2,3	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,0	+ 2,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,3	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,7	+ 1,4
1.2 Or non monétaire	- 0,4	- 0,7	- 0,3	- 0,6	- 0,2	- 0,5	- 0,2	- 0,5	- 0,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	+ 0,1	- 0,2	- 0,3	- 0,1	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 0,3
1.4 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2
1.5 Déplacements à l'étranger	- 1,2	- 2,2	- 0,3	- 0,7	- 1,1	- 2,7	...	- 0,5	- 1,7
1.6 Revenus d'investissements	- 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,2	- 0,6	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,2	- 0,8
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,3	+ 0,4	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,4	- 0,3	+ 0,1	+ 1,0
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0
1.82 Autres	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1
Total 1 ...	+ 2,3	- 1,4	+ 2,2	- 0,3	- 0,9	- 2,0	- 0,7	+ 4,7	+ 2,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,2
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,7	- 0,5	- 0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,6	- 0,6
Total 2 ...	+ 0,1	+ 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 0,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,4	- 0,6	- 0,4	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,5
3.112 Autres opérations	+ 0,2	+ 0,6	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,9	+ 1,3	- 2,1	- 1,6
3.12 Avoirs	- 0,1	...	- 0,4	...	+ 0,1	...	- 0,4	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	+ 0,5	- 0,6	...	...	...	...	...	- 0,4	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,8	- 0,6	- 0,9	- 1,1	- 0,7	- 1,4	+ 0,7	- 3,1	- 2,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation ..	+ 1,2	+ 0,4	...	+ 0,5	...	+ 0,2	...	- 0,1	...
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,3	+ 0,8	- 0,3	+ 0,2	+ 2,4	- 1,0
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 2,3	- 1,3	- 1,0	- 1,9	- 1,2	- 1,1
4.312 Investissements directs	- 0,5	- 0,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,1	- 1,1	- 0,5
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,4
4.314 Autres	+ 0,5	...	+ 1,1	- 0,3	- 0,2	- 0,5	...	...	+ 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,2	+ 0,6
4.322 Investissements directs	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,8	+ 2,1	+ 2,1	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,9	+ 1,5
4.323 Immeubles .....	...	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,1	...	...	+ 0,1
4.324 Autres	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,1
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2
Total 4 ...	+ 2,6	+ 1,1	+ 2,0	+ 0,3	+ 0,8	- 0,1	- 1,1	+ 2,3	- 0,1
5. Erreurs et omissions	- 0,4	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 0,5	...	+ 2,0
Total 1 à 5 ...	+ 3,8	- 0,4	+ 3,5	- 1,0	- 0,8	- 3,8	- 0,8	+ 3,6	+ 1,8
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 1,9	+ 2,2	- 1,4	- 0,3	- 0,6	- 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	+ 7,1	- 0,4	+ 2,8	- 3,1	+ 3,3	- 1,2	+ 2,7	- 0,5	+ 5,3
6.22 Autres	- 1,4	- 2,2	+ 2,1	+ 2,4	- 3,5	- 2,0	- 3,9	+ 3,7	- 4,7

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

IX. - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1967			1967			1966	1967
	1er trimestre			2e trimestre			6 premiers mois	p
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	68,2	68,2	...	73,3	74,0	- 0,7	- 7,7	- 0,7
1.12 Travail à façon	2,8	0,8	+ 2,0	2,8	0,7	+ 2,1	+ 4,1	+ 4,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	1,7	—	+ 1,7	1,4	—	+ 1,4	+ 3,3	+ 3,1
1.2 Or non monétaire	0,1	0,6	- 0,5	0,1	0,6	- 0,5	- 0,8	- 1,0
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	3,3	3,0	+ 0,3	3,5	3,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6
1.4 Autres frais de transport	1,1	1,0	+ 0,1	1,4	1,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,3
1.5 Déplacements à l'étranger	2,4	2,9	- 0,5	3,2	4,9	- 1,7	- 1,8	- 2,2
1.6 Revenus d'investissements	3,2	3,0	+ 0,2	4,0	4,8	- 0,8	- 0,4	- 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,0	1,9	+ 0,1	2,7	1,7	+ 1,0	+ 0,1	+ 1,1
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	1,5	0,3	+ 1,2	1,4	0,4	+ 1,0	+ 1,9	+ 2,2
1.82 Autres	5,8	5,7	+ 0,1	6,3	6,2	+ 0,1	...	+ 0,2
Total 1 ...	92,1	87,4	+ 4,7	100,1	97,7	+ 2,4	- 1,2	+ 7,1
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	1,6	1,3	+ 0,3	1,8	1,6	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,5
2.2 Transferts de l'Etat .....	...	0,6	- 0,6	0,1	0,7	- 0,6	- 1,1	- 1,2
Total 2 ...	1,6	1,9	- 0,3	1,9	2,3	- 0,4	- 0,4	- 0,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,6	- 0,6	—	0,5	- 0,5	- 1,1	- 1,1
3.112 Autres opérations .....	...	2,1	- 2,1	1,1	2,7	- 1,6	- 0,8	- 3,7
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	0,4	- 0,4	...	...	...	...	- 0,4
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	3,1	- 3,1	1,1	3,2	- 2,1	- 1,8	- 5,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,1	- 0,1	0,2	0,2	...	+ 0,5	- 0,1
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	3,0	0,6	+ 2,4	0,5	1,5	- 1,0	+ 1,1	+ 1,4
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	—	1,2	- 1,2	—	1,1	- 1,1	- 3,6	- 2,3
4.312 Investissements directs	—	1,1	- 1,1	—	0,5	- 0,5	+ 0,3	- 1,6
4.313 Immeubles	—	0,4	- 0,4	—	0,4	- 0,4	- 0,8	- 0,8
4.314 Autres .....	...	—	...	0,6	—	+ 0,6	- 0,5	+ 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	0,2	—	+ 0,2	0,6	—	+ 0,6	- 0,2	+ 0,8
4.322 Investissements directs	1,9	—	+ 1,9	1,5	—	+ 1,5	+ 4,2	+ 3,4
4.323 Immeubles .....	—	...	...	0,1	—	+ 0,1	- 0,2	+ 0,1
4.324 Autres	0,5	—	+ 0,5	—	0,1	- 0,1	...	+ 0,4
4.33 Investissements et placements non ventilés	0,1	—	+ 0,1	0,2	—	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,3
Total 4 ...	5,7	3,4	+ 2,3	3,7	3,8	- 0,1	+ 1,1	+ 2,2
5. Erreurs et omissions (nettes) .....	—	...	...	2,0	—	+ 2,0	+ 0,5	+ 2,0
Total 1 à 5 ...	99,4	95,8	+ 3,6	108,8	107,0	+ 1,8	- 1,8	+ 5,4
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 0,4	—	—	+ 1,2	- 0,9	+ 1,6
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	- 0,5	—	—	+ 5,3	+ 0,2	+ 4,8
6.22 Autres	—	—	+ 3,7	—	—	- 4,7	- 1,1	- 1,0

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	lires italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1966 2 ^e trimestre	49,81	10,16	139,06	13,74	11,53	12,41	7,98	9,66	6,96	7,21	46,258	46,256	173,42	192,78	83,07
3 ^e trimestre	49,78	10,14	138,82	13,78	11,51	12,47	7,98	9,63	6,96	7,19	46,285	46,285	173,13	192,88	83,07
4 ^e trimestre	50,00	10,11	139,54	13,82	11,56	12,57	8,00	9,67	7,00	7,24	46,229	46,228	174,02	193,41	83,47
1967 1 ^{er} trimestre	49,82	10,07	139,17	13,79	11,50	12,53	7,97	9,64	6,97	7,20	46,093	46,093	173,55	192,67	83,10
2 ^e trimestre	49,66	10,09	138,82	13,77	11,50	12,49	7,95	9,64	6,95	7,18	45,909	45,908	173,10	192,20	82,78
1966 Juillet	49,73	10,15	138,67	13,79	11,52	12,46	7,97	9,62	6,95	7,18	46,261	46,261	172,96	192,71	82,93
Août	49,69	10,14	138,59	13,76	11,49	12,45	7,97	9,62	6,95	7,17	46,221	46,221	172,84	192,55	82,94
Septembre	49,90	10,14	139,19	13,79	11,53	12,51	8,00	9,66	6,98	7,22	46,373	46,371	173,58	193,36	83,33
Octobre	49,99	10,13	139,58	13,81	11,53	12,55	8,00	9,67	7,00	7,24	46,312	46,312	174,07	193,57	83,47
Novembre	49,97	10,11	139,46	13,81	11,57	12,57	8,00	9,66	6,99	7,23	46,177	46,176	173,92	193,22	83,41
Décembre	50,03	10,11	139,59	13,83	11,57	12,59	8,01	9,67	7,00	7,25	46,195	46,196	174,08	193,44	83,51
1967 Janvier	50,00	10,10	139,53	13,84	11,55	12,57	8,00	9,67	6,99	7,23	46,297	46,297	173,99	193,25	83,43
Février	49,74	10,06	138,98	13,78	11,47	12,52	7,96	9,63	6,95	7,19	46,035	46,035	173,30	192,36	82,97
Mars	49,70	10,04	138,98	13,76	11,47	12,51	7,96	9,63	6,95	7,19	45,935	45,935	173,32	192,36	82,88
Avril	49,70	10,05	139,11	13,76	11,49	12,51	7,96	9,64	6,95	7,19	45,914	45,914	173,47	192,30	82,85
Mai	49,63	10,09	138,82	13,77	11,50	12,48	7,95	9,63	6,94	7,17	45,868	45,866	173,09	192,12	82,74
Juin	49,64	10,12	138,56	13,78	11,50	12,47	7,95	9,64	6,95	7,17	45,942	45,941	172,78	192,17	82,75
Juillet	49,63	10,12	138,34	13,78	11,48	12,41	7,95	9,64	6,94	7,15	46,033	46,032	172,47	192,29	82,77
Août	49,63	10,12	138,23	13,80	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,125	46,125	172,33	192,29	82,84

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 août 1967

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹		Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
			vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
					en francs belges		
Autriche	26,—	sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,—	FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714	C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706	FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,—	DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,—	Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,—	C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,—	Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62	Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286	C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75	Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,—	Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321	C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282	F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,—	L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80	£ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses ₃	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1961	120,4	126,0	- 5,6	0,4	14,6	- 14,2	- 19,8
1962	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1965 6 premiers mois ...	78,8	87,7	- 8,9	...	12,4	- 12,4	- 21,3
7 premiers mois ...	102,3	103,4	- 1,1	...	14,2	- 14,2	- 15,3
8 premiers mois ...	113,6	114,8	- 1,2	...	16,3	- 16,3	- 17,5
9 premiers mois ...	126,6	128,4	- 1,8	...	18,4	- 18,4	- 20,2
10 premiers mois ...	140,5	143,3	- 2,8	...	19,7	- 19,7	- 22,5
11 premiers mois ...	154,5	158,7	- 4,2	...	21,6	- 21,6	- 25,8
12 mois	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966 1 ^{er} mois	19,3	16,2	+ 3,1	...	1,3	- 1,3	+ 1,8
2 premiers mois ...	32,6	32,8	- 0,2	...	3,7	- 3,7	- 3,9
3 premiers mois ...	48,1	48,5	- 0,4	...	5,4	- 5,4	- 5,8
4 premiers mois ...	62,6	66,4	- 3,8	0,1	7,0	- 6,9	- 10,7
5 premiers mois ...	76,8	81,7	- 4,9	0,1	8,9	- 8,8	- 13,7
6 premiers mois ...	93,7	100,5	- 6,8	0,2	10,8	- 10,6	- 17,4
7 premiers mois ...	119,9	119,3	+ 0,6	0,3	12,9	- 12,6	- 12,0
8 premiers mois ...	134,0	134,5	- 0,5	0,4	15,4	- 15,0	- 15,5
9 premiers mois ...	149,5	150,4	- 0,9	0,4	17,5	- 17,1	- 18,0
10 premiers mois ...	165,5	170,0	- 4,5	0,5	19,9	- 19,4	- 23,9
11 premiers mois ...	181,4	185,1	- 3,7	0,5	21,9	- 21,4	- 25,1
12 mois	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 1 ^{er} mois	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2
2 premiers mois ...	36,5	37,7	- 1,2	0,1	4,8	- 4,7	- 5,9
3 premiers mois ...	53,7	56,4	- 2,7	0,1	7,5	- 7,4	- 10,1
4 premiers mois ...	69,8	74,6	- 4,8	0,1	9,0	- 8,9	- 13,7

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																		
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4 (4) = (1) + (2) + (3)	Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante									Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie 17	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges 5	en devises 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges						en devises 14	Total (15) = (8) + (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	Congo, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12	Office des chèques postaux 13						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)		
1961	-19,8	- 2,5	- 0,1	-22,4	+13,0	+ 2,2	+15,2	...	+ 0,4	+ 3,2	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,4	+ 1,2	+ 6,3	+ 0,5	+ 0,4	+22,4	
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7	
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3	
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0	
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3	
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7	
1965	6 premiers mois	-21,3	+ 2,1	- 3,4	-22,6	+14,3	...	+14,3	...	+ 3,5	+10,4	...	...	- 4,1	- 1,1	+ 8,7	+ 0,1	- 0,5	+22,6
	7 premiers mois	-15,3	- 0,5	- 3,9	-19,7	+14,3	...	+14,3	...	+ 3,5	+ 7,9	...	- 0,3	- 3,8	- 1,7	+ 5,6	- 0,6	+ 0,4	+19,7
	8 premiers mois	-17,5	+ 0,4	- 4,5	-21,6	+14,3	...	+14,3	...	+ 7,3	+ 7,8	...	- 0,1	- 6,0	- 1,7	+ 7,3	- 0,1	+ 0,1	+21,6
	9 premiers mois	-20,2	+ 1,3	- 4,9	-23,8	+14,3	...	+14,3	...	+ 8,9	+ 8,4	...	- 0,1	- 6,1	- 1,7	+ 9,4	...	+ 0,1	+23,8
	10 premiers mois	-22,5	- 0,4	- 5,3	-28,2	+22,6	...	+22,6	...	+ 7,6	+ 5,7	...	- 0,1	- 4,6	- 1,7	+ 6,9	- 2,5	+ 1,2	+28,2
	11 premiers mois	-25,8	+ 0,2	- 6,0	-31,6	+22,3	...	+22,3	...	+ 6,8	+ 5,5	...	+ 1,2	- 4,3	- 1,5	+ 7,7	+ 0,2	+ 1,4	+31,6
	12 mois	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	1 ^{er} mois	+ 1,8	- 0,6	- 0,6	+ 0,6 ⁶	...	...	...	+ 2,7	+ 2,2	...	...	- 2,3	- 0,4	+ 2,2	+ 0,3	- 3,1	- 0,6	
	2 premiers mois	- 3,9	- 1,2	- 1,2	- 6,3	+ 6,9	...	+ 6,9	...	+ 1,4	+ 2,5	...	...	- 4,8	- 0,4	- 1,3	+ 0,9	- 0,2	+ 6,3
	3 premiers mois	- 5,8	- 0,1	- 1,8	- 7,7	+ 6,6	...	+ 6,6	...	+ 0,8	+ 3,2	...	- 0,1	- 3,9	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0	- 0,6	+ 7,7
	4 premiers mois	-10,7	- 0,6	- 2,4	-13,7	+ 6,6	...	+ 6,6	...	+ 3,4	+ 4,2	...	- 0,1	- 2,0	+ 1,6	+ 7,1	...	...	+13,7
	5 premiers mois	-13,7	- 0,7	- 2,9	-17,3	+15,5	...	+15,5	...	+ 2,5	+ 0,8	...	- 0,1	- 1,7	+ 1,1	+ 2,6	+ 0,3	- 1,1	+17,3
	6 premiers mois	-17,4	+ 1,2	- 3,4	-19,6	+13,7	...	+13,7	...	+ 3,0	+ 3,6	...	- 0,1	- 1,4	+ 1,4	+ 6,5	+ 0,2	- 0,8	+19,6
	7 premiers mois	-12,0	+ 1,1	- 4,0	-14,9	+13,3	...	+13,3	...	+ 1,6	...	...	- 0,1	- 1,5	+ 1,4	+ 1,4	+ 0,8	- 0,6	+14,9
	8 premiers mois	-15,5	+ 0,2	- 4,5	-19,8	+13,3	...	+13,3	...	+ 5,0	+ 3,0	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,0	+ 5,9	+ 1,0	- 0,4	+19,8
	9 premiers mois	-18,0	+ 0,3	- 4,9	-22,6	+25,2	...	+25,2	...	+ 1,6	- 2,5	...	- 0,1	- 4,8	+ 2,7	- 3,1	+ 1,0	- 0,5	+22,6
	10 premiers mois	-23,9	...	- 5,5	-29,4	+22,8	...	+22,8	...	+ 3,2	- 0,3	...	- 0,1	- 2,4	+ 5,5	+ 5,9	+ 0,9	- 0,2	+29,4
	11 premiers mois	-25,1	+ 0,9	- 7,1	-31,3	+22,1	...	+22,1	...	+ 3,4	+ 4,1	...	+ 0,3	- 4,6	+ 5,6	+ 8,8	+ 1,0	- 0,6	+31,3
	12 mois	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967	1 ^{er} mois	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8	
	2 premiers mois	- 5,9	- 2,9	- 1,0	- 9,8	+ 8,1	...	+ 8,1	...	- 1,7	+12,2	...	- 0,2	- 6,6	- 1,4	+ 2,3	+ 0,2	- 0,8	+ 9,8
	3 premiers mois	-10,1	- 1,5	- 1,5	-13,1	+ 8,0	...	+ 8,0	...	- 1,8	+15,1	...	- 0,3	- 6,3	- 1,5	+ 5,2	+ 0,3	- 0,4	+13,1
	4 premiers mois	-13,7	- 2,1	- 2,1	-17,9	+ 7,4	...	+ 7,4	...	- 2,3	+17,6	...	- 0,4	- 3,9	- 1,6	+ 9,4	- 0,2	+ 1,3	+17,9

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes para-étatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes.

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

6 Boni.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5					Recours aux marchés étrangers 6
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché 6	des autres engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 8			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)		
1961	- 19,8	- 7,0	- 26,8	+ 9,5	- 17,3	+ 10,3	- 0,7	+ 4,2	+ 13,8	+ 3,5	
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8	
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5	
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1965 7 prem. mois	- 15,3	- 4,5	- 19,8	+ 8,3	- 11,5	+ 8,9	- 1,2	+ 7,4	+ 15,1	- 3,6	
8 prem. mois	- 17,5	- 4,4	- 21,9	+ 8,9	- 13,0	+ 8,4	- 0,3	+ 8,8	+ 16,9	- 3,9	
9 prem. mois	- 20,2	- 4,3	- 24,5	+ 10,0	- 14,5	+ 7,8	...	+ 11,0	+ 18,8	- 4,3	
10 prem. mois	- 22,5	- 5,4	- 27,9	+ 11,2	- 16,7	+ 15,2	+ 0,2	+ 5,4	+ 20,8	- 4,1	
11 prem. mois	- 25,8	- 6,6	- 32,4	+ 13,2	- 19,2	+ 14,7	+ 0,2	+ 8,5	+ 23,4	- 4,2	
12 mois	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966 1 ^{er} mois	+ 1,8	- 1,7	+ 0,1	+ 1,7	+ 1,8	- 4,2	...	+ 2,4	- 1,8	...	
2 prem. mois	- 3,9	- 2,8	- 6,7	+ 3,1	- 3,6	+ 4,2	...	- 0,3	+ 3,9	- 0,3	
3 prem. mois	- 5,8	- 2,8	- 8,6	+ 4,1	- 4,5	+ 3,2	...	+ 1,1	+ 4,3	+ 0,2	
4 prem. mois	- 10,7	- 3,3	- 14,0	+ 5,2	- 8,8	+ 2,3	+ 0,2	+ 5,4	+ 7,9	+ 0,9	
5 prem. mois	- 13,7	- 5,2	- 18,9	+ 5,8	- 13,1	+ 10,9	+ 0,2	+ 1,6	+ 12,7	+ 0,4	
6 prem. mois	- 17,4	- 3,5	- 20,9	+ 7,2	- 13,7	+ 7,9	+ 0,2	+ 5,2	+ 13,3	+ 0,4	
7 prem. mois	- 12,0	- 3,8	- 15,8	+ 8,3	- 7,5	+ 6,5	+ 0,2	+ 1,0	+ 7,7	- 0,2	
8 prem. mois	- 15,5	- 5,0	- 20,5	+ 9,4	- 11,1	+ 5,6	+ 0,6	+ 4,8	+ 11,0	+ 0,1	
9 prem. mois	- 18,0	- 5,5	- 23,5	+ 10,3	- 13,2	+ 16,9	+ 0,8	- 4,9	+ 12,8	+ 0,4	
10 prem. mois	- 23,9	- 6,3	- 30,2	+ 11,9	- 18,3	+ 13,1	+ 0,8	+ 1,4	+ 15,3	+ 3,0	
11 prem. mois	- 25,1	- 7,6	- 32,7	+ 13,4	- 19,3	+ 11,2	+ 0,8	+ 3,9	+ 15,9	+ 3,4	
12 mois	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,2	+ 3,5	- 1,8	
2 prem. mois	- 5,9	- 5,0	- 10,9	+ 3,3	- 7,6	+ 5,3	...	+ 5,8	+ 11,1	- 3,5	
3 prem. mois	- 10,1	- 3,7	- 13,8	+ 4,4	- 9,4	+ 4,4	...	+ 9,3	+ 13,7	- 4,3	
4 prem. mois	- 13,7	- 4,8	- 18,5	+ 5,7	- 12,8	+ 4,3	+ 0,2	+ 12,8	+ 17,3	- 4,5	

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes. A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7	
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6	
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7	
1966 6 mois	24,8	+ 0,8	16,2	+ 0,8	38,2	- 0,9	79,2	+ 0,7	
1967 6 mois	38,6	+ 0,6	19,0	+ 1,4	43,0	- 0,4	100,6	+ 1,6	
Exercice 1966	1966 Janvier	3,5	+ 0,1	2,0	+ 0,2	5,8	- 0,3	11,3	...
	Février	2,7	...	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	10,8	- 0,3
	Mars	3,1	+ 0,1	3,0	+ 0,4	7,0	+ 0,2	13,1	+ 0,7
	Avril	4,7	+ 0,1	3,0	...	6,4	- 0,4	14,1	- 0,3
	Mai	4,3	+ 0,1	2,8	...	6,5	+ 0,1	13,6	+ 0,2
	Juin	6,5	+ 0,4	2,9	+ 0,1	6,9	- 0,1	16,3	+ 0,4
	Juillet	16,6	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,1	- 0,1	25,4	+ 0,2
	Août	4,6	+ 0,3	2,8	...	6,2	+ 0,5	13,6	+ 0,8
	Septembre	4,6	+ 0,2	3,2	+ 0,2	7,0	...	14,8	+ 0,4
	Octobre	5,9	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,9	...	15,5	+ 0,3
	Novembre	5,5	+ 0,6	2,8	- 0,1	6,9	+ 0,3	15,2	+ 0,8
	Décembre	5,0	+ 0,2	3,3	+ 0,2	7,4	+ 0,1	15,7	+ 0,5
Ex. 1967	1967 Janvier	11,4	- 0,3	2,9	+ 0,2	6,5	- 0,2	20,8	- 0,3
	Février	4,8	+ 0,1	2,8	+ 0,1	6,8	...	14,4	+ 0,2
	Mars	4,8	- 0,1	3,3	+ 0,2	8,1	+ 0,5	16,2	+ 0,6
	Avril	5,1	+ 0,2	3,2	+ 0,1	7,4	- 0,1	15,7	+ 0,2
	Mai	5,1	+ 0,3	3,2	+ 0,2	6,8	- 0,3	15,1	+ 0,2
	Juin	7,4	+ 0,4	3,6	+ 0,6	7,4	- 0,3	18,4	+ 0,7
	Juillet	17,3	- 0,5	2,7	- 0,2	6,6	- 0,2	26,6	- 0,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1966 ²		Exercice 1966 : juillet 1966		Exercice 1967 : juillet 1967	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	67,1	63,8	16,6	16,1	17,3	17,8
précompte immobilier	0,8	0,8	0,1	0,1	...	...
précompte mobilier	6,1	5,9	0,6	0,6	0,8	0,6
précompte professionnel	30,0	28,8	3,2	3,0	3,5	3,3
versements anticipés	14,0	13,7	11,7	11,4	11,8	12,6
impôts des personnes physiques (rôles)	6,9	6,4	0,4	0,4	0,7	0,6
impôts des sociétés (rôles)	1,8	1,3	0,2	0,2	0,2	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	4,2	4,2	0,3	0,3	0,3	0,4
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime) .....	...	...	...	...	...	...
divers ³	3,3	2,7	0,1	0,1	...	0,1
II. Douanes et accises	33,7	33,1	2,7	2,9	2,7	2,9
dont : douanes	8,2	8,0	0,6	0,6	0,6	0,7
accises	24,0	24,9	2,0	2,3	2,0	2,2
taxes spéciales de consommat.	1,2	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	78,6	78,8	6,1	6,2	6,6	6,8
dont : enregistrement	6,7	6,4	0,6	0,5	0,5	0,6
successions	3,2	3,1	0,2	0,3	0,4	0,3
timbres et taxes assimilées	67,9	68,7	5,2	5,3	5,7	5,8
Total ...	179,4	175,7	25,4	25,2	26,6	27,5
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 3,7		+ 0,2		- 0,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N.P. - Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1965 6 premiers mois	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1967 3 premiers mois	7,0	3,0	7,1	17,1	0,78
6 premiers mois	6,4	3,2	7,2	16,8	0,67
1966 Juin	6,5	2,9	6,9	16,3	0,60
Juillet	16,6	2,7	6,1	25,4	11,68
Août	4,6	2,8	6,2	13,6	0,06
Septembre	4,6	3,2	7,0	14,8	0,01
Octobre	5,9	2,7	6,9	15,5	0,43
Novembre	5,5	2,8	6,9	15,2	0,03
Décembre	5,0	3,3	7,4	15,7	0,25
1967 Janvier	11,4	2,9	6,5	20,8	2,13
Février	4,8	2,8	6,8	14,4	0,08
Mars	4,8	3,3	8,1	16,2	0,13
Avril	5,1	3,2	7,4	15,7	0,69
Mai	5,1	3,2	6,8	15,1	0,09
Juin	7,4	3,6	7,4	18,4	0,88
Juillet	17,3	2,7	6,6	26,6	11,76

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Eurundi.

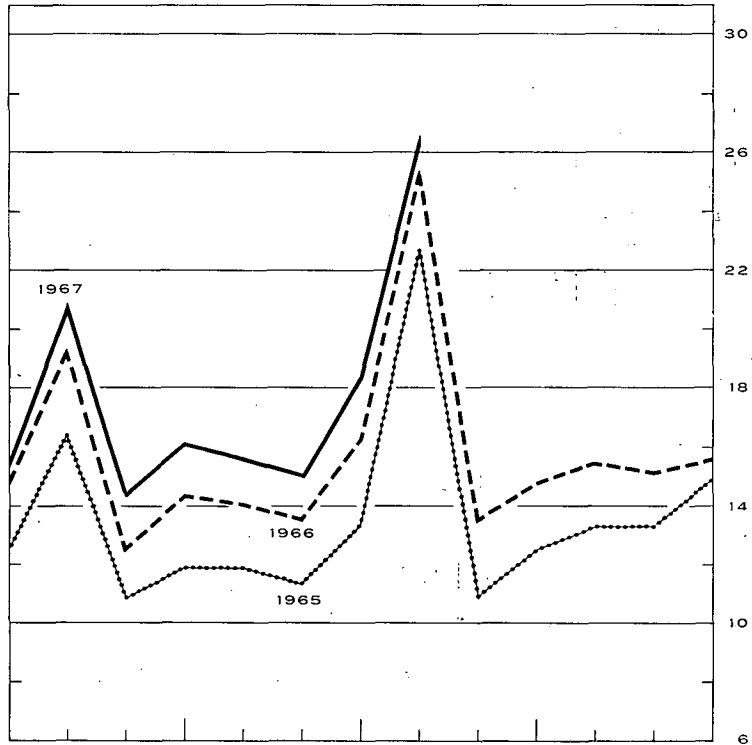
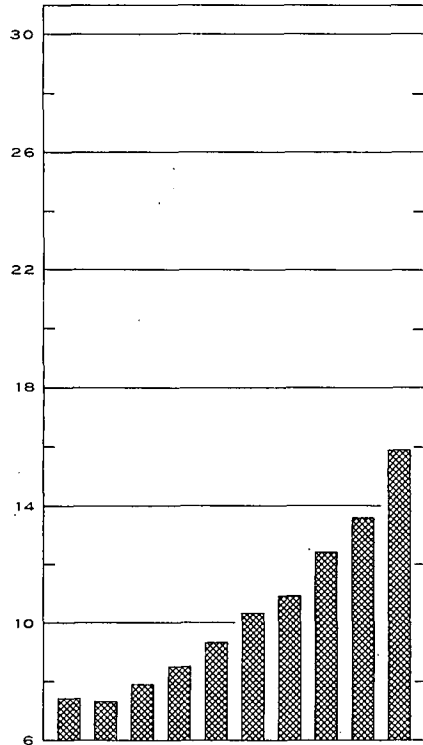
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1966 : « Les budgets de 1966 et 1967 » et XLII^e année, vol. I n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ».

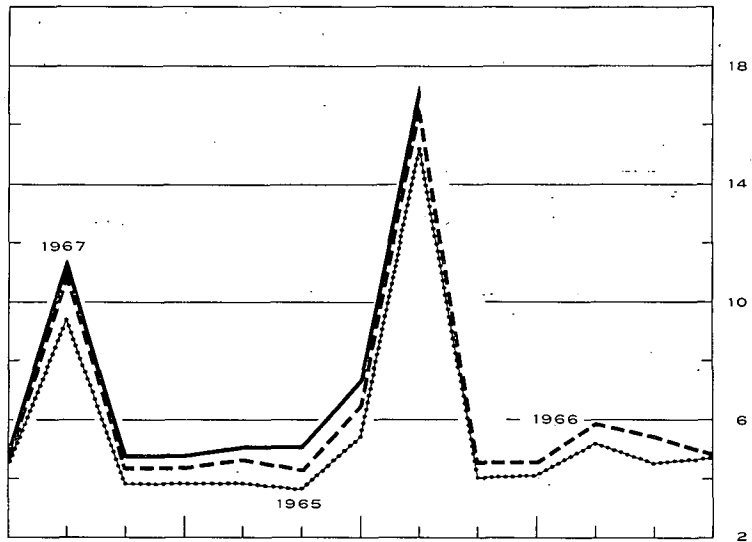
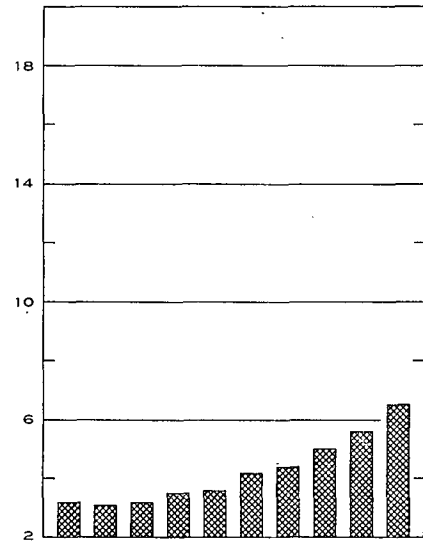
XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)

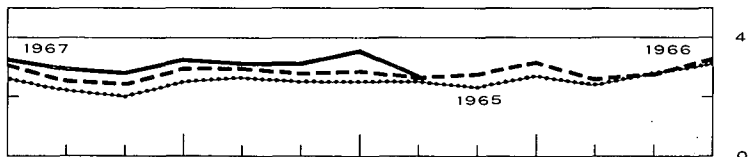
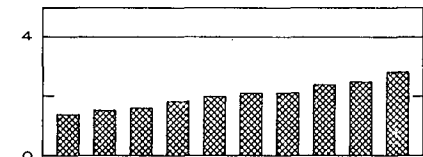
RECETTES TOTALES



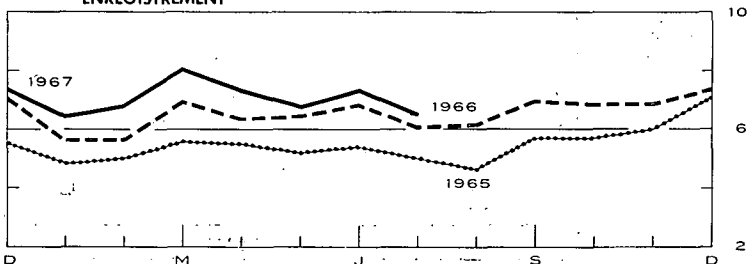
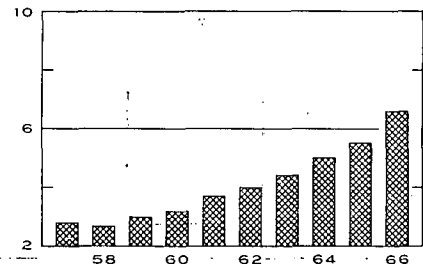
CONTRIBUTIONS DIRECTES



DOUANES ET ACCISES



ENREGISTREMENT



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963 ¹

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (18) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéter- minés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Para- étatiques d'exploit- ation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Orga- nismes moné- taires (7)	Fonds des Rentés (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
															Secteurs indéter- minés et ajustements (12)	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (1) à (12)		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE		Secteurs nationaux non financiers														
		Entreprises et particuliers (1)		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	44,5	—	3,2	—	1,7	6,3	55,9
				Engagements en comptes courants ou d'avances ...	7,7	—	—	—	...	42,2	—	0,1	—	0,9	...	50,9
				Obligations ...	10,8	—	1,0	15,7	27,5
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,1	0,1	...	...	...	...	—	95,3	31,1	92,0	...	226,6
		Divers ...	...	1,2	1,6	0,1	13,5	...	—	2,7	3,0	0,6	...	22,7	
		(Actions et parts) ...	(181,4)	(0,3)	(...)	(0,2)	...	(0,6)	(—)	(1,1)	(2,8)	(—)	(...)	(186,4)		
		Total ...	26,6	1,4	1,6	0,1	13,5	...	86,8	—	102,2	49,8	95,3	6,3	383,6	
Parastatiques d'exploitation (2)		Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	0,6	...	...	...	0,6
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	...	...	1,8	—	...	...	0,4	...	2,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	0,5	0,2	—	...	...	0,1	...	0,7
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,9	0,3	...	...	4,0	2,2	0,9	3,6	5,2	0,4	...	32,5
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	0,2	...	0,1	...	0,5	1,2	...	0,6	4,3	0,1	7,0	
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	9,0	...	9,8
		Divers ...	5,3	...	5,1	0,2	1,8	...	—	...	...	0,1	0,7	13,2
		(Actions et parts) ...	(0,8)	...	(14,5)	(5,1)	(...)	(...)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,9)	(21,7)		
		Total ...	21,3	0,5	5,1	0,4	...	7,3	5,4	0,9	4,8	9,7	9,9	0,8	66,2	
Etat (Trésor) (3)		Fonds de tiers ...	2,3	...	—	1,1	...	...	38,7	...	...	0,1	4,8	47,1
		Certificats à court terme ...	...	0,7	—	0,1	...	19,9	36,2	2,7	5,4	...	8,7	73,7	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	107,1	2,4	—	1,7	1,1	10,3	37,8	5,1	35,2	39,0	8,7	249,8		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	16,5	57,9	...	2,4	2,0	1,7	82,7
		Divers ...	...	0,8	—	...	0,9	7,4	...	...	...	0,4	0,4	9,9
		Total ...	109,4	3,9	—	3,0	2,1	54,1	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	8,4	463,2	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)		Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	4,3	—	...	...	...	4,3
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,7	...	0,1	...	0,5	0,5	1,0	1,6	6,8	1,0	27,7		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	8,2	2,9	...	11,1
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	4,8	...	...	...	...	...	...	0,6	...	49,5	54,8
		Divers ...	1,9	0,4	2,8	...	...	...	...	—	...	...	0,6	8,7
		Total ...	17,4	5,9	2,8	0,1	...	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	3,0	106,5	
Sécurité sociale (5)		Réserves de sécurité sociale ...	16,0	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	16,0		
		Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	0,5	...	1,1	...	1,4	7,3	...	11,7
		Divers ...	5,2	...	2,5	...	2,6	...	...	...	...	0,1	...	12,9
		Total ...	21,2	...	2,5	...	3,1	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	3,8	40,9	
Etranger (6)		Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...
		Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	...	...	...	...	10,1	—	0,8	...	1,7	14,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	4,5	—	0,2	...	...	4,7
		Autres emprunts à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	112,0	—	...	...	...	112,0
		Obligations ...	7,6	...	0,2	...	...	...	0,7	0,9	0,3	6,2	0,2	16,0
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	13,1	—	—	...	7,1	—	—	—	—	20,2		
		Divers ...	...	0,9	8,0	...	...	...	...	...	...	0,4	0,2	9,6
		(Actions et parts) ...	...	(0,2)	(0,4)	...	...	(—)	(1,1)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)
		Total ...	7,6	0,9	21,3	—	134,4	0,9	1,3	6,6	2,1	1,6	176,8	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

Organismes monétaires (7)	Monnaie	253,9	2,8	3,8	12,4	1,0	—	—	2,0	1,6	0,3	...	277,9	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,2	1,4	...	0,3	...	0,1	2,0
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	55,0	—	—	—	—	—	55,0	
	Dépôts en devises des résidents	9,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1	
	Dépôts sur livrets des résidents	29,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,3	
	Dépôts à terme des résidents	25,7	—	—	...	—	—	—	—	0,1	—	—	25,8	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	11,7	...	—	—	...	11,7	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	—	...	—	—	—	—	...	—	—	...	11,4	
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	...	...	...	...	9,6	9,8
	(Actions et parts)	(7,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	(8,6)	
Total ...	329,5	2,8	4,0	12,5	1,0	55,2	13,1	...	2,3	1,6	0,3	9,6	432,0	
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	0,2	—	0,2	...	...	0,9
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	...	6,5	—	—	—	—	6,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	0,6	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	2,8
	Total ...	—	...	2,8	...	...	0,4	7,4	—	0,2	...	...	10,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,8	...	...	...	0,8	—	—	...	0,6	0,3	...	5,5
	Dépôts sur livrets	138,4	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	138,4
	Dépôts à terme	0,9	1,0	...	...	3,5	—	—	...	...	...	0,6	6,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	...	—	—	—	—	...	...	...	...	11,1
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	4,6	...	0,1	...	...	—	0,1	...	0,1	...	...	3,1
	(Actions et parts)	(1,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0	
Total ...	159,4	1,0	0,1	...	4,3	—	0,1	...	0,1	0,6	0,3	3,7	169,6	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	18,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18,4	
	Réserves mathématiques	145,7	—	—	—	—	12,5	—	—	—	—	—	158,2	
	Divers	0,3	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,5	2,0
	Total ...	164,5	0,1	12,5	1,5	178,6
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	2,5	...	...	0,2	...	—	0,2	—	...	...	...	2,9
	Argent à très court terme	—	...	—	0,3	...	0,3	0,1	...	...	0,1	0,1	0,9
	Dépôts sur livrets	6,4	...	—	...	...	—	—	...	...	...	...	6,4
	Dépôts à terme	2,3	0,4	...	3,1	...	—	0,3	—	0,4	...	...	6,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	—	—	...	...	—	—	0,7	...	0,2	...	1,0
	Obligations accessibles à tout placeur	73,2	0,2	...	0,1	0,9	0,1	10,2	0,5	8,7	19,1	0,2	...	113,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	0,7	1,3	0,5	...	4,1	16,0	...	1,2	23,8
	Divers	3,0	...	10,3	0,1	...	1,7	0,7	—	0,3	5,5	21,7
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)
	Total ...	87,4	0,6	10,3	3,7	1,7	3,4	12,1	0,5	13,8	35,5	0,5	6,8	176,3
Secteurs indétermi- nés et ajustements (12)		— 4,2	2,1	1,9	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	—	20,7
	(1) =	940,0	19,2	50,6	19,8	27,6	137,7	446,3	11,8	181,4	164,3	180,9	45,6	2.225,3

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, n° 2, février 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)				
		Secteurs nationaux non financiers						Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)			
		Entreprises et particuliers (1)	Parasétatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
															données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	—	49,2	—	4,3	—	1,3	8,0	62,8	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	8,3	—	—	—	—	—	—	47,6	—	0,2	—	1,0	—	57,1
			Obligations ...	12,3	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	15,8	—	—	29,1
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,9	0,1	—	—	—	—	—	—	—	107,2	35,2	103,2	—	254,6
			Divers ...	1,5	—	1,7	0,1	18,0	—	—	—	—	1,6	4,1	0,6	—	27,7
	(Actions et parts) ...	(192,4)	(0,8)	(...)	(...)	(0,3)	(0,6)	(—)	(1,2)	(3,0)	(—)	(...)	(...)	(...)	(198,3)		
	Total ...	29,5	1,7	1,7	0,1	18,1	...	96,8	—	114,3	55,1	106,1	8,0	431,3			
	Parasétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,3	—	—	0,1	0,5		
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,5	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,3	—	2,1		
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	0,1	—	0,6		
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,9	0,5	—	—	4,0	2,0	0,8	3,7	5,1	0,6	—	—	32,5		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	0,1	0,7	2,6	—	0,5	4,1	—	—	0,3	8,6		
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	0,4	—	—	—	0,2	11,1	—	—	11,8			
	Divers ...	6,3	—	5,9	0,2	1,7	—	—	—	—	0,1	—	0,4	14,6			
	(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(14,7)	(5,5)	(...)	(0,1)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,9)	(...)	(22,7)			
	Total ...	22,6	0,8	5,9	0,4	7,4	6,0	0,8	4,5	9,4	12,1	0,8	70,7				
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	4,2	—	—	0,8	—	—	—	—	0,1	—	3,5	54,1			
		Certificats à court terme ...	—	0,5	—	0,2	—	16,9	36,8	4,1	4,3	—	6,0	1,5	70,4		
		Obligations accessibles à tout placeur ...	118,2	2,4	—	1,7	1,7	9,3	38,7	3,7	33,3	41,9	8,3	1,4	260,7		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	19,2	58,6	—	3,5	2,1	1,0	0,6	85,1		
Divers ...		—	0,7	—	—	1,6	6,3	—	—	—	0,5	0,2	—	9,2			
Total ...	122,4	3,7	—	2,6	3,3	51,7	179,7	7,8	41,1	44,5	15,6	7,0	479,5				
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	Obligations accessibles à tout placeur ...	14,4	0,6	—	0,1	—	0,5	—	1,2	1,7	6,6	1,2	—	27,0			
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	1,1	—	—	10,7	2,4	—	—	14,5			
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,0	—	—	—	—	—	—	0,7	—	55,5	—	61,1			
Divers ...	2,1	0,5	2,0	—	—	—	—	—	—	—	0,3	2,3	7,1				
Total ...	16,5	6,1	2,0	0,1	—	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	57,0	2,3	114,5				
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3			
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3			
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	9,0	—	1,6	13,2			
	Divers ...	4,6	—	1,1	—	—	3,6	—	—	—	0,3	—	2,7	12,4			
	Total ...	26,9	—	1,1	—	—	4,3	0,3	0,6	—	9,3	—	4,3	48,2			
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,1			
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	—	12,9	—	1,0	—	1,7	17,1			
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	4,1	—	0,2	—	—	4,3			
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	Obligations ...	7,8	—	0,1	—	—	—	—	—	129,2	—	—	—	129,2			
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	0,3	6,1	0,2	—	16,0	
	Divers ...	—	—	11,5	—	—	—	—	—	8,7	—	—	—	—	20,2		
	(Actions et parts) ...	—	0,9	8,1	—	—	—	—	—	—	—	0,8	0,2	—	10,0		
Total ...	7,8	(0,2)	(0,4)	—	—	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)	(...)	196,8			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	(1)													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	273,3	3,0	3,6	11,3	0,6	—	...	3,5	1,8	0,3	...	297,5	
	Argent à très court terme .....	—	—	—	...	...	1,5	1,3	...	...	...	...	2,8
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	—	66,2	
Dépôts en devises des résidents	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1	
Dépôts sur livrets des résidents	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6	
Dépôts à terme des résidents	29,4	—	—	...	—	—	—	—	—	0,1	—	—	29,5	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	15,5	...	—	—	...	...	15,5
Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	—	...	—	—	—	—	—	—	...	...	...	11,4
Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	...	10,9	11,2
(Actions et parts)	(9,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,7)	—	—	(0,1)	—	—	(10,2)	
Total ...	355,0	3,0	3,8	11,3	0,6	67,7	16,7	...	3,5	1,9	0,3	10,9	474,7	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	7,4	—	—	—	—	—	7,4	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	...	...	...	...	0,4
Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,7	—	...	...	...	0,1	10,6
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,8	...	...	0,2	2,3	—	—	...	0,6	0,2	...	7,0
Dépôts sur livrets	148,1	...	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	148,1
Dépôts à terme	1,3	1,0	...	...	3,7	—	—	—	...	...	0,3	...	6,4
Obligations (y compris les bons de caisse)	11,8	—	...	...	—	—	—	—	...	0,2	—	...	12,0
Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
Divers	5,8	...	...	0,5	...	0,2	0,1	...	0,1	...	...	2,8	9,5
(Actions et parts)	(1,6)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,6)	
Total ...	171,3	1,0	...	0,7	6,0	0,2	0,1	...	0,1	0,8	0,2	3,1	183,6	
Organ. d'assur.-vie et social du travail fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	21,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,3	
Réserves mathématiques	155,7	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	—	170,2	
Divers	0,3	...	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	...	2,0	2,7
Total ...	177,3	...	0,2	...	0,1	14,4	...	...	...	...	...	2,0	194,1
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	2,7	...	...	0,2	...	0,2	—	...	...	...	...	3,1
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	0,3	0,7
Dépôts sur livrets	7,0	...	—	...	...	...	—	—	...	...	...	...	7,0
Dépôts à terme	2,0	0,5	...	2,9	1,5	...	0,3	—	0,5	0,9	...	...	8,7
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	0,1	—	0,8	...	0,2	...	1,1
Obligations accessibles à tout placeur	78,5	0,3	...	0,1	1,4	...	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	...	119,9	
Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,8	...	0,7	...	3,7	17,9	...	1,4	28,0
Divers	3,5	...	10,3	0,1	...	2,5	...	—	0,4	...	...	5,5	22,2
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)	
Total ...	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	7,2	190,7	
Secteurs indétér- minés et ajustements (12)	—	4,2	2,2	1,3	...	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	—	21,7
(13) = (1) à (12)	Total des créances	1.018,7	20,0	48,9	18,6	37,4	153,6	491,2	11,6	196,7	177,7	195,0	47,0	2.416,4

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1964 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE															
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Entreprises et particuliers	Parastatistiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opération non effectuée																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	— 0,1	—	—	—	—	...	+ 4,1	—	+ 1,2	—	— 0,4	+ 2,3	+ 7,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,6	—	—	—	—	...	+ 5,4	—	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 6,1
			Obligations ...	+ 1,5	—	...	+ 0,1	+ 1,6
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	+ 0,8	—	+ 13,1	+ 4,1	+ 11,1	+ 29,1
			Divers	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 13,1	...	—	— 1,1	+ 1,1	+ 18,0
			(Actions et parts) ...	(+ 8,4)	(+ 0,5)	(...)	—	(+ 0,1)	(+ 0,1)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(+ 9,5)
		Total ...	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 13,1	+ 9,5	—	+ 13,3	+ 5,3	+ 10,8	+ 2,3	...	+ 62,0	
		Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	...	+ 0,2	— 0,3	+ 0,1	— 0,1	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,3	—	—	+ 0,1	— 0,6	—	...	—	— 0,1	— 0,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		— 0,1	+ 0,2	— 0,1	...	— 0,2	— 0,1	
	Obligations accessibles à tout placeur	— 0,1	— 0,2	...	— 0,1	+ 0,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,2	+ 1,4	— 0,2	...	+ 0,2	...	+ 1,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme	— 0,2	+ 2,1	...	+ 1,9	
		Divers ...	+ 1,0	...	+ 0,7	...	— 0,2	...	—	...	...	...	...	— 0,3	+ 1,3
		(Actions et parts) ...	(+ 0,1)	...	(+ 0,3)	(+ 0,4)	(...)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 1,0)		
		Total ...	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,6	— 0,2	— 0,2	— 0,3	+ 2,2	+ 4,4	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	+ 1,8	—	—	— 0,4	+ 6,9	— 1,3	+ 7,1	
	Certificats à court terme ...		...	— 0,2	—	+ 0,1	...	— 0,8	+ 0,6	+ 1,4	— 1,1	...	— 2,7	— 0,5	— 3,2
	Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 11,2	...	—	...	+ 0,6	— 1,0	+ 0,9	— 1,4	— 1,9	+ 2,9	— 0,4	+ 0,1	+ 10,9		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	—	...	...	+ 2,8	+ 0,7	...	+ 1,1	+ 0,1	— 0,7	— 1,7	+ 2,3
	Divers ...	...	— 0,1	—	...	+ 0,7	— 0,4	— 0,7	...	+ 0,1	— 0,2	...	...	— 0,6	
	Total ...	+ 13,0	— 0,3	—	— 0,3	+ 1,3	+ 0,6	+ 8,4	...	— 1,9	+ 3,2	— 4,1	— 3,4	+ 16,5			
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	...	...	...	...	...	+ 0,5	—	...	...	...	...	...	+ 0,5
Obligations accessibles à tout placeur ...		— 1,0	— 0,1	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	— 0,2	+ 0,2	...	...	— 0,7
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	+ 2,6	— 0,5	...	...	...	+ 3,3
Autres emprunts à moyen et long terme ...		...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	+ 6,0	...	+ 6,4
	Divers ...	+ 0,1	...	— 0,8	...	...	...	...	...	...	...	— 0,3	— 0,7	— 1,6	
	Total ...	— 0,9	+ 0,2	— 0,8	...	...	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 2,7	— 0,7	+ 5,9	— 0,7	+ 7,9	
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,3		
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	+ 0,2	...	— 0,5	...	— 0,1	+ 1,6	...	+ 0,2	+ 1,5	
Divers ...		— 0,6	...	— 1,4	...	+ 1,0	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,3	— 0,5	
	Total ...	+ 5,7	...	— 1,4	...	+ 1,2	...	— 0,5	...	— 0,1	+ 1,8	...	+ 0,5	+ 7,3			
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,1
Acceptations et effets commerciaux ...		—	...	—	...	...	...	—	+ 2,8	—	+ 0,2	...	...	— 0,1	+ 2,9
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	...	...	...	...	...	—	— 0,4	—	...	...	...	...	— 0,4
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		—	...	...	...	...	...	—	+ 17,1	—	...	...	...	...	+ 17,1
Obligations ...		—	...	...	...	...	...	—	...	...	...	— 0,1	...	— 0,1	— 0,2
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	...	—	—	—	—	+ 1,7	—	—	—	—	— 1,7	...		
Divers ...		+ 5,4	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	— 0,1	...	+ 5,8
(Actions et parts) ...	(+ 1,4)	(...)	(...)	...	...	...	(—)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(+ 1,6)	
	Total ...	+ 5,4	+ 0,1	...	...	...	—	+ 21,3	...	+ 0,2	+ 0,3	...	— 1,9	+ 25,3	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)													
Monnaie	+19,4	+ 0,2	- 0,3	- 1,1	- 0,4	—	—	...	+ 1,5	+ 0,3	...	...	+ 19,6
Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 1,3	-0,1	...	- 0,3	...	- 0,1	- 0,1	+ 0,8
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+11,2	—	—	—	—	—	—	+ 11,2
Dépôts en devises des résidents	- 4,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,0
Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,3
Dépôts à terme des résidents	+ 3,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,7
Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+3,7	...	—	—	...	...	+ 3,8
Obligations (y compris les bons de caisse)	- 0,1	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1
Divers	...	...	...	...	...	—	—	...	...	...	...	+ 1,3	+ 1,3
(Actions et parts)	(+ 1,5)	...	(...)	...	...	—	—	...	...	(...)	...	...	(+ 1,6)
Total ...	+25,4	+ 0,1	- 0,2	- 1,1	- 0,4	+12,5	+3,6	...	+ 1,3	+ 0,3	...	+ 1,2	+ 42,7
Fonds des Rentes (8)													
Argent à très court terme	—	...	—	...	...	- 0,4	-0,2	—	- 0,2	...	...	...	- 0,9
Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	+0,8	—	—	—	—	—	+ 0,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	-0,2	—	...	...	...	...	- 0,2
Divers	—	—	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	- 0,4	+0,4	—	- 0,2	...	...	...	- 0,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
Dépôts à vue	- 0,1	...	...	+ 0,2	+ 1,5	—	...	—	...	...	- 0,1	...	+ 1,5
Dépôts sur livrets	+ 9,7	...	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	+ 9,7
Dépôts à terme	+ 0,4	...	...	...	+ 0,3	—	—	—	...	...	...	...	+ 0,4
Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,7	—	...	...	—	—	—	—	...	+ 0,2	...	...	+ 0,9
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
Divers	+ 1,3	...	- 0,1	+ 0,5	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,4	+ 1,5
(Actions et parts)	(+ 0,3)	...	...	...	...	—	—	...	...	...	...	...	(+ 0,3)
Total ...	+12,0	...	- 0,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,7	+ 14,1
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)													
Réserves de sécurité sociale	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8
Réserves mathématiques	+10,0	—	—	—	—	+ 2,0*	—	—	—	—	—	—	+ 12,0
Divers	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 0,7
Total ...	+12,9	...	+ 0,2	...	...	+ 2,0*	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 15,5
Organismes publics de crédit non monétaires (11)													
Dépôts à vue	+ 0,2	...	...	...	...	—	—	—	...	...	...	...	+ 0,2
Argent à très court terme	—	...	—	- 0,2	...	- 0,2	+0,1	...	...	...	...	+ 0,2	- 0,2
Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	—	—	—	...	...	...	...	+ 0,6
Dépôts à terme	- 0,3	+ 0,1	...	- 0,1	+ 1,5	—	—	—	+ 0,5	+ 0,5	...	...	+ 2,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	+0,1	—	+ 0,1	...	- 0,1	...	+ 0,1
Obligations accessibles à tout placeur	+ 5,4	...	...	...	+ 0,5	...	-0,4	- 0,2	- 0,3	+ 1,8	...	...	+ 6,8
Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	+ 0,1	+ 2,2	+0,2	...	- 0,3	+ 1,8	...	+ 0,2	+ 4,2
Divers	+ 0,5	...	...	...	...	...	—	—	...	...	...	...	+ 0,5
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)
Total ...	+ 6,3	+ 0,1	...	- 0,4	+ 2,1	+ 2,0	...	- 0,2	+ 0,1	+ 4,2	...	+ 0,4	+ 14,5
Secteurs interdépendants et ajustements (12)													
	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 1,6	+0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	—	- 2,1
(13) = (1) à (12)													
Total des créances	+83,9	+ 0,9	- 1,6	- 1,1	+ 9,8	+29,5	+44,4	- 0,2	+16,6	+13,4	+14,1	- 1,8	+207,8

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

* 1 Pour les années 1959, 1960 et 1961, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967.

* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	26,6	1,4	1,6	0,1	13,5	43,2	...	86,8	—	102,2	49,8	95,3	334,1	6,3	383,6
2. Paraétatiques d'exploitation	21,3	0,5	5,1	0,4	...	27,3	7,3	5,4	0,9	4,8	9,7	9,9	30,7	0,8	66,2
3. Etat (Trésor)	109,4	3,9	—	3,0	2,1	118,4	54,1	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	282,4	8,4	463,2
4. Secteur public non compris ailleurs	17,4	5,9	2,8	0,1	...	26,2	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	76,9	3,0	106,5
5. Sécurité sociale	21,2	...	2,5	...	3,1	26,8	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	10,0	3,8	40,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	195,9	11,7	12,0	3,6	18,7	241,9	62,1	268,7	9,7	161,8	118,1	175,8	734,1	22,3	1.060,4
7. Etranger	7,6	0,9	21,3	...	...	29,8	—	134,4	0,9	1,3	6,6	2,1	145,3	1,6	176,8
8. Organismes monétaires	329,5	2,8	4,0	12,5	1,0	349,8	55,2	13,1	...	2,3	1,6	0,3	17,3	9,6	432,0
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,4	7,4	—	0,2	...	...	7,6	...	10,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	159,4	1,0	0,1	...	4,3	164,8	...	0,1	...	0,1	0,6	0,3	1,1	3,7	169,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	164,5	...	...	...	0,1	164,6	12,5	...	...	...	...	...	...	1,5	178,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	87,4	0,6	10,3	3,7	1,7	103,7	3,4	12,1	0,5	13,8	35,5	0,5	62,4	6,8	176,3
13. Total des intermédiaires financiers	740,8	4,4	17,2	16,2	7,1	785,7	71,5	32,7	0,5	16,4	37,7	1,1	88,4	21,6	967,4
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,1	...	...	1,9	— 0,2	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	16,6	—	20,7
15. Total des créances	940,0	19,2	50,6	19,8	27,6	1.057,2	137,7	446,3	11,8	181,4	164,3	180,9	984,7	45,6	2.225,3
16. Solde des créances et des dettes	+ 556,4	— 47,0	— 412,6	— 86,7	— 13,3	— 3,2	— 39,1	+ 14,3	+ 0,9	+ 11,8	— 14,3	+ 4,6	+ 17,3	+ 24,9	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	29,5	1,7	1,7	0,1	18,1	51,1	...	96,8	—	114,3	55,1	106,1	372,3	8,0	431,3
2. Paraétatiques d'exploitation	22,6	0,8	5,9	0,4	...	29,7	7,4	6,0	0,8	4,5	9,4	12,1	32,8	0,8	70,7
3. Etat (Trésor)	122,4	3,7	—	2,6	3,3	132,0	51,7	179,7	7,8	41,1	44,5	15,6	288,7	7,0	479,5
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,0	0,1	...	24,7	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	57,0	86,0	2,3	114,5
5. Sécurité sociale	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,3	...	11,2	4,3	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	217,9	12,3	10,7	3,2	25,7	269,8	61,0	288,8	9,8	174,3	127,3	190,8	791,0	22,4	1.144,2
7. Etranger	7,8	0,9	19,7	...	...	28,4	—	155,7	0,9	1,5	6,9	2,1	167,1	1,3	196,8
8. Organismes monétaires	355,0	3,0	3,8	11,3	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,9	0,3	22,4	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	171,3	1,0	...	0,7	6,0	179,0	0,2	0,1	...	0,1	0,8	0,2	1,2	3,1	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	177,3	...	0,2	...	0,1	177,6	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	194,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	111,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	7,2	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	797,3	4,7	17,1	15,3	10,5	844,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,4	1,0	97,0	23,3	1.053,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	17,1	—	21,7
15. Total des créances	1.018,7	20,0	48,9	18,6	37,4	1.143,6	153,6	491,2	11,6	196,7	177,7	195,0	1.072,2	47,0	2.416,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 587,4	— 50,7	— 430,6	— 95,9	— 10,8	— 0,6	— 43,2	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 16,4	+ 4,3	+ 18,5	+ 25,3	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée.	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 7,9	+ 13,1	+ 9,5	—	+ 13,3	+ 5,3	+ 10,8	+ 38,9	+ 2,3	+ 62,0
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,7	...	...	+ 2,2	...	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 2,2	+ 2,1	...	+ 4,4
3. Etat (Trésor)	+ 13,0	- 0,3	—	- 0,3	+ 1,3	+ 13,7	+ 0,6	+ 8,4	...	- 1,9	+ 3,2	- 4,1	+ 5,6	- 3,4	+ 16,5
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,9	+ 0,2	- 0,8	...	...	- 1,5	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 2,7	- 0,7	+ 5,9	+ 9,0	- 0,7	+ 7,9
5. Sécurité sociale	+ 5,7	...	- 1,4	...	+ 1,2	+ 5,5	...	- 0,5	...	- 0,1	+ 1,8	...	+ 1,2	+ 0,5	+ 7,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 22,0	+ 0,4	- 1,4	- 0,3	+ 7,1	+ 27,8	+ 14,8	+ 18,9	...	+ 13,8	+ 9,3	+ 14,8	+ 56,8	- 1,3	+ 98,1
7. Etranger	+ 5,4	+ 0,1	...	...	...	+ 5,5	—	+ 21,3	...	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 21,8	- 1,9	+ 25,3
8. Organismes monétaires	+ 25,4	+ 0,1	- 0,2	- 1,1	- 0,4	+ 23,8	+ 12,5	+ 3,6	...	+ 1,3	+ 0,3	...	+ 5,2	+ 1,2	+ 42,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,4	+ 0,4	—	- 0,2	...	...	+ 0,2	...	- 0,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 12,0	...	- 0,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 14,4	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,7	+ 14,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 12,9	...	+ 0,2	...	...	+ 13,1	+ 2,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 15,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 6,3	+ 0,1	...	- 0,4	+ 2,1	+ 8,1	+ 2,0	...	- 0,2	+ 0,1	+ 4,2	...	+ 4,1	+ 0,4	+ 14,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 56,6	+ 0,2	- 0,1	- 0,8	+ 3,5	+ 59,4	+ 16,3	+ 4,0	- 0,2	+ 1,2	+ 4,7	- 0,1	+ 9,4	+ 1,4	+ 86,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 0,9	- 1,6	+ 0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	- 0,1	—	- 2,1
15. Total des créances	+ 83,9	+ 0,9	- 1,6	- 1,1	+ 9,8	+ 91,9	+ 29,5	+ 44,4	- 0,2	+ 16,6	+ 13,4	+ 14,1	+ 88,2	- 1,8	+ 207,8
16. Solde des créances et des dettes .	+ 21,9	- 3,5	- 18,1	- 9,0	+ 2,5	- 6,2	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,1	+ 2,5	- 2,1	- 0,4	+ 1,7	+ 0,3	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers (9)	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (10)	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers 3 (14)	
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat (7)	Créances sur les autres pouvoirs publics 2 (8)			Financés par les organismes monétaires (9)	Sur et envers le Fonds des Rentes (11)			Sur et envers d'autres intermédiaires (12)
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)												
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,2	51,4	64,5	4,0	5,4	- 7,9	- 5,9	
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,7	54,1	67,3	4,1	6,1	- 8,2	- 5,5	
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	4,2	54,6	69,7	3,4	6,3	- 8,4	- 7,2	
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	6,1	61,2	75,2	5,2	6,8	- 8,6	- 6,9	
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	5,6	61,7	73,9	3,2	7,0	- 9,1	- 8,2	
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0	
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4	
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7	
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7	
Juin est ⁵	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7	
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	88,6	7,5	10,0	-11,2	- 7,9	
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	91,8	6,9	10,6	-11,3	- 9,4 ⁴	
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	99,9	7,4	11,5	-11,4	- 9,9	
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	104,1	7,0	10,6	-11,2	-10,2	
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,1	107,5	8,9	10,1	-11,3	-10,2	
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,4	108,9	7,8	11,2	-11,3	-11,1	
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,3	111,6	7,8	11,0	-11,4	-12,0	
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	112,0	6,8	12,9	-11,3	-11,9	
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	116,6	7,1	12,1	-11,3	-10,1	
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	119,9	4,2	11,8	-11,3	-12,9	
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	127,9	4,7	12,6	-11,4	-13,3	
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	130,4	7,2	12,4	-11,5	-14,2	
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,3	197,4	9,5	119,1	134,6	8,8	13,4	-11,5	-14,7	
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	139,6	5,1	15,2	-11,7	-15,5	
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	149,6	4,6	15,7	-12,0	-13,9	
1967 Mars	326,5	97,6	6,0	...	430,1	p 90,9	p 200,6	p 8,6	136,3	154,6	5,0	p 15,4	-12,4	p-14,3	
Juin	347,6	98,9	7,5	...	454,0	p 93,6	p 206,9	p 11,3	140,3	160,9	8,6	p 18,0	-12,6	p-12,1	

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1 janvier 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	
2. F.M.I. — Participation	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	
b) en francs belges ³	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations .....	...	2,7	0,1	...	0,4	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2
b) effets commerciaux	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	
c) avances .....	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	0,6	0,3	...	0,2	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,8	53,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	160,5	162,7	174,5	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	131,0	135,9	138,0	143,8	144,2	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,7	0,1	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	
TOTAL DU PASSIF ...	160,5	162,7	174,5	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-66	29-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	29-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	77,9	77,9	77,8	77,8	77,8	77,8	76,6	76,4	76,3	76,2	76,2	76,2	76,2	76,1	76,2	76,2	76,2	76,0	75,9	75,8
2. F.M.I. — Participation	12,5	12,5	12,9	13,8	14,0	14,0	15,1	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	15,3	15,2	15,2	15,1
— Prêts ¹	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	5,4	4,7	4,9	6,8	7,4	7,3	7,9	6,1	6,1	5,9	6,1	7,6	6,3	5,0	6,9	6,9	6,2	6,8	6,9	3,3
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	20,5	19,4	20,0	19,9	19,7	19,7	21,6	21,4	20,0	21,8	21,6	21,4	22,3	20,8	21,3	22,4	26,0	29,9	31,7	34,0
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	1,7	0,2	...	...	...
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	121,3	119,5	120,6	123,4	124,0	123,8	126,2	124,1	122,6	124,1	124,1	125,4	125,0	122,1	124,8	126,0	125,9	129,9	131,7	130,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,2	...	0,3	...	...	0,1	0,6	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,5	...	0,1	...	...	0,3	0,5	1,1	...	...	0,6	...	...	0,3	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,3	10,0	10,0	9,0	9,4	9,3	9,8	10,0	10,0	9,9	10,0	9,6	7,1	9,9	9,9	9,3	9,9	10,0	7,5	7,6
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,6	2,7	2,6	2,7	2,8	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	0,8	0,8	0,2	0,7	1,3	1,7	2,3	...	1,7	1,0	0,6	4,0	0,3	...	0,8	0,4	...	0,2	1,0	2,4
b) effets commerciaux	2,5	2,9	2,4	2,5	2,8	2,8	4,1	2,4	3,1	2,3	2,5	3,9	3,0	3,1	2,3	2,5	2,0	2,4	2,8	2,4
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	0,4	0,8	...	...	2,9	1,0	3,0	0,7	0,6	0,4	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,5	0,8	0,2	0,1	...	...	...	...	...	1,1	1,4	2,5	2,5
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	35,2	34,0	36,2	35,4	35,3	34,7	35,9	35,4	35,6	39,0	39,2	38,4	38,4	36,0	36,8	37,0	45,3	53,6	51,6	52,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,3	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,5	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets ²	3,4	3,4	3,6	3,1	3,8	3,8	3,8	3,5	3,3	3,6	3,6	3,5	3,7	3,6	3,5	3,5	3,8	3,8	4,0	4,0
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire ³	163,5	163,2	163,4	166,5	167,6	171,0	173,0	170,3	170,0	169,2	167,0	171,8	165,9	165,4	166,5	168,9	170,1	176,0	174,7	171,2
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,0	36,9	38,8	37,7	38,3	36,7	38,9	38,2	38,5	41,6	42,5	41,0	41,2	38,8	39,0	39,9	46,7	54,2	55,0	56,9
TOTAL DU PASSIF ...	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,1	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,3	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	36,8	37,5	40,0	41,2	40,3	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	...	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,7	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2
b) effets commerciaux	0,7	0,9	0,8	0,7	0,5	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1
c) avances	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	51,4	53,8	55,3	56,9	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme) jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 s	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0	0,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0	0,7
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	...	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,9	2,6	0,7	0,6	0,5	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	31,1	32,4	33,2	34,5	32,5	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	39,0	41,7
b) détenue par les pouvoirs publics	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	51,4	53,8	55,3	56,9	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à 30 jours au plus, y compris les dépôts à plus d'un mois, qu'il n'était pas possible d'éliminer) jusqu'au 30 juin 1963 ancienne série, Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-0-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	p 1,9	p 2,4
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,2
b) en francs belges ²	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7
7. Ajustement statistique	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	p66,1	p74,9
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,2	2,6	2,5	2,5	2,4	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,5	3,7
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1
b) sur les organismes publics	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7
c) sur les banques de dépôts	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,5	6,9
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	39,0	14,4	19,1	22,1	22,4	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	p32,1	p37,5
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	p38,0	p38,6
— autres	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	p30,6	p30,7
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	p 1,3	p 1,5
— autres	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	p 1,4	p 1,9
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,3	2,4	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,2	7,1	5,9
b) effets commerciaux	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,0	39,7	41,5	40,5	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,5	55,6	56,5	58,2
c) avances	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	p 2,1	p 2,5
— autres	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	p 2,1	p 2,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	0,1	...	...	0,1	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	p 1,0	p 1,9
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	p13,2	p13,6
— autres	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	p 1,4	p 1,4
D. Autres	28,1	31,1	29,7	32,5	31,2	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	45,9	49,0	p51,8	p60,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,0

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	83,6
b) en francs belges ^{2 3}	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3
4. Ajustement statistique	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	109,9
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,3	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8
— dépôts en devises	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	0,2	0,1	0,3	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	43,5	44,2	46,0	48,0	45,5	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6
TOTAL DU PASSIF ...	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,0

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.I.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁶	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	
2. F.M.I. — Participation	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9
3. Obligations	1,2	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ³	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,1	
b) en francs belges ³	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	
7. Ajustement statistique	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,8	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	
b) sur les organismes publics	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	
c) sur les banques de dépôts	3,4	4,9	4,5	4,7	3,9	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	85,7	57,1	67,9	73,2	72,6	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,7	94,3	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,2	48,0	(7)
— autres	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,6	64,7	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	(8)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,8	2,0	(8)
— autres	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,4	1,9	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,7	4,6	3,0	3,6	4,6	6,0	6,8	6,4	9,7	8,9	8,1	9,1	8,8	11,6	8,0	6,3	(9)
b) effets commerciaux	29,6	31,4	35,4	36,1	35,8	36,5	41,8	41,9	43,7	42,9	44,5	43,4	45,5	44,4	48,8	48,3	50,4	51,7	60,0	59,0	60,7	(9)
c) avances	31,9	35,7	35,2	37,6	37,3	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,4	(9)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,1	2,5	(14)
— autres	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	2,9	2,8	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	0,7	0,3	...	0,1	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	3,3	(12)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	13,2	13,6	(12)
— autres	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	(12)
D. Autres	55,4	55,7	62,9	71,1	69,1	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	84,9	92,3	92,3	117,8	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	424,3	434,6	457,4	481,3	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	716,9	

Colonne du tableau XIII : « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation. (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967.

⁶ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

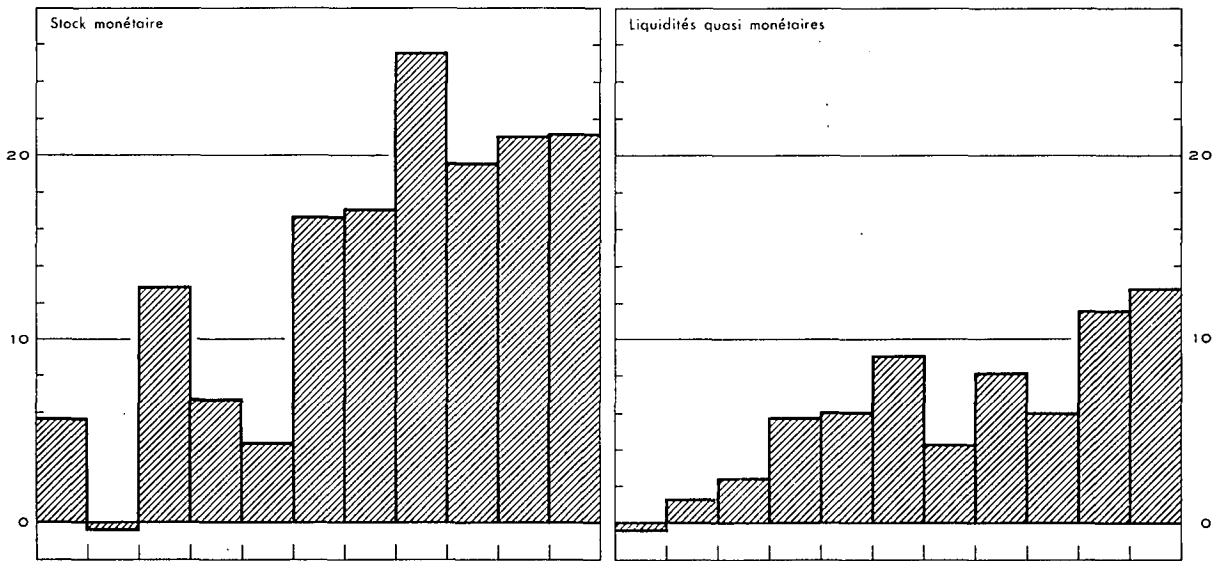
	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,0	
b) en francs belges ^{1 2}	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,6	27,0	
4. Ajustement statistique	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,0	111,2	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ³	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,3	...	0,3	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	4,4	7,5	7,2	4,8	4,3	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ⁴	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et parti- culiers ⁵	99,0	102,2	106,4	110,8	108,6	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,1	149,3	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et parti- culiers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	(2)
— dépôts en devises	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	(3)
b) détenues par le Trésor	(4)
4. Emprunts obligataires	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,5	1,5	0,1	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	0,3	0,1	0,4	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	67,8	65,3	76,5	82,9	80,4	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	424,3	434,6	457,4	481,3	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	716,9	

Colonne du tableau XIII : « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

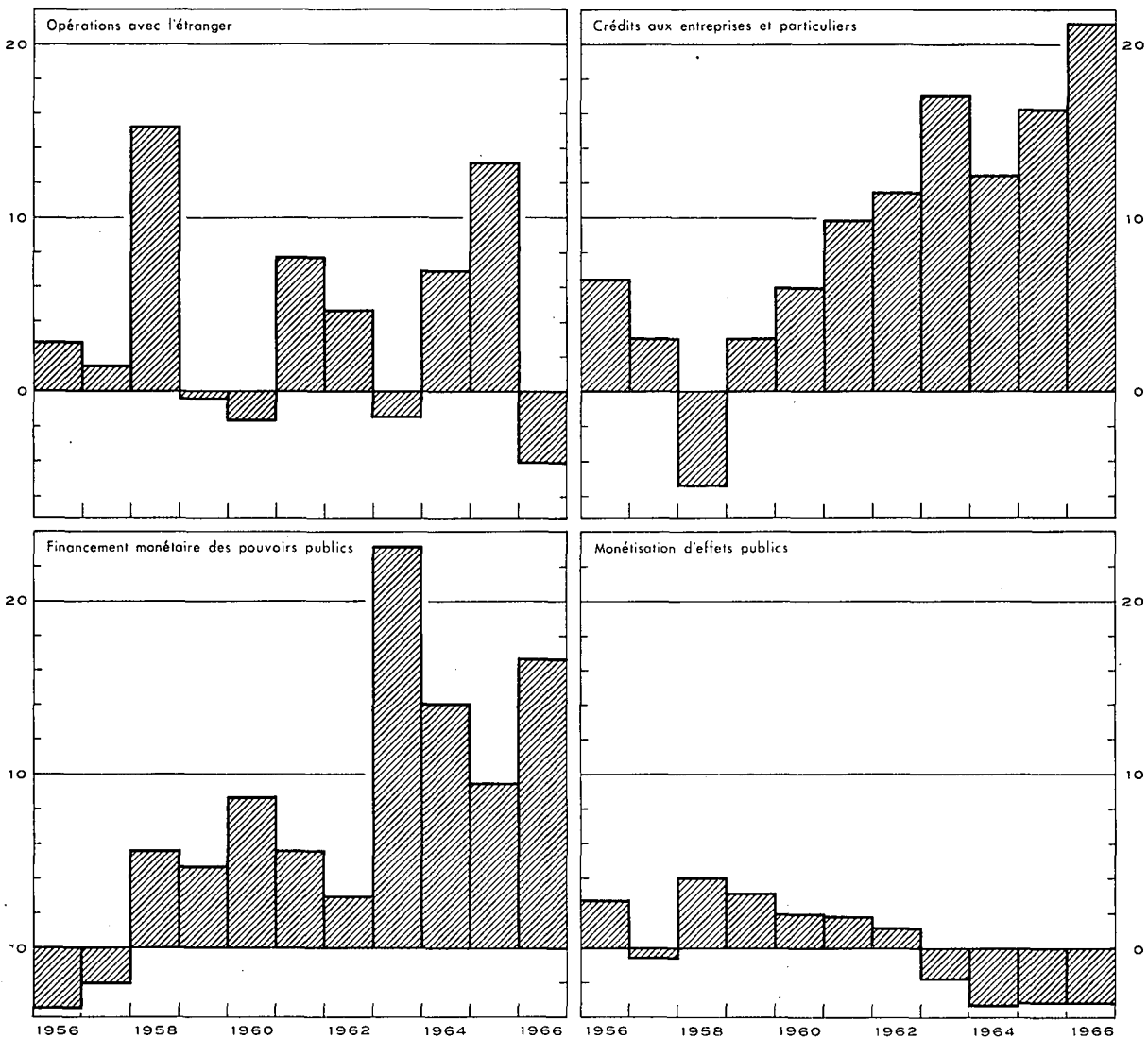
1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.
2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.
3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES
(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : —)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,3	- 0,5	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 2,3	- 0,6	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,7	+ 2,0
Total ...	+17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 2,4	- 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 3,9
2 ^e trimestre	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 3,2	+ 0,7	- 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,6	- 0,1	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 7,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,4
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 17,1	- 0,1	+ 0,7	+ 23,4	- 0,2	- 1,6	- 0,1	+ 1,3	- 0,4	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,5	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,3
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,8	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,4	- 0,6	+ 0,4	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	...	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 12,5	- 0,1	- 3,0	+ 12,4	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	+ 0,1	- 1,9
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,8
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,3
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 8,1	+ 1,4	- 2,5	+ 1,5	+ 3,6	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 16,3	- 1,2	- 2,1	+ 4,9	+ 4,6	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,5	+ 0,3	- 1,0	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,2	+ 0,6	+ 0,9	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,4
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 5,0	+ 0,6	+ 1,2	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 10,0	- 0,4	- 0,4	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,5
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 21,7	+ 1,1	+ 0,7	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,0	+ 9,0	- 4,0	p+ 5,1	+ 4,9	- 0,4	- 3,5	p- 2,9	p- 3,8	p- 0,6	- 1,7	p- 0,3	- 0,4	p- 0,4
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	p+ 6,1	+ 6,3	- 1,1	- 2,3	p+ 7,3	p+ 4,3	p- 0,6	+ 0,8	p+ 1,2	- 0,3	p+ 2,1

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹						
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements parastatiques ²	Total			Stock de monnaie scripturale
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Mai	7,1	171,4	174,2	11,8	0,3	40,6	96,3	137,2	149,0	323,2	53,9
Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Juillet	7,1	176,9	179,8	12,0	0,3	41,2	96,3	137,8	149,8	329,6	54,6
Août	7,2	173,8	177,1	11,2	0,3	38,9	96,8	136,0	147,2	324,3	54,6
Septembre	7,2	173,3	176,8	12,0	0,3	38,4	94,9	133,6	145,6	322,4	54,8
Octobre	7,2	172,9	176,0	11,5	0,4	40,7	95,4	136,5	148,0	324,0	54,3
Novembre	7,2	170,6	173,8	15,1	0,3	38,7	99,5	138,5	153,6	327,4	53,1
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Janvier	7,2	169,6	172,8	13,3	0,3	41,7	96,9	138,9	152,2	325,0	53,2
Février	7,2	169,0	172,2	12,5	0,3	39,8	95,7	135,8	148,3	320,5	53,7
Mars	7,2	170,0	173,3	14,1	0,3	38,6	100,2	139,1	153,2	326,5	53,1
Avril	7,2	172,4	175,8	15,3	0,3	42,7	99,8	142,8	158,1	333,9	52,6
Mai	7,2	173,9	177,0	14,0	0,4	40,5	103,3	144,2	158,2	335,2	52,8
Juin	7,2	179,7	182,9	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,6	52,6
Juillet	7,3	178,7	181,7	11,7	0,3	43,1	102,7	146,1	157,8	339,5	53,5

¹ Y compris des organismes parastatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre les 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur verra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	+ 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série</i> ⁹												
2 ^e trimestre	98,6	-15,4	83,2									
3 ^e trimestre	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,1	+ 0,2	+ 1,8
4 ^e trimestre	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+10,6
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 ^e trimestre	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre	123,0	-29,7	93,3	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre	124,0	p-33,1	p90,9	- 0,5	p+ 2,4	p+ 1,9	p- 2,4	p- 0,4	- 0,4	p+ 5,1	p+ 1,3	p+ 3,2
2 ^e trimestre	129,3	p-35,7	p93,6	+ 5,3	p- 2,5	p+ 2,8	p- 2,2	p ...	- 1,1	p+ 6,1	p- 2,2	p+ 0,6

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements dans les accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].
- moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,8 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. 1, no 1, janvier 1967.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
Trésor public								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	187
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.L.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.493	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	234	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(milliards de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477
Avoir à l'étranger, en francs belges	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62	7	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	6	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655	625	34	338
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575
Monnaies divisionnaires et d'appoint	645	617	490	326	247	397	455	302
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948, et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350
PASSIF								
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18	12
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14	13
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394	390
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161	262	128
b) autres accords	224	263	365	413	333	383	217	325
<i>Total des engagements à vue ...</i>	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1966 6 juin	1967 5 juin	1966 5 juillet	1967 10 juillet	1966 8 août	1967 7 août	1966 5 septembre	1967 4 septembre
ACTIF								
Encaisse en or	77.772	76.074	77.761	75.953	76.464	75.813	76.431	75.776
Monnaies étrangères	19.909	27.774	20.619	30.716	24.329	33.427	24.068	34.435
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	9.440	15.463	9.459	15.295	8.915	14.720	9.384	14.750
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	—	1.500	—	1.500	—	1.500	—
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.I. :								
— Participations	13.991	15.273	14.041	15.176	15.139	15.195	15.189	15.146
— Prêts ¹	3.375	1.875	3.375	1.875	3.375	1.875	3.375	1.875
c) autres accords	91	17	56	...	11	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	19.516	26.906	20.102	29.794	23.397	32.611	23.188	33.613
Effets de commerce	10.910	9.245	12.689	11.321	9.883	8.099	9.200	5.840
Avances sur nantissement	218	1.939	3.232	2.357	655	2.503	2.906	2.517
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	9.950	9.225	9.950	9.800	9.975	8.800	8.175	7.525
Monnaies divisionnaires et d'appoint	452	286	402	227	385	272	406	286
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	1	1	1	1	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.196	3.367	3.197	3.367	3.197	3.367	3.197	3.367
Immeubles, matériel et mobilier	1.788	1.909	1.788	1.909	1.788	1.909	1.788	1.909
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.896	2.143	1.894	2.142	1.907	2.151	1.904	2.144
Divers	1.692	1.850	2.259	2.419	2.027	1.823	2.240	2.012
	209.697	227.348	216.325	236.352	216.948	236.566	216.952	235.197
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	532	670	298	427	229	298	671	856
PASSIF								
Billets en circulation	171.640	175.475	176.953	181.518	175.267	177.872	174.685	176.017
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	12	20	19	1	15	13	19	23
{ taxe exceptionnelle								
{ de conjonct. (Loi								
{ du 12-3-1957) ...	13	12	13	12	13	13	13	13
Banques à l'étranger : comptes ordin.	381	347	456	359	319	317	329	341
Comptes courants divers	779	1.027	839	881	647	2.427	737	1.612
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	72	95	448	98	105	82	91	125
b) autres accords	209	79	213	100	216	67	235	148
<i>Total des engagements à vue ...</i>	173.106	177.055	178.941	182.969	176.582	180.791	176.159	178.279
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	29.011	42.458	29.594	45.217	32.346	47.477	32.600	48.524
Caisse de Pensions du Personnel	1.896	2.143	1.894	2.142	1.907	2.151	1.904	2.144
Divers	2.487	2.325	2.699	2.657	2.916	2.780	3.092	2.883
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.797	2.967	2.797	2.967	2.797	2.967	2.797	2.967
	209.697	227.348	216.325	236.352	216.948	236.566	216.952	235.197
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	532	670	298	427	229	298	671	856

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³			(moyennes mensuelles ou mois)				
(milliards de francs)									
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1965 4 ^e trimestre	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1966 1 ^{er} trimestre	984	57,3	40,4	75,1	174,5	76,7	174,5	500,8	93
2 ^e trimestre	985	57,8	40,9	81,4	181,8	80,6	181,8	525,5	93
3 ^e trimestre	990	59,5	40,9	83,5	185,8	84,6	185,8	539,5	93
4 ^e trimestre	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1967 1 ^{er} trimestre	995	60,3	41,0	86,1	193,6	89,0	193,6	562,1	94
2 ^e trimestre	995	59,1	41,2	89,6	193,4	89,3	193,4	565,6	93
1966 Mai	985	58,2	40,8	79,2	174,1	79,9	174,1	507,3	93
Juin	986	59,4	41,8	84,8	187,7	83,2	187,7	543,4	93
Juillet	988	63,7	40,7	95,3	207,8	97,1	207,8	607,9	93
Août	990	56,6	40,1	79,1	181,6	81,6	181,6	523,9	93
Septembre	993	56,2	40,0	76,0	167,9	75,0	167,9	486,7	93
Octobre	994	57,9	40,4	84,7	188,3	83,3	188,3	544,5	93
Novembre	994	58,2	40,2	79,4	179,8	80,5	179,8	519,6	94
Décembre	995	60,6	41,8	94,6	193,8	83,5	193,8	565,8	93
1967 Janvier	995	63,5	41,3	93,4	209,1	101,1	209,1	612,7	94
Février	995	59,4	41,1	80,0	186,3	83,7	186,3	536,3	94
Mars	995	58,1	40,5	84,8	185,3	82,1	185,3	537,4	94
Avril	995	58,2	40,7	87,2	193,3	86,0	193,3	559,8	93
Mai	994	59,5	41,6	90,1	193,5	92,8	193,5	569,9	93
Juin	995	59,5	41,3	91,4	193,3	89,2	193,3	567,2	93
Juillet	996	54,8	41,9	102,8	217,1	103,1	217,1	640,1	93

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 30 juin	1967 30 juin	1966 31 juillet	1967 31 juillet
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	1.252	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	7.851	9.683	10.493	10.491	5.403	5.611	5.338	5.752
Prêts au jour le jour	2.095	1.650	3.253	4.743	2.276	4.689	3.934	4.235
Banquiers	16.665	22.926	29.786	41.276	31.602	39.091	30.330	37.528
Maison-mère, succursales et filiales	6.286	6.379	3.203	9.235	6.345	9.754	6.776	8.759
Autres valeurs à recevoir à court terme	8.787	9.559	10.746	15.465	16.175	19.996	15.107	16.672
Portefeuille-effets	72.460	84.885	91.587	106.751	98.678	119.495	96.124	114.991
a) Effets publics	29.415	32.375	34.175	39.162	40.933	46.766	37.007	46.592
b) Effets commerciaux ²	43.045	52.510	57.412	67.589	57.745	72.729	59.117	68.399
Reports et avances sur titres	1.230	1.149	1.348	1.245	1.340	1.271	1.265	1.310
Débiteurs par acceptations	18.784	21.292	26.938	28.785	26.343	28.409	26.186	27.291
Débiteurs divers	45.661	50.802	60.186	68.329	65.667	78.823	69.014	81.595
Portefeuille-titres	72.105	74.789	86.447	94.289	89.138	100.484	89.847	101.716
a) Valeurs de la réserve légale	541	605	705	789	796	831	796	831
b) Fonds publics belges	67.875	69.307	80.181	87.264	82.329	92.656	82.841	94.014
c) Fonds publics étrangers	556	601	1.354	1.896	1.774	2.366	1.745	2.237
d) Actions de banques	1.545	1.868	1.912	1.904	1.991	2.003	2.066	2.000
e) Autres titres	1.588	2.408	2.295	2.436	2.248	2.628	2.399	2.634
Divers	2.576	3.040	3.184	4.021	3.311	4.448	3.239	4.274
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	254.500	287.406	327.171	384.630	346.278	412.071	347.160	404.123
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	18	43	68	56	44	63	45	71
Immeubles	1.434	2.134	2.714	3.021	2.914	3.063	2.952	3.074
Participations dans les filiales immobilières	255	73	260	258	256	262	256	262
Créances sur les filiales immobilières	336	60	89	115	79	121	78	129
Matériel et mobilier	289	341	375	457	414	471	430	485
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	2.332	2.651	3.506	3.907	3.707	3.980	3.761	4.021
Total de l'actif ...	256.832	290.057	330.677	388.537	349.985	416.051	350.921	408.144

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1963 31 décembre	8.673	1965 31 décembre	14.404	1966 30 juin	14.966	1967 30 juin	18.108
1964 31 décembre	10.973	1966 31 décembre	17.828	1966 31 juillet	16.062	1967 31 juillet	19.959

XIII - S. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

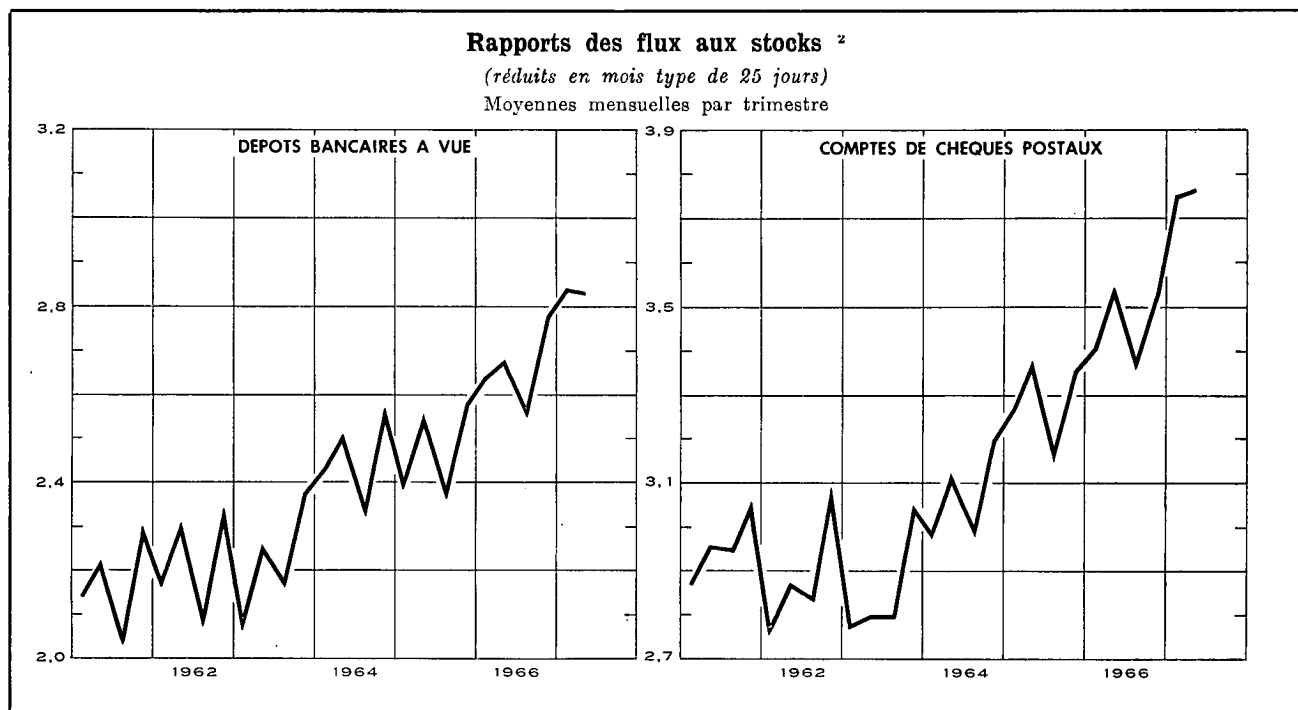
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1963	1964	1965	1966	1966	1967	1966	1967
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 juin	30 juin	31 juillet	31 juillet
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	804	698	589	835	747	1.067	457	434
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	—	431	494	393	298	305	264
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	—	158	341	354	769	152	170
Emprunts au jour le jour	1.406	2.420	3.433	3.865	4.928	6.064	4.622	6.064
a) Garantis par des sûretés réelles	1.232	1.214	815	666	994	1.507	1.673	1.587
b) Non garantis par des sûretés réelles	174	1.206	2.618	2.699	3.934	4.557	2.949	4.477
Banquiers	38.661	51.301	57.426	79.174	61.574	83.737	63.015	83.459
Maison-mère, succursales et filiales	7.884	7.065	6.062	10.297	7.142	8.594	6.785	8.966
Acceptations	18.784	21.292	26.937	28.786	26.343	28.414	26.186	27.292
Autres valeurs à payer à court terme	4.901	5.287	6.578	8.012	8.681	11.615	7.893	9.610
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.216	1.254	1.413	1.107	1.577	1.417	1.497	1.439
Dépôts et comptes courants	150.290	164.568	189.447	213.093	197.771	227.976	197.892	224.014
a) A vue	81.543	86.118	92.774	98.921	96.124	105.271	92.237	100.023
b) A un mois au plus	5.159	9.034	11.847	15.035	12.163	14.621	13.874	14.231
c) A plus d'un mois	30.007	29.915	38.487	46.034	40.519	47.247	42.176	47.109
d) A plus d'un an	1.138	731	1.106	1.364	1.096	3.594	1.159	4.284
e) A plus de deux ans	3.049	3.020	3.031	3.016	2.901	3.205	2.924	3.345
f) Carnets de dépôts	27.355	33.743	40.179	46.800	43.057	52.288	43.604	53.235
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.039	2.007	2.023	1.923	1.911	1.750	1.918	1.787
Obligations et bons de caisse	11.433	11.380	11.371	11.978	11.478	12.642	11.530	12.683
Montants à libérer sur titres et participations	672	991	977	955	974	959	956	959
Divers	6.809	7.752	8.030	10.350	8.875	11.819	9.981	11.290
<i>Total de l'exigible ...</i>	242.860	274.008	312.263	367.952	330.090	394.304	330.814	386.210
C. Non exigible :								
Capital	8.221	9.814	11.245	12.461	11.929	13.000	12.060	13.184
Fonds indisponibles par prime d'émission	838	1.245	1.949	2.298	2.127	2.298	2.207	2.298
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	541	607	705	789	796	831	796	832
Réserve disponible	4.179	4.197	4.306	4.803	4.813	5.400	4.814	5.402
Provisions	193	186	209	234	230	218	230	218
<i>Total du non exigible ...</i>	13.972	16.049	18.414	20.585	19.895	21.747	20.107	21.934
Total du passif ...	256.832	290.057	330.677	388.537	349.985	416.051	350.921	408.144

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		avoirs en C.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1965 4 ^e trimestre	178,9	140,6	319,5	2,61	2,58	3,36
1966 1 ^{er} trimestre	182,1	144,0	326,1	2,67	2,64	3,41
2 ^e trimestre	193,6	153,8	347,4	2,68	2,68	3,54
3 ^e trimestre	186,3	146,0	332,3	2,64	2,57	3,38
4 ^e trimestre	203,1	153,6	356,7	2,82	2,78	3,53
1967 1 ^{er} trimestre	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
2 ^e trimestre	217,8	168,4	386,2	2,82	2,83	3,77
1966 Juin	197,5	152,0	349,5	2,77	2,66	3,46
Juillet	193,1	156,4	349,5	2,66	2,66	3,59
Août	182,8	148,5	331,3	2,62	2,52	3,45
Septembre	183,0	133,2	316,2	2,63	2,53	3,11
Octobre	189,1	150,1	339,2	2,76	2,65	3,48
Novembre	201,9	155,4	357,3	2,65	2,76	3,68
Décembre	218,2	155,3	373,5	3,06	2,94	3,44
1967 Janvier	211,0	175,4	386,4	2,88	2,88	3,90
Février	200,0	165,1	365,1	2,70	2,81	3,81
Mars	208,1	153,0	361,1	2,94	2,82	3,55
Avril	206,3	166,1	372,4	2,77	2,77	3,72
Mai	226,2	177,7	403,9	2,83	2,95	3,95
Juin	220,9	161,3	382,2	2,87	2,76	3,64
Juillet	208,0	169,7	377,7	2,65	2,65	3,82

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XLe année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistique » — chapitre IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N. B. des tables 1 et 9 du chapitre XIII. — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées ¹	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse ²
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1965 Janvier	6.667	2.262	800	...	1.108	7.513	...	—	...	...
Février	6.985	1.891	...	1.325	458	7.405	...	—	...	...
Mars	6.844	2.909	250	272	...	7.044	...	—	...	...
Avril	7.010	1.945	1.925	834	1.180	9.594	...	—	...	...
Mai	7.055	2.133	2.200	620	100	8.874	...	—	...	...
Juin	6.923	1.594	2.250	...	467	7.997	...	—	...	...
Juillet	6.418	1.524	...	592	1.800	7.097	...	—	...	...
Août	6.285	1.312	250	1.316	1.000	6.925	...	—	...	...
Septembre ...	6.516	1.181	700	705	1.250	7.035	...	—	...	...
Octobre	6.406	1.219	...	...	2.239	6.646	...	—	...	...
Novembre ...	6.376	1.255	1.100	11	1.150	6.626	...	—	...	...
Décembre ...	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966 Janvier	6.081	2.209	...	425	2.000	7.318	...	—	...	...
Février	6.976	2.271	1.050	...	666	7.307	...	—	370	...
Mars	6.945	3.621	1.950	...	...	8.272	190	—	844	...
Avril	6.969	2.970	...	...	1.588	8.186	...	—	...	...
Mai	7.508	3.092	...	...	135	7.479	...	—	...	...
Juin	7.289	2.306	4.850	...	...	7.618	591	—	2.945	...
Juillet	6.927	2.925	1.150	...	...	5.343	1.332	—	1.031	...
Août	6.826	2.822	3.425	...	...	6.034	673	—	2.989	...
Septembre ...	7.148	2.894	100	...	...	5.378	724	—	691	...
Octobre	6.911	2.218	800	...	...	5.293	711	—	569	...
Novembre ...	6.698	2.324	2.400	...	...	5.409	2.272	—	400	...
Décembre ...	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...

¹ Y compris les opérations à réméré.

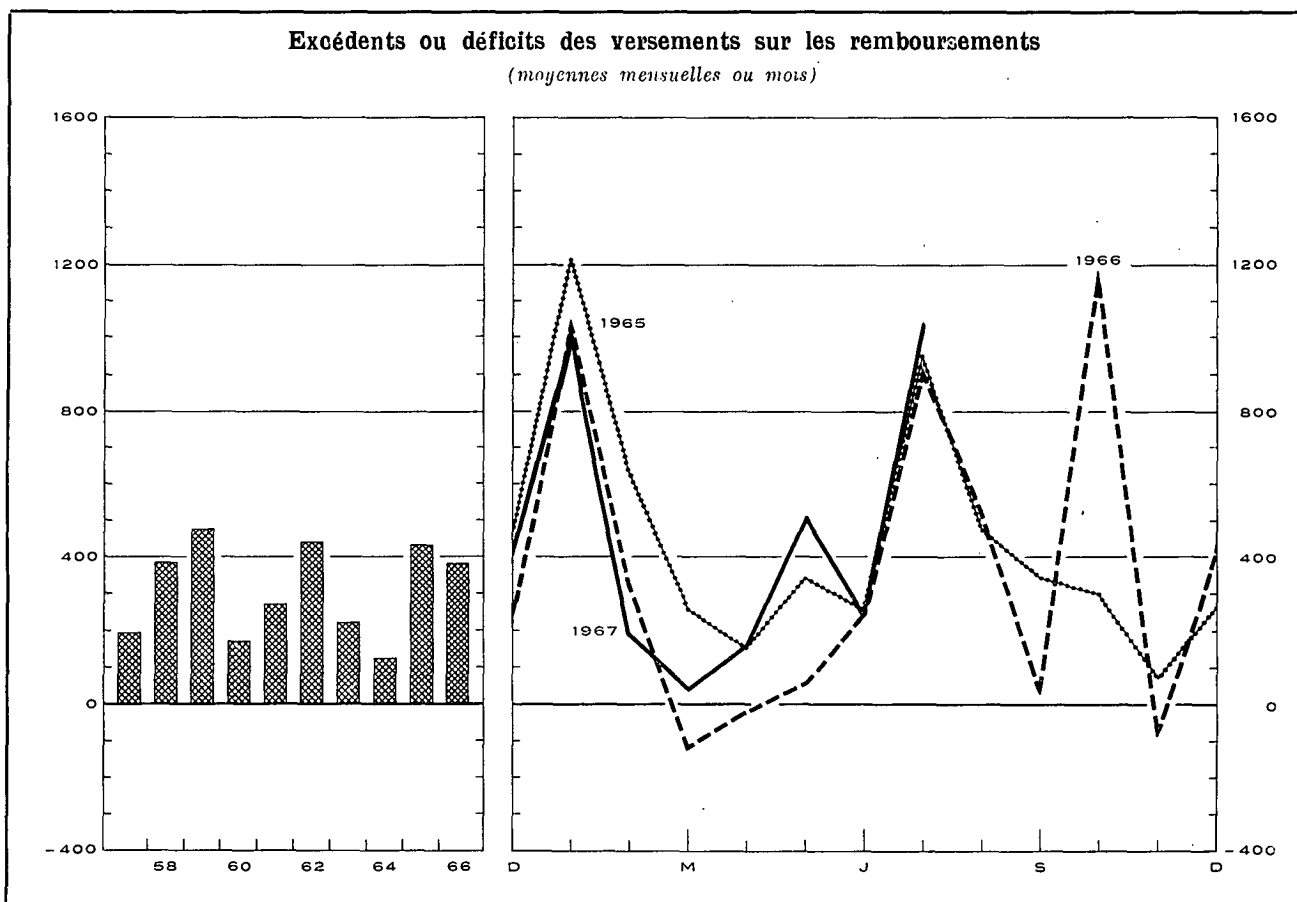
² Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.837 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654 ¹				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980 ¹				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395 ¹				
1965	32.450	27.211	5.239	112.192 ¹				
1966	37.449	32.818	4.632	120.322 ¹				
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Janvier	3.270	p 4.197	2.225	p 3.176	1.045	p 1.021	113.239	p121.343
Février	2.724	p 3.284	2.398	p 3.090	326	p 195	113.565	p121.538
Mars	2.834	p 3.489	2.945	p 3.437	-111	p 51	113.454	p121.589
Avril	2.808	p 3.444	2.825	p 3.281	- 17	p 162	113.437	p121.751
Mai	2.845	p 3.552	2.791	p 3.045	53	p 507	113.491	p122.259
Juin	3.163	p 3.730	2.907	p 3.486	256	p 244	113.747	p122.503
Juillet	3.531	p 3.967	2.616	p 2.931	915	p 1.036	114.662	p123.539
Août	2.987		2.453		534		115.196	
Septembre	2.958		2.908		51		115.246	
Octobre	4.103		2.904		1.199		116.446	
Novembre	2.573		2.631		- 58		116.387	
Décembre	3.654		3.216		438		120.322	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires ² ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	25,8
Total des placements définitifs ² ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	82,6
Intérêts courus et non échus sur placements	1,8	2,0	2,6	3,1	³	³
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	6,2	5,9

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants ⁴	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprend les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques ³	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 ¹	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 ^e trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3
4 ^e trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 1 ^{er} trimest.	41,9	14,5	11,3	67,7	5,9	42,7	0,5	49,1	13,3	0,8	...	0,5	0,5	9,9	25,0	74,1
2 ^e trimest.	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5
3 ^e trimest.	44,4	15,7	12,0	72,1	6,9	45,8	0,6	53,3	13,9	0,7	...	0,5	0,5	10,4	26,0	79,3
4 ^e trimest.	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967 1 ^{er} trimest.	47,6	17,7	13,1	78,4	6,9	48,7	0,8	56,4	14,1	1,2	...	0,5	0,5	12,2	28,5	84,9
2 ^e trimest.	48,8	18,6	13,7	81,1	8,0	50,7	0,7	59,4	14,0	1,1	...	0,5	0,5	12,5	28,6	88,0

¹ De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966
ACTIF						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	0,3	0,5
Crédits commerciaux	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3
PASSIF						
Obligations	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7
Bons de caisse	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,5	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0

¹ Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débet de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Total	Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)		créditeurs	débiteurs	
		Emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces			Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires							
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410		2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	290	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639
1965														
Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458
Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971
Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518
Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308
Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491
Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975
1966														
Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451
Février	3.783	558	247	197	1.002	30	803	833	3.952	73.135	4.720	1.433	4.688	2.572
Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	3.932	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216
Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	4.240	73.789	4.752	1.372	5.649	3.236
Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	4.216	74.496	4.699	2.099	3.776	2.594
Juin	4.216	753	103	142	998	23	946	969	4.245	75.339	4.604	1.937	4.432	2.600
Juillet	4.245	521	287	100	908	11	779	790	4.363	75.620	4.529	1.403	6.417	5.132
Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	4.283	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566
Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	4.240	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376
Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400
Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291
Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205
1967														
Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912
Avril	4.564	787	175	141	1.003	22	684	706	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603
Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560
Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315
Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1961	1962	1963	1964	1965	1961	1962	1963	1964	1965
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,6	3,1	3,5	3,7	4,2	1,4	1,6	1,7	2,0	2,4
Prêts hypothécaires	10,5	11,4	12,1	14,2	15,4	2,7	3,2	3,6	4,2	4,4
Prêts sur police	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,3	5,7	5,9	6,2	6,6	3,4	3,6	3,7	3,8	3,9
Valeurs étrangères	1,9	1,5	1,9	1,9	2,0	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes parastataux de crédit	4,2	4,6	5,0	5,1	6,0	0,7	0,8	0,8	0,9	1,1
Titres des autres organismes parastataux	1,4	1,6	1,6	1,9	1,9	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9
Titres des provinces et communes	1,7	1,8	1,9	1,8	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges	7,4	8,1	9,0	9,2	10,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Actions de sociétés belges ...	2,2	2,3	2,9	3,0	3,2	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Total des valeurs mobilières ...	24,2	25,7	28,3	29,2	32,1	7,2	7,7	7,9	8,0	8,2

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹	38,7	41,7	45,3	49,1	54,1	11,6	12,6	13,6	14,7	15,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1965 4 ^e trimestre .	4,02
1966 1 ^{er} trimestre .	4,22
2 ^e trimestre .	4,57
3 ^e trimestre .	4,69
4 ^e trimestre .	4,56
1967 1 ^{er} trimestre .	4,98
2 ^e trimestre .	5,12

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1966*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Épargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,3	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7
Banques	2,2	0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1
Institutions paraétatiques de crédit	0,5	0,6	0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9	4,0
Mutualités	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Total ...	8,0	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,2	21,1	22,9	19,8	37,0
Doubles emplois ³ ...	— 0,8	— 0,2	— 0,3	— 2,5	— 0,9	— 2,3	— 5,9	— 1,7	— 0,7	— 0,4	— 8,8
Total net ...	7,2	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,3	19,4	22,2	19,4	28,2
C. <i>Épargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,2	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4
Caisses de Vacances annuelles	0,2	0,1	0,5	0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6
Organismes d'assurances-vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	5,5	4,9	4,6	4,5	7,1	6,1
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7
Total ...	6,6	6,8	7,0	6,7	9,5	8,4	7,8	7,6	8,3	12,5	10,2
D. <i>Épargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	12,6	15,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4
Total ...	7,8	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,4	17,5	16,9	23,8	33,5
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	11,2	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	20,5	19,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 0,7	— 0,7	— 1,0	+ 0,3	— 0,5	— 1,5	— 0,9	— 0,8	— 1,9	— 1,8	— 1,9
Épargne nette totale ...	32,1	30,4	35,8	46,1	53,4	47,6	50,0	59,5	54,5	74,4	89,8
Amortissements sur habitations ...	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8
Épargne brute totale ...	38,3	36,9	42,9	53,7	61,0	55,4	58,1	68,3	64,1	85,0	101,6
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Épargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	46,4
Épargne brute ...	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	61,4
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Épargne nette	1,5	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4
Amortissements	2,6	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,7
Épargne brute ...	4,1	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,1
Total général particuliers et entreprises ...											
Épargne nette ...	47,1	45,3	44,8	50,9	64,3	59,4	62,5	70,0	72,0	92,2	105,2
Épargne brute ...	81,0	81,4	83,3	90,5	105,0	103,7	108,5	120,2	126,4	153,2	167,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes		
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(6) - (7)	(5) + (8)			
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1961 ⁶	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0	
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9	
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9	
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9	
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2	
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,2	0,2	1,0	12,9	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1961	3,6	1,5	2,1	—	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2	
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1	
	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0	
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁷	3,5 ⁷	3,5	7,8	
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3	
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	5,1	3,1	2,0	0,3	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8	
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0	
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0	
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0	
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3	
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	1,9	3,0	7,7	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0	
	1966	9,1	3,1	6,0	5,8	11,8	0,3	0,2	0,1	11,9	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7	
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1	
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5	
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1	
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2	
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	1,8	0,7	1,1	2,3	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge		1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
		1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
		1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
		1964	33,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
		1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
		1966	46,4	28,3	18,1	9,8	27,9	13,3	6,1	7,2	35,1

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus de l'année 1966 (« organismes paraétatiques » néant, « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal de Belgique » 0,6 milliard) ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ En 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée. Cette opération a entraîné le passage de 1,4 milliard de la rubrique des titres non accessibles à tout placeur à celle des titres accessibles à tout placeur.

⁷ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ³	99,50	5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁵	99,75	6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁶	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁶	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁶	99,75	6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Intercom.-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 ⁶	99,00	8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ⁶	99,00	8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50 ⁸	99,75	6 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	20 ans	1.500	6,40
							46.215	
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976 1 ^o s.	6,25 — 6,50 ⁹	99,25	5 ou 10 ans	10.000	6,55
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹⁰	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹⁰	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 ¹¹	99,25	8 ou 15 ans	2.000	6,66
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2 ^o s.	6,25 — 6,50 ⁹	99,00	5 ou 10 ans	9.200	6,59
	Juin	22	R.T.T. 1966-1972-1978	6,50 — 6,75 ¹²	99,00	6 ou 12 ans	2.500	6,79
	Septembre	12	Etat belge 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹³	100,00	6 ou 12 ans	12.110	6,85
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1966-1976	7,00	99,00	10 ans	2.000	7,17
	Novembre	7	Intercom.-Autor. E3 1966-1978	7,00	99,00	12 ans	3.500	7,14
	Décembre	8	S.N.C.B. 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹³	99,00	6 ou 12 ans	2.000	7,01
	Décembre	28	C.N.C.P. 1966-1973-1978	7,00	99,50	7 ou 12 ans	500	7,12 ¹⁴
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1977	6,75	97,65	10 ans	500	7,09 ¹⁴
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1987	7,00	96,65	20 ans	500	7,32 ¹⁴
							46.810	
1967	Janvier	9	Ville de Bruxelles 1967-1977	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17
	Janvier	30	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹⁵	100,00	5 a. 7 1/2 m. ou 11 a. 7 1/2 m.	5.800	6,92 ¹⁴
	Janvier	30	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08
	Février	20	S.N.C.I. 1967-1977-1987	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	7,14 ¹⁴
	Mars	22	R.T.T. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ¹³	99,50	6 ou 12 ans	4.000	6,97 ¹⁴
	Avril	17	Fonds des Routes 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08
	Mai	10	S.N.C.B. 1967-1973-1982	6,75 — 7,00 ¹⁶	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92
	Juin	15	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹⁷	100,00	5 ans 3 m. ou 11 ans 3 m.	8.990	6,91 ¹⁴
	Juin	15	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	14 ans 7 1/2 mois	5.300	7,08
	Août	28	Ville de Liège 1967-1972-1977	6,75 — 7,00 ¹⁸	99,00	5 ou 10 ans	800	7,10 ¹⁴
	Septembre	18	C.N.C.P. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ¹³	99,50	6 ou 12 ans	500	6,97 ¹⁴

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne 1 du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.

3 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

4 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

5 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

6 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

7 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

8 Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

10 Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.

11 Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

12 Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, 6,75 % pendant les 6 dernières années.

13 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

14 Taux de rendement pour le porteur qui garde son obligation jusqu'à la fin de l'emprunt.

15 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 1/2 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

16 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.

17 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 3 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

18 Intérêts : 6,75 % pendant les 5 premières années, 7 % pendant les 5 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2 4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5,5-125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	6,00	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Emprunt de conversion.

4 Cet emprunt est exempté de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dette reprise du Congo ³	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) ²
	intérieure				extérieure								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965 Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	480,7
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	483,3
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	486,2
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966 Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	487,6	4,3	491,9
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	488,1	4,2	492,3
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	491,3	4,2	495,5
Mai	305,5	7,0	60,1	43,8	416,4	15,2	30,9	46,1	462,5	32,8	495,3	4,2	499,5
Juin	302,6	7,0	63,3	43,8	416,7	15,0	31,2	46,2	462,9	32,7	495,6	4,2	499,8
Juillet	301,4	7,0	61,9	43,7	414,0	14,8	31,2	46,0	460,0	32,6	492,6	4,1	496,7
Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	496,1	4,0	500,1
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	508,3
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967 Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	509,0
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	514,8
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	516,4
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	519,5
Mai	305,7	8,2	75,0	43,0	431,9	13,8	35,8	49,6	481,5	36,6	518,1	3,7	521,8
Juin	308,3	8,2	69,3	43,0	428,8	13,6	40,9	54,5	483,3	36,0	519,3	3,7	523,0
Juillet	311,8	8,2	58,6	44,8	423,4	13,5	42,0	55,5	478,9	35,3	514,2	3,7	517,9

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p
Etat 2	216,2	231,8	238,8	250,8	268,0	42,5	66,6 ³	64,4 ³	64,2 ³	64,8 ³	258,7	298,4 ³	303,2 ³	315,0 ³	332,8 ³
Organismes publics de crédit non monétaires	96,1	106,1	113,2	120,0	132,3	20,2	21,9	23,1	25,0	26,9	116,3	128,0	136,3	145,0	159,2
Paraétatiques d'exploitation	25,4	26,5	28,3	28,3	27,6	6,0	6,5	6,2	6,5	7,9	31,4	33,0	34,5	34,8	35,5
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	7,1	9,8	11,7	13,2	15,0	7,1	9,8	11,7	13,2	15,0
Secteur public non compris ailleurs	26,3	26,8	27,2	26,5	30,3	10,1	10,6	11,1	13,1	14,1	36,4	37,4	38,3	39,6	44,4
Total ...	364,0	391,2	407,5	425,6	458,2	85,9	115,4	116,5	122,0	128,7	449,9	506,6	524,0	547,6	586,9
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 4	10,1	10,1	10,1	10,1	11,4	0,8	0,8	0,8	0,8	—	10,9	10,9	10,9	10,9	11,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises et particuliers, Etranger	201,9	211,1	213,2	228,9	245,1	4,5	6,8	6,5	6,1	7,1	206,4	217,9	219,7	235,0	252,2
Paraétatiques d'exploitation	2,7	3,2	3,5	3,4	3,5	0,5	0,4	0,5	0,2	0,2	3,2	3,6	4,0	3,6	3,7
Secteur public non compris ailleurs 5	1,6	1,7	1,9	1,9	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,8	2,0	2,0	2,2
Sécurité sociale	2,3	1,7	1,5	2,6	5,0	1,0	0,8	1,2	1,5	1,3	3,3	2,5	2,7	4,1	6,3
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 6	40,5	49,3	51,7	52,3	61,5	37,6	59,5 ³	58,6 ³	59,3 ³	60,8 ³	78,1	108,8 ³	110,3 ³	111,6 ³	122,3 ³
Fonds des Rentes	6,0	6,9	7,5	5,9	5,4	—	—	—	—	—	6,0	6,9	7,5	5,9	5,4
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	41,7	45,1	49,1	47,1	50,0	14,2	14,8	16,6	19,8	20,9	55,9	59,9	65,7	66,9	70,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	59,1	62,4	69,1	73,6	75,6	28,0	30,7	31,7	34,4	37,6	87,1	93,1	100,8	108,0	113,2
Organismes publics de crédit non monétaires ...	8,2	9,8	10,0	9,9	10,0	...	2,3	1,3	0,6	0,7	8,2	12,1	11,3	10,5	10,7
Total ...	364,0	391,2	407,5	425,6	458,2	85,9	115,4	116,5	122,0	128,7	449,9	506,6	524,0	547,6	586,9

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963, 1964 et 1965.

4 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; année 1965 : titres admis ou admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris les bonifications effectivement accordées au 31-12-1965.

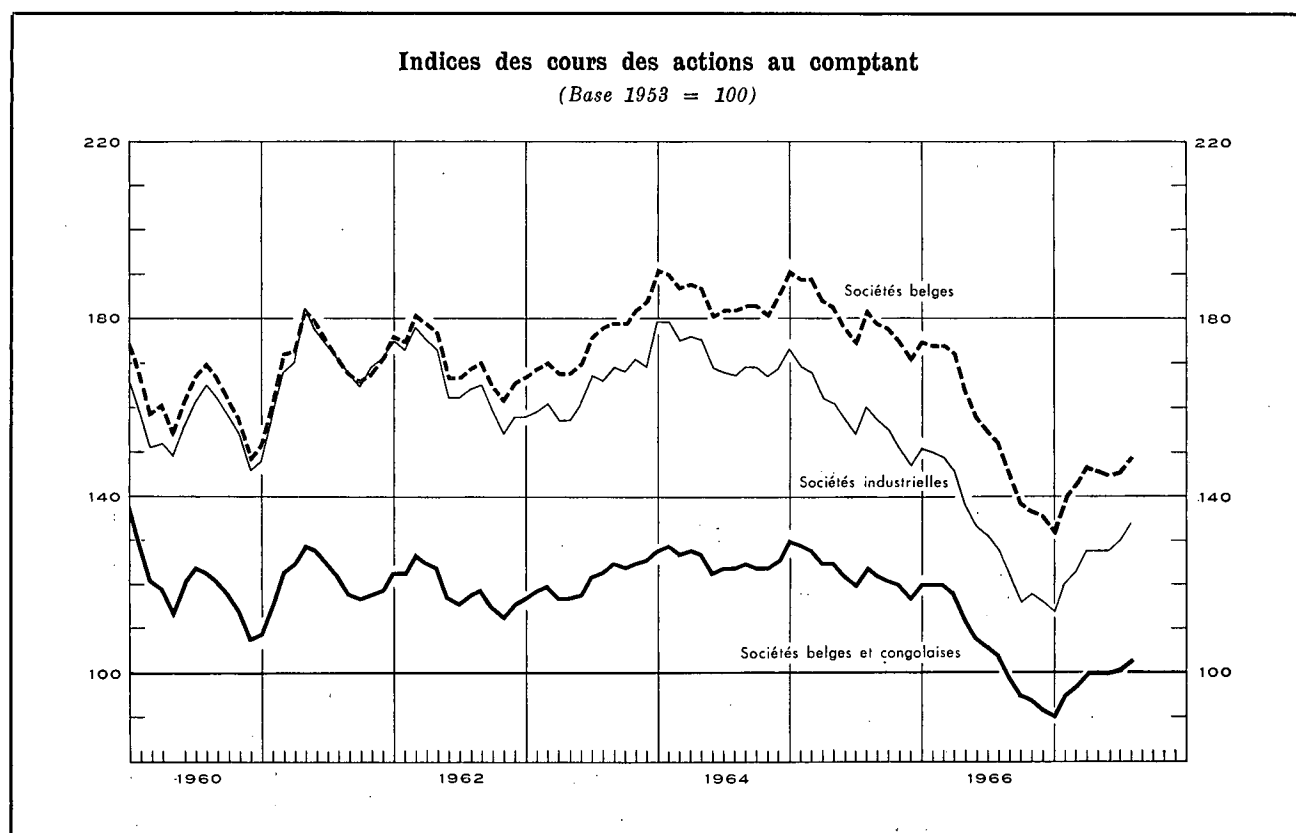
5 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, no 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». XXXVIII^e année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement 3 5	
		Au comptant			A terme	Valeurs belges	
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles
			Ensemble	Sociétés industrielles			
(Base 1953 = 100) 2 4						en %	
1957 Moyenne mensuelle ...	106	155	158	156	133	4,4	4,9
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2

	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Janvier	98	53	120	91	175	133	151	114	113	89	3,6	4,7	3,7	4,8
Février	90	68	120	95	174	140	150	120	115	93	3,6	4,4	3,8	4,5
Mars	78	66	120	97	174	143	149	123	115	95	3,7	4,4	4,0	4,3
Avril	89	79	118	100	172	147	146	128	112	98	3,6	4,3	3,8	4,1
Mai	88	84	112	100	164	146	138	128	108	100	3,9	4,4	4,0	4,1
Juin	76	79	108	100	158	145	133	128	104	102	4,0	4,3	4,1	4,0
Juillet	57	65	106	101	155	146	131	130	103	104	4,1	4,3	4,2	4,0
Août	53	75	104	103	152	149	128	134	99	108	4,4	4,1	4,5	3,8
Septembre	58		99		145		122		94		4,6		4,7	
Octobre	55		95		139		116		90		4,5		4,6	
Novembre	53		94		137		118		90		4,6		4,6	
Décembre	50		92		136		116		89		4,7		4,8	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.

4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521

Sociétés financières et immobilières ⁵

1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015

Industrie des fabrications métalliques

1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111

Métallurgie du fer

1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398

Industrie textile

1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.851	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	403	305	74	340	21

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
Industrie chimique									
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
Electricité									
1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
Industrie du charbon									
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	58.878	3.197
1966	14.942	230.753	145.648	30.459	5.070	13.459	n.d.	n.d.	3.298

Notes voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantîmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	300	41.444	32.681	3.483	921	2.112	n.d.	n.d.	65

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	59.975	3.229
1966	15.242	272.199	178.331	33.943	5.990	15.571	n.d.	n.d.	3.363

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	3.909	54,7	29,5	7,7	1,0	3,7	0,9
5 premiers mois	7.270	130,4	74,4	16,7	2,6	8,2	1,2
6 premiers mois	9.208	156,4	91,7	20,8	3,0	10,0	1,5
7 premiers mois	9.806	161,9	97,8	21,6	3,1	10,4	1,7
8 premiers mois	10.042	163,1	98,9	21,8	3,1	10,4	1,9
9 premiers mois	10.382	165,7	100,7	22,3	3,3	10,5	2,0
10 premiers mois	10.857	175,6	109,0	23,1	3,7	10,8	2,3
11 premiers mois	11.214	184,2	114,6	24,4	4,0	11,5	2,6
12 mois	11.608	197,3	123,0	25,8	4,1	12,4	2,9
12 mois (avec supplément)	14.710	221,1	136,2	29,5	4,7	13,6	2,9
1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	12.076	215,2	136,0	28,0	4,5	12,8	3,3
12 mois (avec supplément)	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé ⁴	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1965 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,8	0,6	...	...	...	...
3 premiers mois	21	1,4	0,8	...	...	...	...
4 premiers mois	40	2,0	0,9	0,1	...	...	...
5 premiers mois	98	13,8	10,9	1,7	...	1,0	...
6 premiers mois	200	32,2	23,2	2,8	0,3	1,2	...
7 premiers mois	222	33,5	24,7	3,0	0,4	1,3	...
8 premiers mois	225	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
9 premiers mois	230	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
10 premiers mois	247	35,5	27,7	3,2	0,4	1,4	...
11 premiers mois	262	37,3	28,5	3,3	0,5	1,4	...
12 mois	281	39,1	29,8	3,3	0,6	1,5	...
12 mois (avec supplément)	300	41,1	30,4	3,4	0,6	1,5	...
1966 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	282	34,4	30,4	2,5	0,9	1,4	0,1
12 mois (avec supplément)	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1

C. — Total général ⁴

1965 Janvier	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	0,7
4 premiers mois	3.949	56,7	30,4	7,8	1,0	3,8	0,9
5 premiers mois	7.368	144,2	85,4	18,4	2,6	9,2	1,2
6 premiers mois	9.408	188,6	114,9	23,6	3,3	11,2	1,5
7 premiers mois	10.028	195,4	122,5	24,6	3,5	11,6	1,7
8 premiers mois	10.267	196,8	123,8	24,8	3,5	11,7	1,9
9 premiers mois	10.612	199,4	125,6	25,3	3,7	11,8	2,1
10 premiers mois	11.104	211,1	136,6	26,3	4,1	12,2	2,3
11 premiers mois	11.476	221,5	143,0	27,7	4,5	13,0	2,6
12 mois	11.889	236,4	152,8	29,1	4,7	13,9	3,0
12 mois (avec supplément)	15.010	262,2	166,7	32,9	5,3	15,1	3,0
1966 Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	12.358	249,6	166,4	30,5	5,4	14,2	3,4
12 mois (avec supplément)	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (3) - (4)	(6)	= (5) + (6)	= (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	10.993	p 6.019	p 2.019	p 4.000	p 1.327	p 5.327	p 16.320	p 17.743

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	p 500	p 40	p 460	p — 5	p 455	p 469	p 463

Total général

1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.007	p 6.519	p 2.059	p 4.460	p 1.322	p 5.782	p 16.789	p 18.206

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1964 6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois	21.556	9.766	3.848	13.614	1.660	9	1	10
1965 3 premiers mois ...	5.603	2.030	1.850	3.880	8	8	...	8
6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	<i>p</i> 6.019	<i>p</i> 13.245	540	8	<i>p</i> 500	<i>p</i> 508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.934	9.714	<i>p</i> 2.645	<i>p</i> 12.359	659	10	<i>p</i> 700	<i>p</i> 710
1965 Septembre	1.102	676	15	691	...	...	...	...
Octobre	667	317	1.513	1.830	...	...	...	...
Novembre	3.821	1.051	157	1.208	15	...	...	...
Décembre	2.454	1.024	475	1.499	30	...	...	...
1966 Janvier	749	450	27	477	...	...	450	450
Février	945	906	19	925	...	...	...	...
Mars	5.712	2.247	319	2.566	...	...	...	...
Avril	882	332	132	464	1	...	...	...
Mai	1.062	439	371	810	...	...	...	...
Juin	7.425	938	111	1.049	...	...	...	...
Juillet	616	203	31	234	654	10	...	10
Août	621	529	8	537	...	...	...	...
Septembre	811	195	487	682	...	...	...	...
Octobre	1.174	359	18	377	...	...	250	250
Novembre	6.951	2.246	1.004	3.250	4	...	...	...
Décembre	2.986	870	118	988	...	...	...	...
1967 Janvier	<i>p</i> 847	319	9	328	...	...	...	...
Février	<i>p</i> 835	355	1	356	...	...	...	...
Mars	<i>p</i> 1.294	385	217	602	...	...	...	...
Avril	<i>p</i> 1.220	487	1.255	1.742	...	...	...	...
Mai	<i>p</i> 1.031	357	47	404	...	...	...	...
Juin	<i>p</i> 10.714	359	11	370	...	...	...	...
Juillet	<i>p</i> 2.219	582	...	582	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.
² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.
³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.
N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement. [pour les colonnes (1), (3), (6) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1965 4 ^e trimestre	1.660	1.201	2.686	1.316	...	2.664	1.567	5.547	...
1966 1 ^{er} trimestre	1.982	572	2.336	1.187	252	2.647	804	4.890	...
2 ^e trimestre	1.726	435	2.144	1.220	445	1.580	1.060	4.305	...
3 ^e trimestre	1.761	35	2.941	1.298	851	1.211	1.377	4.737	...
4 ^e trimestre	2.151	20	3.202	1.182	1.654	1.364	1.173	5.373	...
1967 1 ^{er} trimestre	1.944	233	4.021	1.633	426	3.380	759	6.198	...
2 ^e trimestre	2.015	601	3.245	1.694	613	2.614	940	5.861	...
1966 Février	2.258	519	2.346	1.303	400	2.678	742	5.123	...
Mars	1.830	232	1.829	1.124	371	1.563	833	3.891	...
Avril	1.420	886	1.877	1.314	30	1.820	1.019	4.183	...
Mai	1.560	420	2.150	1.360	339	1.528	903	4.130	...
Juin	2.203	...	2.403	980	968	1.395	1.263	4.606	...
Juillet	1.251	104	2.992	1.671	347	896	1.433	4.347	...
Août	2.238	...	2.901	1.186	1.456	1.595	902	5.139	...
Septembre	1.794	...	2.929	1.029	747	1.140	1.807	4.723	...
Octobre	1.819	3	2.598	1.039	1.207	920	1.254	4.420	...
Novembre	2.015	58	2.870	1.412	1.215	1.252	1.064	4.943	...
Décembre	2.616	...	4.126	1.102	2.527	1.916	1.197	6.742	...
1967 Janvier	2.195	107	4.219	1.285	623	3.830	783	6.521	...
Février	2.290	3	4.093	1.871	576	3.225	714	6.386	...
Mars	1.381	566	3.759	1.765	94	3.071	776	5.706	...
Avril	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...
Mai	1.745	991	3.018	2.150	92	2.651	861	5.754	...
Juin	2.608	171	2.702	1.120	1.429	2.072	860	5.481	...
Juillet	1.779	874	2.641	1.784	282	1.706	1.522	5.294	...
Août	2.514	2.167	2.808	1.727	...	4.573	1.189	7.489	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et reprêtés par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

⁴ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de p'èces	Milliards de francs				
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1966 1 ^{er} trimestre	39	2	181	1.079	308	1.084	488	452	110	1.537	599
2 ^e trimestre	39	2	145	1.138	317	1.140	462	495	115	1.635	577
3 ^e trimestre	39	2	153	1.107	323	1.109	476	501	117	1.610	593
4 ^e trimestre	39	2	162	1.255	341	1.257	503	578	124	1.835	627
1967 1 ^{er} trimestre	39	3	172	1.261	411	1.264	583	614	127	1.878	710
2 ^e trimestre	39	2	174	1.352	404	1.354	578	596	121	1.950	699
1966 Février	39	2	185	1.009	287	1.011	472	423	105	1.434	577
Mars	39	2	152	1.200	307	1.202	459	499	118	1.701	577
Avril	39	2	142	1.078	303	1.080	445	458	106	1.538	551
Mai	39	2	134	1.112	340	1.114	474	488	115	1.602	589
Juin	39	2	159	1.225	308	1.227	467	539	124	1.766	591
Juillet	39	2	136	1.090	354	1.092	490	468	113	1.560	603
Août	39	2	172	1.099	316	1.101	488	507	124	1.608	612
Septembre	39	2	152	1.133	299	1.135	451	529	115	1.664	566
Octobre	39	2	143	1.201	326	1.203	469	547	119	1.750	588
Novembre	39	2	151	1.187	336	1.189	487	558	118	1.747	605
Décembre	39	3	192	1.378	360	1.381	552	628	134	2.009	686
1967 Janvier	39	3	195	1.288	423	1.291	618	617	131	1.908	749
Février	39	2	162	1.184	391	1.186	553	577	123	1.763	676
Mars	39	3	159	1.311	420	1.314	579	648	128	1.962	707
Avril	39	2	171	1.264	405	1.266	576	617	115	1.883	691
Mai	39	2	168	1.356	422	1.358	590	487	115	1.845	705
Juin	39	2	184	1.435	383	1.437	567	684	134	2.121	701
Juillet	39	3	164	1.270	420	1.273	584	612	130	1.885	714

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, jusqu'au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non-acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 366 jours	autres effets publics 1
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1962 18 janvier	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
14 septembre	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—

1 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics, « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 août 1967

Cert. de tréas. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 1) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1965	3,17
1966	3,88
1966 Septembre	4,35
1966 Octobre	4,40
1966 Novembre	4,40
1966 Décembre	3,92
1967 Janvier	3,37
1967 Février	3,53
1967 Mars	3,45
1967 Avril	3,71
1967 Mai	3,59
1967 Juin	3,52
1967 Juillet	3,69
1967 Août	2,88

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3*		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	3 mois	6 mois	6 mois	12 mois		6 mois	9 mois	12 mois
1963	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1963 3 janv.	3,860	3,416	3,450
1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1965 12 janv.	5,40	5,55	5,65
1966 Sept.	5,00	5,25	5,50	5,80	5,77	1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
1966 Oct.	5,10	5,40	5,70	5,90	5,85	1966 11 oct.	5,90	5,95	6,00
1966 Nov.	5,15	5,50	5,75	6,00	5,99	8 nov.	6,00	6,00	6,05
1966 Déc.	5,35	5,60	5,85	6,15	6,12	13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967 Janv.	5,25	5,50	5,75	6,05	6,12	1967 10 janv.	6,20	6,25	6,35
1967 Fév.	5,20	5,45	5,70	6,00	6,00	14 fév.	6,10	6,05	6,15
1967 Mars	5,00	5,25	5,50	5,75	5,84	11 mars	6,10	6,15	6,15
1967 Avril	4,80	5,05	5,30	5,60	5,67	11 avril	5,95	*	6,00
1967 Mai	4,70	4,95	5,20	5,50	5,55	9 mai	5,85	5,85	5,85
1967 Juin	4,95	5,20	5,45	5,75	5,65	13 juin	5,90	5,85	5,90
1967 Juillet	5,00	5,25	5,50	5,80	5,79	11 juil.	5,95	6,00	6,05
1967 Août	4,75	5,00	5,25	5,60	5,73	8 août	5,90	5,95	*
						12 sept.	5,70	5,70	5,70

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3238).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.825 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1963, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux resté fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	
1965	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Août	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
						jusqu'à 500.000 F	
1967	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Février	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Mars	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Avril	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Juin	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Août	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1er décembre 1962					Emprunts émis après le 1er décembre 1962			
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la dette unifiée) 2	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paraéa-tiques et villes	Etat	Paraéa-tiques et villes		Etat	Paraéa-tiques et villes	
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
1966	4,07	5,72	5,76	5,81	5,73	5,77	6,69	6,70	6,72
Septembre	4,07	5,85	5,81	5,84	5,76	5,83	6,73	6,76	6,76
Octobre	4,07	5,99	5,96	5,94	5,81	5,94	6,76	6,80	6,81
Novembre	4,07	5,90	5,96	5,96	5,82	5,92	6,67	6,80	6,74
Décembre	4,07	5,91	5,89	5,90	5,84	5,90	6,73	6,81	6,78
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	6,76	6,81	6,80
Février	4,09	5,98	5,79	5,88	5,84	5,89	6,74	6,80	6,79
Mars	4,08	5,94	5,79	5,88	5,88	5,89	6,76	6,83	6,81
Avril	4,06	5,73	5,76	5,86	5,83	5,81	6,76	6,84	6,81
Mai	4,06	5,85	5,84	5,86	5,84	5,84	6,77	6,83	6,82
Juin	4,06	5,76	5,85	5,89	5,85	5,82	6,77	6,81	6,81
Juillet	4,06	5,80	5,86	5,92	5,84	5,85	6,77	6,81	6,82
Août	4,06	5,45	5,63	5,74	5,77	5,63	6,64	6,73	6,70
Septembre	4,06	5,55	5,59	5,77	5,75	5,65	6,64	6,72	6,70

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Y compris les emprunts de Sociétés de 5 à 20 ans.

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 ; « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 ; « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour. (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 ; « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 ; « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 ; « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1957		4,00		3,—		5,—		7,—		4,—		5,—		2		2,50
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50								
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	26	6,—		
Juin													10	5,50		
Septembre .													12	5,—		
Octobre ...													13	4,—		
Novembre .																
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	6	3,50		
Mai													11	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Août																
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—			4	4,50				
Juin															3	2,50
Juillet ...													23	4,25		
Novembre .			24	4,—			23	7,—								
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet ...							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50	7	4,50		
Avril	14	3,50	7	4,—												
Mai	12	3,—					4	5,50								
Juillet ...															10	3,—

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 7 juillet	1967 6 juillet	1966 4 août	1967 10 août
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824	24.503	24.111	25.001	24.150
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200	4.872	4.817	4.909	4.835
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926	4.607	4.571	4.628	4.568
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274	265	246	281	267
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471	1.471	1.380	1.471	1.380
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30	28	23	31	26
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221	917	886	1.017	1.184
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427	4.143	4.003	4.143	4.003
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010	15.650	17.644	15.750	18.496
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038	7.079	7.912	7.037	8.052
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	575	669	612	141	27	110	16	130
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332	2.455	2.735	2.568	2.669
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.402	6.819	6.188	4.050	2.739	1.365	2.401	2.020
<i>Autres crédits à moyen terme</i>		4.945	5.328	3.449	3.350	5.472	3.728	5.625
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840	6.811	9.351	6.912	10.901
Avances à 30 jours sur effets publics	72	32	5	12	29	359	20	377
Avances sur titres	71	88	91	99	109	107	94	97
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368	700	702	947	847
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373	1.193	1.602	1.349	1.477
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647	70.198	74.757	71.416	77.545
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627	66.342	69.741	67.429	69.685
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066	2.280	3.177	2.177	6.021
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	...	...	...	...	...	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	238	426	169	226	192	273	147	197
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345	801	1.587	768	4.552
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495	1.237	1.317	1.262	1.271
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704	1.326	1.589	1.560	1.589
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647	70.198	74.757	71.416	77.545

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1986, décret du 29 juillet 1989 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1964 28 February	1965 28 February	1966 28 February	1967 28 February	1966 6 July	1967 5 July	1966 10 August	1967 9 August
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	-------------------	------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.438	2.638	2.788	2.888	2.988	2.988	3.038	3.088
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.450	2.650	2.800	2.900	3.000	3.000	3.050	3.100
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.450	2.650	2.800	2.900	3.000	3.000	3.050	3.100

Notes Issued :								
In Circulation	2.430	2.604	2.784	2.869	2.945	2.985	2.977	3.034
In Banking Department	20	46	16	31	55	15	73	66
Total ...	2.450	2.650	2.800	2.900	3.000	3.000	3.050	3.100

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	298	233	380	458	351	518	363	427
Other Securities :								
Discounts and Advances	32	72	70	93	86	75	81	90
Securities	25	26	28	27	26	29	26	28
Notes	20	46	16	31	55	15	73	66
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	376	378	495	610	519	638	544	612

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	4	4	4
Public Deposits	10	11	13	12	12	9	12	10
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	97	201	98	203	162	207
Other Deposits :								
Bankers	276	262	272	268	282	297	243	265
Other Accounts	71	86	94	110	109	110	108	111
Total ...	376	378	495	610	519	638	544	612

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1966 31 December	1966 6 July	1967 5 July	1966 10 August	1967 9 August
ASSETS								
Gold certificate account	13.819	13.505	11.702	10.836	11.220	10.769	11.050	10.700
Redemption fund for F.R. notes	1.418	1.570	1.734	1.838	1.773	1.839	1.815	1.849
Total gold certificate reserves ...	15.237	15.075	13.436	12.674	12.993	12.608	12.865	12.549
Cash	182	146	129	298	249	308	281	326
Discounts and advances	63	186	137	173	265	89	526	261
Acceptances :								
Bought outright	70	59	75	69	81	96	48	82
Held under repurchase agreement	92	35	112	124	172	42	—	48
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	—	—	34	—	17	—	—
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	4.142	6.044	9.100	11.803	10.890	14.347	10.289	14.176
Certificates	7.066	...	...	4.351	15	4.353	15	4.353
Notes	17.729	25.188	24.828	21.302	25.326	21.737	25.326	21.737
Bonds	4.645	5.274	6.550	6.199	6.476	6.538	6.476	6.538
Total bought outright ...	33.582	36.506	40.478	43.655	42.707	46.975	42.106	46.804
Held under repurchase agreement	11	538	290	627	26	102	342	—
Total U.S. Government securities ...	33.593	37.044	40.768	44.282	42.733	47.077	42.448	46.804
Total loans and securities	33.818	37.324	41.092	44.682	43.251	47.321	43.022	47.195
Cash items in process of collection	6.435	7.190	6.915	7.879	7.087	6.900	7.053	6.763
Bank premises	104	102	103	107	104	109	104	110
Other assets	400	552	977	1.418	946	1.089	1.151	1.301
Total assets ...	56.176	60.389	62.652	67.058	64.630	68.335	64.476	68.244
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	32.381	34.659	37.074	39.339	37.880	39.860	37.922	39.833
Deposits :								
Member bank reserves	17.049	18.086	18.447	19.794	18.956	20.485	18.488	19.741
U.S. Treasurer - general account	880	820	668	416	693	289	990	917
Foreign	171	229	150	174	193	174	124	116
Other	291	321	355	588	398	519	410	467
Total deposits ...	18.391	19.456	19.620	20.972	20.240	21.467	20.012	21.241
Deferred availability cash items	3.835	4.584	4.667	5.369	5.001	5.411	5.023	5.538
Other liabilities and accrued dividends ...	82	642	189	238	224	252	208	253
Total liabilities ...	54.689	59.341	61.550	65.918	63.345	66.990	63.165	66.865
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	497	524	551	570	562	585	564	587
Surplus	990	524	551	570	551	570	551	570
Other capital accounts					172	190	196	222
Total liabilities and capital accounts ...	56.176	60.389	62.652	67.058	64.630	68.335	64.476	68.244
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	92	122	144	191	264	372	269	296
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	46,3 %	42,7 %	35,4 %	31,7 %	33,7 %	31,3 %	33,2 %	31,1 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 578 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated Statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1968 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1966 31 december	1966 4 juli	1967 10 juli	1966 8 augustus	1967 7 augustus
ACTIVA								
Goud	5.770	6.080	6.327	6.234	6.232	6.236	6.232	6.236
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.081	1.435	1.096	1.119	755	1.236	1.114	1.361
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	15	31	44	53	54	107	45	83
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	...	7	78	144	223	163	164
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	729	346	704	1.139	1.157	1.003	1.142	981
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	25	16	157	234	396	360	285	293
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	16	14	30	22	21	18	23	18
Belegging van kapitaal en reserves	178	173	164	162	182	191	182	191
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	11	17	15	20	23	21	21	17
Totaal ...	7.825	8.112	8.544	9.061	8.964	9.395	9.207	9.344

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	6.225	6.927	7.682	8.245	8.231	8.521	7.899	8.273
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.261	853	525	437	375	520	936	683
's Rijks schatkist	1.095	665	394	326	247	441	686	609
Banken in Nederland	122	138	91	76	70	29	230	20
Andere ingezetenen	44	50	40	35	58	50	20	54
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	76	79	64	56	78	47	74	69
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	70	73	57	50	49	39	65	39
Andere niet-ingezetenen	6	6	7	6	29	8	9	30
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	16	14	13	13	14	19	12	17
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	165	163	171	163	171	163	171
Diverse rekeningen	59	54	77	119	83	97	103	111
Totaal ...	7.825	8.112	8.544	9.061	8.964	9.395	9.207	9.344
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	62	65	71	72	72	46	71	43

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1963 dicembre	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre	1966 giugno	1967 giugno	1966 luglio	1967 luglio
Oro in cassa	1.000	1.000	1.502	1.509	1.480	1.507	1.476	1.504
Cassa ¹	25	22	24	35	31	42	20	36
Portafoglio ²	942	764	720	939	781	873	760	876
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	337	285	311	664	441	716	377	685
Prorogati pagamenti	42	51	93	95	128	181	...	...
Ufficio italiano dei cambi	1.770	2.069	1.982	2.129	2.006	2.191	2.135	2.271
Disponibilita in divisa all'estero	65	64	...	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	168	519	405	619	380	467	317	472
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	229	305	211	241	253	284	287	262
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	440	410	377	339	377	339	377	339
C/c servizio tesoreria	506	558	913	537	563	407	819	625
Servizi diversi per conto dello Stato	—	29	33	59	59	58	53	82
Spese	71	88	102	133	58	74	61	77
Totale attivo ...	5.595	6.164	6.673	7.299	6.557	7.139	6.682	7.229
Circolazione dei biglietti ⁵	3.699	3.914	4.288	4.595	4.049	4.341	4.192	4.447
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	62	57	41	62	34	33	26	44
Conti correnti liberi	87	119	157	172	131	169	64	62
Conti correnti vincolati	1.305	1.459	1.738	1.933	1.862	2.092	1.915	2.174
Creditori diversi	352	517	340	391	412	417	412	410
C/c servizio tesoreria	—	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	10	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	5	6	7	8	7	8	7	8
Fondo di riserva straordinario	3	3	4	5	4	5	5	6
Rendite	72	89	103	133	58	74	61	78
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	5.595	6.164	6.673	7.299	6.557	7.139	6.682	7.229
Depositante di titoli e valori	4.273	4.918	4.991	6.338	5.487	6.320	5.212	6.325
1 Comprese monete di Stato	5	2	1	22	1	23	1	24
2 Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	343	363	387	414	401	428	402	429
— istituti speciali	274	279	293	314	302	323	296	320
3 Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	334	282	308	661	439	714	375	624
— privati	2	2	1	1	1	1	1	1
4 Compresi BOT	—	242	107	108	150	46	117	17
5 Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	2	1	1	2	1	n.d.
6 Compresi vaglia e assegni	29	21	22	27	20	20	18	19

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1968 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1966 7 Juli	1967 7 Juli	1966 5 August	1967 7 August
AKTIVA								
Gold	15.138	16.731	17.371	16.905	16.939	16.881	16.915	16.870
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	12.894	10.770	8.111	9.775	7.867	9.110	8.407	9.281
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	417	563	892	1.084	1.011	1.801	1.011	1.696
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	—	—	—	500	—	500
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.122	2.684	3.344	3.256	3.344	2.536	3.255	2.448
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	751	615	509	420	508	420	420	331
b) an Weltbank	1.342	1.343	1.446	1.446	1.446	1.446	1.446	1.446
c) an I.W.F.	—	720	1.390	1.390	1.390	670	1.390	670
Deutsche Scheidemünzen	81	116	130	166	144	236	141	221
Postcheckguthaben	376	377	409	425	216	197	207	191
Inlandswechsel	1.647	2.413	4.650	5.031	7.837	5.306	6.873	4.249
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	125	307	345	711	203	188	29	164
Lombardforderungen	208	646	696	938	694	37	153	130
Kassenkredite	1.749	1.212	1.408	1.164	549	5	1.528	44
Wertpapiere	1.222	1.176	1.151	1.095	1.148	1.091	1.148	1.091
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.990	6.081	7.617	7.804	7.236	7.372	7.552	7.122
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.294	3.016	3.001	3.741	3.583	3.797	3.572	3.767
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.595	2.953	2.285	2.462	2.199	2.051	2.199	2.051
Sonstige Aktiva	406	463	433	357	245	355	292	378
	46.264	49.508	51.843	54.914	53.215	51.463	53.282	50.203

PASSIVA

Banknotenumlauf	25.426	27.692	29.455	30.770	29.615	29.772	30.217	29.883
Einlagen von	18.006	18.610	18.671	19.784	19.833	17.518	19.266	16.069
Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...	13.607	15.143	16.241	17.386	16.956	14.887	17.288	13.710
Öffentlichen Einlegern	4.126	3.215	2.165	2.109	2.567	2.387	1.724	2.125
Andere inländischen Einlegern	273	252	265	289	310	244	254	234
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	270	308	452	552	388	381	356	371
Einlagen ausländischer Einleger	234	257	418	494	364	352	332	342
Sonstige	36	51	34	58	24	29	24	29
Rückstellungen	1.076	1.260	1.475	1.690	1.690	1.925	1.690	1.925
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	701	776	861	963	963	1.080	963	1.080
Sonstige Passiva	495	572	639	863	436	497	500	585
	46.264	49.508	51.843	54.914	53.215	51.463	53.282	50.203

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 7 juillet	1967 7 juillet	1966 5 août	1967 7 août
ACTIF								
Encaisse or	12.204	11.794	13.164	12.297	11.275	12.308	11.604	12.307
Devises	1.083	1.679	853	2.060	1.338	1.676	1.135	1.477
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	431	429	519	489	174	519	174
Portefeuille effets sur la Suisse	142	163	139	158	101	95	97	95
<i>Effets de change</i>	107	138	130	141	101	95	97	95
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	35	25	9	17	...	...	...	...
Avances sur nantissement	97	78	39	109	53	41	22	33
Bons du Trésor étrangers en FS	207	432	432	432	432	432	432	432
Titres	52	65	93	182	158	186	165	186
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	2	...	2	6	2	6
<i>autres</i>	52	64	91	182	156	186	163	180
Correspondants :	71	92	81	97	52	32	37	38
<i>en Suisse</i>	62	75	66	82	20	19	21	23
<i>à l'étranger</i>	9	17	15	15	32	13	16	15
Autres postes de l'actif	35	29	33	68	73	65	75	74
Total ...	13.891	14.763	15.263	15.922	13.971	15.009	14.086	14.816

PASSIF

Fonds propres	55	56	57	58	58	59	58	59
Billets en circulation	9.035	9.722	10.043	10.651	9.625	10.081	9.557	9.935
Engagements à vue	3.188	3.271	3.215	3.431	2.285	3.185	2.467	3.132
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.700	2.908	3.005	2.982	1.771	2.606	1.910	2.527
<i>Autres engagements à vue</i>	488	363	210	449	514	579	557	605
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	690	1.035	690
Engagements à terme	357	433	602	389	625	600	625	600
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	3	20	2	2	—	3	—
Autres postes du passif	221	243	291	356	341	394	341	400
Total ...	13.891	14.763	15.263	15.922	13.971	15.009	14.086	14.816

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	31 juillet 1966	31 juillet 1967	31 août 1966	31 août 1967
I. Or en lingots et monnayé	2.283	2.583	2.527	2.672	2.520	2.694
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	683	975	1.429	55	1.644	49
III. Bons du Trésor réescomptables	82	70	291	678	295	674
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	125	75	125	76	125	75
V. Dépôts à terme et avances :	2.935	4.108	2.253	4.100	2.330	4.908
a) à 3 mois au maximum	2.060	3.282	1.395	3.374	1.711	3.949
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	—	3	—
c) de 3 à 6 mois	603	509	550	522	385	863
d) de 6 à 9 mois	25	113	200	140	131	32
e) de 9 à 12 mois	118	123	42	64	37	64
f) à plus d'un an	126	78	63	—	63	—
VI. Autres effets et titres :	2.015	1.285	1.551	1.531	1.468	1.428
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	296	293	385	375	387	377
b) de 3 à 6 mois	3	10	16	16	13	13
c) de 6 à 9 mois	94	94	13	13	16	25
d) de 9 à 12 mois	22	23	9	19	7	7
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	1.309	639	847	870	834	727
b) de 3 à 6 mois	100	57	139	201	62	232
c) de 6 à 9 mois	75	61	54	12	60	13
d) de 9 à 12 mois	35	69	28	1	29	6
e) à plus d'un an	81	39	60	24	60	28
VII. Actifs divers	1	2	5	1	5	1
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	—	—	—	—	—
Total actif ...	8.192	9.098	8.181	9.113	8.387	9.829

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)

Total ...

	221	—	—	—	—	—
	76	—	—	—	—	—
Total ...	297	—	—	—	—	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	31 juillet 1966	31 juillet 1967	31 août 1966	31 août 1967
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	26	26	45	26	45
1. Fonds de Réserve Légale	13	13	13	12	13	12
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	23	13	23
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	—	—	—	10	—	10
III. Dépôts (or) :	4.410	4.303	4.181	3.924	4.133	4.263
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	—	34	34	—	34	—
b) de 9 à 12 mois	203	238	—	30	—	30
c) de 6 à 9 mois	69	—	107	90	117	90
d) de 3 à 6 mois	79	84	45	161	33	133
e) à 3 mois au maximum	1.656	1.163	929	1.452	1.227	2.088
f) à vue	1.836	2.254	2.584	1.704	2.239	1.434
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	17	100	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	17	90	103	—	52	—
d) de 3 à 6 mois	69	86	155	55	155	28
e) à 3 mois au maximum	248	86	86	103	138	138
f) à vue	216	168	138	329	138	322
IV. Dépôts (monnaies) :	2.943	4.056	3.278	4.125	3.531	4.513
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	28	19	22	16	22	17
b) de 9 à 12 mois	11	52	10	—	18	10
c) de 6 à 9 mois	80	105	58	11	6	2
d) de 3 à 6 mois	503	325	389	449	240	326
e) à 3 mois au maximum	1.950	3.177	2.057	3.050	2.305	3.421
f) à vue	16	139	348	128	563	121
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	15	—	—	8	—	32
d) à 3 mois au maximum	323	209	377	446	358	565
e) à vue	17	30	17	17	19	19
V. Effets :	385	284	290	605	288	588
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	11	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	41	4	2	—	2	—
d) à 3 mois au maximum	333	280	288	605	286	588
VI. Divers	79	78	55	58	57	64
VII. Comptes de profits et pertes	10	10	10	—	10	—
VIII. Provision	214	216	216	231	216	231
<i>Total passif</i> ...	8.192	9.098	8.181	9.113	8.387	9.829

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	—	—	—	—	—
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	—	—	—	—	—
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	—	—	—	—	—
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	—	—	—	—	—
<i>Total</i> ...	297	—	—	—	—	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activités de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	Y - 1a		
b) Navigation maritime	Y - 1b		
c) Navigation intérieure	Y - 1c		
2. Tourisme	Y - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	Y - 3a		
b) Ventes à tempérament	Y - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Soldes trimestriels	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4		
6. Détail des recettes fiscales	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964	XII - 1b		
2. Mouvement des créances et des dettes en 1964	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes en 1964 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banque de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situations globales des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite ...	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle .	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
